

**Integral analysis of legal and empirical results**

Belgium, France, Italy, Romania and Spain

**Funded by**

**European Commission**

(JUST/2013/JPEN/AG/4539)



Project Coordinator:

Prof. Alessandro Bernardi - University of Ferrara

www.prisonovercowding.eu

**Founded by**

**European Commission**

(JUST/2013/JPEN/AG/4539)

As a preparatory work for the draft of the National reports included in the Handbook, national units have focused on information and statistics concerning alternative sanctions and measures. Encompassing the instruments applicable, respectively, to the pre-sentencing, sentencing and post-sentencing phase, the analysis drew attention to the existence of a wide array of sanctions and measures available to prosecutors and judges in the selected Member States evaluating their effectiveness with the view to assess their effectiveness and identify the reccommendations to foster their development.

**Belgium**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Libération en vue d’un éloignement ou d’un transfert |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Cette mesure n’est pas définie légalement. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Obligatoire pour le destinataire.  Privative de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Cette mesure est prise en vue de transposer la Directive 2008/115/CE, dite directive « retour ».  Cette mesure vise à « permettre le retour de certains étrangers, en l’occurrence des étrangers qui ont été condamnés et sont emprisonnés » (*Doc., parl.*, S., 2011-2012, 5-1364/3 : 2). Cette mesure permet de « rapatri[er] ou de transfér[er] vers un centre fermé » les condamnés étrangers (*Doc., parl.*, S., 2011-2012, 5-1364/3 : 3). Cette mesure permet que la détention administrative des étrangers ne se fasse plus en prison mais uniquement dans les centres fermés de l’Office des étrangers (*Doc., parl.*, S., 2011-2012, 5-1364/3 : 4). Cette mesure permet de placer « l’étranger dans une perspective d’éloignement immédiat du territoire » (*Doc., parl.*, S., 2011-2012, 5-1364/3 : 4). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Ministre de la Justice.  La circulaire ministérielle n° 1815 du 7 mars 2013 semble indiquer que le véritable décideur est l’Office des étrangers : « Si l’Office des étrangers décide d’éloigner ou de transférer vers un centre le condamné qui fait l’objet d’un des documents précités, la direction de la prison procède à la libération au (sic) condamné ». |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés étrangers qui ont fait l’objet d’un arrêté royal d’expulsion exécutoire, d’un arrêté ministériel de renvoi exécutoire ou d’un ordre de quitter le territoire exécutoire avec preuve d’éloignement effectif. |
| 9. Conditions d’octroi | - Être à six mois avant la fin de la partie exécutoire de la ou des peines privatives de liberté |
| 10. Conditions liées à l’exécution | Le condamné reste privé de liberté dans un centre fermé pour étrangers. S’il est effectivement éloigné du territoire, il ne pourra revenir en Belgique dans les deux ans qui suivent sa libération. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | Le détenu ainsi « libéré » relève de l’Office des étrangers.  En cas de retour en Belgique dans les deux ans, le procureur du Roi peut ordonner une arrestation provisoire et le ministre de la Justice peut décider de faire exécuter la partie restante de la ou des peines privatives de liberté. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Office des étrangers (avant l’éloignement)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Ministre de la Justice (décision de faire exécuter la partie restante) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Il n’y a pas de chiffres disponibles sur le nombre de libérations en vue de faciliter l’éloignement ou de permettre un transfert vers un centre fermé. Cependant, en 2013, 625 détenus ont fait l’objet d’un éloignement (388 au départ d’une prison et 237 au départ d’un centre fermé). La mesure de libération en vue d’un éloignement ou d’un transfert semble être « efficace » puisque ce nombre n’était que de 378 détenus en 2012 (Office des étrangers du SPF Intérieur, 2013 : 15). |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Il n’y a pas de chiffres disponibles. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure de « libération » en vue d’un éloignement ou d’un transfert est tout sauf une véritable libération, car si elle permet effectivement de quitter les murs de la prison, elle ne permet pas le moindre retour « à la vie libre ». En effet, elle conduit le détenu des murs de la prison vers ceux d’un centre fermé. Parler de « libération » relève certainement de ce que van de Kerchove a nommé le « pouvoir mystificateur du langage juridique » (1976). Une telle mesure spécifiquement présentée comme favorisant un nouvel enfermement dans un autre lieu (centre fermé) ne cadre pas avec la philosophie de la Recommandation Rec (2012) 12. Cette pseudo-libération réduit l’accès à un autre dispositif (plus favorable) qu’est la libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Permission de sortie |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La permission de sortie est l’autorisation donnée au condamné de quitter la prison pour une durée déterminée qui ne peut excéder seize heures. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | La mesure est accordée au condamné pour lui permettre :  - de défendre des intérêts sociaux, moraux, juridiques, familiaux, de formation ou professionnels (permission de sortie occasionnelle) ;  - de subir un examen ou un traitement médical (permission de sortie occasionnelle) ;  - de préparer sa réinsertion sociale (permission de sortie périodique). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Ministre de la Justice.  Tribunal de l’application des peines (à titre exceptionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés sauf les condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique. |
| 9. Conditions d’octroi | - (en ce qui concerne la permission de sortie liée à la préparation de la réinsertion sociale) être dans les deux années précédant la date d’admissibilité à la libération conditionnelle (*cf. infra*), (les autres permissions de sortie peuvent être accordées à tout moment de la détention) ;  - absence de contre-indications liées au risque de se soustraire à l’exécution de la peine, au risque de commission d’infractions graves et au risque d’importuner les victimes ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la permission de sortie. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre de nouvelles infractions ;  - conditions particulières fixées par le ministre de la Justice. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - suspension de la mesure (pour une durée de trois mois maximum) ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Ministre de la Justice (adaptation des conditions, suspension, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre de demandes** | **Nombre d’octrois** | **Taux d’octroi (%)** | | 1997 |  | 2070 |  | | 1998 |  | 4894 |  | | 1999 |  | 7620 |  | | 2000 |  | 6897 |  | | 2007 | 6122 | 3760 | 61,4 | | 2009 | 5484 | 3019 | 55,1 | | 2010 | 4963 | 2617 | 52,7 | | 2013 | 5101 | 2614 | 51,2 | | 2014 | 5027 | 2799 | 55,7 | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Le tableau suivant montre les décisions prises par le ministre de la Justice à la suite d’un non-respect des conditions. Les chiffres disponibles ne distinguent malheureusement pas les situations liées à une permission de sorties et les situations liées à un congé pénitentiaire (*cf. fiche congé pénitentiaire*).   |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre d’octrois (CP)** | **Nombre d’octrois (PS)** | **Nombre de révocations de la PS ou du CP** | **Nombre de suspensions de la PS ou du CP** | **Nombre de révisions de la PS ou du CP** | **Nombre de maintien de la PS ou du CP** | | 2009 | 909 | 3019 | 479 | 96 | 20 | 51 | | 2010 | 834 | 2617 | 253 | 73 | 15 | 50 | | 2013 | 972 | 2614 | 226 | 46 | 2 | 49 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Il n’existe pas de Recommandation européenne qui vise spécifiquement la permission de sortie.  L’exclusion généralisée des condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique est problématique. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Congé pénitentiaire |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Le congé pénitentiaire est l’autorisation donnée au condamné de quitter la prison pour une durée de trois fois trente-six heures par trimestre. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | La mesure est accordée au condamné pour lui permettre :  - de préserver et de favoriser les contacts familiaux, affectifs et sociaux ;  - de préparer sa réinsertion sociale. |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Ministre de la Justice.  Tribunal de l’application des peines (à titre exceptionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés sauf les condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique. |
| 9. Conditions d’octroi | - être dans l’année précédant la date d’admissibilité à la libération conditionnelle (*cf. fiche libération conditionnelle*) ;  - absence de contre-indications liées au risque de se soustraire à l’exécution de la peine, au risque de commission d’infractions graves et au risque d’importuner les victimes ;  - accord du condamné sur les conditions attachées au congé pénitentiaire. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre de nouvelles infractions ;  - conditions particulières fixées par le ministre de la Justice. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - suspension de la mesure (pour une durée de trois mois maximum) ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Ministre de la Justice (adaptation des conditions, suspension, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre de demandes** | **Nombre d’octrois** | **Taux d’octroi (%)** | | 2000 |  | 13741[[1]](#footnote-1) |  | | 2007 | 6137 | 2093 | 34,1 | | 2009 | 3688 | 909 | 24,6 | | 2010 | 3641 | 834 | 22,9 | | 2013 | 3815 | 972 | 25,5 | | 2014 | 3077 | 1208 | 39,3 | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Le tableau suivant montre les décisions prises par le ministre de la Justice à la suite d’un non-respect des conditions. Les chiffres disponibles ne distinguent malheureusement pas les situations liées à une permission de sorties et les situations liées à un congé pénitentiaire (*cf. fiche permission de sortie*).   |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre d’octrois (CP)** | **Nombre d’octrois (PS)** | **Nombre de révocations de la PS ou du CP** | **Nombre de suspensions de la PS ou du CP** | **Nombre de révisions de la PS ou du CP** | **Nombre de maintien de la PS ou du CP** | | 2009 | 909 | 3019 | 479 | 96 | 20 | 51 | | 2010 | 834 | 2617 | 253 | 73 | 15 | 50 | | 2013 | 972 | 2614 | 226 | 46 | 2 | 49 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La principale Recommandation en matière de congés pénitentiaires est la R (82) 16 :  - « accorder un congé pénitentiaire dès que possible et aussi fréquemment que possible (…) » (point 3)  La législation belge semble critiquable sur ce point puisque le congé est admissible relativement tard : un an avant l’accessibilité de la libération conditionnelle. De plus, au niveau de la fréquence d’octroi, trois fois trente-six heures par trimestre, la législation belge se montre frileuse.  - « prendre les dispositions qui s’imposent afin qu’un congé pénitentiaire puisse (…) être accordé dans des conditions bien définies à des étrangers dont la famille ne réside pas dans le pays » (point 5)  L’exclusion généralisée des condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique est problématique.  La législation belge n’interdit pas aux étrangers (en ordre de séjour) d’obtenir des congés. Cependant, *de facto*, on constate qu’un nombre important d’étrangers, pour qui le congé est perçu par le ministre de la Justice comme présentant un risque important de soustraction à l’exécution de la peine, n’obtiennent pas de congés (Alié, 2014 : 87). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Détention limitée |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La détention limitée est un mode d’exécution de la peine privative de liberté qui permet au condamné de quitter, de manière régulière, l’établissement pénitentiaire pour une durée déterminée de maximum seize heures par jour. Le condamné quitte donc la prison la journée et passe la nuit en prison. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Cette mesure est accordée au condamné pour lui permettre de défendre des intérêts professionnels, de formation ou familiaux. Cette mesure doit permettre de « limiter les effets préjudiciables de la détention et de préparer la réinsertion sociale » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 18). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Tribunal de l’application des peines.  Directeur de prison (avis)  Ministère public près le Tribunal de l’application des peines (avis) |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans (sauf les condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique). |
| 9. Conditions d’octroi | - être à six mois de la date d’admissibilité à la libération conditionnelle (*cf. fiche libération conditionnelle*) ;  - absence de contre-indications liées aux perspectives de réinsertion sociale, au risque de commission d’infractions graves, au risque d’importuner les victimes, à l’attitude à l’égard des victimes et aux efforts consentis pour indemniser les parties civiles ;  - rédaction d’un plan de réinsertion sociale indiquant les perspectives de réinsertion ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la détention limitée. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - condition générale : donner suite aux convocations du ministère public et de l’assistant de justice chargé de la guidance  - conditions particulières fixées par le Tribunal de l’application des peines. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - octroi d’une autre mesure ;  - suspension de la mesure ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Assistant de justice (suivi et contrôle)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Tribunal de l’application des peines (adaptation des conditions, suspension, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  | | --- | --- | --- | | Année | Nombre de condamnés en détention limitée | Pourcentage des condamnés en détention limitée | | 2008 | 58 | 1,1 | | 2009 | 67,4 | 1,2 | | 2010 | 72,5 | 1,3 | | 2011 | 64,3 | 1,1 | | 2012 | 69,6 | 1,1 | | 2013 | 64,9 | 1 | | 2014 | 74,4 | 0,6 | | 2015 | ND | ND | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Les motifs de la clôture des mandats de l’assistant de justice peuvent être utilisés comme un indicateur du taux d’échec de la mesure.   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Année | Mission accomplie | | Mission non exécutable/non poursuivie | | Mandat interrompu/révocation | | Décès | | TOTAL | |  | N | % | N | % | N | % | N | % | N | | 2010 | 128 | 58,4 | 13 | 6 | 78 | 35,6 | 0 | 0 | 219 | | 2011 | 117 | 57,4 | 16 | 7,8 | 71 | 34,8 | 0 | 0 | 204 | | 2012 | 83 | 58 | 10 | 7 | 50 | 35 | 0 | 0 | 143 | | 2013 | 115 | 70 | 7 | 4 | 43 | 26 | 0 | 0 | 165 | | 2014 | 120 | 70 | 8 | 5 | 44 | 26 | 0 | 0 | 172 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La Rec (2003) 22 concernant la libération conditionnelle prévoit que « les régimes de semi-liberté (…) devraient être utilisées *le plus largement possible* en vue de préparer la réinsertion sociale des détenus » (règle 13, nous soulignons). Le très faible nombre de détenus bénéficiant d’une détention limitée montre que les pratiques belges ne respectent pas cette règle.  La R (99) 22 concernant le surpeuplement des prisons et l’inflation carcérale prévoit : « *Un usage aussi large que possible* devrait être fait (…) des régimes de semi-liberté (…) en vue de contribuer *au traitement* des détenus et à leur réinsertion, au maintien du lien avec leur famille ou avec *d’autres membres de la communauté*, ainsi qu’à *l’atténuation des tensions* dans les établissements pénitentiaires » (règle 9, nous soulignons). Le très faible nombre de détenus bénéficiant d’une détention limitée montre que les pratiques belges ne respectent pas cette règle. De plus, les objectifs de la détention limitée belge sont moins larges que ceux envisagés par cette Recommandation : le traitement, le maintien du lien avec des membres de la communauté (dépassant les simples membres de la famille) et l’atténuation des tensions engendrées par la prison.  La R (92) 16 prévoit que le « délinquant doit avoir le droit d’exercer un recours devant une autorité de décision supérieure contre la décision (…) modifiant ou révoquant une telle sanction ou mesure » (Règle 13). Un tel droit de recours n’est pas prévu dans le droit belge.  La R (92) 16 prévoit qu’il « ne devra pas y avoir de discrimination dans l’imposition et l’exécution des sanctions et mesures appliquées dans la communauté pour des motifs de race, de couleur, d’origine ethnique, de nationalité (…) » (Règle 20). La détention limitée n’est plus accessible aux condamnés étrangers qui n’ont pas accès au territoire.  La R (92) 16 prévoit que l’« exécution des sanctions et mesures appliquées dans la communauté devra être conçue de manière à ce qu’elles aient la plus grande signification possible pour le délinquant et qu’elles contribuent au développement personnel et social du délinquant afin de permettre son insertion sociale. Les méthodes de prise en charge et de contrôle devront poursuivre ces objectifs » (règle 55). Le travail des assistants de justice est officiellement présenté comme un travail de « vérification » des conditions de la modalité d’exécution de la peine privative de liberté. Les consignes données aux assistants de justice sont influencées par un objectif sécuritaire qui met au second plan le volet « aide » de leurs missions. Ce qui compte serait moins le « déroulement de la mesure » et davantage le « déroulement de la surveillance de la mesure ».  La R (92) 16 prévoit que l’« autorité d’exécution doit garantir au délinquant la possibilité d’entrer en contact dans un délai minimal avec un membre du personnel exerçant une fonction de responsabilité, en cas de conflit ou de crise » (Règle 58). Une tel appel à un membre du personnel n’est pas prévu en cas de conflit ou de crise dans la relation entre le libéré et l’assistant de justice.  La R (92) 16 prévoit que les « méthodes de travail mises en œuvre pour exécuter les sanctions et les mesures appliquées dans la communauté seront *adaptées à chaque cas particulier*. Les autorités et le personnel d’exécution disposeront à cette fin d’une *latitude suffisante* pour qu’il puisse en être ainsi sans que s’ensuivent de graves inégalités de traitement » (Règle 71, nous soulignons). Ce n’est pas le cas en Belgique où la standardisation des pratiques des assistants de justice est poussée et contrôlée par un outil informatique.  La R (92) 16 prévoit que la « décision de révoquer une sanction ou une mesure appliquée dans la communauté ne doit pas aboutir nécessairement à imposer une peine d’emprisonnement » (Règle 86). En cas de révocation ou de suspension de la mesure, la loi prévoit que le condamné est « immédiatement réincarcéré ».  La R (92) 16 prévoit que l’« autorité de décision devrait pouvoir mettre fin avant terme à une sanction ou mesure appliquée dans la communauté, lorsqu’il est établi que le délinquant a respecté les conditions et obligations fixées, et dès lors qu’il ne s’avère plus nécessaire de les maintenir pour atteindre le but de cette sanction ou mesure » (Règle 88). La loi belge ne prévoit pas que le TAP puisse prendre une telle décision réduisant la durée de la mesure. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Semi-liberté |
| 2. Référence législative | Circulaire ministérielle n°1694/XIX du 26 janvier 1999 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Cette mesure n’est pas définie par la circulaire ministérielle. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Provisoire (simple suspension de l’exécution de la peine).  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Les objectifs de la semi-liberté ne sont pas formellement indiqués dans la circulaire. |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Ministre de la Justice.  Directeur de prison (avis) |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins. |
| 9. Conditions d’octroi | - avoir une situation légale définitive ;  - être à six mois de la date d’admissibilité à une libération anticipée ou de la date de fin de peine. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - conditions particulières fixées par le ministre de la Justice |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - révocation de la mesure |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Ministre de la Justice. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  | | --- | --- | --- | | Année | Nombre de condamnés en semi-liberté | Pourcentage des condamnés en semi-liberté[[2]](#footnote-2) | | 1995[[3]](#footnote-3) | 531 | 14,5 | | 1996 | 543 | 13,9 | | 1997 | 553 | 12,3 | | 1998 | 702 | 15,2 | | 1999 | 709 | 15,4 | | 2000 | 719 | 14,7 | | 2008 | 7,8 | 0,1 | | 2009 | 3,6 | >0,1 | | 2010 | 4,7 | >0,1 | | 2011 | 4,3 | >0,1 | | 2012 | 1,7 | >0,1 | | 2013 | 0,4 | >0,1 | | 2014 | 0,8 | >0,1 | | 2015 | ND | ND |   Cette mesure est quasiment tombée en désuétude. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Cette mesure est quasiment tombée en désuétude. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Une série de critiques concernant la détention limitée restent valables pour la semi-liberté (cf. *fiche détention limitée*).  La R (92) 16 prévoit que la « définition, l’adoption et l’application des sanctions et mesures appliquées dans la communauté doivent être prévues par des dispositions légales » (Règle 3). On a vu que la situation belge de la semi-liberté est très problématique à cet égard : aucune loi pour la semi-liberté prévue pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins. Cette situation est liée au retard sans cesse prolongé de l’entrée en vigueur de la détention limitée pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois anso u moins.  La R (92) 16 prévoit que les « autorités chargées de la mise à exécution des sanctions et mesures appliquées dans la communauté doivent être prévues par des dispositions légales. (…) » (Règle 7). Cette exigence n’est pas rencontrée par la loi belge. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Surveillance électronique |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006 (pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans).  Circulaire ministérielle n° ET/SE-2 du 17 juillet 2013 (pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois anso u moins). |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La surveillance électronique est un mode d’exécution de la peine privative de liberté par lequel le condamné subit l’ensemble ou une partie de sa peine privative de liberté en dehors de la prison selon un plan d’exécution déterminé, dont le respect est contrôlé notamment par des moyens électroniques. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  Définitive  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté.  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  Provisoire (simple suspension de l’exécution de la peine).  Obligatoire pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Le législateur affirme que la surveillance électronique est une des « solutions alternatives » qui permet que la « peine de prison [soit] considérée comme le remède ultime » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 21). Le législateur affirme également que « la notion de réparation (…) se traduit dans le cadre de la surveillance électronique par la limitation des dommages causés par la détention en offrant aux condamnés la possibilité de subir (une partie de) leur peine privative de liberté dans leur environnement familier, ce qui leur permet de maintenir leurs contacts familiaux, sociaux et économiques » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 21).  La surveillance électronique doit permettre de « favorise[r] au maximum [la] réinsertion » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 21). Le législateur indique également que la surveillance électronique permet de « poursuivre les objectifs de la limitation des effets préjudiciables de la détention et de l’indemnisation des victimes » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 45 et 46).  La surveillance électronique est « un instrument de transition entre la peine privative de liberté et la libération conditionnelle. Une telle mesure transitoire peut s’avérer adéquate pour certains condamnés. Cette possibilité ne signifie aucunement que (…) la surveillance électronique constitue une transition obligatoire vers la libération conditionnelle. » (*Doc. Parl.*, S., 2004-2005, 3-1128/1 : 46).  La circulaire ministérielle n° ET/SE-2 du 17 juillet 2013 indique que la surveillance électronique permet « l’exécution effective et rapide des (…) courtes peines de prison [ce qui (constitue une nécessité afin de rendre sa crédibilité au système pénal ». Une telle justification en dit long sur l’état d’esprit sécuritaire et « sur la défensive » du législateur actuel.  Cette circulaire affirme que la surveillance électronique est « un outil qu’il convient de privilégier (…) dans le contexte actuel de surpopulation carcérale ». Il s’agit d’« optimiser l’exécution des peines » en permettant à la « surveillance électronique [de] devenir la norme en matière d’exécution de peine (…) pour les condamnés à des peines n’excédant pas trois ans ». |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  Tribunal de l’application des peines.  Directeur de prison (avis)  Ministère public près le Tribunal de l’application des peines (avis)  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  Directeur de prison (principe)  Ministre de la Justice (exception) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés sauf les condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique. |
| 9. Conditions d’octroi | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  - être à six mois de la date d’admissibilité à la libération conditionnelle (*cf. fiche libération conditionnelle*) ;  - absence de contre-indications liées aux perspectives de réinsertion sociale, au risque de commission d’infractions graves, au risque d’importuner les victimes, à l’attitude à l’égard des victimes et aux efforts consentis pour indemniser les parties civiles ;  - rédaction d’un plan de réinsertion sociale indiquant les perspectives de réinsertion ;  - accord des personnes majeures résidant à l’adresse prévue ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la surveillance électronique.  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  - proposer un lieu de résidence adapté à l’exécution sous surveillance électronique ;  - fournir un numéro de téléphone ;  - fournir la preuve d’un séjour légal en Belgique ;  - accord des personnes majeures résidant à l’adresse prévue ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la surveillance électronique. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - condition générale : avoir une adresse fixe ;  - condition générale : donner suite aux convocations du ministère public et de l’assistant de justice chargé de la guidance  - conditions particulières fixées par le Tribunal de l’application des peines.  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - condition générale : rester joignable par téléphone ;  - condition générale : avoir une résidence fixe ;  - condition générale : donner suite aux convocations du Centre national de surveillance électronique et de l’assistant de justice et du directeur de prison ;  - condition générale : respecter le contenu concret de la modalité (horaire) ;  - condition générale : s’abstenir de toute manipulation du matériel ;  - pas de conditions particulières (sauf exception). |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  - adaptation des conditions ;  - octroi d’une autre mesure ;  - suspension de la mesure ;  - révocation de la mesure.  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  - rappel des consignes ;  - avertissement, admonestation ;  - diminution des heures de temps libre ;  - adaptation des conditions ;  - prolongation de la mesure ;  - révocation. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans :  Assistant de justice (suivi et contrôle)  Centre national de surveillance électronique (contrôle)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Tribunal de l’application des peines (adaptation des conditions, suspension, révocation)  Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins :  Assistant de justice (suivi et contrôle)  Centre national de surveillance électronique (contrôle)  Directeur de prison (contrôle)  Ministre de la Justice (révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  | | --- | --- | --- | | Année | Nombre de condamnés en surveillance électronique | Pourcentage des condamnés en surveillance électronique | | 2001 | 22 | 0,5 | | 2002 | 167 | 3,6 | | 2003 | 286 | 5,6 | | 2004 | 278 | 5,6 | | 2005 | 277 | 5,4 | | 2006 | 337 | 6,2 | | 2007 | 523 | 8,8 | | 2008 | 599 | 10,3 | | 2009 | 827 | 13,2 | | 2010 | 933 | 14,3 | | 2011 | 983 | 14,3 | | 2012 | 1009 | 13,7 | | 2013 | 1338 | 16,6 | | 2014[[4]](#footnote-4) | 1783 | 20,8 | | 2015 | ND | ND | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Les motifs de la clôture des mandats de l’assistant de justice peuvent être utilisés comme un indicateur du taux d’échec de la mesure.   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Année | Mission accomplie | | Mission non exécutable/non poursuivie | | Mandat interrompu/révocation | | Décès | | TOTAL | |  | N | % | N | % | N | % | N | % | N | | 2010 | 2580 | 78,7 | 210 | 6,4 | 477 | 14,6 | 10 | 0,3 | 3277 | | 2011 | 2801 | 80,5 | 183 | 5,3 | 486 | 14 | 11 | 0,3 | 3481 | | 2012 | 2622 | 74 | 320 | 9 | 601 | 17 | 7 | 0 | 3550 | | 2013 | 2581 | 73 | 285 | 8 | 656 | 19 | 8 | 0 | 3530 | | 2014[[5]](#footnote-5) | 3494 | 74 | 305 | 6 | 935 | 20 | 11 | 0 | 4745 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Une série de critiques concernant la détention limitée restent valables pour la surveillance électronique (cf. *fiche détention limitée*).  La CM/Rec(2014) 4 prévoit que l’« utilisation ainsi que les types, la durée et les modalités d’exécutions de la surveillance électronique dans le cadre de la justice pénale doivent être régis par la loi » (Règle 1). Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins, le dispositif de la surveillance électronique n’est pas régi par une loi mais par une circulaire. Au 31 décembre 2012, ces condamnés représentaient 64,5 % de l’ensemble des condamnés en surveillance électronique. Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans, la loi ne fixe pas la durée de la surveillance électronique. Cette dernière peut donc se poursuivre jusqu’à l’obtention d’une libération conditionnelle voire jusqu’au terme de la peine.  La CM/Rec(2014) 4 prévoit que le « placement sous surveillance électronique et son exécution ne doivent donner lieu à aucune discrimination fondée sur le sexe, la race, la couleur, la *nationalité*, la langue, la religion, l’orientation sexuelle, les opinions politiques ou autres, l’origine nationale ou sociale, la *fortune*, l’appartenance à une minorité nationale ou l’état physique ou mental » (Règle 7, nous soulignons). Les critères de nationalité et de fortune sont visés par la circulaire n° ET/SE-2 du 17 juillet 2013 qui exige un « lieu de résidence adapté », la fourniture d’un numéro de téléphone et la preuve d’un séjour légal en Belgique.  La CM/Rec(2014) 4 prévoit que le placement en surveillance électronique « devrait être assorti d’autres interventions professionnelles et de mesures de soutien » (Règle 8). Pour les condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins l’intervention d’un assistant de justice n’est pas systématiquement prévue. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Libération conditionnelle |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La libération conditionnelle est un mode d’exécution de la peine privative de liberté par lequel le condamné subit sa peine en dehors de la prison, moyennant le respect des conditions qui lui sont imposées pendant un délai d’épreuve déterminé. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Le législateur indique que la libération conditionnelle « garantit une meilleure protection de la société parce qu’[elle] s’appuie sur la réinsertion du condamné et que des mesures peuvent être prises pour limiter la récidive au travers de la guidance et de la surveillance exercées sur le libéré conditionnel » (*Doc. parl.*, Sén., sess. ord. 2004-2005, n°3-1128/1 : 22). L’imposition de conditions au libéré « permet de fournir les garanties nécessaires pour réduire le risque de récidive. Dans cette optique, des conditions particulières ne peuvent dès lors être imposées que dans le cadre de cet objectif. Le gouvernement estime toutefois que les conditions particulières peuvent également être imposées dans le cadre d’un objectif plus large, à savoir contribuer à la réalisation du plan de réinsertion sociale et contrer les contre-indications (…) L’encadrement du condamné doit être envisagé de manière plus large et il faut, si nécessaire, l’aider dans la réalisation de son plan de réinsertion sociale. Tout cela contribue également indirectement à une réduction du risque de récidive » (*Doc. parl.*, Sén., sess. ord. 2004-2005, n°3-1128/1 : 65 et 66). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Tribunal de l’application des peines.  Directeur de prison (avis)  Ministère public près le Tribunal de l’application des peines (avis) |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans (sauf les condamnés étrangers qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique). |
| 9. Conditions d’octroi | - avoir subi un tiers des peines ou, si le condamné se trouve en état de récidive, avoir subi deux tiers de la peine (sans que cette durée n’excède 14 ans)[[6]](#footnote-6) ;  - absence de contre-indications liées aux perspectives de réinsertion sociale, au risque de commission d’infractions graves, au risque d’importuner les victimes, à l’attitude à l’égard des victimes et aux efforts consentis pour indemniser les parties civiles ;  - rédaction d’un plan de réinsertion sociale indiquant les perspectives de réinsertion ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la libération conditionnelle. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - condition générale : avoir une adresse fixe ;  - condition générale : donner suite aux convocations du ministère public et de l’assistant de justice chargé de la guidance ;  - conditions particulières fixées par le Tribunal de l’application des peines. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - octroi d’une autre mesure ;  - suspension de la mesure ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Assistant de justice (suivi et contrôle)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Tribunal de l’application des peines (adaptation des conditions, suspension, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  | | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre de LC octroyées** | **Pourcentage des LC par rapport aux libérations en fin de peine** | | 2000[[7]](#footnote-7) | 678 | 76,1 | | 2001 | 800 | 76,7 | | 2002 | 662 | 64,9 | | 2003 | 670 | 65 | | 2004 | 704 | 72 | | 2005 | 645 | 61 | | 2006 | 598 | 58,6 | | 2007 | 754 | 64,2 | | 2008 | 742 | 61,8 | | 2009 | 711 | 56,7 | | 2010 | 688 | 51,9 | | 2011 | 781 | 55,7 | | 2012 | 713 | 50,1 | | 2013 | 666 | 46,7 | | 2014 | 717 | 47,5 | | 2015 | ND | ND | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Les motifs de la clôture des mandats de l’assistant de justice peuvent être utilisés comme un indicateur du taux d’échec de la mesure.   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Année | Mission accomplie | | Mission non exécutable/non poursuivie | | Mandat interrompu/révocation | | Décès | | TOTAL | |  | N | % | N | % | N | % | N | % | N | | 2010 | 388 | 54,4 | 9 | 1,3 | 302 | 42,3 | 14 | 2 | 713 | | 2011 | 406 | 56,1 | 9 | 1,2 | 295 | 40,7 | 14 | 1,9 | 724 | | 2012 | 389 | 53 | 12 | 2 | 312 | 43 | 16 | 2 | 729 | | 2013 | 458 | 60 | 6 | 1 | 289 | 38 | 15 | 2 | 768 | | 2014 | 422 | 62 | 8 | 1 | 240 | 35 | 10 | 1 | 680 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Une série de critiques concernant la détention limitée restent valables pour la libération conditionnelle (cf. *fiche détention limitée*).  La Rec (2003) 22 prévoit que la « période minimale ou fixe ne devrait pas être si longue que l’objectif de la libération conditionnelle ne pourrait être atteint » (Règle 6). La loi belge a allongé cette période en 2013 pour les condamnés à une peine de 30 ans et à une peine de perpétuité. Cette modification ne cadre pas avec la philosophie de la Recommandation.  La Rec (2003) 22 prévoit que la « nature, la durée et l’intensité de cette prise en charge devraient être adaptées à chaque individu. Des aménagements devraient pouvoir être effectués durant toute la période de liberté conditionnelle » (Règle 9). La durée de cette prise en charge est fixée par la loi sans être adaptée à chaque individu. Cette durée est fixe et ne peut pas faire l’objet d’aménagement.  La Rec (2003) 22 prévoit que les « conditions et les mesures de prise en charge devraient être imposées pendant une durée qui ne doit pas être disproportionnée par rapport à celle de la peine restant à purger » (Règle 10). Cette règle semble être respectée puisque la législation belge prévoit en principe que la durée du délai d’épreuve est égale à la durée de la peine restant à purger. Mais, les exceptions à ce principe sont nombreuses et sont susceptibles de rendre la durée du délai d’épreuve disproportionnée : aucun délai d’épreuve ne peut être inférieur à deux ans, il doit parfois entre compris entre cinq et dix ans ou encore être obligatoirement de dix ans. De telles exceptions peuvent être contre-productives s’il reste peu de peine à purger. En effet, dans cette hypothèse, le condamné peut ne plus être intéressé par une libération conditionnelle.  La Rec (2003) 22 prévoit que les « autorités compétentes devraient engager la procédure nécessaire pour que la décision concernant la libération conditionnelle puisse être rendue dès que le détenu a purgé la période minimale requise » (Règle 17). La loi belge cadrait parfaitement avec cette règle puisqu’elle prévoyait que le dossier était automatiquement envoyé au TAP. Depuis 2013, il faut une demande écrite du condamné. Cette modification entraine un retard dans le traitement des dossiers. De plus, les condamnés particulièrement isolés ou fragilisés pourraient pâtir de cette modification.  La Rec (2003) 22 prévoit que l’« absence de possibilité d’emploi au moment de la libération ne devrait pas constituer un motif de refus ou de report de la libération conditionnelle. Des efforts devraient être déployés pour trouver d’autres formes d’activités. Le fait de ne pas disposer d’un logement permanent ne devrait pas non plus constituer un motif de refus ou de report de la libération conditionnelle. Il conviendrait plutôt de trouver une solution provisoire d’hébergement » (Règle 19). L’absence d’un logement (permanent) comme l’absence de possibilité d’emploi peuvent conduire au refus de la libération conditionnelle si le TAP l’interprète comme une contre-indication liée aux perspectives de réinsertion sociale.  La Rec (2003) 22 prévoit que les « critères d’octroi de la libération conditionnelle devraient être appliqués de telle sorte que celle-ci puisse être accordée à tous les détenus dont on considère qu’ils remplissent le niveau minimal de garanties pour devenir des citoyens respectueux des lois. Il devrait *incomber aux autorités de démontrer* qu’un détenu n’a pas rempli les critères » (Règle 20, nous soulignons). La loi belge n’est pas très claire sur le fait de savoir qui, entre le condamné et les « autorités » a la charge de la preuve relative au respect des conditions pour obtenir une libération conditionnelle. La responsabilisation des condamnés repérée dans la pratique (et particulièrement dans la rédaction du plan de réinsertion) tend à croire que la pratique belge ne respecte pas la Recommandation.  La Rec (2003) 22 prévoit que si « l’instance de décision rend une décision négative, elle devrait fixer une date en vue du réexamen de la question. En toute hypothèse, les détenus devraient pouvoir *saisir une nouvelle fois* l’instance de décision *dès l’apparition d’une amélioration notable* de leur situation » (Règle 21, nous soulignons). La possibilité prévue par la seconde phrase de cette règle n’existe pas en Belgique. C’est d’autant plus regrettable que le délai dans lequel le condamné peut réintroduire une nouvelle demande peut être relativement long. Des maximums de six mois (en cas de peine inférieure à cinq ans) et d’un an (dans les autres cas) sont prévus.  La Rec (2003) 22 prévoit que les « condamnés devraient pouvoir introduire un recours auprès d’une instance de décision supérieure indépendante et impartiale, établie par disposition légale contre le fond de la décision ou le non-respect des garanties procédurales » (Règle 33). Les décisions du TAP ne sont pas susceptibles d’appel. Seul un pourvoi en cassation est possible.  La Rec (2003) 22 prévoit que des « campagnes d’information devraient être organisées, au travers des médias et par d’autres moyens, pour tenir informé l’ensemble des citoyens du fonctionnement et de l’évolution récente de l’usage de la libération conditionnelle et de son rôle dans le système de la justice pénale. Ces informations devraient être rapidement disponibles en cas d’événement dramatique rendu public pendant la période de libération conditionnelle d’un détenu. Ce type d’événement ayant tendance à attirer l’attention des médias, il conviendrait également de mettre en valeur l’objectif de la libération conditionnelle et ses aspects positifs » (Règle 42). En Belgique, certains de ces événements dramatiques sont à l’origine de modifications légales qui vont dans le sens d’un « durcissement » de la libération conditionnelle.  La R (92) 16 prévoit qu’en cas de révocation il soit « tenu compte de la manière et de la mesure dans lesquels les conditions et obligations fixées par cette sanction ou mesure ont été respectées par le délinquant » (Règle 85). Cette « déduction » n’est pas automatique puisque le TAP détermine la partie de la peine privative de liberté que doit encode subir le condamné en tenant compte de la période du délai d’épreuve qui s’est bien déroulée et des efforts fournis par le condamné pour respecter les conditions qui lui étaient imposées. Dans la pratique, il semble que les TAP soient peu enclins à réduire la peine restant à purger. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La mise en liberté provisoire en vue de l’éloignement du territoire est un mode d’exécution de la peine privative de liberté par lequel le condamné, pour qui il ressort d’un avis de l’Office des étrangers qu’il n’est pas autorisé ou habilité à séjourner dans le Royaume, subit sa peine en dehors de la prison dans un autre pays que la Belgique, moyennant le respect de conditions qui lui sont imposées pendant un délai d’épreuve déterminé. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Le législateur n’évoque pas spécifiquement les objectifs de la libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire. Il évoque cependant un objectif de non-discrimination entre les détenus qui bénéficieront de cette mesure par rapport aux condamnés qui bénéficieront de la libération conditionnelle : « il convient de souligner qu’il est adhéré autant que possible aux critères de la libération conditionnelle dans un souci de non-discrimination, en adaptant toutefois ce critère à la situation spécifique des personnes concernées qui quitteront la Belgique » (*Doc. parl.*, Sén., sess. ord. 2004-2005, n°3-1128/1 : 61). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Tribunal de l’application des peines.  Directeur de prison (avis)  Ministère public près le Tribunal de l’application des peines (avis) |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés étrangers à des peines privatives de liberté de plus de trois ans qui ne sont pas autorisés à séjourner en Belgique. |
| 9. Conditions d’octroi | - avoir subi un tiers des peines ou, si le condamné se trouve en état de récidive, avoir subi deux tiers des peines (sans que cette durée n’excède 14 ans)[[8]](#footnote-8) ;  - absence de contre-indications liées au risque de commission d’infractions graves, au risque d’importuner les victimes et aux efforts consentis pour indemniser les parties civiles ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - condition générale : donner suite aux convocations du ministère public et de l’assistant de justice chargé de la guidance ;  - condition générale : quitter effectivement le territoire et ne pas revenir en Belgique pendant le délai d’épreuve sans être en règle avec la législation relative à l’accès du territoire et sans l’autorisation préalable du TAP ;  - conditions particulières fixées par le Tribunal de l’application des peines. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - suspension de la mesure ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Assistant de justice (suivi et contrôle)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Tribunal de l’application des peines (adaptation des conditions, suspension, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  | | --- | --- | | **Année** | **Nombre de libérations provisoires en vue d’éloignement (approximation)** | | 2007 | 325 | | 2008 | 327 | | 2009 | 314 | | 2010 | 263 | | 2011 | 273 | | 2012 | 314 | | 2013 | 366 | | 2014 | 346 | | 2015 | ND | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Il n’y a pas de chiffres disponibles. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La CM/Rec (2012) 12 prévoit que « Comme pour tout autre détenu, la possibilité de libération anticipée des détenus étrangers doit être examinée dès qu’ils y ont droit et ils ne doivent faire l’objet d’aucune discrimination à cet égard » (Règle 36.1). Depuis 2016, le législateur ne permet plus au condamné étranger qui n’a pas de titre de séjour de préparer efficacement cette libération provisoire puisque ce dernier ne peut plus obtenir des permissions de sorties, des congés, une détention limitée ou une surveillance électronique. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Interruption de l’exécution de la peine |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | L’interruption de l’exécution de la peine suspend l’exécution de la peine pour une durée de trois mois au maximum, renouvelable. Elle est accordée au condamné pour des motifs graves et exceptionnels à caractère familial. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Provisoire (simple suspension de l’exécution de la peine).  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Mesure suspensive. |
| 6. Objectif du législateur | Cette mesure est accordée au condamné pour lui permettre de faire face à une situation familiale particulièrement problématique. L’événement inattendu doit concerner la famille ou les proches du condamné, mais pas le condamné lui-même. Les travaux préparatoires envisageaient explicitement l’accompagnement d’un parent en phase terminale d’une maladie (*Doc. parl.*, Sén., sess. ord. 2004-2005, n° 3-1128/1 : 14 et 41). A contrario, le législateur n’a pas voulu prévoir une interruption pour des raisons professionnelles (*Doc. parl.*, Ch., sess. ord. 2005-2006, n° 51-2170/10 : 93). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Ministre de la justice.  Directeur de prison (avis). |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés. |
| 9. Conditions d’octroi | - existence de motifs graves et exceptionnels à caractère familial ;  - absence de contre-indications liées au risque de se soustraire à l’exécution de la peine, au risque de commission d’infractions graves et au risque d’importuner les victimes. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | Le condamné redevient un « citoyen libre », il n’y a pas conditions à respecter. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Ministre de la justice (révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre de demandes** | **Nombre d’octrois** | **Taux d’octroi (%)** | | 2007 | 83 | 20 | 24,1 | | 2009 | 31 | 2 | 6,5 | | 2010 | 37 | 1 | 2,7 | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Il n’y a pas de chiffres disponibles. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Il n’existe pas de Recommandation européenne qui vise spécifiquement l’interruption de l’exécution de la peine. Quand on regarde la philosophie d’ensemble des Recommandations, on pourrait peut-être faire quelques critiques au dispositif belge.  Cette interruption ne devrait pas être une mesure exceptionnelle et uniquement liée à des problèmes familiaux graves. Une telle mesure aurait pu être très utile pour des motifs liés à la réinsertion sociale. On pense par exemple à une entrée dans une formation qui ne commence qu’à un moment spécifique de l’année (et permettant ainsi d’améliorer le dossier en vue d’une libération conditionnelle). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Libération provisoire pour raisons médicales. |
| 2. Référence législative | Loi du 17 mai 2006 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Cette mesure n’est pas définie légalement. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | La libération provisoire pour raisons médicales est accordée au condamné ayant des problèmes graves d’ordre médical. Une telle libération permet une « exécution humaine de la peine » (*Doc. parl.*, Sén., sess. ord. 2004-2005, n°3-1128/1 : 29). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Juge de l’application des peines.  Directeur de prison (avis).  Médecin traitant (avis).  Médecin-fonctionnaire dirigeant du Service de Santé pénitentiaire (avis). |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés. |
| 9. Conditions d’octroi | - existence d’une raison médicale : phase terminale d’une maladie incurable ou une détention incompatible avec l’état de santé du condamné ;  - absence de contre-indications liées au risque de commission d’infractions graves, au risque d’importuner les victimes, et au fait d’absence d’un milieu d’accueil ;  - accord du condamné sur les conditions attachées à la libération. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - conditions particulières fixées par le Juge de l’application des peines. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - adaptation des conditions ;  - révocation de la mesure. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Assistant de justice (suivi et contrôle)  Procureur du Roi (arrestation provisoire)  Juge de l’application des peines (adaptation des conditions, révocation) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  | | --- | --- | | Année | Nombre de libérations provisoires pour raisons médicales | | 2000 | 18 | | 2001[[9]](#footnote-9) | 8 | | 2002 | 9 | | 2003 | 12 | | 2004 | 8 | | 2005 | 11 | | 2006 | 5 | | 2007 | 8 | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Il n’y a pas de chiffres disponibles. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La R (98)7 relative aux aspects éthiques et organisationnels des soins de santé en milieu pénitentiaire prévoit qu’un transfert vers des unités de soins extérieurs devrait être possible (et fondé sur des critères médicaux) pour les « malades dont l’état indique une issue fatale prochaine » (Règle 51). Une possibilité de libération anticipée pour des raisons médicales devrait être examinée (Règle 51).  La législation belge, pourtant fort restrictive, semble répondre aux exigences de cette Recommandation. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Libération provisoire |
| 2. Référence législative | Circulaire ministérielle n°1817 du 15 juillet 2015. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Cette mesure n’est pas définie par la circulaire ministérielle. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Provisoire (simple suspension de l’exécution de la peine).  Obligatoire ou facultative pour le décideur.  Facultative pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Une circulaire de 2005 justifiait la libération provisoire par un objectif de « lutter contre la surpopulation en prison et ses conséquences négatives pour les détenus et le personnel. Elle insistait également sur l’intérêt de la mesure pour « éviter la récidive ». En 2014, cette circulaire fut modifiée et un objectif nouveau est apparu : permettre une « exécution des peines plus énergique ». Une plus grande sévérité, punitivité semble animer cette réforme. La circulaire du 15 juillet 2015 est peu explicite sur l’objectif de la libération conditionnelle. Il est fait allusion à son effet « indispensable » pour la réduction de la surpopulation carcérale. Pour le reste, la raison d’être de la circulaire de 2015 (par rapport aux circulaires précédentes) est essentiellement procédurale, il s’agit de permettre davantage une « application transparente et homogène ». |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Directeur de prison (principe)  Ministre de la justice (exception) |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins. |
| 9. Conditions d’octroi | - avoir subi une portion de la peine (pouvant aller jusqu’au tiers) ;  - (éventuellement) absence de contre-indications liées à l’impossibilité de subvenir à ses besoins matériels (hébergement, moyens de subsistance) et liées à un risque manifeste pour l’intégrité physique des tiers et au risque d’importuner la victime ;  - (exceptionnellement) accord du condamné sur les conditions attachées à la libération provisoire[[10]](#footnote-10) |
| 10. Conditions liées à l’exécution | - condition générale : ne pas commettre d’infractions ;  - conditions particulières fixées par le directeur de prison ou le ministre de la Justice (exceptionnellement). |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - révocation de la mesure (éventuellement). |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Assistant de justice (suivi et contrôle) (exceptionnellement)  Ministre de la Justice (révocation) (éventuellement) |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | |  |  | | --- | --- | | **Année** | **Nombre de LP** | | 2000 | 3860 | | 2007 | 5411 | | 2008 | 5030 | | 2009 | 5857 | | 2010 | 6248 | | 2011 | 6348 | | 2012 | 6202 | | 2013 | 7289 | | 2014 | 8038 | | 2015 | ND | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Les motifs de la clôture des mandats de l’assistant de justice peuvent être utilisés comme un indicateur du taux d’échec de la mesure. Ces chiffres donnent une vision très partielle puisqu’ils ne concernent que l’exception, c’est-à-dire les libérations provisoires qui font l’objet d’un contrôle par un assistant de justice.   |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | | Année | Mission accomplie | | Mission non exécutable/non poursuivie | | Mandat interrompu/révocation | | Décès | | TOTAL | |  | N | % | N | % | N | % | N | % | N | | 2010 | 173 | 64,3 | 10 | 3,7 | 83 | 30,9 | 3 | 1,1 | 269 | | 2011 | 192 | 69,3 | 21 | 7,6 | 58 | 20,9 | 6 | 2,2 | 277 | | 2012 | 194 | 67 | 14 | 5 | 78 | 27 | 2 | 1 | 288 | | 2013 | 173 | 75 | 8 | 3 | 50 | 22 | 1 | 0 | 232 | | 2014 | 110 | 77 | 5 | 4 | 24 | 17 | 3 | 2 | 142 | |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La R (92) 16 prévoit que « la définition, l’adoption et l’application des sanctions et mesures appliquées dans la communauté doivent être prévues par des dispositions légales » (Règle 3). Le dispositif de la libération provisoire est prévu dans une circulaire.  La R (92) 16 prévoit, en cas de révocation, qu’il « devra être tenu compte de la manière et de la mesure dans lesquels les conditions et obligations fixées par cette sanction ou mesure ont été respectées par le délinquant » (Règle 85). La libération provisoire, prévue par une simple circulaire, n’est pas une modalité d’exécution de la peine privative de liberté mais bien une suspension de cette dernière. En cas de révocation, la période qui s’est « bien passée » sous cette modalité n’est pas déduite de la partie restante de la peine au moment de l’octroi.  La R (92) 16 prévoit que les « méthodes de travail mises en œuvre pour exécuter les sanctions et les mesures appliquées dans la communauté seront *adaptées à chaque cas particulier*. Les autorités et le personnel d’exécution disposeront à cette fin d’une *latitude suffisante* pour qu’il puisse en être ainsi sans que s’ensuivent de graves inégalités de traitement » (Règle 71, nous soulignons). Dans la majorité des cas, la libération provisoire n’est pas assortie de conditions particulières individualisées. Il n’y a alors pas de contrôle effectué par un assistant de justice.  La Rec (2003) 22 prévoit que « la période de la peine que les détenus doivent purger avant que la libération conditionnelle leur soit accordée de droit devrait être *fixée par la loi* » (Règle 22, nous soulignons). Le dispositif belge de libération provisoire est fixé par des circulaires ministérielles. Aucune loi en vigueur ne régit cette mesure.  La Rec (2003) 22 prévoit que « l’absence de possibilité d’emploi au moment de la libération ne devrait pas constituer un motif de refus ou de report de la libération conditionnelle. Des efforts devraient être déployés pour trouver d’autres formes d’activités. Le fait de ne pas disposer d’un logement permanent ne devrait pas non plus constituer un motif de refus ou de report de la libération conditionnelle. Il conviendrait plutôt de trouver une solution provisoire d’hébergement » (Règle 19). La circulaire de 2015 prévoit spécifiquement (pour certains condamnés ; *cf. supra*) que l’impossibilité de subvenir à ses besoins matériels (hébergement, moyens de subsistance) est une contre-indication à la libération provisoire.  La Rec (2003) 22 prévoit que « (…) les condamnés devraient avoir un accès adéquat à leur dossier » (Règle 32c.) et que « (…) les décisions devraient indiquer les motifs qui les sous-tendent et être notifiées par écrit » (Règle 32d.). La circulaire n’évoque aucun droit d’accès au dossier et ne prévoit aucune obligation de motivation de la décision.  La Rec (2003) 22 prévoit que « les condamnés devraient pouvoir introduire un recours auprès d’une instance de décision supérieure indépendante et impartiale, établie par disposition légale contre le fond de la décision ou le non-respect des garanties procédurales » (Règle 33). Les décisions d’octroi ou de refus d’une libération provisoire ne sont pas susceptibles d’appel ni de pourvoi en cassation.  La Rec (2003) 22 prévoit que la libération provisoire « devrait viser à aider les détenus à réussir la transition de la vie dans la communauté dans le respect des lois, *moyennant des conditions et des mesures de prises en charge* après la libération (…) » (Règle 3, nous soulignons). La grande majorité des condamnés en libération provisoire ne sont pas suivis par un assistant de justice et n’ont pas de conditions à respecter.  La Rec (2003) 22 indique qu’il « conviendrait de prendre en considération les économies de ressources qui peuvent être réalisées en appliquant le système de libération d’office aux peines pour lesquelles une évaluation individualisée négative ne reporterait que légèrement la date de libération » (Règle 7). Le système belge prévoit, pour la grande majorité des condamnés à des peines privatives de liberté de moins de trois ans, un système de libération quasi d’office. C’est une bonne chose afin d’éviter des libérations trop tardives.  La Rec (2003) 22 prévoit que la libération provisoire « devrait être accompagnée d’une prise en charge, sous la forme de mesures d’assistance et de contrôle. La nature, la durée et l’intensité de cette prise en charge devraient être adaptées à chaque individu. Des aménagements devraient pouvoir être effectués durant toute la période de liberté conditionnelle » (Règle 9). La prise en charge par un assistant de justice n’est en principe pas prévue en cas de libération provisoire. Lorsque des conditions particulières sont imposées, elles peuvent l’être pour un délai de deux ans (dans les « cas exceptionnels » et dans les cas de délinquance sexuelle). La durée de la prise en charge n’est adaptée à l’individu Cette durée est fixe et ne peut pas faire l’objet d’aménagement.  La Rec (2003) 22 prévoit que les « conditions et les mesures de prise en charge devraient être imposées pendant une durée qui ne doit pas être disproportionnée par rapport à celle de la peine restant à purger » (Règle 10). Ces délais de deux ans (*cf. supra*) sont susceptibles de rendre la durée du délai d’épreuve disproportionnée. Dans cette hypothèse, le condamné peut ne plus être intéressé par une libération provisoire. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Grâce |
| 2. Référence législative | Constitution |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Cette mesure n’est pas définie par la Constitution. Il existe les grâces collectives et les grâces individuelles. Les grâces collectives sont accordées à tous les condamnés qui répondent aux conditions fixées par l’arrêté royal. Les grâces individuelles sont accordées à un condamné désigné spécifiquement. Le demande de grâce individuelle émane généralement du condamné lui-même, de ses proches, du directeur de prison, voire du parquet (pour des raisons techniques, des erreurs…). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Facultative ou obligatoire pour le destinataire.  Privative de liberté.  Restrictive de liberté. |
| 6. Objectif du législateur | Cette clémence royale est intimement liée au pouvoir de punir. La grâce peut avoir une fonction correctrice (prise en compte de circonstances nouvelles, erreur judiciaire…). Il s’agit de concilier la loi générale avec une situation particulière pour des raisons d’équité. La grâce peut avoir une fonction instrumentale (prévention, cohésion sociale, gestion pénitentiaire). Enfin, la grâce à une fonction symbolique (renforcement de la fonction royale). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Roi (avec un contreseing ministériel). |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés. |
| 9. Conditions d’octroi | La Constitution ne fixe pas les conditions d’octroi. La grâce peut concerner toute condamnation pénale définitive prononcée par un juge belge. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | La grâce peut être assortie d’une condition suspensive ou d’une condition résolutoire. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | - révocation de la mesure (éventuellement). La grâce sous condition résolution (par ex. : ne pas commettre une infraction pendant un certain délai) est révocable. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Roi |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Les grâces collectives étaient traditionnellement accordées lors d’événements politiques symboliquement importants (anniversaire de l’avènement du Roi au trône, mariage princier, anniversaire de la Déclaration des Droits de l’Homme,…). Il y a eu quatre grâces collectives dans les années 80, trois dans les années 90, la dernière ayant eu lieu en 1993.  Le tableau suivant résume les quelques informations disponibles pour les grâces individuelles :   |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | | **Année** | **Nombre de demandes** | **Nombre d’octrois** | **Taux d’octroi (%)** | | 2003 à 2005 | 4558 | 1003 | 22 | | 2006 à 2008 | 4342 | 761 | 17,5 | | 2012 | 955 | 53 | 5,5 | |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Il n’y a pas de chiffres disponibles. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Il n’existe pas de textes du Conseil de l’Europe consacré spécifiquement à la grâce. Cependant, plusieurs textes européens évoquent cette mesure.  La Rec (2003) 22 concernant la libération conditionnelle exclut explicitement la grâce de son champ d’application (règle 1).  La Convention européenne pour la surveillance des personnes condamnées ou libérées sous condition de 1964 prévoit que la grâce peut être accordée par l’État requérant et par l’État requis (art. 21). La Convention sur le transfèrement des personnes condamnées de 1983 prévoit également que chaque partie peut accorder la grâce conformément à son droit interne (art. 12).  La R (99) 22 se montre critique par rapport à la grâce collective (« Il conviendrait de favoriser le développement des mesures permettant de réduire la durée effective de la peine purgée, en préférant les mesures individualisées, telle la libération conditionnelle, aux mesures collectives de gestion du surpeuplement carcéral (grâces collectives, amnisties) », règle 23). La législation belge semble respecter ce point puisque les grâces collectives sont tombées en désuétude. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Amnistie |
| 2. Référence législative | Auncun texte n’existe. Cependant, la légitimité constitutionnelle de l’amnistie est peu contestée par la doctrine. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post-sentencielle. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | L’amnistie n’est pas définie légalement. Elle est une « mesure collective, qui retire à certains faits pénalement répréhensibles leur caractère infractionnel ». L’amnistie est « un acte du pouvoir législatif qui enlève à certains faits le caractère d’infractions et qui efface les conséquences pénales de ces infractions ». |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/Définitive * Obligatoire/Facultative pour le juge * Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive.  Facultative pour le décideur.  Obligatoire pour le destinataire. |
| 6. Objectif du législateur | Cette mesure, qui fait tomber l’infraction dans l’oubli (Verdussen et Degrave, 2006 : 15), est prise « dans un but d’apaisement politique ou de régénération sociale » (Répertoire pratique de droit belge, 1949 : 260). Le pouvoir législatif s’est montré actif en termes d’amnistie principalement à l’occasion des guerres, des grèves et, plus récemment, du paiement des impôts (Verdussen et Degrave, 2006 : 21). |
| 7. Autorité compétente pour l’octroi | Parlements |
| 8. Destinataires de la mesure | La loi d’amnistie détermine les infractions (ou les condamnations) visées, la période temporelle concernée et parfois les caractéristiques personnelles des bénéficiaires. |
| 9. Conditions d’octroi | Il n’y a pas de condition particulière, si ce n’est être dans le champ d’application visé par la loi d’amnistie. Si l’amnistie intervient après une condamnation, celle-ci est anéantie avec effet rétroactif ; elle est censée n’avoir jamais existé. |
| 10. Conditions liées à l’exécution | Il n’y a pas de conditions à respecter. |
| 11. Conséquences légales du non-respect de la mesure | Ce point n’est pas d’application. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Il n’existe pas de contrôle puisque le fait amnistié n’est plus infractionnel. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Le pouvoir législatif belge s’est montré parcimonieux dans l’usage de l’amnistie. Depuis les années 50, aucune condamnation à une peine privative de liberté n’a fait l’objet d’une loi d’amnistie. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Ce point n’est pas d’application. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Les commentaires réalisés à propos de la grâce sont *mutatis mutandis* applicables à la notion d’amnistie. |

**France**

NB – ne sont présentées que les mesures applicables en matière criminelle et correctionnelle car les contraventions ne peuvent être punies d’une peine d’emprisonnement.

## Mesures alternatives à la détention au cours de la phase présentencielle

## 1.1. Au cours de la phase policière du procès pénal : les alternatives aux poursuites comme alternatives à la détention

Mesure 1 - Les classements sous condition

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Classements sous conditions** |
| 2. Référence législative | **Article 41-1 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase présentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté laissée au procureur de la République de demander à l’auteur des faits de se soumettre à différentes mesures ou obligations préalablement à sa décision sur l’action publique  Qualification juridique : mesures alternatives aux poursuites |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultative pour le procureur de la République * Obligatoire pour le destinataire de la mesure en principe, mais plusieurs mesures prévues dans la liste nécessitent en pratique l’adhésion du destinataire * Non sanctionnatrice (ex. : rappel à la loi, orientation vers une structure sanitaire ou sociale, régularisation de la situation au regard de la loi, médiation) |
| 6. Objectif du législateur | Assurer la réparation du dommage causé à la victime, mettre fin au trouble causé par l’infraction ou contribuer au reclassement de l’auteur des faits |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Procureur de la République, directement ou par l’intermédiaire d’un officier de police judiciaire, d’un délégué ou d’un médiateur |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout « auteur des faits » |
| 9. Conditions d’application | Conditions de fond :  - la mesure doit être susceptible d’assurer la réparation du dommage causé à la victime, de mettre fin au trouble résultant de l’infraction ou de contribuer au reclassement de l’auteur ;  - aucune condition tenant à la nature ou à la gravité de l’infraction  - demande expresse de la victime pour la médiation dans le cas de violences au sein du couple  - liste limitative des mesures  Conditions procédurales :  - la mesure doit intervenir avant le déclenchement de l’action publique  - la demande doit être faite par le procureur de la République, un officier de police judiciaire, un délégué ou un médiateur du procureur  Effet : la procédure suspend la prescription de l’action publique |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | En cas de médiation pénale, une mission confidentielle est confiée à un médiateur dans des conditions de confidentialité ; en cas de réussite, un procès verbal est dressé signé par les parties et par le médiateur.  Dans le cas où l’auteur s’est engagé à verser des dommages et intérêts à la victime dans le cadre d’une médiation, le recouvrement sera effectué selon la procédure de l’injonction de payer (Code de procédure civile). |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | En cas de non-exécution de la mesure en raison du comportement de l’auteur des faits, ou en cas de nouvelles violences au sein du couple après une première médiation, le procureur de la République doit mettre en œuvre une composition pénale ou engager des poursuites.  La jurisprudence précise également que le procureur reste libre d’engager des poursuites même en cas de bonne exécution de la mesure. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Procureur de la République |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Pour 2014 :  Sur 4. 621. 486 procès verbaux reçus, dont 1. 327. 980 affaires poursuivables, on comptait 507. 440 mesures alternatives aux poursuites ; soit 38,2% de la totalité des affaires. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Grande disparité selon les ressorts qui s’explique par le caractère largement discrétionnaire des modalités d’application : ex. à Bobigny, 77,6% de réussites ; à Bordeaux, 82,7 % |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Globalement conformes aux Recommandations du Conseil des Ministres du Conseil de l’Europe suivantes : Recommandation (87)18 du 17 décembre 1987 concernant la simplification de la justice pénale ; Recommandation (99)19 sur la médiation en matière pénale ; Recommandation (2000)19F du 6 octobre 2000 sur le rôle du Ministère public dans le système de justice pénale. Ces mesures posent néanmoins la question de leur Compatibilité aux décisions de la Cour européenne des droits de l’homme relatives à l’impartialité et à l’indépendance du procureur de la République (CEDH, 29 mars 2010, *Medvedyev c. France*, n° 3394/03 ; CEDH, 23 novembre 2010, *Moulin c. France*, n° 37104/06 ; CEDH, 27 juin 2013, *Vassis c. France*, n° 62736/09) et aux exigences liées au procès équitable et aux droits de la défense, dès lors qu’aucune condition quant à la présence de l’avocat et à la communication du dossier n’est prévue. |

Mesure 2 - Transaction pénale

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Transaction pénale** |
| 2. Référence législative | **Article 41-1-1 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase présentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté pour l’officier de police judiciaire, sur autorisation du procureur de la République, de transiger avec des personnes physiques ou morales avant le déclenchement de l’action publique  Qualification juridique : Mesure alternative aux poursuites |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour l’officier de police judiciaire sous contrôle du procureur de la République ; homologation par le juge * Doit être acceptée par le destinataire de la mesure * Non sanctionnatrice : payement d’une amende de transaction non fondée sur la culpabilité, réparation du dommage causé à la victime |
| 6. Objectif du législateur | Désengorger les tribunaux |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Officier de police judiciaire, sur autorisation du procureur de la République et suite à homologation du juge |
| 8. Destinataires de la mesure | Personnes physiques et personnes morales |
| 9. Conditions d’application | Nombreuses conditions de fond :  - nature et gravité de l’infraction (ex. délits punis d’une peine d’amende, délits punis d’un un d’emprisonnement au plus sauf délit d’outrage, délit de vol lorsque la valeur de la chose volée est égale ou inférieure à 300 euro, etc.)  - liste limitative des mesures  - amende fixée en fonction des circonstances et gravité de l’infraction, de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale de l’auteur ainsi que de ses ressources et de ses charges  Nombreuses conditions procédurales :  - pas de forme prévue pour la proposition, mais elle ne peut être faite en garde à vue  - audition de l’auteur s’il y a lieu par le juge de l’homologation  - l’assistance est prévue, mais pas obligatoire pendant l’audition |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Payement par timbre fiscal ou auprès d’un agent comptable de la direction des finances publiques ; l’ opj peut soumettre l’auteur à l’obligation d’une consignation d’une somme d’argent pour garantir le payement de l’amende  Effet : la procédure interrompt la prescription de l’action publique et, en cas de respect et d’homologation, l’action publique est éteinte. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | En cas de non exécution intégrale des obligations ou de refus d’homologation par le juge, le procureur de la République doit procéder à un classement sous condition, à une composition pénale ou engager les poursuites |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Le procureur de la République doit autoriser la proposition, le juge désigné par le Président du tribunal doit homologuer la transaction. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Les dispositions relatives à la transaction pénale étant rentrées en vigueur en octobre 2015, des statistiques fiables ne sont pas encore disponibles |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Les dispositions relatives à la transaction pénale étant rentrées en vigueur en octobre 2015, des statistiques fiables ne sont pas encore disponibles |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Globalement conformes aux Recommandations du Conseil des Ministres du Conseil de l’Europe suivantes : Recommandation (87)18 du 17 décembre 1987 concernant la simplification de la justice pénale ; Recommandation (99)19 sur la médiation en matière pénale ; Recommandation (2000)19F du 6 octobre 2000 sur le rôle du Ministère public dans le système de justice pénale. Ces mesures posent néanmoins la question de leur Compatibilité aux décisions de la Cour européenne des droits de l’homme relatives à l’impartialité et à l’indépendance du procureur de la République (CEDH, 29 mars 2010, *Medvedyev c. France*, n° 3394/03 ; CEDH, 23 novembre 2010, *Moulin c. France*, n° 37104/06 ; CEDH, 27 juin 2013, *Vassis c. France*, n° 62736/09), même s’il faut reconnaître que, théoriquement, la transaction est soumise au contrôle en homologation d’un juge. Elles posent également la question de leur Compatibilité aux exigences liées au procès équitable et aux droits de la défense, dès lors qu’aucune condition quant à la communication du dossier n’est prévue. Mais l’assistance de l’avocat lors de l’homologation est prévue. |

Mesure 3 - COMPOSITION pénale

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Composition pénale** |
| 2. Référence législative | **Article 41-2 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase présentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté pour le procureur de la République, avant le déclenchement des poursuites, de proposer une mesure à une personne qui reconnaît avoir commis les faits  Qualification juridique : Mesure alternative aux poursuites |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Proposition facultative pour le procureur de la République ; validation par le juge sur contrôle des conditions de légalité de la mesure * Doit être acceptée par le destinataire et suppose sa reconnaissance formelle de culpabilité * Dans une liste relativement longue, on prévoit des mesures des mesures privatives de patrimoine (ex. amende de composition dont le montant maximum peut être égal au maximum de l’amende encourue ; de mesures privatives de droits ou suspensives (ex. remettre son permis de chasser ou son permis de conduire pendant une durée déterminée, ne pas émettre des chèques pendant une durée de six mois au plus) ; des mesures restrictives de liberté (ex. ne pas paraître sur les lieux de l’infraction, ne pas quitter le territoire national, suivre un programme de réhabilitation, accomplir un stage ou une formation, se soumettre à une mesure d’injonction thérapeutique) |
| 6. Objectif du législateur | Permettre au procureur de la République d’imposer des mesures de nature sanctionnatrice mais alternatives à l’emprisonnement sur le seul fondement d’un accord et d’une reconnaissance de culpabilité sans exercer l’action publique. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Procureur de la république, directement ou par l’intermédiaire d’une personne habilitée, peut proposer ; le juge doit valider l’accord |
| 8. Destinataires de la mesure | Seules les personnes physiques ; majeurs et mineurs âgés d’au moins 13 ans (art. 7-2 de l’ordonnance du 2 février 1945 relative à l’enfance délinquante) |
| 9. Conditions d’application | Nombreuses conditions de fond :  - Reconnaissance formelle de culpabilité  - L’infraction doit être un délit punie d’une peine d’emprisonnement inférieure ou égale à 5 ans (sauf certains délits ex. délits de presse)  - Liste limitative des mesures  Nombreuses conditions procédurales :  - si la proposition est faite par un officier de police judiciaire, elle doit être écrite  - information quant à la possibilité de se faire assister par un avocat  - accord recueilli par procès verbal  - le juge de la validation peut procéder à l’audition de la personne et de la victime assistées, le cas échéant, de leurs avocats  - la décision du juge n’est pas susceptible de recours  Mais une grande liberté : notamment, la proposition peut être faite dans une maison de justice et du droit, et pendant une garde à vue  Effet : les actes tendant à la mise en œuvre de la composition sont interruptifs de la prescription de l’action publique. En cas de validation et de respect des obligations, l’action publique est éteinte. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Quelques conditions d’exécution sont prévues par l’article 41-2 CPP pour certaines mesures pouvant être proposées, mais globalement une grande liberté de mise en œuvre est laissée aux parquets car ces mesures reposent souvent sur un large réseau de partenariats locaux.  Les compositions pénales exécutées sont inscrites au bulletin n° 1 du casier judiciaire. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Si le juge ne valide pas la composition, la proposition devient caduque  Si la personne n’exécute pas intégralement ses obligations ou ne donne pas son accord à la composition, le procureur de la République doit exercer l’action publique. En cas de condamnation, il sera tenu compte du travail déjà accompli et des sommes déjà versées dans le cadre de la tentative de composition pénale. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Procureur de la République pour la proposition ; juge désigné par le Président du tribunal pour la validation. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Pour 2014 :  Sur 4. 621. 486 procès verbaux reçus, dont 1. 327. 980 affaires poursuivables, on comptait 70. 576 compositions pénales, soit 5,3 % de l’ensemble des affaires. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Les chiffres officiels concernent le nombre de validations : sur 70. 576 compositions proposées, 65. 655 ont été validées en 2014. |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Globalement conformes aux Recommandations du Conseil des Ministres du Conseil de l’Europe suivantes : Recommandation (87)18 du 17 décembre 1987 concernant la simplification de la justice pénale ; Recommandation (99)19 sur la médiation en matière pénale ; Recommandation (2000)19F du 6 octobre 2000 sur le rôle du Ministère public dans le système de justice pénale. Cette mesure pose néanmoins très sérieusement la question de sa Compatibilité aux décisions de la Cour européenne des droits de l’homme relatives à l’impartialité et à l’indépendance du procureur de la République (CEDH, 29 mars 2010, *Medvedyev c. France*, n° 3394/03 ; CEDH, 23 novembre 2010, *Moulin c. France*, n° 37104/06 ; CEDH, 27 juin 2013, *Vassis c. France*, n° 62736/09) : en effet, puisque le juge n’intervient que pour valider la composition par un contrôle très rapide, le procureur devient un « quasi-juge ». Elle pose également très sérieusement la question de sa Compatibilité aux exigences liées au procès équitable et aux droits de la défense, dès lors que la proposition peut être faite pendant une garde à vue, qu’aucune condition ne concerne la communication du dossier et que la tentative de composition (et par conséquent la reconnaissance formelle de culpabilité) peut être portée à la connaissance du tribunal ultérieurement saisi en cas d’échec de la mesure. |

## 1.2 Au cours de l’instruction pénale

Mesure 1 – Le contrôle judiciaire

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Contrôle judiciaire** |
| 2. Référence législative | **Articles 138 à 142-4 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase présentencielle (instruction notamment) |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté pour le juge de restreindre la liberté d’une personne mise en examen pendant la phase préparatoire du procès pénal  Qualification juridique : mesure de sûreté restrictive de liberté applicable à la personne mise en cause en présence d’indices graves ou concordants pendant la phase préparatoire du procès |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultative pour le juge * Obligatoire pour le destinataire * Dans la liste limitative prévue à **l’art. 138 CPP**, sont prévues diverses mesures : certaines mesures privative/restrictive de droits et de libertés (ex. ne pas sortir des limites territoriales fixées par le juge, répondre aux convocations de toute autorité déterminée) ; certaines mesures suspensives de droits (ex. s’abstenir de conduire tout véhicule) ; certaines mesures conservatoires (ex. fournir un cautionnement, constituer des sûretés personnelles ou réelles) ; certaines mesures de protection des victimes (ex. dans les cas de violences familiales, interdiction de recevoir, rencontrer ou rentrer en relation avec la victime de l’infraction). |
| 6. Objectif du législateur | Eviter la détention provisoire tout en évitant les risques de fuite, de dispersion des preuves, de nouvelle infraction et de vengeance privée. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge d’instruction ou juge des libertés et de la détention provisoire pendant la phase de l’instruction ; juge des libertés et de la détention provisoire dans le cadre d’une comparution immédiate, d’une convocation par procès verbal ou d’une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (art.. 394, 396 et 495-10 CPP); juridiction de jugement saisie de l’affaire. |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne mise en examen (à l’encontre de laquelle le juge d’instruction constate l’existence d’indices graves ou concordants rendant vraisemblable la culpabilité).  Les mineurs âgés entre 13 et 18 ans peuvent être placés sous contrôle judiciaire (l’article 10-2 de l’ordonnance du 2 février 1945 relative à l’enfance délinquante prévoit dans ce cas des conditions particulières) |
| 9. Conditions d’application | Nombreuses conditions de fond, notamment :  - Nécessité de la mesure pour les « nécessités de l’instruction ou à titre de mesure de sûreté »  - Mise en examen préalable  - Crime ou délit puni d’une peine d’emprisonnement  Une condition procédurale générale :  - ordonnance du juge à tout moment de l’instruction |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Quelques conditions viennent entourer l’exécution de certaines mesures prévues dans la liste, ex. information de la victime de violences familiales de l’interdiction de la recevoir/rencontrer/rentrer en relation ; information de la personne chez qui réside l’auteur de certaines infractions contre les mineurs.  Le juge doit désigner un service (ex. police, service pénitentiaire d’insertion et probation) chargée d’assurer le respect effectif des obligations découlant de la mesure. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | **Art. 139 CPP**: le juge d’instruction peut, à tout moment, imposer une ou plusieurs obligations nouvelles ou modifier celles déjà prononcées pour adapter la mesure. **Art. 141-2 CPP**: dans le cas d’une violation volontaire, le juge d’instruction peut décerner à son encontre un mandat d’arrêt ou d’amener ainsi que saisir le juge des libertés et de la détention provisoire aux fins de placement en détention provisoire. Dans ce cas, le juge des libertés pourra placer la personne en détention quelle que soit la gravité de la peine d’emprisonnement encourue.  **Art. 141-4 CPP** : les services de police sont en outre habilités à appréhender toute personne placée sous contrôle judiciaire en cas de raisons plausibles de soupçonner qu’elle a manqué aux obligations découlant de la mesure. Ils pourront la retenir pendant 24 heures dans les conditions fixées pour la garde à vue. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | En principe, juge d’instruction. Saisi en vue d’un placement en détention provisoire, le juge des libertés et de la détention provisoire peut prononcer un placement sous contrôle judiciaire lorsqu’il estime que cette mesure est suffisante. Les pouvoirs conférés à ces juges de la phase préliminaire appartiennent également à la juridiction de jugement saisie de l’affaire (art. 141-1 CPP). |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2014, pour 35. 200 placements en détention provisoire on compte 45. 500 placements sous contrôle judiciaire. Sur l’ensemble, 12% concernent des mineurs, 47% ont été prononcés pendant la phase de l’instruction, 40% dans le cadre d’une comparution immédiate ou convocation par procès verbal. Ainsi, les « entrées en prison » en détention provisoire ont té en 2014, 45. 373, soit 52,3 %, alors que les entrées pour des condamnés ont été 41. 310, soit 47,7 %.  Par ailleurs, au 1er janvier 2015, sur 66. 270 personnes détenues, 16. 549 étaient des prévenus en attente de jugement.  Au 1er janvier 2015, les services d’insertion et de probation étaient chargés de suivre 3. 562 prévenus soit 1,8% de l’ensemble des personnes placées en milieu ouvert (prévenus ou condamnés). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure |  |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Compatibilité globale aux exigences des Recommandations du Comité des Ministres aux Etats Membres du Conseil de L’Europe R (92)16 relative aux Règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté et R (2000)22 concernant l’amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté notamment en ce qui concerne le respects des principes de légalité et de proportionnalité. Notamment, comme le prévoit cette recommandation, la décision est prise par un juge, en cas de violation des obligations du contrôle judiciaire, le placement en détention provisoire n’est pas automatique et enfin non seulement la mainlevée de la mesure peut être demandée à tout moment de l’instruction (si le juge d’instruction ne respecte pas les délais prévus pour la décision de mainlevée, la personne peut saisir directement la Chambre de l’instruction), mais aussi l’ordonnance du juge est susceptible d’appel.  Un doute peut néanmoins être soulevé quant à la durée du placement sous contrôle judiciaire qui n’est pas encadrée par des délais propres (sauf dans le cas de la constitution de sûretés pour laquelle le juge doit déterminer la durée) mais peut continuer au delà de la phase de l’instruction puisqu’en principe l’ordonnance de mise en accusation devant la Cour d’assises n’a pas d’effet suspensif sur le contrôle judiciaire et dans le cadre d’une ordonnance de renvoi devant un tribunal correctionnel le juge d’instruction peut décider le maintien du contrôle judiciaire. Ces éléments ne permettent pas de déterminer précisément la durée du contrôle judiciaire. Mais il est vrai que la mainlevée peut être demandée à tout moment, ce qui attenue ce doute. |

Mesure 2 – L’assignation à résidence

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Assignation à résidence avec surveillance électronique** |
| 2. Référence législative | **Art. 142-5 à 142-13 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase présentencielle (instruction notamment) |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté pour le juge de restreindre la liberté d’une personne mise en examen pendant la phase préparatoire du procès pénal en la soumettant au contrôle d’un mécanisme fixe ou mobile et en l’obligeant à demeurer à son domicile ou dans une résidence déterminée et de ne s’en absenter qu’aux conditions et pour les motifs déterminés par le juge  Qualification juridique : mesure de sûreté restrictive de liberté applicable à la personne mise en cause en présence d’indices graves ou concordants pendant la phase préparatoire du procès |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultative pour le juge * Facultative pour le destinataire : sa demande ou son accord sont nécessaires * Restrictive de liberté |
| 6. Objectif du législateur | Eviter la détention provisoire tout en évitant les risques de fuite, de dispersion des preuves, de nouvelle infraction et de vengeance privée. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge d’instruction ou juge des libertés et de la détention provisoire pendant la phase de l’instruction ; juge des libertés et de la détention provisoire dans le cadre d’une comparution immédiate, d’une convocation par procès verbal ou d’une comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (art. 394, 396 et 495-10 CPP); juridiction de jugement saisie de l’affaire. |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne mise en examen (à l’encontre de laquelle le juge d’instruction constate l’existence d’indices graves ou concordants rendant vraisemblable la culpabilité).  Les mineurs âgés entre 16 et 18 ans peuvent être placés sous contrôle judiciaire (l’article 10-3 de l’ordonnance du 2 février 1945 relative à l’enfance délinquante prévoit dans ce cas des conditions particulières) |
| 9. Conditions d’application | Nombreuses conditions de fond, notamment :  - Nécessité de la mesure pour les « nécessités de l’instruction ou à titre de mesure de sûreté »  - Mise en examen préalable  - Crime ou délit puni d’une peine d’emprisonnement au moins égale à deux ans  - Demande ou accord de l’intéressé  - Durée limitée à six mois, renouvelable dans la limite maximale de deux ans  Une condition procédurale générale :  - Ordonnance motivée du juge à tout moment de l’instruction  - Vérification préalable de la faisabilité technique  - Débat contradictoire (hors le cas d’une ordonnance statuant sur une demande de remise en liberté) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Mesure exécutée selon le régime du placement sous surveillance électronique (art. 723-8 CPP) au moyen d’un procédé permettant de détecter à distance la présence ou l’absence de la personne dans le lieux désigné par le juge et, le cas échéant, d’un dispositif intégrant un émetteur placé sur la personne elle-même. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | **L’article 142-8 CPP** renvoie à certaines dispositions relatives au contrôle judiciaire : **art. 139 CPP**: le juge d’instruction peut, à tout moment, imposer une ou plusieurs obligations nouvelles ou modifier celles déjà prononcées pour adapter la mesure ; **art. 141-2 CPP**dans le cas de non respect, le juge d’instruction peut décerner à son encontre un mandat d’arrêt ou d’amener ainsi que saisir le juge des libertés et de la détention provisoire aux fins de placement en détention provisoire. Dans ce cas, le juge des libertés pourra placer la personne en détention quelle que soit la gravité de la peine d’emprisonnement encourue. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | En principe, juge d’instruction. Saisi en vue d’un placement en détention provisoire, le juge des libertés et de la détention provisoire peut prononcer un placement sous contrôle judiciaire lorsqu’il estime que cette mesure est suffisante. Les pouvoirs conférés à ces juges de la phase préliminaire appartiennent également à la juridiction de jugement saisie de l’affaire (art. 142-12 CPP). |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En raison certainement de sa nature technique, les placements en assignation à résidence ne sont guère nombreux. A titre d’exemple, en 2010 422 assignations étaient décidées pendant l’instruction et 62 dans le cadre des procédures rapides ; en 2011 457 assignations pendant l’instruction et 484 dans le cadre des procédures rapides (Rapport Annuel de la Commission de suivi de la détention provisoire pour 2013, 2014). Au 1er janvier 2013, l’administration pénitentiaire était en charge de 231 prévenus placées en assignation à résidence (sur la totalité de 9. 929 assignations à résidence – prévenus et condamnés). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure |  |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Compatibilité globale aux exigences des Recommandations du Comité des Ministres aux Etats Membres du Conseil de L’Europe R (92)16 relative aux Règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté et R (2000)22 concernant l’amélioration de la mise en œuvre des règles européennes sur les sanctions et mesures appliquées dans la communauté notamment en ce qui concerne le respects des principes de légalité et de proportionnalité. Notamment, comme le prévoit cette recommandation, la décision est prise par un juge, en cas de violation des obligations du contrôle judiciaire, le placement en détention provisoire n’est pas automatique et enfin non seulement la mainlevée de la mesure peut être demandée à tout moment de l’instruction (si le juge d’instruction ne respecte pas les délais prévus pour la décision de mainlevée, la personne peut saisir directement la Chambre de l’instruction), mais aussi l’ordonnance du juge est susceptible d’appel. |

## Mesures alternatives à la détention au cours de la phase sentencielle

**Mesure 1 Dispense de peine**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Dispense de peine |
| 2. Référence législative | **Art. 132-58 CP**  *En matière correctionnelle ou, sauf dans les cas prévus aux articles 132-63 à 132-65, en matière contraventionnelle, la juridiction peut, après avoir déclaré le prévenu coupable (…) dispenser le prévenu de toute autre peine (…).*  **Art. 132-59 CP**  *La dispense de peine peut être accordée lorsqu’il apparaît que le reclassement du coupable est acquis, que le dommage causé est réparé et que le trouble résultant de l’infraction a cessé.*  *La juridiction qui prononce une dispense de peine peut décider que sa décision ne sera pas mentionnée au casier judiciaire.*  *La dispense de peine ne s’étend pas au paiement des frais du procès.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Faculté offerte au juge de ne pas condamner le prévenu déclaré coupable.  Qualification : absence de sanction malgré une déclaration de culpabilité |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge si les conditions sont réunies * Obligatoire pour le destinataire de la mesure qui n’a pas à y consentir * Non sanctionnatrice (déclaration de culpabilité non accompagnée d’une sanction) |
| 6. Objectif du législateur | Objectif d'individualisation accordant à la réparation de la victime une place éminente |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel ou tribunal de police) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout prévenu (en matière correctionnelle ou contraventionnelle) |
| 9. Conditions d’application | * Conditions   + Tenant à la personnalité du prévenu   + Tenant à la disparition des conséquences de l’infraction (dommage réparé, trouble terminé) * Prononcé :   + Présence du prévenu non obligatoire * Effet :   + Impossibilité de prononcer toute autre peine que la confiscation   + Exclut l’applicabilité des interdictions, incapacités et déchéances   + Ne peut valoir premier terme pour la récidive   + Inscription au casier judiciaire (sauf dispense par le juge) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Sans objet |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Contrôle : chambre des appels correctionnels  Pas de révocation |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | ***Nombre de mesures prononcées***: 5904 (en 2013)  ***Pourcentage des mesures*** *par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) :* 1% |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Sans objet |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui.  Mesure prononcée par un juge, susceptible de recours, privilégiant l’individualisation et l’insertion de la personne déclarée coupable, et assurant la prise en compte des intérêts et de la réparation de la victime. |

**Mesure 2 Sanction-réparation**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Sanction-réparation |
| 2. Référence législative | **Art. 131-8-1 CP** (Loi 2007-297 du 5 mars 2007)  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place ou en même temps que la peine d’emprisonnement, la peine de sanction-réparation. Il en est de même lorsqu’un délit est puni à titre de peine principale d’une seule peine d’amende.*  *La sanction-réparation consiste dans l’obligation pour le condamné de procéder, dans le délai et selon les modalités fixées par la juridiction, à l’indemnisation du préjudice de la victime.*  *Avec l’accord de la victime et du prévenu, la réparation peut être exécutée en nature. Elle peut alors consister dans la remise en état d’un bien endommagé à l’occasion de la commission de l’infraction ; cette remise en état est réalisée par le condamné lui-même ou par un professionnel qu’il choisit et dont il rémunère l’intervention.*  *L’exécution de la réparation est constatée par le procureur de la République ou son délégué.*  *Lorsqu’elle prononce la peine de sanction-réparation, la juridiction fixe la durée maximum de l’emprisonnement, qui ne peut excéder six mois, ou le montant maximum de l’amende, qui ne peut excéder 15 000 euros, dont le juge de l’application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie dans les conditions prévues par l’article 712-6 du code de procédure pénale si le condamné ne respecte pas l’obligation de réparation. Si le délit n’est puni que d’une peine d’amende, la juridiction ne fixe que le montant de l’amende, qui ne peut excéder 15 000 euros, qui pourra être mis à exécution. Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | * Description: Obligation pour le condamné de procéder, dans le délai et selon les modalités fixées par la juridiction, à l’indemnisation du préjudice de la victime. * Peine alternative à l’emprisonnement ou à l’amende ; mais peut aussi être une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Peine patrimoniale |
| 6. Objectif du législateur | Favoriser l’indemnisation de la victime par la création d’une sanction indemnitaire ; peine dite « citoyenne » |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement : tribunal correctionnel |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout prévenu (délit) |
| 9. Conditions d’application | * Tout délit puni de l’emprisonnement (ou de l’amende seule) * Modalités de la réparation :   + Les durées et les modalités de la réparation sont fixées par le juge   + Pas de durée maximum légale   + La réparation peut avoir lieu,     - soit en équivalent,     - soit en nature (avec l’accord du prévenu et de la victime) : elle peut consister dans la remise en état d’un bien endommagé lors de la commission de l’infraction, qui est réalisée par le condamné lui-même ou par un professionnel qu’il choisit et dont il rémunère l’intervention * Prononcé :   + Ne peut être prononcée à titre complémentaire que si la juridiction condamne le prévenu à un emprisonnement ou à une amende, à l’exclusion d’une peine alternative (travail d’intérêt général, par exemple). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Contrôle :   + L’exécution de la réparation est constatée par le procureur de la République ou son délégué.   + Art. R. 131-45 CP : dès que la condamnation est exécutoire, le procureur de la République ou son délégué informe le condamné qu’il doit lui adresser, au plus tard à l’expiration du délai fixé par le juge pour indemniser la victime ou procéder à la remise en état des lieux, les documents justifiant de cette indemnisation ou remise en état.   + Si la juridiction a décidé que l’indemnisation se ferait en plusieurs fois, la justification intervient pour chaque versement, sauf décision contraire du procureur ou de son délégué.   + Lorsque la réparation s’exécute en nature et consiste en une remise en état des lieux, ou en cas de retard dans l’indemnisation de la victime, le délégué du procureur peut convoquer le condamné, le cas échéant avec la partie civile, afin de faciliter l’exécution de la peine ou d’en vérifier l’exécution. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Le juge de l’application des peines peut ordonner la mise à exécution en tout ou partie dans les conditions prévues par l’article 712-6 du code de procédure pénale[[11]](#footnote-11) si le condamné ne respecte pas l’obligation de réparation. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel(chambre des appels correctionnels) ; juridiction de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | L’importance quantitativede la sanction-réparation reste incertaine. Elle n’apparaît pas dans l’Annuaire statistique de la justice, ce qui peut s’expliquer par la grande rareté de son prononcé |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui. Mesure prononcée par un juge, susceptible de recours, privilégiant la réparation de la victime.  *Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe, Résolution 1938 (2013) :*  *9. Les peines non privatives de liberté suivantes méritent une attention particulière, à la lumière de l’expérience pratique des pays qui réussissent à faire respecter la loi et à maintenir l’ordre public avec un taux d’emprisonnement comparativement bas : (…)*  *9.8. les mesures de justice réparatrice qui prennent activement en compte les victimes de la criminalité.* |

**Mesure 3 Amende**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Amende** |
| 2. Référence législative | **Art. 131-2 CP**: peine principale en matière criminelle lorsque le texte d’incrimination le prévoit  **Art. 131-3 CP**: peine principale en matière correctionnelle |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Sanction pécuniaire qui représente l’autre peine de référence avec l’emprisonnement. Elle consiste dans le versement, au Trésor public, d’une somme définie par la juridiction. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Patrimoniale |
| 6. Objectif du législateur | Rétribution / Intérêt financier de l’Etat |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de jugement (tribunal correctionnel ou cour d’assises |
| 8. Destinataires de la mesure | tout condamné dès lors que le texte d’incrimination prévoit l’amende |
| 9. Conditions d’application | * Prévision expresse du texte d’incrimination. * Montants :   + sous réserve des amendes douanières et fiscales (qui présentent une nature particulière) et des amendes administratives, seul le maximum est précisé (celui-ci ne connaît pas de limite *a priori* ; l’amende maximum encourue est ainsi de 7 500 000 euros en matière de trafic de stupéfiants).   + Le montant maximum de l’amende peut être exprimé au moyen d’une somme ou d’un mode de calcul (ex : recel, 321-3 CP : moitié de la valeur des biens recelés)   Peine d’amende prévue aux côtés de la réclusion ou l’emprisonnement (hypothèse principale) : l’amende peut être prononcée seule (art. 132-17 al 2 CP)  Peine d’amende prévue seule (hypothèse exceptionnelle) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Voir *infra* pour le non-paiement : (art. 749 CPP) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | En matière criminelle ou délictuelle (pour un délit puni d’emprisonnement), le juge de l’application des peines peut ordonner une contrainte judiciaire consistant en un emprisonnement du condamné (art. 749 CPP). |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels ou cour d’assises d’appel) et de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | 214 041 en 2013  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : 35%  En matière délictuelle, l’amende est la sanction alternative à l’incarcération la plus prononcée.  L’extension du champ de l’ordonnance pénale aux délits et la création de la comparution sur reconnaissance préalable de culpabilité (CRPC) ont favorisé le recours à des peines d’amende afin de gérer certains contentieux de masse, notamment les contentieux routiers. Le prononcé de l’amende en tant que peine principale est ainsi passé de 29,3 % en 2006 à 31,6 % en 2010, cette tendance se confirmant sur le long terme puisque l’amende ne représentait que 19,2 % des peines prononcées en 1990. Cette évolution peut s’expliquer par l’augmentation du taux de réponse pénale, grâce notamment au développement des procédures rapides. Elle ne signifie pas nécessairement une augmentation du contentieux mais davantage une systématisation de la réponse pénale apportée à des comportements transgressifs. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu  Même si le niveau de recouvrement des amendes reste insuffisant, des progrès ont été réalisés au cours des dernières années grâce à la mise en place des BEX (bureaux d’exécution des peines) dont certains sont dotés d’un terminal de paiement, et à la remise de 20 % en cas de paiement dans le mois suivant le jugement. Le rapport d’information présenté par M. Etienne Blanc, député, en février 2011, estimait qu’en 2008 **les trois quarts des montants des amendes prononcées par les juridictions pénales étaient recouvrés dès la première année** contre les deux tiers en 2005. Ce rapport soulignait également qu’il est possible d’évaluer la célérité du recouvrement des amendes grâce au délai moyen de prise en charge des extraits par les services du ministère des finances. On note ainsi qu’en matière correctionnelle, qui fournit une part significative des amendes, le délai moyen de transmission des relevés est passé de 8,2 mois à 5,4 mois. |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | *Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe, Résolution 1938 (2013) :*  *9. Les peines non privatives de liberté suivantes méritent une attention particulière, à la lumière de l’expérience pratique des pays qui réussissent à faire respecter la loi et à maintenir l’ordre public avec un taux d’emprisonnement comparativement bas:*  *(…)*  *9.1. les amendes, qu’il convient de calculer proportionnellement au revenu dont dispose le délinquant, afin qu’elles soient comparables à des périodes de détention*. |

**Mesure 4 Jours-amende**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Jours-amende** |
| 2. Référence législative | **Art. 131-5 CP**  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer une peine de jours-amende consistant pour le condamné à verser au Trésor une somme dont le montant global résulte de la fixation par le juge d’une contribution quotidienne pendant un certain nombre de jours. Le montant de chaque jour-amende est déterminé en tenant compte des ressources et des charges du prévenu ; il ne peut excéder 1 000 €. Le nombre de jours-amende est déterminé en tenant compte des circonstances de l’infraction ; il ne peut excéder trois cent soixante.*  **Art. 131-25 CP** (Modifié par Loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 29)  *En cas de condamnation à une peine de jours-amende, le montant global est exigible à l’expiration du délai correspondant au nombre de jours-amende prononcés.*  *Sous réserve du second alinéa de l’article 747-1-2 du code de procédure pénale, le défaut total ou partiel du paiement de ce montant entraîne l’incarcération du condamné pour une durée correspondant au nombre de jours-amende impayés. Il est procédé comme en matière de contrainte judiciaire. La détention ainsi subie est soumise au régime des peines d’emprisonnement.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Peine pécuniaire : contribution financière quotidienne versée au Trésor, dont le montant est fixé par le juge, pendant un certain nombre de jours.   * Peine principale (code pénal) * Peut se cumuler avec un emprisonnement mais pas avec une amende. * Toutefois tendance des juges correctionnels à prononcer les jours-amende comme peine unique. * Peine complémentaire (Code de la route et Code de la santé publique) * Mode de conversion de l’emprisonnement : exécution des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Patrimoniale |
| 6. Objectif du législateur | Rétribution / individualisation |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | majeurs |
| 9. Conditions d’application | **Application**   * Délits qui encourent une peine d’emprisonnement * Majeurs * Montant déterminé en tenant compte des ressources et des charges du condamné.   + Maximum 1 000 euros par jour (loi n° 2004-204 du 9 mars 2004).   + Maximum 360 jours. Le nombre de jours-amende est fixé en tenant compte des circonstances de l’infraction * La condamnation aux jours-amendes peut-être assortie du sursis simple total (132-31, al. 1 CP) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | En cas de non paiement : incarcération pour une durée correspondant au nombre de jours-amende impayés (131-25 CP). |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | En cas de non paiement : incarcération pour une durée correspondant au nombre de jours-amende impayés (131-25 CP) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels) et de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | 25 286 en 2013  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : 4,15% |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Même si les jours-amendes ne sont pas visés, leur philosophie correspond aux recommandations de la Résolution 1938 (2013) : *9.1. les amendes, qu’il convient de* ***calculer proportionnellement au revenu dont dispose le délinquant, afin qu’elles soient comparables à des périodes de détention*.** |

**Mesure 5 Immobilisation du véhicule**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Immobilisation du véhicule |
| 2. Référence législative | **Art. 131-6 CP** (Modifié par la Loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 52)  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :*  *(…)*  *5° L’immobilisation, pour une durée d’un an au plus, d’un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné, selon des modalités déterminées par décret en Conseil d’Etat ;*  **Textes d’incrimination spéciaux** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | * Sanction portant atteinte à la liberté d’utiliser un véhicule * Peine alternative ou Peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Restrictive de liberté |
| 6. Objectif du législateur | En tant que peine alternative, éviter l’incarcération. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Tribunal correctionnel |
| 8. Destinataires de la mesure | Majeurs |
| 9. Conditions d’application | **Application**   * Peine alternative   + Durée : maximum 1 an   + Propriété du véhicule   + Pas nécessaire d’établir que le véhicule a été utilisé pour commettre l’infraction * Peine complémentaire (Liste dans le CP : 221-8, 9° CP ; 222-44-10° CP ; 223-18-7° CP )   + Propriété du véhicule sauf silence du texte (ex : L362-8 Code de l’environnement ; L3124-4, II, 2° du Code des transports)   + Durée : maximum 1 an ou 6 mois (selon les textes)   + Vise le véhicule qui a servi à commettre l’infraction |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * R 131-5 à 131-11 CP :   + La peine est exécutée dans un local dont le condamné à la libre disposition (R. 131-7 CP)   Le véhicule est placé sous scellés et immobilisé par un moyen technique (R 131-8 CP) CP |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | détruire ou tenter de détruire le véhicule immobilisé est puni de 2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende (art. 434-41 CP) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels) |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Sans objet |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Même si l’immobilisation du véhicule n’est pas visée, sa philosophie, quand elle est une peine alternative, correspond aux recommandations de la Résolution 1938 (2013) :  *11. L’Assemblée encourage par conséquent tous les Etats membres du Conseil de l’Europe:*  *11.1. à compléter, si besoin est, leur législation pénale pour mettre à la disposition de leurs autorités judiciaires la panoplie complète des sanctions non privatives de liberté, en prévoyant des alternatives viables à l’emprisonnement dans tous les cas où elles seraient pertinentes;* |

**Mesure 6 Confiscation(s)**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Confiscation |
| 2. Référence législative | **Art. 131-6 CP** (Modifié par la loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 52) : **peine alternative**  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer,* ***à la place de l’emprisonnement****, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :*  ***4° La confiscation d’un ou de plusieurs véhicules appartenant au condamné ;***  ***7° La confiscation d’une ou de plusieurs armes dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition ;***  ***10° La confiscation de la chose qui a servi ou était destinée à commettre l’infraction ou de la chose qui en est le produit. Toutefois, cette confiscation ne peut pas être prononcée en matière de délit de presse ;***  **Art. 131-21 CP** (Modifié par la loi n°2013-1117 du 6 décembre 2013 - art. 23) : **peine complémentaire**  *La* ***peine complémentaire de confiscation*** *est encourue dans les cas prévus par la loi ou le règlement. Elle est également encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d’une peine d’emprisonnement d’une durée supérieure à un an, à l’exception des délits de presse.*  *La confiscation porte sur tous les biens meubles ou immeubles, quelle qu’en soit la nature, divis ou indivis, ayant servi à commettre l’infraction ou qui étaient destinés à la commettre, et dont le condamné est propriétaire ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition.*  *Elle porte également sur tous les biens qui sont l’objet ou le produit direct ou indirect de l’infraction, à l’exception des biens susceptibles de restitution à la victime. Si le produit de l’infraction a été mêlé à des fonds d’origine licite pour l’acquisition d’un ou plusieurs biens, la confiscation peut ne porter sur ces biens qu’à concurrence de la valeur estimée de ce produit.*  *La confiscation peut en outre porter sur tout bien meuble ou immeuble défini par la loi ou le règlement qui réprime l’infraction.*  *S’il s’agit d’un crime ou d’un délit puni d’au moins cinq ans d’emprisonnement et ayant procuré un profit direct ou indirect, la confiscation porte également sur les biens meubles ou immeubles, quelle qu’en soit la nature, divis ou indivis, appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition, lorsque ni le condamné, ni le propriétaire, mis en mesure de s’expliquer sur les biens dont la confiscation est envisagée, n’ont pu en justifier l’origine.*  *Lorsque la loi qui réprime le crime ou le délit le prévoit, la confiscation peut aussi porter sur tout ou partie des biens appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition, quelle qu’en soit la nature, meubles ou immeubles, divis ou indivis.*  *La confiscation est obligatoire pour les objets qualifiés de dangereux ou nuisibles par la loi ou le règlement, ou dont la détention est illicite, que ces biens soient ou non la propriété du condamné.*  *La peine complémentaire de confiscation s’applique dans les mêmes conditions à tous les droits incorporels, quelle qu’en soit la nature, divis ou indivis.*  *La confiscation peut être ordonnée en valeur. La confiscation en valeur peut être exécutée sur tous biens, quelle qu’en soit la nature, appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition. Pour le recouvrement de la somme représentative de la valeur de la chose confisquée, les dispositions relatives à la contrainte judiciaire sont applicables.*  *La chose confisquée est, sauf disposition particulière prévoyant sa destruction ou son attribution, dévolue à l’Etat, mais elle demeure grevée, à concurrence de sa valeur, des droits réels licitement constitués au profit de tiers.*  *Lorsque la chose confisquée est un véhicule qui n’a pas été saisi ou mis en fourrière au cours de la procédure, le condamné doit, sur l’injonction qui lui en est faite par le ministère public, remettre ce véhicule au service ou à l’organisme chargé de sa destruction ou de son aliénation.*  **Art. 131-21-1 CP**  ***Lorsqu’elle est encourue comme peine complémentaire****, la* ***confiscation d’un animal*** *ou d’une catégorie d’animal concerne l’animal qui a été utilisé pour commettre ou tenter de commettre l’infraction ou à l’encontre duquel l’infraction a été commise.*  *Elle concerne également les animaux dont le condamné est propriétaire ou dont il a la libre disposition, si ces animaux étaient susceptibles d’être utilisés pour commettre l’infraction ou si l’infraction aurait pu être commise à leur encontre.*  *La juridiction qui prononce la confiscation de l’animal prévoit qu’il sera remis à une fondation ou à une association de protection animale reconnue d’utilité publique ou déclarée, qui pourra librement en disposer.*  *Si l’animal n’a pas été placé en cours de procédure, le condamné doit, sur injonction qui lui est faite par le ministère public, le remettre à l’organisme visé à l’alinéa précédent. Les dispositions du quatrième alinéa de l’article 131-21 sont également applicables.*  *Lorsque l’animal a été placé en cours de procédure, la juridiction qui ordonne sa confiscation peut mettre les frais de placement à la charge du condamné.*  *Lorsqu’il s’agit d’un animal dangereux, la juridiction peut ordonner qu’il soit procédé à son euthanasie, le cas échéant aux frais du condamné.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Pas de définition légale.  Envisagée au regard de ses effets, elle constitue un transfert de propriété forcé au bénéfice de l’État. La chose qui se trouve confisquée entre dans le domaine privé de l’État sans que l’ancien propriétaire puisse en revendiquer la restitution ou la moindre compensation financière.   * Peine alternative (131-6 CP) * Peine complémentaire (131-11 et 131-21-1 CP) |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge  quand la confiscation est une peine alternative. * Le plus souvent facultative pour le juge  quand la confiscation est une peine complémentaire ; mais elle est parfois obligatoire. * Toujours obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir que la peine soit alternative ou complémentaire. * Patrimoniale |
| 6. Objectif du législateur | Priver l’auteur des faits des moyens ou des produits directs ou indirects de son infraction ; mettre hors circuit des produits ou matériels dangereux |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel pour la peine alternative, tribunal correctionnel ou cour d’assises pour la peine complémentaire) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | * En tant que peine alternative :   + Fondement légal : 131-6 : la confiscation n’a pas à être spécialement prévue par le texte d’incrimination   + Objets : limitativement énumérés (131-6 CP)     - un ou plusieurs véhicules du condamné (art. 131-6, 4° CP),     - une ou plusieurs armes dont il a la libre disposition (art. 131-6, 7° CP),     - la chose qui a servi ou était destinée à commettre l’infraction ou la chose qui en est le produit (art. 131-6, 10° CP). * En tant que peine complémentaire prononcée à titre de peine principale :   + Infractions     - Encourue dans les cas prévus par la loi ou le règlement.     - Encourue de plein droit pour les crimes et pour les délits punis d’une peine d’emprisonnement d’une durée supérieure à un an, à l’exception des délits de presse.   + Biens     - tous les biens meubles ou immeubles, quelle qu’en soit la nature, divis ou indivis, ayant servi à commettre l’infraction ou qui étaient destinés à la commettre, et dont le condamné est propriétaire ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition.     - tous les biens qui sont l’objet ou le produit direct ou indirect de l’infraction, à l’exception des biens susceptibles de restitution à la victime. Si le produit de l’infraction a été mêlé à des fonds d’origine licite pour l’acquisition d’un ou plusieurs biens, la confiscation peut ne porter sur ces biens qu’à concurrence de la valeur estimée de ce produit.     - tout bien meuble ou immeuble défini par la loi ou le règlement qui réprime l’infraction.     - Cas particuliers       * Crime ou d’un délit puni d’au moins cinq ans d’emprisonnement et ayant procuré un profit direct ou indirect : biens meubles ou immeubles, quelle qu’en soit la nature, divis ou indivis, appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition, lorsque ni le condamné, ni le propriétaire, mis en mesure de s’expliquer sur les biens dont la confiscation est envisagée, n’ont pu en justifier l’origine.       * Si prévu par le texte d’incrimination, ***confiscation dite générale*** : tout ou partie des biens appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition, quelle qu’en soit la nature, meubles ou immeubles, divis ou indivis.       * Obligatoire pour les objets qualifiés de dangereux ou nuisibles par la loi ou le règlement, ou dont la détention est illicite, que ces biens soient ou non la propriété du condamné.   + Modalités :   Peut être ordonnée en valeur et exécutée sur tous biens, quelle qu’en soit la nature, appartenant au condamné ou, sous réserve des droits du propriétaire de bonne foi, dont il a la libre disposition. (Pour le recouvrement, les dispositions relatives à la contrainte judiciaire sont applicables). |
| 11. Conditions liées à l’exécution | Prononcée à titre de peine principale, la confiscation conserve sa nature propre.  Elle n’épouse pas le régime juridique de la peine d’emprisonnement ou d’amende à laquelle elle vient se substituer.  Elle ne peut être assortie du sursis ou de toute autre forme de condition. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Détruire ou tenter de détruire l’objet de la confiscation est puni de 2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende (art. 434-41 CP) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel. La gestion des biens confisqués est assurée par l’AGRASC, Agence de gestion et de recouvrement des avoirs saisis et confisqués. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | en 2010, **40 717** ; représente 13,5% des peines alternatives ou complémentaires prononcées (alors que 5 287 en 2006 ; soit 1,9% des peines alternatives ou complémentaires prononcées)  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : 4,56% en 2010 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Sans objet |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | oui |

**Mesure 7 Affichage ou diffusion de la décision de condamnation**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Affichage ou diffusion de la décision de condamnation |
| 2. Référence législative | Articles 131-10 et 131-35 CP et textes spéciaux dans le code pénal et hors code pénal |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | * Peines assurant la publicité de la condamnation * Peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Sanction « réputationnelle » |
| 6. Objectif du législateur | Dissuasion par le faire savoir |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | Règle générale article 131-35 CP mais il existe différents régimes spéciaux.  Article 131-35 CP : *La peine d’affichage de la décision prononcée ou de diffusion de celle-ci est à la charge du condamné. Les frais d’affichage ou de diffusion recouvrés contre ce dernier ne peuvent toutefois excéder le maximum de l’amende encourue.*  *La juridiction peut ordonner l’affichage ou la diffusion de l’intégralité ou d’une partie de la décision, ou d’un communiqué informant le public des motifs et du dispositif de celle-ci. Elle détermine, le cas échéant, les extraits de la décision et les termes du communiqué qui devront être affichés ou diffusés.*  *L’affichage ou la diffusion de la décision ou du communiqué ne peut comporter l’identité de la victime qu’avec son accord ou celui de son représentant légal ou de ses ayants droit.*  *La peine d’affichage s’exécute dans les lieux et pour la durée indiqués par la juridiction ; sauf disposition contraire de la loi qui réprime l’infraction, l’affichage ne peut excéder deux mois. En cas de suppression, dissimulation ou lacération des affiches apposées, il est de nouveau procédé à l’affichage aux frais de la personne reconnue coupable de ces faits.*  *La diffusion de la décision est faite par le Journal officiel de la République française, par une ou plusieurs autres publications de presse, ou par un ou plusieurs services de communication au public par voie électronique. Les publications ou les services de communication au public par voie électronique chargés de cette diffusion sont désignés par la juridiction. Ils ne peuvent s’opposer à cette diffusion.*  *L’affichage et la diffusion peuvent être ordonnés cumulativement.* |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | La juridiction de jugement détermine les modalités de la publication |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Un nouvel affichageet article 434-39 CP (6 mois d’emprisonnement et 75 000 euros d’amende) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | inconnu  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui |

**Mesure 8 Retrait du permis de chasser**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Retrait du permis de chasser** |
| 2. Référence législative | Article 131-6 CP  « Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  (…)  8° Le retrait du permis de chasser avec interdiction de solliciter la délivrance d’un nouveau permis pendant cinq ans au plus ; ».  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent (…) retrait d'un droit (…) ». |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Sanction consistant à retirer le permis de chasser et à interdire au condamné de solliciter la délivrance d’un nouveau permis pendant un certain délai.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure en principe provisoire : 5 ans au plus (mais le retrait peut être définitif en cas d’homicide ou blessures involontaires en vertu de l’art. L428-14, al. 2 Code de l’environnement).  Facultative pour le juge  Obligatoire pour le destinataire  Peine privative de droits |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit d’exercer une activité de chasse |
| 7. Autorité compétente pour l’application | La juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement et titulaire du permis de chasser, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne titulaire du permis de chasser et reconnue coupable de l’une des infractions suivantes : 221-8, 6° CP ; 433-24 CP ; L428-14 Code de l’environnement ; L. 3354-3 Code de la santé publique |
| 9. Conditions d’application | Infractions concernées : délits punis d’une peine d’emprisonnement (peine alternative) ; 221-8, 6° CP ; 433-24 CP ; R624-1, 4° CP ; R625-1, 4° CP ; R625-4, 4° CP ; R635-1, 4° CP (peine complémentaire) ; L428-14 Code de l’environnement ; L. 3354-3 Code de la santé publique. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP.  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) de retrait du permis de chasser.  Est également puni des mêmes peines le fait, par une personne recevant la notification d'une décision prononçant à son égard, en application des articles précités, (…) de retrait du permis de chasser de refuser de remettre le permis retiré ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 9 Interdiction de détenir ou de porter une arme**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction de détenir ou de porter une arme** |
| 2. Référence législative | Article 131-6 CP  « Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  (…)  8° Le retrait du permis de chasser avec interdiction de solliciter la délivrance d’un nouveau permis pendant cinq ans au plus ; ».  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ». |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Sanction ayant pour effet d’interdire au condamné de détenir ou porter une arme soumise à autorisation (à l’exclusion des armes de chasse ou de tir, soumises à déclaration).  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans au plus.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit de détenir ou porter une arme soumise à autorisation. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | La juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable de l’une des infractions suivantes : 221-8, 2° CP ; 221-15, II, 1° CP ; 222-44, 2° CP ; 223-18, 2° CP ; 224-9, II CP ; 222-50, 5° CP ; 226-31, 3° CP ; 311-14, 3° CP ; 31213, II CP ; 322-15, 3° CP ; 324-7, 2° CP ; 431-2, 3° CP ; 431-7, II, 1° CP ; 431-11, II, 1° CP ; 431-26, 2° CP ; 431-28 in fine ; 433-24, 1° CP (liste limitée au CP). |
| 9. Conditions d’application | Infractions concernées : délits punis d’une peine d’emprisonnement (peine alternative) ; 221-8, 2° CP ; 221-15, II, 1° CP ; 222-44, 2° CP ; 223-18, 2° CP ; 224-9, II CP ; 222-50, 5° CP ; 226-31, 3° CP ; 311-14, 3° CP ; 31213, II CP ; 322-15, 3° CP ; 324-7, 2° CP ; 431-2, 3° CP ; 431-7, II, 1° CP ; 431-11, II, 1° CP ; 431-26, 2° CP ; 431-28 in fine ; 433-24, 1° CP (liste limitée au CP) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d'interdiction de détenir ou de porter une arme ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable.  NB : La loi du 15 août 2014 a renforcé la surveillance du respect de cette interdiction offrant la possibilité aux services de police d’effectuer une perquisition au domicile du condamné afin d’y rechercher des armes si l’interdiction d’en posséder est une modalité de la peine subie. (art. 709-1-2 CPP). |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 10 Interdiction de détenir un animal**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction de détenir un animal** |
| 2. Référence législative | **Art. 131-21-2 CP**  Lorsqu’elle est encourue à titre de peine complémentaire, l’interdiction de détenir un animal peut être limitée à certains animaux ou certaines catégories d’animaux.  Lorsqu’elle est encourue pour un crime ou un délit, cette interdiction est soit définitive, soit temporaire ; dans ce dernier cas, elle ne peut excéder une durée de cinq ans. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Peine ayant pour objet la détention (et non la propriété) d’un animal.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire : 5 ans au plus, soit définitive.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit de détenir un animal |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable des infractions suivantes : art. 222-44, 12° CP ; 521-1, al. 3 CP (liste limitée au CP) |
| 9. Conditions d’application | * Interdiction générale (tout animal) ou spéciale (certaines catégories) * Interdiction temporaire (maximum 5 ans) ou définitive |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d'interdiction de détenir un animal.  Est également puni des mêmes peines le fait, par une personne recevant la notification d'une décision prononçant à son égard, en application des articles précités, (…) de refuser de remettre l'animal confisqué à l'agent de l'autorité chargé de l'exécution de cette décision ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

**Mesure 11 Suspension du permis de conduire**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Suspension du permis de conduire** |
| 2. Référence législative | Art. 131-6 CP  Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  1° La suspension, pour une durée de cinq ans au plus, du permis de conduire, cette suspension pouvant être limitée, selon des modalités déterminées par décret en conseil d’Etat, à la conduite en dehors de l’activité professionnelle ; cette limitation n’est toutefois pas possible en cas de délit pour lequel la suspension du permis de conduire, encourue à titre de peine complémentaire, ne peut pas être limitée à la conduite en dehors de l’activité professionnelle ; (…)  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent (…) |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Sanction ayant pour effet de priver le condamné du droit de conduire pendant une durée fixée par la juridiction.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans au plus en règle générale (cas particuliers : dans le CP : Art. 228-1 : 10 ans ; dans le Code de la route : 3 ans au plus)  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit de conduire |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable des infractions suivantes : art. 221-8, I, 3° CP ; 222-44, I, 3° CP ; 223-18, 3° CP ; 227-29, 2° CP ; 322-15-1, 1° CP ; 324-7, 4° CP ; 434-45 CP (liste limitée au CP). |
| 9. Conditions d’application | * Au terme du délai, l’intéressé retrouve automatiquement le droit de conduire * *NB* : si le condamné n’est pas titulaire du permis, la peine de suspension est remplacée pour la même durée par l’interdiction d’obtenir la délivrance du permis de conduire * Aménagement : possibilité de n’appliquer la suspension qu’à la conduite en dehors de l’activité professionnelle (R131-1 et 2 CP)   + Exclu en cas d’homicide involontaire |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) de suspension (…) du permis de conduire (…).  Est également puni des mêmes peines le fait, par une personne recevant la notification d'une décision prononçant à son égard, en application des articles précités, (…) la suspension du permis de conduire (…) de refuser de remettre le permis suspendu (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Prononcée en tant que peine de substitution :  2004 : 18 317; 2005 :19 688 ; 2006 :20 644, 2007 : 18 583 ; 2008 : 15 140 ; 2009 :13 622 ; 2010 :12 326 ; 2011 :14 500 ; 2012 :15 428.  Prononcée en tant que peine alternative ou complémentaire :  2012 : 120 464. |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2012, en tant que peine de substitution : 2% du total des condamnations prononcées ; 23% du total des peines de substitution prononcées.  En 2012, prononcée à titre de peine alternative ou complémentaire :  40% du total des peines alternatives ou complémentaires prononcées. |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 12 Annulation du permis de conduire**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Annulation du permis de conduire** |
| 2. Référence législative | Art. 131-6 CP  Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  (…)  3° L’annulation du permis de conduire avec interdiction de solliciter la délivrance d’un nouveau permis pendant cinq ans au plus ;  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ». |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Sanction ayant pour effet de priver le condamné du droit de conduire pendant un certain délai fixé par la juridiction. Passé ce délai, l’intéressé est contraint de passer à nouveau l’examen pour obtenir un nouveau permis.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire :  Peine alternative : 5 ans.  Peine complémentaire : durée variable : 3 ans (L3421-7 code de la santé publique) ; 10 ans.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit de conduire |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable des infractions suivantes : art. 221-8, I, 4° CP ; 222-44, I, 4° CP ; 223-18, 4° CP ; 227-29, 3° CP ; 324-7, 5° CP (liste limitée au CP). |
| 9. Conditions d’application | Voir supra 4 et 8. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d’annulation du permis de conduire (…).  Est également puni des mêmes peines le fait, par une personne recevant la notification d'une décision prononçant à son égard, en application des articles précités, (…) l'annulation du permis de conduire (…) de refuser de remettre le permis (…) annulé ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 13 Interdiction de conduire certains véhicules**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction de conduire des véhicules** |
| 2. Référence législative | Art. 131-6 CP  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :*  *(…)*  *2° L’interdiction de conduire certains véhicules pendant une durée de cinq ans au plus ;*  *5° bis L’interdiction, pendant une durée de cinq ans au plus, de conduire un véhicule qui ne soit pas équipé, par un professionnel agréé ou par construction, d’un dispositif homologué d’anti-démarrage par éthylotest électronique. Lorsque cette interdiction est prononcée en même temps que la peine d’annulation ou de suspension du permis de conduire, elle s’applique, pour la durée fixée par la juridiction, à l’issue de l’exécution de cette peine ;*  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ». |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Sanction consistant à restreindre le droit de conduire, y compris des véhicules pour lesquels aucun permis n’est requis, sans affecter le permis lui-même.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions restrictives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Restreindre le droit de conduire du destinataire |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable des infractions suivantes : art. 221-8, I, 7° CP ; 222-44, I, 8° CP ; 223-18, 5° CP (liste limitée au CP). |
| 9. Conditions d’application | Supra 4 et 8   * NB : Véhicule terrestre à moteur (y compris des véhicules pour lesquels aucun permis n’est requis) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d'interdiction de conduire certains véhicules terrestres à moteur (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 14 Interdiction d’émettre des chèques**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction d’émettre des chèques** |
| 2. Référence législative | Art. 131-6 CP  Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  9° L’interdiction pour une durée de cinq ans au plus d’émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés et d’utiliser des cartes de paiement ;  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ».  Art. 131-19 CP  L’interdiction d’émettre des chèques emporte pour le condamné injonction d’avoir à restituer au banquier qui les avait délivrées les formules en sa possession et en celle de ses mandataires.  Lorsque cette interdiction est encourue à titre de peine complémentaire pour un crime ou un délit, elle ne peut excéder une durée de cinq ans. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Phase sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Restriction au droit d’utiliser des chèques  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans au plus.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit d’émettre des chèques |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable des infractions suivantes : art. 223-15-3, 6° CP ; 314-10, 5° CP ; 321-9, 5° CP ; 323-5, 6° CP ; 324-7, 3° CP (liste limitée au CP). |
| 9. Conditions d’application | Supra 4 et 8  L'interdiction d'émettre des chèques emporte pour le condamné injonction d'avoir à restituer au banquier qui les avait délivrées les formules en sa possession et en celle de ses mandataires  NB : La Banque de France reçoit les informations du Parquet en cas de condamnation ; elle diffuse cette information auprès des banques ; elle est informée en cas de violation de l'interdiction par les banques. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…)d'interdiction d'émettre des chèques (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | En 2012 : 14 condamnations prononcées sur un total de 89062. |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | EN 2012 : 0,01% |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 15 Interdiction d’utiliser des cartes de paiement**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction d’utiliser des cartes de paiement** |
| 2. Référence législative | Art. 131-6 CP  Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  (...)  9° L’interdiction pour une durée de cinq ans au plus d’émettre des chèques autres que ceux qui permettent le retrait de fonds par le tireur auprès du tiré ou ceux qui sont certifiés et d’utiliser des cartes de paiement ;  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ».  Art. 131-20 CP  L’interdiction d’utiliser des cartes de paiement comporte pour le condamné injonction d’avoir à restituer au banquier qui les avait délivrées les cartes en sa possession et en celle de ses mandataires.  Lorsque cette interdiction est encourue à titre de peine complémentaire pour un crime ou un délit, elle ne peut excéder une durée de cinq ans. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Restriction au droit d’utiliser des cartes de paiement  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans au plus.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits. |
| 6. Objectif du législateur | Priver le destinataire du droit d’utiliser des cartes de paiement |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de délits punis d’une peine d’emprisonnement, lorsque la mesure est prononcée à titre de peine alternative (131-6 CP).  Toute personne reconnue coupable de certaines infractions suivantes : dans le code : art. 324-7, 3°. |
| 9. Conditions d’application | Supra 4 et 8  L'interdiction d'utiliser des cartes de paiement comporte pour le condamné injonction d'avoir à restituer au banquier qui les avait délivrées les cartes en sa possession et en celle de ses mandataires. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d'interdiction (…) d'utiliser des **cartes** de paiement (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine alternative (131-9 CP) ou d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 16 Interdiction des droits civils, civiques et de famille**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction des droits civils, civiques et de famille** |
| 2. Référence législative | Art. 131-26 CP  L’interdiction des droits civiques, civils et de famille porte sur :  1° Le droit de vote ;  2° L’éligibilité ;  3° Le droit d’exercer une fonction juridictionnelle ou d’être expert devant une juridiction, de représenter ou d’assister une partie devant la justice ;  4° Le droit de témoigner en justice autrement que pour y faire de simples déclarations ;  5° Le droit d’être tuteur ou curateur ; cette interdiction n’exclut pas le droit, après avis conforme du juge des tutelles, le conseil de famille entendu, d’être tuteur ou curateur de ses propres enfants.  L’interdiction des droits civiques, civils et de famille ne peut excéder une durée de dix ans en cas de condamnation pour crime et une durée de cinq ans en cas de condamnation pour délit.  La juridiction peut prononcer l’interdiction de tout ou partie de ces droits.  L’interdiction du droit de vote ou l’inéligibilité prononcées en application du présent article emportent interdiction ou incapacité d’exercer une fonction publique.  Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ». |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Privation sélective et temporaire de l’exercice de droits, non d’une privation totale des attributs de la personnalité juridique, ni d’une incapacité de jouissance  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure provisoire : 5 ans au plus (matière délictuelle)  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits |
| 6. Objectif du législateur | Cette peine a pour objet de réduire la capacité juridique du condamné en l'empêchant d'exercer certaines fonctions. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP |
| 9. Conditions d’application | Liste des droits : droits de vote et d’éligibilité, droits d’exercer une fonction juridictionnelle, d’être expert judiciaire, d’être assistant ou représentant en justice, droit de témoigner en justice, droit d’être tuteur ou curateur.  NB : La peine d’inéligibilité emporte interdiction ou incapacité d’exercer une fonction publique |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Sans objet |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

**Mesure 17 Fermeture d’établissement**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Fermeture d’établissement** |
| 2. Référence législative | Article 131-10 CP  « Lorsque la loi le prévoit, un crime ou un délit peut être sanctionné d'une ou de plusieurs peines complémentaires qui, frappant les personnes physiques, emportent interdiction (…) ».  Art. 131-33 CP  La peine de fermeture d’un établissement emporte l’interdiction d’exercer dans celui-ci l’activité à l’occasion de laquelle l’infraction a été commise. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Peine ayant pour effet d’interdire d’exercer dans un établissement l’activité à l’occasion de laquelle l’infraction a été commise.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire : en général 5 ans au plus soit définitive.  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative de droits |
| 6. Objectif du législateur |  |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP. |
| 9. Conditions d’application | La mesure peut toucher l’établissement dans son entier ou seulement la partie de celui-ci qui a servi à commettre l’infraction  Elle n’empêche pas que les lieux soient utilisés pour y entreprendre une autre activité.  Elle vise des lieux sans qu’il soit nécessaire d’établir qu’ils appartiennent au condamné, la seule condition résidant dans la nécessité que ces lieux aient servi de support à l’activité ayant permis la commission de l’infraction. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) de fermeture d'établissement (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

**Mesure 18 Exclusion des marchés publics**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Exclusion des marchés publics** |
| 2. Référence législative | 131-34 CP  La peine d’exclusion des marchés publics emporte l’interdiction de participer, directement ou indirectement, à tout marché conclu par l’État et ses établissements publics, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, ainsi que par les entreprises concédées ou contrôlées par l’État ou par les collectivités territoriales ou leurs groupements. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Peine qui emporte interdiction de participer directement ou indirectement à tout contrat à titre onéreux avec des personnes morales de droit public pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions restrictives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire soit définitive (selon le texte d’incrimination qui la prévoit).  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP. |
| 9. Conditions d’application | Supra 4 et 8. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : art. 434-41 CP  « Est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende la violation, par le condamné, des obligations ou interdictions résultant des peines (…) d'exclusion des marchés publics (…) ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

**Mesure 19 Interdiction d’exercer une fonction publique**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction d’exercer une fonction publique** |
| 2. Référence législative | 131-27 CP  Lorsqu’elle est encourue à titre de peine complémentaire pour un crime ou un délit, l’interdiction d’exercer une fonction publique ou d’exercer une activité professionnelle ou sociale est soit définitive, soit temporaire ; dans ce dernier cas, elle ne peut excéder une durée de cinq ans. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Interdiction d’exercer une fonction.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire (5 ans au plus) soit définitive (selon le texte d’incrimination qui la prévoit).  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP. |
| 9. Conditions d’application | Le lien entre l’activité et l’infraction n’est pas exigé.  Les interdictions d’activités ou de fonctions peuvent être prononcées cumulativement entre elles. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : Article 434-40 CP  « Lorsqu'a été prononcée, à titre de peine, l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale ou une fonction publique prévue au premier alinéa de l'article 131-27 et aux articles 131-28 et 131-29, toute violation de cette interdiction est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

**Mesure 20 Interdiction d’exercer une activité professionnelle ou sociale**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction d’exercer une activité professionnelle ou sociale** |
| 2. Référence législative | 131-6 CP  Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :  (…)  11° L’interdiction pour une durée de cinq ans au plus d’exercer une activité professionnelle ou sociale dès lors que les facilités que procure cette activité ont été sciemment utilisées pour préparer ou commettre l’infraction. Cette interdiction n’est toutefois pas applicable à l’exercice d’un mandat électif ou de responsabilités syndicales. Elle n’est pas non plus applicable en matière de délit de presse ;  131-27 CP  L’interdiction d’exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d’administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d’autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale est soit définitive, soit temporaire ; dans ce dernier cas, elle ne peut excéder une durée de quinze ans.  Cette interdiction n’est pas applicable à l’exercice d’un mandat électif ou de responsabilités syndicales. Elle n’est pas non plus applicable en matière de délit de presse. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Privation/restriction du droit d’exercer une activité  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit.  Elle présente une nature duale : soit de peine alternative (131-6CP) pouvant être prononcée par le juge à titre principal en lieu et place de la peine principale encourue ; soit de peine complémentaire (131-10CP) pouvant être prononcée à titre de peine principale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire (5 ans au plus) soit définitive (selon le texte d’incrimination qui la prévoit).  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure privative/restrictive de droits |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP. |
| 9. Conditions d’application | L’activité professionnelle ou sociale interdite est, sauf texte contraire, l’activité à l’occasion de laquelle l’infraction a été commise.  Les interdictions d’activités ou de fonctions peuvent être prononcées cumulativement entre elles. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : Article 434-40 CP  « Lorsqu'a été prononcée, à titre de peine, l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale ou une fonction publique prévue au premier alinéa de l'article 131-27 et aux articles 131-28 et 131-29, toute violation de cette interdiction est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative.  Réserve : le mécanisme de l’art. 131-6 CP. Le pouvoir du juge de remplacer l’emprisonnement ou l’amende par les peines énumérées par l’art. 131-6 peut conduire à des sanctions très sévères voire disproportionnées au regard de la gravité de l’infraction ; d’ailleurs il importe peu que la peine ait un rapport avec le délit commis. |

**Mesure 2****1 – Interdiction d’exercer une profession commerciale ou industrielle et interdiction de diriger, administrer, gérer ou contrôler une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Interdiction d’exercer une profession commerciale ou industrielle et interdiction de diriger, administrer, gérer ou contrôler une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale** |
| 2. Référence législative | Art. 131-27 CP  L’interdiction d’exercer une profession commerciale ou industrielle, de diriger, d’administrer, de gérer ou de contrôler à un titre quelconque, directement ou indirectement, pour son propre compte ou pour le compte d’autrui, une entreprise commerciale ou industrielle ou une société commerciale est soit définitive, soit temporaire ; dans ce dernier cas, elle ne peut excéder une durée de quinze ans.  Cette interdiction n’est pas applicable à l’exercice d’un mandat électif ou de responsabilités syndicales. Elle n’est pas non plus applicable en matière de délit de presse. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Description : Interdiction d’exercer une fonction.  Qualification : Cette mesure appartient aux sanctions privatives de droit. Elle présente la nature d’une peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Mesure soit provisoire (10 ans au plus) soit définitive (selon le texte d’incrimination qui la prévoit).  Mesure facultative pour le juge  Mesure obligatoire pour le destinataire  Mesure restrictive de droits |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne reconnue coupable de certaines infractions très nombreuses, notamment dans le CP. |
| 9. Conditions d’application | Le lien entre l’activité et l’infraction n’est pas exigé.  Les interdictions d’activités ou de fonctions peuvent être prononcées cumulativement entre elles. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Aucune |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Constitution d’un délit : Article 434-40 CP  « Lorsqu'a été prononcée, à titre de peine, l'interdiction d'exercer une activité professionnelle ou sociale ou une fonction publique prévue au premier alinéa de l'article 131-27 et aux articles 131-28 et 131-29, toute violation de cette interdiction est punie de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende ».  Prononcé « anticipé » d’une peine, en cas de non respect d’une peine complémentaire prononcée à titre de peine principale (131-11 CP).  La juridiction de jugement peut fixer la durée maximum de l'emprisonnement ou le montant maximum de l'amende dont le juge de l'application des peines pourra ordonner la mise à exécution en tout ou partie, dans des conditions prévues par [l'article 712-6](http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do;jsessionid=FF4543960BDD3F72A35A23A53435591C.tpdila15v_2?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577885&dateTexte=&categorieLien=cid) du code de procédure pénale, si le condamné ne respecte pas les obligations ou interdictions résultant de la ou des peines prononcées.  Le président de la juridiction en avertit le condamné après le prononcé de la décision.  L'emprisonnement ou l'amende que fixe la juridiction ne peuvent excéder les peines encourues pour le délit pour lequel la condamnation est prononcée ni celles prévues par l'article 434-41 CP, qui dans ce cas, n’est pas applicable. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Selon les cas (supra 12) : juridiction de jugement (nouvelle infraction) ou juge de l’application des peines (prononcé anticipé). |
| 14. Nombre de mesures prononcées | Inconnu |
| 15. Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine non privative de liberté et en tant qu’elle peut être prononcée en tant que peine alternative. |

Mesure 22 – Sursis simple

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Sursis simple |
| 2. Référence législative | Art. 132-29 à 132-39 CP (modifiés par la loi du 15 août 2014) ; Art. 734-736 CPP |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Dispense conditionnelle d’exécution décidée par le juge de tout ou partie de la peine qu’il prononce. Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir. * Sanction restrictive de liberté – Avertissement |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération ou en limiter la durée |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | Art. 132-30 à 132-34 CP   * tenant au passé du condamné :   + absence de condamnation par une juridiction française ou d’un État membre de l’UE au cours des 5 années précédant les faits, pour crime ou délit de droit commun, à une peine de réclusion ou d’emprisonnement * tenant à la condamnation présente :   + Peines : emprisonnement de 5 ans maximum.   délai d’épreuve : 5 ans à compter du jour où la condamnation est définitive |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Pendant le délai d’épreuve,   + suspension de la peine (dispense d’exécution)   + la condamnation est maintenue * Après le délai d’épreuve (article 132-35 nouveau)   + La peine est éteinte   + La condamnation est non avenue. Lorsque le bénéfice du sursis simple n'a été accordé que pour une partie de la peine, la condamnation est réputée non avenue dans tous ses éléments (article 132-39 nouveau). |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | * + Possibilité de révocation   Art. 132-36 nouveau CP : « La juridiction peut, par décision spéciale, révoquer totalement ou partiellement, pour une durée ou un montant qu’elle détermine, le sursis antérieurement accordé, quelle que soit la peine qu’il accompagne, lorsqu’elle prononce une nouvelle condamnation à une peine de réclusion ou à une peine d’emprisonnement sans sursis.  La juridiction peut, par décision spéciale, révoquer totalement ou partiellement, pour une durée ou un montant qu’elle détermine, le sursis antérieurement accordé qui accompagne une peine quelconque autre que la réclusion ou l’emprisonnement lorsqu’elle prononce une nouvelle condamnation d’une personne physique ou morale à une peine autre que la réclusion ou l’emprisonnement sans sursis ».   * + La dispense de révocation laisse subsister le caractère non avenu de la condamnation   + La peine est exécutée   En cas de révocation du sursis simple ordonnée par la juridiction, la première peine est exécutée sans qu'elle puisse se confondre avec la seconde (article 132-38 nouveau) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Contrôle : juridiction d’appel.  Révocation : juridiction saisie d’une nouvelle infraction |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | *Nombre de mesures prononcées* : en 2011 : sursis total = 109 231 ; sursis partiel = 4 759  *Pourcentage des mesures* par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : en 2011, sursis total = 18,08% des condamnations ; sursis partiel = 0,78%.  (Par rapport aux seules condamnations à l’emprisonnement, respectivement 38% pour le sursis total et 1,65% pour le sursis partiel). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Pas de statistiques nationales |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que mesure d’évitement de la privation de liberté . |

Mesure 23 – Ajournement simple

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Ajournement simple** |
| 2. Référence législative | **Art. 132-60**  *La juridiction peut ajourner le prononcé de la peine lorsqu’il apparaît que le reclassement du coupable est en voie d’être* *acquis, que le dommage causé est en voie d’être réparé et que le trouble résultant de l’infraction va cesser.*  *Dans ce cas, elle fixe dans sa décision la date à laquelle il sera statué sur la peine.*  *L’ajournement ne peut être ordonné que si la personne physique prévenue ou le représentant de la personne morale* *prévenue est présent à l’audience.*  **Art. 132-61**  *A l’audience de renvoi, la juridiction peut soit dispenser le prévenu de peine, soit prononcer la peine prévue par la loi,* *soit ajourner une nouvelle fois le prononcé de la peine dans les conditions et selon les modalités prévues à l’article 132-60.*  **Art. 132-62**  *La décision sur la peine intervient au plus tard un an après la première décision d’ajournement.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Mode de personnalisation des peines.  Possibilité offerte au juge de différer le prononcé de la peine, lorsque les conditions de la dispense de peine ne sont pas encore remplies mais pourraient l’être à relativement brève échéance (reclassement du coupable en voie d’être acquis, dommage en voie d’être réparé et le trouble résultant de l’infraction va cesser) |
| 5. Caractéristiques : | * Mesure suspensive. * Facultative pour le juge ; * Obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir. |
| 6. Objectif du législateur | Favoriser le reclassement du coupable et l’indemnisation de la victime. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout prévenu reconnu coupable (matière délictuelle) |
| 9. Conditions d’application | **Application**   * Champ d’application :   + délits (et contraventions) à l’exclusion des crimes   + majeurs et mineurs de 13 à 18 ans (conditions particulières : délai 6 mois) * Conditions :   + Conditions de la dispense de peine « en voies d’être acquises »   **Régime**   * Prononcé :   + Faculté discrétionnaire   + Présence obligatoire du prévenu |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * + Délai de l’ajournement : à la discrétion du juge ; plusieurs ajournements successifs peuvent être prononcés.     - Mais, un délai maximum d’un an doit séparer la première décision d’ajournement et le prononcé de la peine.   + Passé ce délai maximum, la décision sur la peine doit intervenir. Mais la décision sur la peine prise après l’expiration reste valide. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | * + Absence de prescription ou de contrôle pendant la durée de l’ajournement. L’absence de réunion des conditions de la dispense de peine au jour du prononcé de la peine entraîne en revanche le prononcé d’une peine. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Le contrôle est assuré a posteriori par la juridiction saisie qui devra statuer sur la peine (césure), ou par la juridiction d’appel. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | ***Nombre de mesures prononcées*** : inconnu (Annuaire statistique de la justice n’indique que les dispenses de peine qui représentent 1% des condamnations)  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle offre une perspective de meilleure individualisation et d’évitement de toute peine privative de liberté. |

Mesure 24 – Stage de citoyenneté

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Stage de citoyenneté** |
| 2. Référence législative | Art. 131-5-1 CP  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut, à la place de l’emprisonnement, prescrire que le condamné devra accomplir un stage de citoyenneté (…).*  R 131-35 à R 131-44 CP. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de participer à un stage de caractère essentiellement éducatif (dont l’objet est de rappeler au condamné « les valeurs républicaines de tolérance et de respect de la dignité humaine sur lesquelles est fondée la société »).  Qualification : Peine alternative en principe.  Peine complémentaire dans quelques cas  Mesure relevant du sursis avec mise à l’épreuve (article 132-45 19° CP)  Obligation relevant de la contrainte pénale (article 131-4-1 1° CP : renvoi à article 132-45 19° CP)  NB : Peut-être aussi une mesure de composition pénale (article 41-2 13° du code de procédure pénale) (voir les fiches des Mesures alternatives aux poursuites). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative  pour le juge et pour le condamné qui doit y consentir  Mesure Restrictive de liberté *–*  Sanction citoyenne |
| 6. Objectif du législateur | Article R131-35 CP : « Le stage de citoyenneté (…) a pour objet de rappeler au condamné les valeurs républicaines de tolérance et de respect de la dignité de la personne humaine et de lui faire prendre conscience de sa responsabilité pénale et civile ainsi que des devoirs qu'implique la vie en société. Il vise également à favoriser son insertion sociale.  Lorsqu'il concerne une personne condamnée pour une infraction commise avec la circonstance aggravante prévue par [l'article 132-76](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070719&idArticle=LEGIARTI000006417500&dateTexte=&categorieLien=cid), il rappelle en outre à l'intéressé l'existence des crimes contre l'humanité, notamment ceux commis pendant la Seconde Guerre mondiale ». |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | * Majeurs * Mineur de 13 à 18 ans : art. 20-4-1 de l’ord. 1945. * Le prononcé implique la présence à l’audience du condamné et son consentement. * Durée :   + Fixée par la juridiction de jugement compte tenu des obligations familiales, sociales ou professionnelles du condamné.   + Maximum : 1 mois ; durée journalière : 6 heures.   + Pour les mineurs : adaptée en fonction de l’âge et de la personnalité ainsi que des obligations scolaires et de la situation familiale   + Coût : maximum 450 euros, aux frais du condamné ou non (sauf pour le mineur). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | **Organisation**  Art. R. 131-37 CP (contrôle et contenu)  Art 131-41 (mineurs)  **Déroulement**  R. 131-39 CP (information)  R131-43 (mineurs)  R 131-44 CP (fin de stage) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Application de l’article 434-41 CP, soit une peine encourue de deux ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel / juridiction de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Le Parlement européen, dans une résolution du 17 décembre 1998, se déclare « favorable à l'extension, dans les différents systèmes, des mesures alternatives à la prison et des peines de substitution comme moyens plus souples d'assurer l'exécution des peines ». Il regrette « le faible recours aux peines de substitution, particulièrement applicables aux peines inférieures à un an, immensément majoritaires dans la quasi-totalité des pays de l'Union ».  Dans le même sens, le comité des ministres du Conseil de l'Europe a publié deux recommandations en octobre 1992 [Recommandation n°R (92)16] et novembre 2000 [Recommandation R (2000)22] relatives aux « sanctions et mesures appliquées dans la communauté ». La *première recommandation* pose ainsi l'ensemble des principes qui doivent régir ce type de sanctions qui « constituent des moyens importants de lutte contre la criminalité et […] évitent les effets négatifs de l'emprisonnement ». Selon de le Conseil de l'Europe, ces dispositifs ont pour but « de développer chez le délinquant **le sens de ses responsabilités envers la société et, plus particulièrement, envers la ou les victimes** ». Il précise cependant que ceux-ci « ne doivent être imposés que si l'on est assuré des conditions et des obligations qui peuvent être appropriées au délinquant et de sa volonté de coopérer et de les respecter. » En ce sens, ces sanctions devront être conçues « de manière à ce qu'elles aient la plus grande signification possible pour le délinquant […] afin de permettre son insertion sociale ». **D’où le consentement exigé du prévenu**.  La *seconde recommandation* énonce des principes directeurs de manière à parvenir à une utilisation plus efficace des dites sanctions et mesures. Elle recommande notamment des réformes tendant à modifier le droit positif ou les règles de procédures afin d'intensifier le recours à ces sanctions et mesures :  1. Prévoir un éventail qui soit suffisamment large et varié. Une liste des mesures et sanctions appliquées sans incarcération est ainsi fournie qui reprend des mesures telles travail d'intérêt général (TIG), placement sous surveillance électronique (PSE), surveillance intensive, probation comme sanction indépendante.  2. Envisager, pour certaines infractions, une peine encourue qui soit une sanction ou mesure appliquée dans la communauté au lieu de l'emprisonnement comme sanction de référence.  3. Revoir ou élaguer les dispositions législatives qui empêchent l'utilisation des sanctions et mesures appliquées dans la communauté pour les délinquants récidivistes ou ayant commis une infraction grave.  4. Introduire à titre d'essai, de nouvelles sanctions et mesures appliquées dans la communauté, et prévoir une évaluation de l'expérimentation.  Cette recommandation insiste également sur la nécessité d'accroître la crédibilité des sanctions et mesures appliquées dans la communauté, notamment auprès du grand public et des responsables politiques et préconise différents moyens de communication. |

Mesure 25 – Stage de sensibilisation à la sécurité routière

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Stage de sensibilisation à la sécurité routière |
| 2. Référence législative | **Art. 131-35-1 CP**  *Lorsqu’elle est encourue à titre de peine complémentaire, l’obligation d’accomplir un stage de sensibilisation à la sécurité routière (…) est exécutée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la condamnation est définitive.*  *(…) Le stage de sensibilisation à la sécurité routière est toujours exécuté aux frais du condamné.*  *L’accomplissement du stage donne lieu à la remise au condamné d’une attestation que celui-ci adresse au procureur de la République.*  **Art. R131-11-1 CP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de participer à un stage de caractère essentiellement éducatif sur la sécurité routière.  Peine complémentaire ou obligation particulière du sursis avec mise à l’épreuve ou d’un ajournement de peine avec mise à l’épreuve |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir.  Restrictive de liberté ; sanction dite « citoyenne ». |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de resocialisation comportant une formation et des enseignements spécialisés. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | * Textes d’incrimination particuliers * R131-11-1 CP renvoie aux dispositions du Code la route |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Toujours aux frais du condamné, le montant maximum de l’amende encourue pour les contraventions de la 3e classe. * Exécution dans un délai de 6 mois à compter de la date à laquelle la condamnation est définitive * Durée : 16 h minimum sur 2 jours consécutifs (durée maximale 5 jours). |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | La violation de l’obligation d’accomplir le stage est constitutive du délit de l’art. 434-41 CP (2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels) et juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Voir Résolution 1938 (2013) :  9.9. les programmes innovants de réinsertion des délinquants auxquels participe la société civile.  11.1. à compléter, si besoin est, leur législation pénale pour mettre à la disposition de leurs autoritésjudiciaires la panoplie complète des sanctions non privatives de liberté, en prévoyant des alternativesviables à l’emprisonnement dans tous les cas où elles seraient pertinentes;  11.2. à élaborer et tester de nouvelles formes et combinaisons de peines non privatives de liberté etde sanctions appliquées dans la communauté, tout en respectant les exigences énoncées auparagraphe 8 en matière de droits de l’homme. |

Mesure 26 – Stage de sensibilisation aux dangers des stupéfiants

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | stage de sensibilisation aux dangers des stupéfiants |
| 2. Référence législative | **Art. 131-35-1 CP**  *Lorsqu’elle est encourue à titre de peine complémentaire, l’obligation d’accomplir (…) un stage de sensibilisation aux dangers de l’usage de produits stupéfiants (…) est exécutée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la condamnation est définitive.*  *La juridiction précise si le stage est exécuté aux frais du condamné.*  *L’accomplissement du stage donne lieu à la remise au condamné d’une attestation que celui-ci adresse au procureur de la République.*  **Art. R131-36 à R131-44 CP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de participer à un stage de caractère essentiellement éducatif sur les dangers des stupéfiants pour la santé humaine et la société |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir.  Restrictive de liberté ; sanction dite « citoyenne » |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de resocialisation comportant une formation et des enseignements spécialisés. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | **Application**   * Textes d’incrimination particuliers * Majeurs   (Mineurs de 13 à 18 ans) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Déroulement (R131-36 à 131-44 CP) * aux frais du condamné si la juridiction le décide (dans ce cas, le montant maximum de l’amende encourue pour les contraventions de la 3e classe). * Durée : fixée par la juridiction compte tenu, pour les majeurs, des obligations familiales, sociales ou professionnelles (pour les mineurs des obligations scolaires et de la situation familiale).   + Maximum 1 mois.   + Durée journalière de formation effective : maximum 6 heures. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | : La violation de l’obligation d’accomplir le stage est constitutive du délit de l’art. 434-41 CP (2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels) et de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Voir Résolution 1938 (2013) :  9.9. les programmes innovants de réinsertion des délinquants auxquels participe la société civile.  (…) |

Mesure 27 – Stage de responsabilité parentale

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | stage de responsabilité parentale |
| 2. Référence législative | **Art. 131-35-1 CP**  *Lorsqu’elle est encourue à titre de peine complémentaire, l’obligation d’accomplir (…) un stage de responsabilité parentale est exécutée dans un délai de six mois à compter de la date à laquelle la condamnation est définitive.*  *La juridiction précise si le stage est exécuté aux frais du condamné.*  *L’accomplissement du stage donne lieu à la remise au condamné d’une attestation que celui-ci adresse au procureur de la République.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de participer à un stage de caractère essentiellement éducatif. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir.  Restrictive de liberté – Sanction dite « citoyenne » (peine complémentaire) |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de resocialisation comportant une formation et des enseignements spécialisés |
| 7. Autorité compétente pour l’application | juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | tout condamné |
| 9. Conditions d’application | * Textes d’incrimination particuliers |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * aux frais du condamné si la juridiction le décide (dans ce cas, le montant maximum de l’amende encourue pour les contraventions de la 3e classe). * Exécution   + Durée : fixée par la juridiction compte tenu des obligations familiales, sociales ou professionnelles.   + Maximum 1 mois.   + Durée journalière de formation effective : maximum 6 heures. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | La violation de l’obligation d’accomplir le stage est constitutive du délit de l’art. 434-41 CP (2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel (chambre des appels correctionnels) |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Voir Résolution 1938 (2013) :  9.9. les programmes innovants de réinsertion des délinquants auxquels participe la société civile.  (…)  11.1. à compléter, si besoin est, leur législation pénale pour mettre à la disposition de leurs autoritésjudiciaires la panoplie complète des sanctions non privatives de liberté, en prévoyant des alternativesviables à l’emprisonnement dans tous les cas où elles seraient pertinentes;  11.2. à élaborer et tester de nouvelles formes et combinaisons de peines non privatives de liberté etde sanctions appliquées dans la communauté, tout en respectant les exigences énoncées auparagraphe 8 en matière de droits de l’homme. |

Mesure 28 – Travail d’intérêt général

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | travail d’intérêt général |
| 2. Référence législative | **Art. 131-8 CP :**  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prescrire, à la place de l’emprisonnement, que le condamné accomplira, pour une durée de vingt à deux cent dix heures, un travail d’intérêt général non rémunéré au profit soit d’une personne morale de droit public, soit d’une personne morale de droit privé chargée d’une mission de service public ou d’une association habilitées à mettre en œuvre des travaux d’intérêt général.*  *La peine de travail d’intérêt général ne peut être prononcée contre le prévenu qui la refuse ou qui n’est pas présent à l’audience. Le président du tribunal, avant le prononcé du jugement, informe le prévenu de son droit de refuser l’accomplissement d’un travail d’intérêt général et reçoit sa réponse.*  **Art. 131-22 à 24 CP ; R131-12 CP et suivants.** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | travail non rémunéré au profit soit d’une personne morale de droit public, soit d’une personne morale de droit privé chargée d’une mission de service public ou d’une association habilitées à mettre en œuvre ce type de travail  Peine correctionnelle alternative;  Peine correctionnelle principale ou complémentaire;  Modalité particulière du sursis (v. fiche 37)  Obligation particulière pouvant assortir la contrainte pénale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive;  Facultative  pour le juge et pour le condamné qui doit y consentir  Sanction restrictive de liberté – Sanction citoyenne |
| 6. Objectif du législateur | « peine restrictive de liberté (obligation d’accomplir un travail déterminé), avec conséquence patrimoniale indirecte (non rémunération) et présentant un caractère oblatif (sacrifice consenti) » (G. Vermelle, JCl Pénal code, fasc 131-22 à 131-24) |
| 7. Autorité compétente pour l’application | juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | tout condamné en matière correctionnelle |
| 9. Conditions d’application | Majeurs (et Mineurs de 16 à 18 ans)  Présence et consentement du condamné requis (le consentement porte sur le principe et non le contenu du TIG)  La juridiction de jugement ordonne un travail d’intérêt général sans en préciser la nature. C’est le juge de l’application des peines qui choisit le travail approprié.  Durée (pour les majeurs) : de 40h à 280 h (Loi n° 2014-896 du 15 août 2014)  Durée d’exécution : 18 mois |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Peut être exécuté en même temps qu’une assignation à résidence avec surveillance électronique, qu’un placement à l’extérieur, qu’une semi-liberté ou qu’un placement sous surveillance électronique  Au cours du délai d’exécution du travail, le condamné doit satisfaire aux mesures de contrôle de l’article 132-55 CP. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | La violation des obligations est constitutive du délit de l’art. 434-42 CP (2 ans d’emprisonnement et 30 000 euros d’amende) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel et de l’application des peines  Juridiction saisie du délit de violation des obligations du TIG |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En **2012**, les juridictions ont prononcé **25 732 peines de travail d’intérêt** général (TIG). Parallèlement le juge de l’application des peines (JAP) a aménagé une peine d’emprisonnement ferme inférieure ou égale à 6 mois en Sursis TIG pour un peu moins de 7 000 condamnés. Le nombre de TIG prononcés a **doublé en 20 ans**, mais semble se **stabiliser depuis 2005**,  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) :  Le nombre de TIG prononcés représente 4 % de l’ensemble des peines prononcées chaque année. Il est deux fois plus fréquent en matière de vols-recels et trois fois plus en matière d’outrages ou de destruction-dégradations.  Les **condamnés** qui bénéficient de cette peine sont nettement **plus jeunes** que pour les autres peines (24 ans en moyenne). En revanche les aménagements de peines, plus fréquents en matière de délits routiers, s’adressent à des personnes condamnées plus âgées (32 ans en moyenne) |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant que peine alternative à l’emprisonnement.  Voir Résolution 1938 (2013) :  9.9. les programmes innovants de réinsertion des délinquants auxquels participe la société civile.  (…)  11.1. à compléter, si besoin est, leur législation pénale pour mettre à la disposition de leurs autoritésjudiciaires la panoplie complète des sanctions non privatives de liberté, en prévoyant des alternativesviables à l’emprisonnement dans tous les cas où elles seraient pertinentes;  11.2. à élaborer et tester de nouvelles formes et combinaisons de peines non privatives de liberté etde sanctions appliquées dans la communauté, tout en respectant les exigences énoncées auparagraphe 8 en matière de droits de l’homme. |

Mesure 29 – Interdiction de fréquenter certaines personnes

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Interdiction de fréquenter certaines personnes |
| 2. Référence législative | **Art. 131-6 CP** (Modifié par loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 52)  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :*  *(…)*  *13° L’interdiction, pour une durée de trois ans au plus, de fréquenter certains condamnés spécialement désignés par la juridiction, notamment les auteurs ou complices de l’infraction ;*  *14° L’interdiction, pour une durée de trois ans au plus, d’entrer en relation avec certaines personnes spécialement désignées par la juridiction, notamment la victime de l’infraction ;* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Défense faite au condamné de fréquenter certaines personnes  Peine alternative  (***NB***: mesures comparables : sursis avec mise à l’épreuve (C. pén., art. 132-45, 12° et 13°), composition pénale (CPP, art. 41-2, al. 1, 10° et 11°), contrôle judiciaire (CPP, art. 138, al. 1, 9°). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative  pour le juge mais obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir  Restrictive de liberté |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | Soit interdiction de fréquenter certains condamnés spécialement désignés par la juridiction, notamment les auteurs ou complices de l’infraction  Soit interdiction d’entrer en relation avec certaines personnes spécialement désignées par la juridiction, notamment la victime de l’infraction |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Durée : 3 ans maximum  La loi du 15 août 2014 a renforcé la surveillance des personnes condamnées à cette peine en permettant aux services de police, dans certaines conditions, d’intercepter les communications ou de géolocaliser une personne lorsqu’à l’issue de son incarcération, elle est soupçonnée de violer cette interdiction (art. 709-1-3 CPP). |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | La violation de l’interdiction est constitutive du délit de l’art. 434-41 CP |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel / juridiction de l’application des peines / juridiction saisie du délit de 434-4 |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle peut être prononcée comme alternative à l’incarcération. |

Mesure 30 – Interdiction de séjour

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Interdiction de séjour |
| 2. Référence législative | **Art. 131-6 CP** (Modifié par Loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 52)  *Lorsqu’un délit est puni d’une peine d’emprisonnement, la juridiction peut prononcer, à la place de l’emprisonnement, une ou plusieurs des peines privatives ou restrictives de liberté suivantes :*  *(…)*  *12° L’interdiction, pour une durée de trois ans au plus, de paraître dans certains lieux ou catégories de lieux déterminés par la juridiction et dans lesquels l’infraction a été commise ;*  **Art. 131-31 CP**  *La peine d’interdiction de séjour emporte défense de paraître dans certains lieux déterminés par la juridiction. Elle comporte, en outre, des mesures de surveillance et d’assistance. La liste des lieux interdits ainsi que les mesures de surveillance et d’assistance peuvent être modifiées par le juge de l’application des peines, dans les conditions fixées par le code de procédure pénale.*  *L’interdiction de séjour ne peut excéder une durée de dix ans en cas de condamnation pour crime et une durée de cinq ans en cas de condamnation pour délit.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Défense faite au condamné de paraître dans certains lieux  Peine alternative et complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative  pour le juge mais obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir  Restrictive de liberté |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale. Les mesures d'assistance prévues à l'article 131-31 du code pénal ont pour objet de faciliter le reclassement social du condamné. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement (tribunal correctionnel) |
| 8. Destinataires de la mesure | tout condamné qui remplit les conditions d’âge |
| 9. Conditions d’application | Lieux déterminés par la juridiction  Majeurs (âgés de moins de 65 ans, cf. art. 131-32 al. 3)  \*Peine alternative : la sanction est limitée à l’interdiction de séjour stricto sensu  \*Peine complémentaire : la sanction peut être assortie :  de mesures de *surveillance* (art. 762-1 CPP : Se présenter périodiquement aux services ou autorités désignés par la décision de condamnation ; Informer le juge de l’application des peines de tout déplacement au-delà de limites déterminées par la décision de condamnation ; Répondre aux convocations de toute autorité ou de toute personne qualifiée désignée par la décision de condamnation.  et /ou de mesures *d’assistance* (art. 763 CPP : mesures ayant pour objet de faciliter le reclassement social du condamné) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | \*Peine alternative : Durée est limitée à 3 ans  \*Peine complémentaire : Sa durée est limitée à 5 ans en matière correctionnelle (10 ans en matière criminelle ; sous réserve des hypothèses de terrorisme, art. 422-3 CP : 10 ans en matière correctionnelle et 15 en matière criminelle)  Cesse en tout état de cause quand le condamné atteint 65 ans. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | La violation de l’interdiction est constitutive du délit de l’art. 434-38 CP. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel et juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle peut être prononcée comme alternative à une peine privative de liberté |

Mesure 31 – Interdiction de quitter le territoire français

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Interdiction de quitter le territoire français |
| 2. Référence législative | Textes d’incrimination particuliers (pas de disposition dans la partie générale du Code) |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de demeurer sur le territoire français |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative  pour le juge mais obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir  Restrictive de liberté (Peine complémentaire) |
| 6. Objectif du législateur | mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné |
| 9. Conditions d’application | Infractions spéciales  Art. 222-47 CP : viol et agression sexuelle commis sur des mineurs ; trafic de stupéfiants  Art. 225-20 CP : traite des êtres humains, de proxénétisme, de recours à la prostitution de mineurs ou de personnes vulnérables, d’exploitation de la mendicité et d’exploitation de la vente à la sauvette.  Art. 227-29, 4° CP : atteintes aux mineurs et à la famille  Art. 324-7, 11° CP : blanchiment |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Remise du passeport  Durée : 5 ans au plus |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | ? |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | ?  Oui, en tant qu’elle peut être prononcée comme alternative à une peine privative de liberté |

Mesure 32 – Interdiction du territoire français

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Interdiction du territoire français |
| 2. Référence législative | **Art. 131-30 CP**  *Lorsqu’elle est prévue par la loi, la peine d’interdiction du territoire français peut être prononcée, à titre définitif ou pour une durée de dix ans au plus, à l’encontre de tout étranger coupable d’un crime ou d’un délit.*  *L’interdiction du territoire entraîne de plein droit la reconduite du condamné à la frontière, le cas échéant, à l’expiration de sa peine d’emprisonnement ou de réclusion.*  *Lorsque l’interdiction du territoire accompagne une peine privative de liberté sans sursis, son application est suspendue pendant le délai d’exécution de la peine. Elle reprend, pour la durée fixée par la décision de condamnation, à compter du jour où la privation de liberté a pris fin.*  *L’interdiction du territoire français prononcée en même temps qu’une peine d’emprisonnement ne fait pas obstacle à ce que cette peine fasse l’objet, aux fins de préparation d’une demande en relèvement, de mesures de semi-liberté, de placement à l’extérieur, de placement sous surveillance électronique ou de permissions de sortir*.  **Art. 131-30-1 CP**  *En matière correctionnelle, le tribunal ne peut prononcer l’interdiction du territoire français que par une décision spécialement motivée au regard de la gravité de l’infraction et de la situation personnelle et familiale de l’étranger lorsqu’est en cause :*  *1° Un étranger, ne vivant pas en état de polygamie, qui est père ou mère d’un enfant français mineur résidant en France, à condition qu’il établisse contribuer effectivement à l’entretien et à l’éducation de l’enfant dans les conditions prévues par l’article 371-2 du code civil depuis la naissance de celui-ci ou depuis au moins un an ;*  *2° Un étranger marié depuis au moins trois ans avec un conjoint de nationalité française, à condition que ce mariage soit antérieur aux faits ayant entraîné sa condamnation, que la communauté de vie n’ait pas cessé depuis le mariage et que le conjoint ait conservé la nationalité française ;*  *3° Un étranger qui justifie par tous moyens qu’il réside habituellement en France depuis plus de quinze ans, sauf s’il a été, pendant toute cette période, titulaire d’une carte de séjour temporaire portant la mention " étudiant " ;*  *4° Un étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de dix ans, sauf s’il a été, pendant toute cette période, titulaire d’une carte de séjour temporaire portant la mention " étudiant " ;*  *5° Un étranger titulaire d’une rente d’accident du travail ou de maladie professionnelle servie par un organisme français et dont le taux d’incapacité permanente est égal ou supérieur à 20 %.*  **Art. 131-30-2** **CP**  *La peine d’interdiction du territoire français ne peut être prononcée lorsqu’est en cause :*  *1° Un étranger qui justifie par tous moyens résider en France habituellement depuis qu’il a atteint au plus l’âge de treize ans ;*  *2° Un étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de vingt ans ;*  *3° Un étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de dix ans et qui, ne vivant pas en état de polygamie, est marié depuis au moins quatre ans avec un ressortissant français ayant conservé la nationalité française, à condition que ce mariage soit antérieur aux faits ayant entraîné sa condamnation et que la communauté de vie n’ait pas cessé depuis le mariage ou, sous les mêmes conditions, avec un ressortissant étranger relevant du 1° ;*  *4° Un étranger qui réside régulièrement en France depuis plus de dix ans et qui, ne vivant pas en état de polygamie, est père ou mère d’un enfant français mineur résidant en France, à condition qu’il établisse contribuer effectivement à l’entretien et à l’éducation de l’enfant dans les conditions prévues par l’article 371-2 du code civil depuis la naissance de celui-ci ou depuis au moins un an ;*  *5° Un étranger qui réside en France sous couvert du titre de séjour prévu par le 11° de l’article 12 bis de l’ordonnance n° 45-2658 du 2 novembre 1945 relative aux conditions d’entrée et de séjour des étrangers en France.*  *Les dispositions prévues au 3° et au 4° ne sont toutefois pas applicables lorsque les faits à l’origine de la condamnation ont été commis à l’encontre du conjoint ou des enfants de l’étranger ou de tout enfant sur lequel il exerce l’autorité parentale.*  *Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux atteintes aux intérêts fondamentaux de la nation prévus par les chapitres Ier, II et IV du titre Ier du livre IV et par les articles 413-1 à 413-4, 413-10 et 413-11, ni aux actes de terrorisme prévus par le titre II du livre IV, ni aux infractions en matière de groupes de combat et de mouvements dissous prévues par les articles 431-14 à 431-17, ni aux infractions en matière de fausse monnaie prévues aux articles 442-1 à 442-4.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Défense faite au condamné d’être présent sur le territoire français  Peine complémentaire |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative  pour le juge mais obligatoire pour le condamné qui n’a pas à y consentir  Restrictive de liberté |
| 6. Objectif du législateur | Mesure de prévention spéciale |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamné étranger |
| 9. Conditions d’application | Majeurs étrangers  5 cas d’exclusion fondés sur la situation personnelle (art. 131-30-2 CP), non applicables à certaines infractions  5 cas requérant une motivation spéciale au regard de la gravité des faits et de la situation personnelle (art. 131-30-1 CP) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Durée : soit définitive soit temporaire (10 ans)  Peine privative de droit qui n’exige aucun acte d’exécution  Entraîne de plein droit reconduite à la frontière |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | ? |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | **4041** en 2012 soit 0,45% |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure |  |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Ou, en tant qu’elle peut être prononcée comme alternative à une peine privative de liberté |

Mesure 33 – Ajournement aux fins d’investigation

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Ajournement aux fins d’investigation |
| 2. Référence législative | **Art. 132-70-1 CP**  (Modifié par la loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 5)  *La juridiction peut ajourner le prononcé de la peine à l’égard d’une personne physique lorsqu’il apparaît nécessaire d’ordonner à son égard des investigations complémentaires sur sa personnalité ou sa situation matérielle, familiale et sociale, lesquelles peuvent être confiées au service pénitentiaire d’insertion et de probation ou à une personne morale habilitée.*  *Dans ce cas, elle fixe dans sa décision la date à laquelle il sera statué sur la peine.*  *La décision sur la peine intervient au plus tard dans un délai de quatre mois après la décision d’ajournement, sous réserve des délais plus courts prévus au troisième alinéa de l’article 397-3 du code de procédure pénale quand la personne est placée en détention provisoire. Ce délai peut être prolongé pour une nouvelle durée maximale de quatre mois.*  **Art. 132-70-2**  (Créé par la loi n°2014-896 du 15 août 2014 - art. 5)  *Lorsque la juridiction ajourne le prononcé de la peine, elle peut octroyer immédiatement à la victime des dommages et intérêts soit à titre provisionnel, soit à titre définitif.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Mesure permettant au juge de différer le prononcé de la peine à des fins d’information |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Provisoire  Mode de personnalisation des peines  Facultative pour le juge |
| 6. Objectif du législateur | Permettre une meilleure individualisation de la peine en permettant au juge de surseoir à sa décision sur la peine dans l’attente d’un certain nombre d’informations |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement : Tribunal correctionnel |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne physique reconnue coupable |
| 9. Conditions d’application | Délits (et contraventions) à l’exclusion des crimes  Majeurs (et mineurs de 13 à 18 ans) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Absence de prescription ou de contrôle à l’égard de l’intéressé  Délai de l’ajournement : à la discrétion du juge dans un délai maximum de 4 mois à compter de la décision d’ajournement (renouvelable 1 fois) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Sans objet |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Faculté discrétionnaire du juge |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Sans objet |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle constitue un outil de meilleure individualisation de la peine. |

Mesure 34 – Ajournement avec mise à l’épreuve

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Ajournement avec mise à l’épreuve |
| 2. Référence législative | **Art. 132-63**  *Lorsque le prévenu, personne physique, est présent à l’audience, la juridiction peut ajourner le prononcé de la peine dans les conditions et selon les modalités définies à l’article 132-60 en plaçant l’intéressé sous le régime de la mise à l’épreuve pendant un délai qui ne peut être supérieur à un an.*  *Sa décision est exécutoire par provision.*  **Art. 132-64**  *Le régime de la mise à l’épreuve, tel qu’il résulte des articles 132-43 à 132-46, est applicable à l’ajournement avec mise à l’épreuve.*  **Art. 132-65**  *A l’audience de renvoi, la juridiction peut, en tenant compte de la conduite du coupable au cours du délai d’épreuve, soit le dispenser de peine, soit prononcer la peine prévue par la loi, soit ajourner une nouvelle fois le prononcé de la peine dans les conditions et selon les modalités prévues à l’article 132-63. Avec l’accord du procureur de la République, le juge de l’application des peines peut, trente jours avant l’audience de renvoi, prononcer lui-même la dispense de peine, à l’issue d’un débat contradictoire tenu conformément aux dispositions de l’article 712-6 du code de procédure pénale.*  *La décision sur la peine intervient au plus tard un an après la première décision d’ajournement.*  **Art. 747-3 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Possibilité offerte au juge de différer sous conditions le prononcé de la peine  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Provisoire  Facultative pour le juge mais s’impose à la personne reconnue coupable qui  n’a pas à y consentir  Mesure restrictive de liberté – Surveillance et/ou suivi |
| 6. Objectif du législateur | Permettre une meilleure individualisation de la peine en permettant au juge de surseoir à sa décision sur la peine tout en imposant à l’intéressé des mesures destinées à sa réinsertion |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Tribunal correctionnel |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne physique reconnue coupable |
| 9. Conditions d’application | Majeurs (et mineurs de 13 à 18 ans)  Présence de la personne à l’audience |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Obligations et mesures d’aides du sursis avec mise à l’épreuve  Délai d’épreuve : maximum 1 an  Exécution par provision  Mesures de contrôle : compétence du juge de l’application des peines (art. 747-3CPP)  Délai échu : le juge peut dispenser de peine, prononcer une peine ou décider un nouvel ajournement (qui ne peut être simple)  Avant l’expiration : compétence concurrente du juge de l’application des peines (132-65 CP) qui peut prononcer la dispense de peine avec l’accord préalable du ministère public |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Sans objet |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | juridiction d’appel et juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle permet d’améliorer l’individualisation de la peine |

Mesure 35 – Ajournement avec injonction

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Ajournement avec injonction |
| 2. Référence législative | **Art. 132-66**  *Dans les cas prévus par les lois ou les règlements qui répriment des manquements à des obligations déterminées, la juridiction qui ajourne le prononcé de la peine peut enjoindre à la personne physique ou à la personne morale déclarée coupable de se conformer à une ou plusieurs des prescriptions prévues par ces lois ou règlements.*  *La juridiction impartit un délai pour l’exécution de ces prescriptions.*  *La juridiction peut assortir l’injonction d’une astreinte lorsque celle-ci est prévue par la loi ou le règlement ; dans ce cas, elle fixe, dans les limites prévues par la loi ou le règlement, le taux de l’astreinte et la durée maximale pendant laquelle celle-ci sera applicable.*  *L’astreinte cesse de courir le jour où les prescriptions énumérées par l’injonction ont été exécutées.*  **Art. 132-68**  *L’ajournement avec injonction ne peut intervenir qu’une fois ; il peut être ordonné même si la personne physique prévenue ou le représentant de la personne morale prévenue n’est pas présent.*  *Dans tous les cas, la décision peut être assortie de l’exécution provisoire.*  **Art. 132-69**  *A l’audience de renvoi, lorsque les prescriptions énumérées par l’injonction ont été exécutées dans le délai fixé, la juridiction peut soit dispenser le coupable de peine, soit prononcer les peines prévues par la loi ou le règlement.*  *Lorsque les prescriptions ont été exécutées avec retard, la juridiction liquide, s’il y a lieu, l’astreinte et prononce les peines prévues par la loi ou le règlement.*  *Lorsqu’il y a inexécution des prescriptions, la juridiction liquide s’il y a lieu l’astreinte, prononce les peines et peut en outre, dans les cas et selon les conditions prévues par la loi ou le règlement, ordonner que l’exécution de ces prescriptions sera poursuivie d’office aux frais du condamné.*  *Sauf dispositions contraires, la décision sur la peine intervient au plus tard un an après la décision d’ajournement.*  **Art. 132-70**  *Le taux de l’astreinte, tel qu’il a été fixé par la décision d’ajournement, ne peut être modifié.*  *Pour la liquidation de l’astreinte, la juridiction apprécie l’inexécution ou le retard dans l’exécution des prescriptions en tenant compte, s’il y a lieu, de la survenance d’événements qui ne sont pas imputables au coupable.*  *L’astreinte ne donne pas lieu à contrainte judiciaire.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Ajournement assorti de l’injonction faite au prévenu de se conformer aux prescriptions légales et réglementaires  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Facultative pour le juge mais s’impose à la personne reconnue coupable qui n’a pas à y consentir  Mesure restrictive de liberté – Surveillance et/ou suivi |
| 6. Objectif du législateur | Permettre une meilleure effectivité et efficacité de la peine en permettant au juge de surseoir à sa décision sur la peine tout en imposant à l’intéressé de se mettre en Compatibilité avec la loi |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Tribunal correctionnel |
| 8. Destinataires de la mesure | Toute personne physique ou morale reconnue coupable |
| 9. Conditions d’application | Majeurs ou personnes morales  Domaine : « dans les cas prévus par la loi ou les règlements qui répriment des manquements à des obligations déterminées »  Aucune infraction du CP  Infractions hors CP :  Code de l’environnement (L. 216-9, L. 514-9, L. 514-10, L. 571-25)  Code de l’urbanisme (L. 480-7)  Code du travail (L. 1146-2 et L. 1155-3)  Code de la consommation (L. 421-3). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Prononcé :  Absence du prévenu à l’audience indifférente  Exécution par provision  Délai de la décision sur la peine : 1 an max.  Pas de renouvellement  Contenu de l’injonction :  Variable selon les textes  Possibilité de joindre une astreinte (132-67 CP) si le texte spécial le prévoit  Délai échu : si l’injonction est exécutée : dispense ou peine |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Injonction exécutée avec retard : liquidation de l’astreinte (le cas échéant) et prononcé de la peine  Injonction non exécutée : liquidation de l’astreinte (le cas échéant) et prononcé de la peine ;exécution des prescriptions poursuivie d’office aux frais du condamné. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de jugement, juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Inconnu |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle permet d’améliorer l’individualisation de la peine |

Mesure 36 – Sursis avec mise à l’épreuve

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | sursis avec mise à l’épreuve |
| 2. Référence législative | **Art. 132-40 à 132-53 CP ; 739 à 747 CPP ; R.58 à R. 60-1 CPP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Suspension conditionnelle de la peine prononcée par le juge, assortie d’obligations et de mesures de contrôle particulières  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour la personne concernée qui n’a pas à y consentir.  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération ou en limiter la durée – contrôler le condamné |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * Destinataires :   Majeurs; Mineurs de 16 à 18 ans (régimes spéciaux)   * Conditions tenant au passé du délinquant (restrictions : Loi n° 2005-1549 12 décembre 2005) :   + SME exclu si l’intéressé a déjà fait l’objet de deux condamnations assorties du sursis avec mise à l’épreuve pour des délits identiques ou assimilés au sens des articles 132-16 à 132-16-4 et se trouve en état de récidive légale   + SME exclu en cas de crime ou délit de violences volontaires, délit d’agressions ou d’atteintes sexuelles ou délit commis avec la circonstance aggravante de violences, si l’intéressé a déjà fait l’objet d’une condamnation assortie du sursis avec mise à l’épreuve pour des infractions identiques ou assimilées et se trouve en état de récidive légale.   + SAUF, sursis partiel au sens de 132-42 CP   + Hormis ces hypothèses, le cumul de SME est possible. * Conditions tenant aux infractions : tous les crimes et délits. * Conditions tenant à la peine :   + uniquement la peine d’emprisonnement prononcée pour crime ou délit de droit commun (SME exclu pour la réclusion).   + SME exclu pour la peine d’emprisonnement avec suivi socio-judiciaire (131-36-6 CP).   NB : le SME peut assortir un ajournement de peine (132-63 à 132-65 CP).   * Conditions tenant à la durée de la peine d’emprisonnement prononcée   + 5 ans aux plus (132-41 CP)   + Sauf : état de récidive légale : 10 ans au plus |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Octroi du sursis :   + Liberté du juge (absence de motivation)   + Notification + avertissement (conséquences du non respect) + information (effet du respect de l’épreuve)   + Le sursis peut être **partiel** (dans la limite de 5 ans)   + L’exécution provisoire est possible (mise en œuvre avant que le condamnation ne soit définitive) * Durée du sursis :   + 18 mois minimum – 3 ans maximum   + sauf : état de récidive légale : 5 ans maximum ; 7 ans en cas de « double récidive » . * Organisation de l’épreuve   + Mesures « automatiques »     - Mesures de contrôle (132-44 CP) : obligations de :       * répondre aux convocations du juge de l’application des peines ou du travailleur social désigné ;       * recevoir les visites du travailleur social et lui communiquer les renseignements ou documents de nature à permettre le contrôle de ses moyens d’existence et de l’exécution de ses obligations ;       * prévenir le travailleur social de ses changements d’emploi ;       * prévenir le travailleur social des changements de résidence ou de tout déplacement dont la durée excéderait quinze jours et rendre compte de son retour ;       * obtenir l’autorisation du juge de l’application des peines pour tout déplacement à l’étranger et, lorsqu’il est de nature à mettre obstacle à l’exécution de ses obligations, pour tout changement d’emploi ou de résidence     - Mesures d’aide (132-46 CP)   + Obligations particulières (à la discrétion du juge) : 132-45 CP     - Obligations positives       * Exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle       * Établir sa résidence en un lieu déterminé   NB : Ces deux premières obligations sont directement liées aux mesures de contrôle de l’art. 132-44 CP : le condamné doit justifier de ses changements d’emploi et de résidence, sans oublier de tenir informé le travailleur social de ses déplacements.   * + - * Se soumettre à des mesures d’examen médical, de traitement ou de soins, même sous le régime de l’hospitalisation (C. pén., art. 132-45, 3°).   Ces mesures peuvent consister en l’injonction thérapeutique prévue par les articles L. 3413-1 à L. 3413-4 du Code de la santé publique, lorsqu’il apparaît que le condamné fait usage de stupéfiants ou fait une consommation habituelle et excessive de boissons alcooliques.   * + - * Justifier contribuer aux charges familiales ou acquitter régulièrement les pensions alimentaires.       * Réparer en tout ou partie, en fonction de ses facultés contributives, les dommages causés par l’infraction, même en l’absence de décision sur l’action civile (la réparation en nature ne semble pas exclue).       * Justifier du versement des sommes dues au Trésor public à la suite de la condamnation. Le texte précise « en fonction de ses facultés contributives ».       * Remettre ses enfants entre les mains de ceux auxquels la garde a été confiée par décision de justice       * Accomplir "un stage de sensibilisation à la sécurité routière", à ses frais (en cas d’infraction commise à l’occasion de la conduite d’un véhicule terrestre à moteur).       * Accomplir "un stage de citoyenneté"       * Résider hors du domicile familial (en cas d’infraction commise soit contre le conjoint, le concubin ou le partenaire lié par un pacte civil de solidarité, soit contre ses enfants ou ceux de son conjoint, concubin ou partenaire) ; le cas échéant, s’abstenir de paraître dans ce domicile ou cette résidence ou aux abords immédiats de celui-ci, ainsi que, si nécessaire, faire l’objet d’une prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique.       * (Loi du 5 août 2014) Sous réserve de son accord, s’inscrire et se présenter aux épreuves du permis de conduire, le cas échéant après avoir suivi des leçons de conduite.     - Obligations négatives :       * S’abstenir de conduire certains véhicules déterminés par les catégories de permis prévues par le Code de la route (C. pén., 132-45, 7°).       * Ne pas se livrer à l’activité dans l’exercice ou à l’occasion de l’exercice de laquelle l’infraction a été commise ou ne pas exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs       * S’abstenir de paraître en tout lieu, toute catégorie de lieux ou toute zone spécialement désignés, situés sur le territoire de la République.       * Ne pas engager de paris, notamment dans les organismes de paris mutuels (Mots ajoutés à compter du 1er octobre 2014, L. n° 2014-896, 15 août 2014, art. 10 et 54, I) *<, et ne pas prendre part à des jeux d’argent et de hasard>*.       * Ne pas fréquenter les débits de boissons       * Ne pas fréquenter certains condamnés, notamment les auteurs ou complices de l’infraction.       * S’abstenir d’entrer en relation avec certaines personnes, dont la victime, ou certaines catégories de personnes, et notamment des mineurs, à l’exception, le cas échéant, de ceux désignés par la juridiction.       * Ne pas détenir ou porter une arme       * S’abstenir de diffuser tout ouvrage ou œuvre audiovisuelle dont il serait l’auteur ou le co-auteur et qui porterait, en tout ou en partie, sur l’infraction commise et s’abstenir de toute intervention publique relative à cette infraction (en cas de condamnation pour crime ou délit d’atteintes volontaires à la vie, d’agressions sexuelles, ou d’atteintes sexuelles).       * (L. n° 2014-873, 4 août 2014) Accomplir à ses frais un stage de responsabilisation pour la prévention et la lutte contre les violences au sein du couple et sexistes.       * (à compter du 1er octobre 2014, L. n° 2014-896, 15 août 2014) Obtenir l’autorisation préalable du juge de l’application des peines pour tout déplacement à l’étranger. * Effets   + « Succès » de l’épreuve : idem que pour le sursis simple |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | * + En cas d’« échec » de l’épreuve : alternative selon l’ampleur de l’échec:     - modification de l’épreuve       * modification du contenu de l’épreuve (JAP)       * modification de la durée de l’épreuve (JAP) : 742 et 743 CPP         + uniquement si le maximum de 3 ans n’a pas été utilisé         + 2 cas :   lorsque le condamné ne satisfait pas aux mesures de contrôle et d’aide ou aux obligations particulières imposées en application de l’article 739 CPP  lorsqu’il a commis une infraction suivie d’une condamnation à l’occasion de laquelle la révocation du sursis n’a pas été prononcée.   * + - Révocation du sursis (toujours facultative)       * Soit totale :         + En cas de non respect des conditions d’épreuve pendant le délai d’épreuve (compétence du JAP)         + En cas d’infraction dans le délai d’épreuve punie d’emprisonnement ferme (compétence de la juridiction de jugement de cette infraction, après avis du JAP)         + Effet : exécution SAUF 132-50 CP (dispense)       * Soit partielle : (132-48 CP         + Mêmes cas que pour la révocation totale         + 132-49 CP : limite : la révocation partielle ne peut intervenir qu’une seule fois.         + NB : Cass. crim., 16 mars 1999 (Bull. crim. 1999, n° 41) : la juridiction ne peut à la fois révoquer partiellement et allonger la durée de l’épreuve.         + Effet : incarcération pour une durée fixée par le juge   + L’art. 132-49, al. 2 CP prévoit que « La décision ordonnant la révocation partielle ne met pas fin au régime de l’épreuve et n’attache pas à la révocation les effets d’une condamnation sans sursis ». |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel; juridiction de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2010, 55584 condamnations à un sursis avec mise à l’épreuve (total) en matière délictuelle et 175 pour crime, soit un total de 55 759.  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : En 2010, 55 584 condamnations à un sursis avec mise à l’épreuve en matière correctionnelle sur un total de 581867 condamnations en matière correctionnelle, soit 9,5 % du total des condamnations en matière correctionnelle. Et 6,46% du total des condamnations en matière criminelle.  Et par rapport aux seules condamnations à l’emprisonnement (donc seulement en matière correctionnelle) : 18,28% (total peines d’emprisonnement prononcées en 2010 en matière correctionnelle : 303972). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure s’inscrit dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec.(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation) |

Mesure 37 – Sursis-TIG

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Sursis-TIG** |
| 2. Référence législative | **Art. 132-54 à 132-57 CP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Sursis assorti d’un travail d’intérêt général (Sursis-TIG)  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; facultative pour la personne concernée qui doit y consentir.  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération ou en limiter la durée – contrôler le condamné |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * renvoi aux conditions du sursis avec mise à l’épreuve (132-40 et 132-41 CP) : condamnations à l’emprisonnement prononcées pour une durée de cinq ans au plus, en raison d’un crime ou d’un délit de droit commun   condition de présence à l’audience et d’accord du condamné |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Même régime que le sursis avec mise à l’épreuve (fiche 36), sous réserve :   + Des mesures de contrôle : ce sont celles du TIG (131-55 CP)   + Les modalités et la durée du travail sont celles du TIG     - Durée : entre 20 et 210h * Le délai d’exécution, assimilé au délai d’épreuve, obéit, comme son point de départ, aux mêmes règles qu’en matière de sursis avec mise à l’épreuve (132-56 CP)   + Mais délai max : 18 mois   + Le sursis doit porter sur la totalité de la peine |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Possibilité de révocation de la mesure |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel / juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2010, 9301 condamnations à un sursis-TIG en matière délictuelle (sur un total de 581867 condamnations en matière correctionnelle) et 0 pour crime (4 en 2006 : c’est marginal).  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : 1,59%  (Par rapport aux seules condamnations à l’emprisonnement, 3,06%). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | la mesure s’inscrit dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec.(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation) |

Mesure 38 – Suivi socio-judiciaire

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Suivi socio-judiciaire** |
| 2. Référence législative | **Art. 131-36-1 à 131-36-8 CP** |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Obligation de se soumettre, sous le contrôle du juge de l’application des peines et pendant une durée déterminée par la juridiction de jugement, à des mesures de surveillance et d’assistance destinées à prévenir la récidive  Peine complémentaire.  En matière correctionnelle, le suivi socio-judiciaire peut être prononcé comme peine principale (131-36-7 CP et 131-11 CP) |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour la personne condamnée qui n’a pas à y consentir  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | A l’issue de la peine privative de liberté, ou à la place de la peine d’emprisonnement, suivre et éventuellement traiter le condamné pour éviter la récidive |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Condamné pour une infraction faisant encourir le SSJ (notamment infractions sexuelles et violentes (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * Majeurs * Mineurs de 13 à 18 ans (rare en pratique)   Etre condamné pour une infraction faisant encourir le SSJ :  Liste dans le CP :  \* en matière criminelle : atteintes volontaires à la vie (221-9-1) ; torture ou actes de barbarie et violences criminelles (222-48-1), esclavage, enlèvement et séquestration (art. 224-10) ;  \* en matière correctionnelle : violences incriminées par les articles 222-12 et 222-13 du Code pénal (art. 222-48-1, al. 2) ;  menaces commises par le conjoint, le concubin ou le partenaire lié à la victime par un pacte civil de solidarité incriminées par l’article 222-18-3 du Code pénal (art. 222-48-1, al. 2) ; agressions sexuelles et tentatives d’agressions sexuelles incriminées par les articles 222-27 à 222-31 du Code pénal (art. 222-48-1, al. 1er) ; exhibition sexuelle incriminée par l’article 222-32 du Code pénal (art. 222-48-1, al. 1er) ; corruption de mineur incriminée par l’article 227-22 du Code pénal (art. 227-31) ; propositions sexuelles faites par un majeur à un mineur de quinze ans ou à une personne se présentant comme telle en utilisant un moyen de communication électronique incriminées par l’article 227-22-1 du Code pénal (art. 227-31) ; fixation, enregistrement ou transmission ou tentative de fixation, d’enregistrement ou de transmission de l’image ou de la représentation à caractère pornographique d’un mineur en vue de sa diffusion incriminés par les articles 227-23, alinéa 1er, 3 et 4, du Code pénal (art. 227-31) ; fait d’offrir ou de tenter d’offrir, de rendre disponible ou de tenter de rendre disponible, ou de diffuser ou tenter de diffuser l’image ou la représentation à caractère pornographique d’un mineur par quelque moyen que ce soit incriminé par l’article 227-23, alinéa 2, du Code pénal (art. 227-31) ; fait d’importer ou de tenter d’importer ou de faire importer ou de tenter de faire importer l’image ou la représentation à caractère pornographique d’un mineur incriminé par l’article 227-23, alinéa 2, du Code pénal (art. 227-31) ; fait de consulter habituellement un service de communication en ligne mettant à disposition l’image ou la représentation à caractère pornographique d’un mineur incriminé par l’article 227-23, alinéa 5, du Code pénal (art. 227-31) ; fait de fabriquer, de transporter ou de diffuser, par quelque moyen que ce soit, et quel qu’en soit le support, un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine ou à inciter des mineurs à se livrer à des jeux les mettant physiquement en danger ou fait de faire commerce d’un tel message incriminés par l’article 227-24, alinéa 1er, du Code pénal (art. 227-31) ; atteintes sexuelles sur mineurs incriminées par les articles 227-25 à 227-27 du Code pénal (art. 227-31) ; destruction, dégradation ou détérioration ou tentative de destruction, de dégradation ou de détérioration d’un bien appartenant à autrui par l’effet d’une substance explosive, d’un incendie ou de tout autre moyen de nature à créer un danger pour les personnes incriminées par les articles 322-6, alinéa 1er, et 322-11 du Code pénal (art. 322-18) ; fait de diffuser par tout moyen, sauf à destination de professionnels, des procédés permettant la fabrication d’engins de destruction élaborés à partir de poudre ou de substances explosives, de matières nucléaires, biologiques ou chimiques, ou à partir de tout autre produit destiné à l’usage domestique, industriel ou agricole incriminé par l’article 322-6-1, alinéa 1er, du Code pénal (art. 322-18). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Durée : 10 ans (20 ans sur décision spécialement motivée) * Peut être assorti d’un sursis simple * Mesures de contrôle : renvoi à l’art. 132-44 CP (SME) : automatiques * Obligations particulières : renvoi à l’art. 132-45 CP (SME) : facultatives (prononcées soit par la juridiction de condamnation soit par le JAP * Mesures d’assistance (idem mesures d’aides du SME) : automatiques * Injonction de soins : facultative * Placement sous surveillance électronique mobile facultative (2 ans renouvelable 1 fois) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Application d’une peine d’emprisonnement décidée *ab initio* par la juridiction de jugement (maximum : 3 ans pour un délit et 7 ans pour un crime) |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel et de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2010, 1382 condamnations à un suivi socio-judiciaire à titre alternatif ou complémentaire (sur 300 173 peines alternatives ou complémentaires prononcées et sur un total de 892 140 peines prononcées dans les condamnations à  Dans la pratique judiciaire, le recours au suivi socio-judiciaire est plus fréquent en matière criminelle qu’en matière délictuelle.  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des peines prononcées dans les condamnations : 0,15 % . Et par rapport à l’ensemble des peines alternatives ou complémentaires prononcées dans les condamnations : 0,46% |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui, en tant qu’elle peut être prononcée à la place d’une peine privative de liberté ? |

Mesure 39 – Contrainte pénale

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Contrainte pénale |
| 2. Référence législative | **131-4-1 CP**[[12]](#footnote-12) **(**Créé à compter du 1er octobre 2014, L. n° 2014-896, 15 août 2014, art. 19, I, 2° et 54, I) (2)  *Lorsque la personnalité et la situation matérielle, familiale et sociale de l’auteur d’un délit puni d’une peine d’emprisonnement (Mots supprimés à compter du 1er janvier 2017, L. n° 2014-896, 15 août 2014, art. 19, II) (2)<d’une durée inférieure ou égale à cinq ans> et les faits de l’espèce justifient un accompagnement socio-éducatif individualisé et soutenu, la juridiction peut prononcer la peine de contrainte pénale.*  *La contrainte pénale emporte pour le condamné l’obligation de se soumettre, sous le contrôle du juge de l’application des peines, pendant une durée comprise entre six mois et cinq ans et qui est fixée par la juridiction, à des mesures de contrôle et d’assistance ainsi qu’à des obligations et interdictions particulières destinées à prévenir la récidive en favorisant son insertion ou sa réinsertion au sein de la société.*  *Dès le prononcé de la décision de condamnation, la personne condamnée est astreinte, pour toute la durée d’exécution de sa peine, aux mesures de contrôle prévues à l’article 132-44.*  *Les obligations et interdictions particulières auxquelles peut être astreint le condamné sont :*  *1° Les obligations et interdictions prévues à l’article 132-45 en matière de sursis avec mise à l’épreuve ;*  *2° L’obligation d’effectuer un travail d’intérêt général, dans les conditions prévues à l’article 131-8 ;*  *3° L’injonction de soins, dans les conditions prévues aux articles L. 3711-1 à L. 3711-5 du Code de la santé publique, si la personne a été condamnée pour un délit pour lequel le suivi socio-judiciaire est encouru et qu’une expertise médicale a conclu qu’elle était susceptible de faire l’objet d’un traitement.*  *Le condamné peut, en outre, bénéficier des mesures d’aide prévues à l’article 132-46 du présent code.*  *Si elle dispose d’éléments d’information suffisants sur la personnalité du condamné et sur sa situation matérielle, familiale et sociale, la juridiction qui prononce la contrainte pénale peut définir les obligations et interdictions particulières auxquelles celui-ci est astreint parmi celles mentionnées aux 1° à 3° du présent article.*  *La juridiction fixe également la durée maximale de l’emprisonnement encouru par le condamné en cas d’inobservation des obligations et interdictions auxquelles il est astreint. Cet emprisonnement ne peut excéder deux ans, ni le maximum de la peine d’emprisonnement encourue. Les conditions dans lesquelles l’exécution de l’emprisonnement peut être ordonnée, en tout ou partie, sont fixées par le Code de procédure pénale.*  *Après le prononcé de la décision, le président de la juridiction notifie à la personne condamnée, lorsqu’elle est présente, les obligations et interdictions qui lui incombent ainsi que les conséquences qui résulteraient de leur violation.*  *Dans des conditions et selon des modalités précisées par le Code de procédure pénale, après évaluation de la personnalité et de la situation matérielle, familiale et sociale du condamné par le service pénitentiaire d’insertion et de probation, le juge de l’application des peines, lorsqu’il n’a pas été fait application du neuvième alinéa du présent article, détermine les obligations et interdictions auxquelles est astreint le condamné parmi celles mentionnées aux 1° à 3°, ainsi que les mesures d’aide dont il bénéficie. S’il a été fait application du neuvième alinéa, le juge de l’application des peines peut modifier, supprimer ou compléter les obligations et interdictions décidées par la juridiction ; il détermine les mesures d’aide dont le condamné bénéficie. Au cours de l’exécution de la contrainte pénale, les obligations et interdictions et les mesures d’aide peuvent être modifiées, supprimées ou complétées par le juge de l’application des peines au regard de l’évolution du condamné.*  *La condamnation à la contrainte pénale est exécutoire par provision.*  Constitutionnalité : Cons. const., déc. 7 août 2014, n° 2014-696 DC : Journal Officiel 17 Aout 2014 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La contrainte pénale consiste en un « accompagnement socio-éducatif individualisé et soutenu », composé de mesures de contrôles (obligatoires et automatiques ; art. 132-44 CP), de mesures d’aide (facultatives, art. 132-46 CP), ainsi que d’obligations et interdictions énumérées par l’art 131-4-1.  Elle a été conçue comme une peine de probation alternative à l’emprisonnement. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; obligatoire pour la personne condamnée qui n’a pas à y consentir  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi (probation) |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération et favoriser la réinsertion par le suivi, l’accompagnement et le contrôle du condamné  Exposé des motifs  «*la création de cette nouvelle sanction doit permettre un accompagnement et un contrôle renforcés et adaptés de la personne condamnée et* ***éviter un recours trop systématique et inefficace à la peine privative de liberté***». |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | condamné pour un délit de faible ou moyenne gravité (faisant encourir une peine inférieure à 5 ans d’emprisonnement, jusqu’au 1er janvier 2017) et pour tout délit à compter du 1er janvier 2017. La contrainte pénale est exclue en matière criminelle. |
| 9. Conditions d’application | * Domaines :   + Délits punis d’une peine d’emprisonnement d’une durée inférieure ou égale à cinq ans.   + NB : tout délit (droit commun, politique et militaire)   + NB : à compter du 1er janvier 2017, la peine sera encourue pour tous les délits punis d’emprisonnement, même d’une durée supérieure à 5 ans * Majeurs   NB : exclusion expresse pour les mineurs  NB : texte muet concernant les récidivistes   * Critères   + faits commis   + personnalité de l’auteur   + situation matérielle, familiale et sociale de l’auteur   *NB : ces paramètres sont ceux qui régissent la personnalisation de toutes peines (art. 132-1 CP), de sorte que la doctrine estime que le législateur n’a en fait pas précisé de conditions particulières au prononcé de la contrainte pénale.* |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | **Contenu de la contrainte pénale :**   * mesures de contrôle et d’assistance   + mesures d’aide prévues à l’article 132-46 du Code pénal : facultatif   + mesures de contrôle prévues à l’article 132-44 CP (i. e. mesures applicables au sursis avec mise à l’épreuve) : obligatoire. * obligations et interdictions particulières :   + celles prévues à l’article 132-45 en matière de sursis avec mise à l’épreuve,   + Un travail d’intérêt général, dans les conditions prévues à l’article 131-8 du Code pénal, même si le texte fait référence à une “obligation”.   + une injonction de soins, dans les conditions prévues aux articles L. 3711-1 à L. 3711-5 du Code de la santé publique, si une expertise médicale conclut que le délinquant est susceptible de faire l’objet d’un traitement (C. pén., art. 131-4-1, al. 7).   **Durée : de 6 mois à 5 ans.**  NB : JAP peut mettre fin de façon anticipée à l’exécution de la contrainte pénale si le condamné a respecté les mesures pendant au moins un an.  NB : le point de départ du temps d’exécution de la contrainte est fixé au jour de la condamnation. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Le non-respect des obligations et interdictions est puni d’emprisonnement dont la durée est fixée par le juge au moment du prononcé de la contrainte pénale, dans la limites de 2 ans ou du maximum de la peine d’emprisonnement encourue. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel et de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | 888 mesures entre le 1er oct. 2014 et septembre 2015 (premières données). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure s’inscrit directement dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec.(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation) |

Mesure 40 – Placement sous surveillance électronique « ab initio »

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Placement sous surveillance électronique « ab initio » |
| 2. Référence législative | **Article 132-26-1**  *Lorsque la juridiction de jugement prononce une peine égale ou inférieure à deux ans d’emprisonnement, ou, pour une personne en état de récidive légale, une peine égale ou inférieure à un an, elle peut décider que la peine sera exécutée en tout ou partie sous le régime du placement sous surveillance électronique à l’égard du condamné qui justifie :*  *1° Soit de l’exercice d’une activité professionnelle, même temporaire, du suivi d’un stage ou de son assiduité à un enseignement, à une formation professionnelle ou à la recherche d’un emploi ;*  *2° Soit de sa participation essentielle à la vie de sa famille ;*  *3° Soit de la nécessité de suivre un traitement médical ;*  *4° Soit de l’existence d’efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet caractérisé d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive.*  *Ces dispositions sont également applicables en cas de prononcé d’un emprisonnement partiellement assorti du sursis ou du sursis avec mise à l’épreuve, lorsque la partie ferme de la peine est inférieure ou égale à deux ans, ou, si la personne est en état de récidive légale, inférieure ou égale à un an.*  *La décision de placement sous surveillance électronique ne peut être prise qu’avec l’accord du prévenu préalablement informé qu’il peut demander à être assisté par son avocat, le cas échéant désigné d’office par le bâtonnier à sa demande, avant de donner son accord. S’il s’agit d’un mineur non émancipé, cette décision ne peut être prise qu’avec l’accord des titulaires de l’exercice de l’autorité parentale.*  **Article 132-26-2**  *Le placement sous surveillance électronique emporte, pour le condamné, interdiction de s’absenter de son domicile ou de tout autre lieu désigné par le juge de l’application des peines en dehors des périodes fixées par celui-ci. Les périodes et les lieux sont fixés en tenant compte : de l’exercice d’une activité professionnelle par le condamné ; du fait qu’il suit un enseignement ou une formation, effectue un stage ou occupe un emploi temporaire en vue de son insertion sociale ; de sa participation à la vie de famille ; de la prescription d’un traitement médical. Le placement sous surveillance électronique emporte également pour le condamné l’obligation de répondre aux convocations de toute autorité publique désignée par le juge de l’application des peines.*  **Article 132-26-3**  *La juridiction de jugement peut également soumettre le condamné admis au bénéfice du placement sous surveillance électronique aux mesures prévues par les articles 132-43 à 132-45* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Aménagement de peine décidé dans son principe par la juridiction de jugement (les modalités seront précisés, éventuellement modifiés par le JAP), permettant d’exécuter la peine d’emprisonnement à domicile ou un autre lieu d’assignation. Le placement sous surveillance électronique emporte pour le condamné dont la peine à exécuter est inférieure ou égale à deux ans interdiction de s’absenter de son domicile ou de tout autre lieu désigné par le juge de l’application des peines en dehors des périodes fixées par lui. Le dispositif technique de cette mesure comporte un émetteur électronique (un bracelet, le plus souvent fixé à la cheville) permettant de détecter, à distance, la présence ou l’absence du condamné.  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; facultative pour la personne concernée qui doit y consentir.  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération – contrôler le condamné |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * durée de la peine prononcée : 2 ans d’emprisonnement (en cas de récidive : 1 an) * accord du condamné (s’agissant d’un mineur, accord des titulaires de l’autorité parentale) * insertion sociale : le condamné doit justifier :   + de l’exercice d’une activité professionnelle, même temporaire, soit d’une recherche d’emploi (C. pén., art. 132-26-1, al. 1, 1°, ajout de la loi du 24 novembre 2009) ;   + soit de son assiduité à un enseignement ou à une formation professionnelle ou encore du suivi d’un stage (C. pén., art. 132-26-1, al. 1, 1°) ;   + soit de sa participation essentielle à la vie de sa famille (C. pén., art. 132-26-1, al. 1, 2°) ;   + soit de la nécessité de subir un traitement médical (C. pén., art. 132-26-1, al. 1, 3°) ;   + soit d’un projet d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive dès lors qu’il s’inscrit dans une implication durable du condamné (C. pén., art. 132-26-1, al. 1, 4°, ajout de la loi du 24 novembre 2009). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Placement prononcé par la juridiction de jugement ; modalités pratiques précisées par le juge de l’application des peines (dans un délai de 4 mois).   + NB : aménagement immédiat sans attendre que la condamnation devienne exécutoire (707, al. 4 CPP : la peine d’emprisonnement prononcée avec incarcération à l’audience peut être immédiatement aménagée en tout ou partie par le tribunal correctionnel, et ce à moins que le parquet n’interjette appel suspensif). * **Obligations de contrôle générales (CPP, art. 723-10 ; C. pén., art. 132-44)**    + obligation de rester certaines heures à son domicile (C. pén., art. 132-26-2) ;   + répondre aux convocations du juge de l’application des peines ou du travailleur social du service pénitentiaire d’insertion et de probation désigné ;   + recevoir les visites du travailleur social du service pénitentiaire d’insertion et de probation et lui communiquer les renseignements et documents de nature à permettre le contrôle de ses moyens d’existence et de l’exécution de ses obligations ;   + prévenir le travailleur social du service pénitentiaire d’insertion et de probation de ses changements d’emploi ;   + prévenir le travailleur social du service pénitentiaire d’insertion et de probation de ses changements de résidence ou de tout déplacement dont la durée excéderait quinze jours et rendre compte de son retour ;   + obtenir l’autorisation préalable du juge de l’application des peines pour tout déplacement à l’étranger, et pour tout changement d’emploi ou de résidence lorsqu’il est de nature à mettre obstacle à l’exécution de ses obligations. * **Obligations de contrôle particulières (CPP, art. 723-10 ; C. pén., art. 132-45)**    + exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle ;   + établir sa résidence en un lieu déterminé ;   + se soumettre à des mesures d’examen médical, de traitement ou de soins, même sous le régime de l’hospitalisation. Ces mesures peuvent consister en l’injonction thérapeutique prévue par les articles L. 3413-1 à L. 3413-4 du Code de la santé publique, lorsqu’il apparaît que le condamné fait usage de stupéfiants ou fait une consommation habituelle et excessive de boissons alcooliques ;   + justifier qu’il contribue aux charges familiales ou acquitte régulièrement les pensions alimentaires dont il est débiteur ;   + réparer en tout ou partie, en fonction de ses facultés contributives, les dommages causés par l’infraction, même en l’absence de décision sur l’action civile ;   + justifier qu’il acquitte en fonction de ses facultés contributives les sommes dues au Trésor public à la suite de la condamnation ;   + s’abstenir de conduire certains véhicules déterminés par les catégories de permis prévues par le Code de la route ;   + ne pas se livrer à l’activité dans l’exercice ou à l’occasion de l’exercice de laquelle l’infraction a été commise ou ne pas exercer une activité impliquant un contact habituel avec des mineurs ;   + s’abstenir de paraître en tout lieu, toute catégorie de lieux ou toute zone spécialement désignés ;   + ne pas engager de paris, notamment dans les organismes de paris mutuels ;   + ne pas fréquenter les débits de boissons ;   + ne pas fréquenter certains condamnés, notamment les auteurs ou complices de l’infraction ;   + s’abstenir d’entrer en relation avec certaines personnes, dont la victime, ou certaines catégories de personnes, et notamment des mineurs, à l’exception, le cas échéant, de ceux désignés par la juridiction ;   + ne pas détenir ou porter une arme ;   + en cas d’infraction commise à l’occasion de la conduite d’un véhicule terrestre à moteur, accomplir, à ses frais, un stage de sensibilisation à la sécurité routière ;   + en cas de condamnation pour crimes ou délits d’atteintes volontaires à la vie, d’agressions sexuelles ou d’atteintes sexuelles, s’abstenir de diffuser tout ouvrage ou œuvre audiovisuelle dont il serait l’auteur ou le co-auteur et qui porterait, en tout ou partie, sur l’infraction commise et s’abstenir de toute intervention publique relative à cette infraction ;   + remettre ses enfants entre les mains de ceux auxquels la garde a été confiée par décision de justice ;   + accomplir un stage de citoyenneté ;   + en cas de condamnation pour une ou des infractions commises soit contre son conjoint ou son concubin, soit contre ses enfants ou les enfants de ce dernier, résider hors du domicile ou de la résidence du couple et, le cas échéant, s’abstenir de paraître dans ce domicile ou cette résidence ou aux abords immédiats de celui-ci ainsi que, si nécessaire, faire l’objet d’une prise en charge sanitaire, sociale ou psychologique. Ces dispositions sont également applicables lorsque l’infraction est commise par l’ancien conjoint ou concubin de la victime, ou par la personne ayant été liée à elle par un pacte civil de solidarité, le domicile concerné étant alors celui de la victime. * Le condamné pourra également bénéficier de toutes **mesures d’aide** afin de “seconder ses efforts en vue de son reclassement social”(C. pén., art. 132-46) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Possibilité de révocation de la mesure |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines; Juridiction d’appel |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2010, 413 mesures de placement sous surveillance électronique ont été décidées par la juridiction de jugement, sur un total de total de 628 052 condamnations dont 306 635 peines d’emprisonnement. (seulement 85 mesures en 2006 : importante progression, y compris à ce stade)  En revanche, en 2010, le total de placements sous surveillance électronique décidés (tout cadre juridique confondu : ab initio, par la juridiction de jugement (413) ou par le JAP (7992), ou en cours d’exécution de peine (8392) était de 16 797 contre seulement 5562 en 2006. Le prononcé de cette mesure est donc en forte croissance.  De manière générale, la mesure de placement sous surveillance électronique est de loin l’**aménagement de peine le plus prononcé en France** avec 4489 mesures au 1er janvier 2010 (contre 1665 semi-libertés, 1138 placements extérieurs). (concerne avant tout le PSE prononcé par le JAP)  **Toutefois, très peu de bracelets sont imposés directement par la juridiction de jugement** malgré les encouragements constants du législateur et du ministère de la Justice.  Selon un sondage de l’Association nationale des juges de l’application des peines (ANJAP), la **principale difficulté de cette procédure ab initio** résulte du **manque d’information préalable** de la juridiction de condamnation qui ne peut statuer en toute connaissance de cause.  Le 15 avril 2010, le garde des Sceaux confirmait cette analyse dans un document de synthèse nationale des conférences régionales semestrielles sur les aménagements de peine : "Le thème des aménagements de peine “ab initio”, encouragés par la loi pénitentiaire", a été très régulièrement abordé pour constater qu’ils ne sont que peu utilisés en raison du manque d’information dont dispose la juridiction de jugement et de la **méconnaissance de cette mesure par les avocats**.  ***Pourcentage des mesures*** par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) : 0,066% .  Pourcentage par rapport aux peines d’emprisonnement : 0,13% en 2010 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure s’inscrit dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec.(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation) (à la condition que la juridiction de jugement impose un suivi particulier du probationnaire : art. 132-45) |

Mesure 41 – Placement à l’extérieur « ab initio »

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Placement à l’extérieur** |
| 2. Référence législative | **Art. 132-25 s. CP**  **Article 132-25**  *Lorsque la juridiction de jugement prononce une peine égale ou inférieure à deux ans d’emprisonnement, ou, pour une personne en état de récidive légale, une peine égale ou inférieure à un an, elle peut décider que cette peine sera exécutée en tout ou partie sous le régime de la semi-liberté à l’égard du condamné qui justifie :*  *1° Soit de l’exercice d’une activité professionnelle, même temporaire, du suivi d’un stage ou de son assiduité à un enseignement, à une formation professionnelle ou à la recherche d’un emploi ;*  *2° Soit de sa participation essentielle à la vie de sa famille ;*  *3° Soit de la nécessité de suivre un traitement médical ;*  *4° Soit de l’existence d’efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet caractérisé d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive.*  *Ces dispositions sont également applicables en cas de prononcé d’un emprisonnement partiellement assorti du sursis ou du sursis avec mise à l’épreuve, lorsque la partie ferme de la peine est inférieure ou égale à deux ans, ou, si la personne est en état de récidive légale, inférieure ou égale à un an.*  *Dans les cas prévus aux alinéas précédents, la juridiction peut également décider que la peine d’emprisonnement sera exécutée sous le régime du placement à l’extérieur.*  **Article 132-26**  *Le condamné admis au bénéfice de la semi-liberté est astreint à rejoindre l’établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l’application des peines en fonction du temps nécessaire à l’activité, à l’enseignement, à la formation professionnelle, à la recherche d’un emploi, au stage, à la participation à la vie de famille, au traitement ou au projet d’insertion ou de réinsertion en vue duquel il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l’établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues.*  *Le condamné admis au bénéfice du placement à l’extérieur est astreint, sous le contrôle de l’administration, à effectuer des activités en dehors de l’établissement pénitentiaire.*  *La juridiction de jugement peut également soumettre le condamné admis au bénéfice de la semi-liberté ou du placement à l’extérieur aux mesures prévues par les articles 132-43 à 132-46.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Le placement à l’extérieur astreint le condamné à exercer des activités en dehors de l’établissement pénitentiaire (art. 723 CPP). Les condamnés peuvent être employés en dehors d’un établissement pénitentiaire à des travaux contrôlés par l’administration (art. D126 CPP) ou bien autorisés soit à travailler à l’extérieur, soit à y suivre un enseignement, un stage, un emploi temporaire en vue de leur insertion sociale, une formation professionnelle ou faire l’objet d’une prise en charge sanitaire, sans être soumis à la surveillance continue du personnel pénitentiaire (art. D136 CPP). Le bénéfice du placement extérieur est accordé par le juge de l’application des peines, soit dès l’incarcération, soit en cours d’exécution de peine. Il peut l’être également par la juridiction de condamnation.  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; facultative pour la personne concernée qui doit y consentir.  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération – ne pas rompre l’insertion du condamné |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * contrainte de l’art. 132-24 al. 3 : la peine d’emprisonnement ferme prononcée en matière correctionnelle doit être aménagée « si la personnalité et la situation du condamné le permettent, et sauf impossibilité matérielle ». * condition relative à la peine : 2 ans d’emprisonnement (1 an en cas de récidive) (sursis partiel ou avec mise à l’épreuve si la partie ferme respecte ces seuils)   + compatible avec un TIG   + compatible avec une ITF * conditions relatives à l’insertion sociale :   + Exercice d’une activité professionnelle ou à visée professionnelle (stage, recherche d’emploi)   + Participation à la vie familiale   + Suivi d’un traitement médical   + Projet d’insertion de nature à prévenir les risques de récidive |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Le condamné est placé sous écrou et rattaché à un établissement pénitentiaire * Placement avec ou sans surveillance par l’administration pénitentiaire * Prononcé possible des mesures et obligations des art. 132-43 à 46 (SME) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Possibilité de révocation de la mesure |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel / Juridiction d’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | En 2010, 530 mesures de placement à l’extérieur ont été décidées dès l’incarcération, soit par le juge de l’application des peines, soit par la juridiction de jugement (pas de chiffre séparé, permettant de connaître le nombre de PE *ab initio*  ***Pourcentage des mesures*** : pas de statistique permettant de connaître le nombre de placements à l’extérieur décidées *ab initio* décidées par la juridiction de jugement. Toutefois, si l’on retient le chiffre ci-dessus 530 rapporté au nombre de total de peines, puis au nombre total de peines d’emprisonnement, on trouve :  0,084% de l’ensemble des condamnations  0,73% des condamnations à une peine d’emprisonnement  **Mise en œuvre**  « La durée du placement, en semi-liberté ou à l’extérieur, est donc au maximum de deux ans (V. M. Herzog-Evans, op. cit., n° 433.121 et 433.122). Les praticiens "fixent généralement le seuil au-delà duquel les incidents (notamment la violation des obligations) se multiplient, autour de six mois" (M. Herzog-Evans, op. cit., n° 432.24). Une recherche menée par des étudiants de Master 2 des universités de Reims et Nantes a montré que la "viabilité" du placement à l’extérieur était plus longue que celle de la semi-liberté, vraisemblablement parce qu’il s’adresse "à des profils nettement plus difficiles sur le plan social et (que) l’hébergement couplé à l’activité et l’encadrement (souvent associatif) de la mesure constituent un cadre rassurant et positif pour de telles personnes" (*Ibid*.) »[[13]](#footnote-13). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure s’inscrit dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation), et est conforme aux règles européennes de probation pour peu que des obligations de suivi par un SPIP soient imposées. |

Mesure 42 – Semi-liberté « ab initio »

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | Semi-liberté |
| 2. Référence législative | **Article 132-25**  *Lorsque la juridiction de jugement prononce une peine égale ou inférieure à deux ans d’emprisonnement, ou, pour une personne en état de récidive légale, une peine égale ou inférieure à un an, elle peut décider que cette peine sera exécutée en tout ou partie sous le régime de la semi-liberté à l’égard du condamné qui justifie :*  *1° Soit de l’exercice d’une activité professionnelle, même temporaire, du suivi d’un stage ou de son assiduité à un enseignement, à une formation professionnelle ou à la recherche d’un emploi ;*  *2° Soit de sa participation essentielle à la vie de sa famille ;*  *3° Soit de la nécessité de suivre un traitement médical ;*  *4° Soit de l’existence d’efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet caractérisé d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive.*  *Ces dispositions sont également applicables en cas de prononcé d’un emprisonnement partiellement assorti du sursis ou du sursis avec mise à l’épreuve, lorsque la partie ferme de la peine est inférieure ou égale à deux ans, ou, si la personne est en état de récidive légale, inférieure ou égale à un an.*  *Dans les cas prévus aux alinéas précédents, la juridiction peut également décider que la peine d’emprisonnement sera exécutée sous le régime du placement à l’extérieur.*  **Article 132-26**  *Le condamné admis au bénéfice de la semi-liberté est astreint à rejoindre l’établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l’application des peines en fonction du temps nécessaire à l’activité, à l’enseignement, à la formation professionnelle, à la recherche d’un emploi, au stage, à la participation à la vie de famille, au traitement ou au projet d’insertion ou de réinsertion en vue duquel il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l’établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues.*  *Le condamné admis au bénéfice du placement à l’extérieur est astreint, sous le contrôle de l’administration, à effectuer des activités en dehors de l’établissement pénitentiaire.*  *La juridiction de jugement peut également soumettre le condamné admis au bénéfice de la semi-liberté ou du placement à l’extérieur aux mesures prévues par les articles 132-43 à 132-46.* |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencielle |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La semi-liberté est un régime d’exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d’exercer à l’extérieur de l’établissement pénitentiaire une activité professionnelle, d’y suivre un enseignement, une formation professionnelle, un stage, un traitement médical, ou de participer à une vie familiale. Le condamné est astreint à rejoindre l’établissement pénitentiaire selon les modalités déterminées par le juge de l’application des peines, en fonction du temps nécessaire à l’activité en vue de laquelle il a été admis au régime de la semi-liberté. Il est astreint à demeurer dans l’établissement pendant les jours où, pour quelque cause que ce soit, ses obligations extérieures se trouvent interrompues (art. 132-26 du CP).  L’admission au régime de semi-liberté peut être prononcée, par la juridiction de jugement ou par le JAP, dès l’incarcération ou en cours d’exécution de peine.  Mode de personnalisation des peines |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Définitive  Facultative pour le juge ; facultative pour la personne concernée qui doit y consentir.  Sanction restrictive de liberté – Surveillance / suivi |
| 6. Objectif du législateur | Eviter l’incarcération – ne pas rompre l’insertion du condamné |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juridiction de jugement |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné (qui remplit les conditions) |
| 9. Conditions d’application | * Conditions du placement à l’extérieur   (fiche 41) |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Placé sous écrou et rattaché à un établissement pénitentiaire * Prononcé possible des mesures et obligations des art. 132-43 à 46 (Sursis avec mise à l’épreuve) |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Possibilité de révocation de la mesure |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juridiction d’appel / juridiction de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | : En 2010, 101 mesures de semi-liberté ont été décidées *ab initio*, par la juridiction de jugement : chiffre en constante baisse depuis 2006 (presque divisé par deux à ce stade processuel, alors que le nombre total de semi-libertés prononcées a augmenté sur la période d’environ 1/5.  ***Pourcentage des mesures*** :   * Nombre de semi-libertés *ab initio* rapportées au nombre total de condamnations (628 052) = 0,02% * Nombre de semi-libertés ab initio rapportées au nombre total de peines d’emprisonnement prononcées (306635) = 0,032 * Nombre de semi-libertés prononcées par la juridiction de jugement rapportées au nombre total de semi-libertés (5331) : 1,89%   Il est plus pertinent de consulter le pourcentage de semi-libertés prononcées par le JAP dès l’incarcération.  **Mise en œuvre**  En pratique, le motif le plus fréquent d’admission à la semi-liberté est le travail. Viennent ensuite, loin derrière et par ordre décroissant, le suivi d’un stage ou d’une formation, la participation à la vie familiale et la soumission à un traitement médical (V. J. Leblois-Happe, Quelles réponses à la petite délinquance ? Étude du droit répressif français sous l’éclairage comparé du droit répressif allemand, Préf. R. Koering-Joulin : Presses universitaires d’Aix-Marseille, 2002, t. I, n° 416 p. 200 et les références citées ; ministère de la Justice, Direction de l’administration pénitentiaire, Aménagements de peine, La semi-liberté, 2007). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | La mesure s’inscrit dans le cadre du développement des sanctions probationnaires qui s’exécutent dans la communauté (Recommandation CM/Rec(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation) pour peu que la juridiction prononce des obligations de suivi par un SPIP. |

## Mesures alternatives à la détention au cours de la phase postsentencielle

Mesure 1 – libération sous contrainte

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Libération sous contrainte** |
| 2. Référence législative | Article 720 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La libération sous contrainte consiste en la mise en place d’un accompagnement de la personne condamnée à une courte ou moyenne peine (inférieure ou égale à 5 ans) et sortant de détention (après avoir effectué les 2/3 de sa peine), sous le régime de la libération conditionnelle, de la semi-liberté, du placement à l’extérieur ou du placement sous surveillance électronique. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitive * Facultative pour le juge * Facultative pour le destinataire dans la mesure où il doit donner son accord. * Aménagement de peine restrictif de liberté |
| 6. Objectif du législateur | La libération sous contrainte est destinée à éviter les sorties sèches et donc à lutter contre la récidive. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Tout condamné à une peine privative de liberté d’une durée inférieure ou égale à 5 ans et ayant effectué les 2/3 de sa peine |
| 9. Conditions d’application | * Condamnation à peine inférieure ou égale à 5 ans * Avoir effectué les 2/3 de sa peine |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Le condamné est placé sous le régime de la libération conditionnelle, de la semi-liberté, du placement à l’extérieur ou du placement sous surveillance électronique. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Révocation possible de la mesure |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Non connu, mesure créée par la loi du 15 août 2014 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | *idem* |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | *A priori* pas de problème |

Mesure 2 – Fractionnement et suspension de la peine

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Fractionnement et suspension de la peine** |
| 2. Référence législative | Articles 720-1 et 720-1-1 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines (le fractionnement existe aussi au moment du prononcé de la peine) |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Le fractionnement consiste en une exécution de la peine par fractions pour des raisons tenant au condamné.  La suspension de la peine consiste en un arrêt du cours de la peine pour des raisons tenant au condamné. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Suspension et fractionnement classiques: définitif. La suspension médicale est provisoire et régulièrement réévaluée. * Facultative pour le juge * Facultative pour le détenu * La suspension est une mesure suspensive; le fractionnement est un simple aménagement de la peine. |
| 6. Objectif du législateur | Prendre en considération le profil du condamné dans l’exécution de la peine. Objectif d’aide à l’insertion mais aussi attitude humaniste. |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Pour le fractionnement et la suspension, l’autorité compétente est le juge de l’application des peines.  Pour la suspension médicale de peine, l’autorité compétente est le juge de l’application des peines pour les peines privatives de liberté prononcées inférieures ou égales à 10 ans ou quelle que soit la durée de la peine prononcée en cas d’urgence ou quelle que soit la durée de la peine prononcée quand la durée restant à subir est inférieure ou égale à 3 ans. Dans les autres cas, la juridiction compétente est le tribunal de l’application des peines (donc quand peine prononcée supérieure à 10 ans dès lors que peine restant à subir est supérieure à 3 ans). |
| 8. Destinataires de la mesure | Les personnes physiques condamnées à une peine privative de liberté |
| 9. Conditions d’application | **Pour le fractionnement et la suspension simple**  ***- Conditions tenant à la peine:*** pour la peine d’emprisonnement prononcée en matière correctionnelle lorsque la durée la peine restant à effectuée n’excède pas deux ans.  ***- Conditions tenant aux motifs*** : doit être justifié par un motif d’ordre médical (nécessité de subir des soins), familial (maladie ou handicap du conjoint ou d’un enfant), professionnel (nécessité de répondre à un entretien d’embauche ou de ne pas interrompre une formation) ou social (nécessité d’accomplir des formalités administratives).  **Pour la suspension médicale de peine**  **\*Conditions**  -***Quelle que soit la nature et la durée de la peine prononcée***, y compris pendant la période de sûreté.  ***-Pour des motifs d’ordre médical très grave***: « *pour les condamnés dont il est établi qu'ils sont atteints d'une pathologie engageant le pronostic vital ou que leur état de santé physique ou mentale est durablement incompatible avec le maintien en détention*»:   * un pronostic vital engagé : cela englobe donc les détenus en fin de vie du fait d’une maladie mais la question s’est posée pour les cas dans lesquels le pronostic vital est engagé mais à moyen ou long terme. La Cour de cassation semble exiger que le pronostic vital soit engagé à court terme (Crim., 28 septembre 2005, *Bull. crim*., n°247), ce qui n’empêche pas les personnes dont le pronostic vital est engagé à moyen ou long terme de faire valoir le deuxième motif médical grave prévu par l’article 720-1-1 : * un état de santé physique ou mentale durablement incompatible avec le maintien en détention : le cas visé est plus large (pas simplement la maladie mais aussi le handicap ou la vieillesse) dès lors qu’incompatibilité durable avec la détention, ce qui doit s’entendre d’une part de l’incompatibilité avec la détention en général (de sorte que si incompatibilité pour une personne à être détenue dans tel ou tel établissement, il faut envisager sa détention dans un autre établissement mieux à même de l’accueillir ; cette considération va d’ailleurs de pair avec le fait que l’article 717-1 CPP prévoit que la répartition des condamnés se fait en fonction de leur catégorie pénale, de leur âge, de leur état de santé et de leur personnalité) et d’autre part au regard aussi du comportement du condamné (une personne qui refuse de se soigner ne devrait pas pouvoir se prévaloir d’un état de santé incompatible avec le maintien en détention).   ***-à l’exclusion cependant de certains cas de figure***:   * Exclusion en cas de risque grave de renouvellement de l’infraction (noter que l’on parle de risque de renouvellement de l’infraction et pas de risque de récidive). * Exclusion aussi pour « *les personnes détenues admises en soins psychiatriques sans leur consentement*». Cela s’explique aisément dans la mesure où ces personnes purgent leur peine dans des unités spécialisées ; leur détention ne saurait donc être analysée comme étant incompatible avec leur état de santé puisque leur état de santé a été pris en considération pour aménager les conditions d’exécution de la peine. * En revanche, aucune exclusion n’est prévue en cas de risque pour la sécurité et l’ordre public, comme cela avait été un temps envisagé à propos de l’affaire Papon qui s’était finalement vu octroyer une suspension médicale de peine alors même que l’opinion publique n’y était pas favorable. Le retentissement médiatique n’est pas une cause d’exclusion de la suspension de peine.   Par ailleurs, il faut une expertise médicale |
| 11. Conditions liées à l’exécution. |  |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Révocation possible |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | JAP |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Pas de chiffres connus |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Pas de chiffres connus |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Oui. La seule question que l’on pourrait se poser est sur la Compatibilité de la suspension médicale de peine à la Convention européenne des droits de l’homme au regard des cas d’exclusion de la suspension médicale (voir supra) et dans la mesure où la vieillesse n’est pas en soi une cause de suspension de peine. |

Mesure 3 – Les réductions de peine

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Les réductions de peine**   * **Crédits de réduction de peine** * **Réductions supplémentaires** * **Réductions exceptionnelles** |
| 2. Référence législative | Articles 721 à 721-3 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Il s’agit d’une diminution de la durée de la peine privative de liberté infligée à un condamné qui peut être accordée de manière plus ou moins automatique pour diverses raisons tenant notamment à la bonne conduite. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitif * Obligatoire pour les crédits de réductions de peine ; facultatif pour les réductions supplémentaires et les réductions exceptionnelles * On ne demande pas l’avis du condamné qui ne peut qu’y être favorable * Aménagement de la peine |
| 6. Objectif du législateur | Donner une prime à la bonne conduite |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés à une peine privative de liberté |
| 9. Conditions d’application | **Pour les crédits de réduction de peine**: « *chaque condamné bénéficie d’un crédit de réduction de peine calculé sur la durée de la condamnation prononcée*» (art. 721):   * L’octroi de ces crédits n’est plus subordonné à une bonne conduite, comme cela était le cas avant 2004 ; il est automatique mais révocable par le JAP en cas de « *mauvaise conduite*». La personne du condamné est donc indifférente, y compris le fait qu’elle soit ou non récidiviste (la loi du 15 août 2014 supprime leu traitement différent des récidivistes). A noter que le Conseil constitutionnel, saisi par le Conseil d’Etat, d’une question prioritaire de constitutionnalité, s’est prononcé sur le mécanisme des réductions de peine. Les requérants soutenaient que les dispositions de l’article 721 CPP (al. 3 et al. 6) étaient contraires au principe de la légalité en ce que la possibilité de retirer le crédit de réduction de peine en cas de mauvaise conduite est une sanction répressive pas définie par la loi. Le Conseil constitutionnel (**Cons. Const., 11 juillet 2014, n°2014-408 QPC**) a considéré que « *le retrait d’un crédit de réduction de peine en cas de mauvaise conduite du condamné a pour conséquence que le condamné exécute totalement ou partiellement la peine telle qu’elle a été prononcée par la juridiction de jugement ; ce retrait ne constitue donc ni une peine ni une sanction ayant le caractère d’une punition*». En d’autres termes, avant même de s’interroger sur la précision de la condition au regard du principe de légalité des peines, le Conseil constitutionnel avait à se demander si le retrait de crédit de réduction de peine constitue une peine à part entière, distincte de celle prononcée par la juridiction de jugement. Il rejette une telle analyse considérant, bien au contraire, que le crédit de réduction de peine est lié à la peine et le retrait d’un tel crédit doit être perçu non pas comme une nouvelle peine mais comme une simple exécution d’une partie de la peine initialement prononcée en répression de l’infraction constatée.   Cette décision est intéressante en ce qu’elle a sans doute vocation à être reprise pour toutes les mesures qui font référence à « *la mauvaise conduite*» (semi-liberté, placement à l’extérieur – art. 723-2 CPP, placement sous surveillance électronique – art. 723-7-1 CPP) et que l’on peut sans doute l’étendre à des comportements proches comme « *l’inconduite notoire*» en matière libération conditionnelle (art. 733), voir *infra*.   * L’octroi des crédits dépend de la durée de la peine privative de liberté prononcée:   + Même si le texte ne le dit pas expressément, ce mécanisme ne peut s’appliquer à la réclusion criminelle à perpétuité puisque la logique veut que la peine perpétuelle ne soit pas quantifiable : l’infini moins un chiffre fait toujours l’infini… La seule réduction qui opère pour la réclusion criminelle à perpétuité est la réduction du temps d’épreuve nécessaire à l’octroi de la libération conditionnelle (art. 729-1 CPP).   + Pour le reste, l’octroi de crédit vaut pour toute peine privative de liberté :     - Pour les peines supérieures ou égales à une année d’emprisonnement : trois mois la première année et deux mois les années suivantes ;     - Pour les peines inférieures à un an d’emprisonnement ou pour la partie de peine inférieure à un an : sept jours par mois (sachant que pour les peines supérieures à un an, le total de la réduction correspondant aux sept jours par mois ne peut pas excéder deux mois).   **Les réductions supplémentaires**   * Tandis que les crédits de réduction sont automatiques sauf révocation par le juge, les réductions supplémentaires sont possibles dès lors que bonne conduite mise en avant par le juge après avis de la commission de l’application des peines. En plus des crédits de réduction de peine, le condamné peut bénéficier d’une nouvelle réduction de peine dès lors qu’il le mérite. C’est donc une récompense possible mais pas un droit pour le condamné. Aucune définition n’est donnée de ce que sont « *des efforts sérieux de réadaptation sociale* » mais le législateur donne des indications : « *notamment en passant avec succès un examen scolaire, universitaire ou professionnel traduisant l’acquisition de connaissances nouvelles, en justifiant de progrès réels dans le cadre d’un enseignement ou d’une formation, en s’investissant dans l’apprentissage de la lecture, de l’écriture et du calcul, ou en participant à des activités culturelles, et notamment de lecture, en suivant une thérapie destinée à limiter les risques de récidive ou en s’efforçant d’indemniser leurs victimes* ».   Cette réduction n’est pas possible dans trois cas :   * si la personne a été condamnée pour un crime ou un délit pour lequel le suivi socio-judiciaire est encouru et qu’elle refuse pendant son incarcération de suivre le traitement qui lui est proposé par le juge de l’application des peines ; * si le condamné ne suit pas de façon régulière le traitement qui lui est proposé ; * si la personne a été condamnée avec reconnaissance d’une altération de son discernement (art. 122-1 alinéa 2 CP). * Le *quantum* dépend de la durée, il est décidé par la juge dans les limites de la loi, selon la peine privative de liberté prononcée: * pas plus de trois mois par année d’incarcération (deux mois maximum par an si la personne, condamnée pour crimes ou délits contre mineurs de meurtre, assassinat, torture ou actes de barbarie, viol, agression sexuelle ou atteinte sexuelle, refuse les soins proposés); * pas plus de sept jours par mois lorsque la durée d’incarcération restant à subir est inférieure à une année (quatre jours par mois dans l’hypothèse d’une personne condamnée pour crimes ou délits contre mineurs de meurtre, assassinat, torture ou actes de barbarie, viol, agression sexuelle ou atteinte sexuelle et qui refuse les soins proposés).   La réduction supplémentaire est accordée en une seule fois si l’incarcération restant à subir est d’une durée inférieure à une année ; dans le cas contraire, elle est accordée par fraction annuelle.  **Les réductions exceptionnelles**  Depuis le 1er janvier 2005, une réduction de peine exceptionnelle peut être accordée aux condamnés repentis dont les déclarations faites à l’autorité administrative ou judiciaire, avant ou après leur condamnation, ont permis de faire cesser ou d’éviter la commission d’une infraction relevant de la criminalité ou de la délinquance organisée (liste limitative). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. |  |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Révocation possible |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Pas de chiffres |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Pas de chiffres |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Pas de problème *a priori* sauf, au regard du principe de légalité (mais encore faut-il qu’il s’agisse d’une peine) dans l’utilisation d’un concept aussi flou que la « mauvaise conduite ». |

Mesure 4 – La semi-liberté et le placement à l’extérieur

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **La semi-liberté et le placement à l’extérieur** |
| 2. Référence législative | Article 723 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines (mais existent aussi au niveau du prononcé de la peine) |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La semi-liberté est un « procédé d’exécution des peines privatives de liberté permettant au condamné d’exercer pendant la journée, hors de l’établissement pénitentiaire sans surveillance continue, certaines activités, surtout professionnelles, avec l’obligation de regagner l’établissement pénitentiaire à l’expiration du temps nécessaire à ses activités et d’y demeurer les jours où elles sont interrompues » (*Vocabulaire juridique Cornu*).  Le placement à l’extérieur n’a comme seule différence de s’effectuer sous surveillance de l’administration pénitentiaire. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Définitif * Facultatif pour le juge * Suppose une adhésion minimale de l’intéressé * Mesure d’aménagement de peine. |
| 6. Objectif du législateur | Ne pas couper du monde extérieur ; aider à la réinsertion |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés à une peine privative de liberté d’une durée inférieure ou égale à deux ans (un an pour les récidivistes) ou dont la peine restant à subir est inférieure ou égale à deux ans (un an pour les récidivistes) |
| 9. Conditions d’application | Pour l’un des motifs énoncés par la loi (art. 132-25) : exercice d’une activité professionnelle ; suivi d’un enseignement, d’une formation professionnelle, d’un stage ; participation essentielle à la vie de la famille ; nécessité de subir un traitement médical ; existence d’efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir la récidive (ce dernier motif a été introduit par la loi pénitentiaire). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Respecter les obligations motivant le régime de semi-liberté  Réintégrer l’établissement pénitentiaire aux heures et jours fixés |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Révocation possible + sanctions disciplinaires possibles + risque d’être condamné pour évasion en cas de non réintégration. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | **Semi-liberté**  2010 : 1665  2012 : 1857  2014 : 1765  **Placement à l’extérieur**  2010 : 1138  2012 : 947  2014 : 1022 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Non connues |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | *A priori* pas de problème |

Mesure 5 – Les permissions de sortir

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Les permissions de sortir** |
| 2. Référence législative | Article 723-3 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution de la peine |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La permission de sortir autorise un condamné à s'absenter d'un établissement pénitentiaire pendant une période de temps déterminée qui s'impute sur la durée de la peine en cours d'exécution. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultative * Facultative, à la demande de l’intéressé * Aménagement de peine |
| 6. Objectif du législateur | Préparer la réinsertion professionnelle ou sociale du condamné, de maintenir ses liens familiaux ou de lui permettre d'accomplir une obligation exigeant sa présence |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés à une courte peine mais les conditions dépendent de la permission demandée (art. D. 143 et s. code de procédure pénale). |
| 9. Conditions d’application | Les conditions dépendent de la permission demandée (art. D. 143 et s. code de procédure pénale). |
| 11. Conditions liées à l’exécution. |  |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Sanctions disciplinaires possibles et risque d’être condamné pour évasion si non réintégration. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | 2010 : 62266 permissions de sortir accordées ;  2011 : 56401  2012 : 58948  2013 : 55302 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | 343 évasion en 2010  339 en 2011  363 en 2012  295 en 2013 |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | *A priori* pas de problème |

Mesure 6 – Les autorisations de sortie sous escorte

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Les autorisations de sortie sous escorte** |
| 2. Référence législative | Article 723-6 du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Comme son nom l’indique, permission de sortir sous l’étroite surveillance (escorte) de l’administration pénitentiaire. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultative * Facultative * Aménagement très bref de peine |
| 6. Objectif du législateur | Autoriser une sortie pour tous les condamnés souvent des événements familiaux graves |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Tous les condamnés |
| 9. Conditions d’application | Aucune condition particulière |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Idem |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Evasion |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Pas de chiffres connus |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | idem |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | Pas de problème *a priori* |

Mesure 7 – Placement sous surveillance électronique

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Placement sous surveillance électronique** |
| 2. Référence législative | Article 723-7 et s. du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Exécution des peines (mais est possible aussi au niveau du prononcé de la peine) |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Mode d’exécution d’une peine privative de liberté hors d’un établissement pénitentiaire qui consiste pour le condamné à exécuter sa peine dans un lieu déterminé par le JAP, généralement à résidence, ses déplacements faisant l’objet d’une surveillance grâce à un dispositif particulier appelé bracelet électronique. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provisoire * Facultatif pour le juge * Nécessité l’accord du condamné * Mesure d’aménagement de la peine |
| 6. Objectif du législateur | Articuler privation de liberté et préservation de la vie privée |
| 7. Autorité compétente pour l’application | Juge de l’application des peines |
| 8. Destinataires de la mesure | Pour les condamnés à une peine égale ou inférieure à deux ans d'emprisonnement, ou, pour une personne en état de récidive légale, une peine égale ou inférieure à un an, |
| 9. Conditions d’application | Exercice d’une activité professionnelle ; suivi d’un enseignement, d’une formation professionnelle, d’un stage ; participation essentielle à la vie de la famille ; nécessité de subir un traitement médical ; existence d’efforts sérieux de réadaptation sociale résultant de son implication durable dans tout autre projet d’insertion ou de réinsertion de nature à prévenir les risques de récidive.  Et il faut l’accord exprès de l’individu |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Respect des obligations imposées en termes de suivi, d’assistance, de contrôle et d’heures de présence au domicile |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Révocation de la mesure et risque de condamnation pour évasion. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Juge de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | 2010 : 16797  2011 : 20082  2012 : 23215  2013 : 23147 |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Inconnu |
| 16. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | A évaluer au regard des atteintes à la vie privée mais la mesure est proportionnée en droit français et surtout requiert l’accord du condamné. |

Mesure 8 – La libération conditionnelle

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | | **La libération conditionnelle** |
| 2. Référence législative | | Articles 729 et s. du code de procédure pénale |
| 3. Phase du procès pénal concernée | | Exécution des peines |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | | La libération conditionnelle est un aménagement de la peine qui conduit à une remise en liberté d’un condamné à une date où il n’a pas purgé l’intégralité de sa peine |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | | * Définitive * Facultative * Souvent à l’initiative du condamné * Aménagement de peine |
| 6. Objectif du législateur | | Aider à la réinsertion des condamnés et à la prévention de la récidive |
| 7. Autorité compétente pour l’application | | Le juge de l’application des peines quand peine prononcée inférieure ou égale à 10 ans ou, quelle que soit la durée de la peine prononcée, quand la durée restant à subir est inférieure ou égale à 3 ans.  Le tribunal de l’application des peines dans les autres cas. |
| 8. Destinataires de la mesure | | Possible pour tous les condamnés à une peine privative de liberté avec un délai d’épreuve avant de pouvoir demander une telle mesure variable en fonction de la peine et en fonction aussi du type de libération conditionnelle demandé (libération conditionnelle de type parental ou pour les condamnés âgés). |
| 9. Conditions d’application | | Efforts sérieux de réadaptation sociale et lorsque exercice d’une activité professionnelle, participation essentielle à la vie de la famille, nécessité de suivre un traitement médical, efforts pour indemniser la victime ou implication dans un projet sérieux d’insertion. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | | Respect des obligations imposées en termes de suivi, d’assistance et de contrôle. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | | Révocation possible |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | | Juge de l’application des peines ou tribunal de l’application des peines |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | | 2010 : 7871  2011: 8167  2012 : 7980  2013 : 7999 |
| 16. Statistiques d’échec de la mesure | Non connues | |
| 17. Compatibilité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | *A priori* pas de difficulté. | |

**Italy**

## Misure alternative alla detenzione nel corso della fase cautelare

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **DIVIETO DI ESPATRIO** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Misura cautelare che comporta il divieto per il destinatario di lasciare il territorio nazionale senza autorizzazione del giudice. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 281 c.p.p.: «Con il provvedimento che dispone il divieto di espatrio, il giudice prescrive all'imputato di non uscire dal territorio nazionale senza l'autorizzazione del giudice che procede. (…)». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria, facoltativa per il giudice, obbligatoria per il destinatario, restrittiva della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura atta a garantire il regolare corso del processo penale, in particolare a fronte del pericolo di fuga dell’indagato/imputato. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per  delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o  della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il giudice può disporre la sostituzione della misura con altra più grave o il cumulo di più misure, tenuto conto dell’entità, dei motivi e delle cause della violazione. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare evita il ricorso alla detenzione in rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulle condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **ARRESTI DOMICILIARI** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Misura cautelare che comporta il divieto del destinatario di allontanarsi dalla propria abitazione senza autorizzazione del giudice. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 284 c.p.p.: «Con il provvedimento che dispone gli arresti domiciliari, il giudice prescrive all'imputato di non allontanarsi dalla propria abitazione o da altro luogo di privata dimora ovvero da un luogo pubblico di cura o di assistenza ovvero, ove istituita, da una casa famiglia protetta. (…) Quando è necessario, il giudice impone limiti o divieti alla facoltà dell'imputato di comunicare con persone diverse da quelle che con lui coabitano o che lo assistono». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria, facoltativa per il giudice, obbligatoria per il destinatario, privativa della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura atta a garantire il regolare corso del processo penale, in particolare a fronte della possibilità di inquinamento probatorio, del pericolo di fuga dell’indagato/imputato, o del pericolo di commissione di un nuovo reato. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia, che possono avvalersi anche di strumenti elettronici. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice della fase in cui si procede (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura e sostituzione della stessa con quella della custodia cautelare in carcere. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare evita il ricorso alla detenzione in rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulle condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **ESTINZIONE DEL REATO PER CONDOTTE RIPARATORIE** |
|  | Durante il giudizio |
| 2. Definizione | Strumento che permette di estinguere il reato a seguito della riparazione del danno da parte dell’imputato tramite le restituzioni o il risarcimento a beneficio della persona offesa. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 35 D.Lgs. 28 agosto 2000, n. 274 (Istituzione del giudice di pace): «Il giudice di pace, sentite le parti e l'eventuale persona offesa, dichiara con sentenza estinto il reato, enunciandone la causa nel dispositivo, quando l'imputato dimostra di aver proceduto, prima dell'udienza di comparizione, alla riparazione del danno cagionato dal reato, mediante le restituzioni o il risarcimento, e di aver eliminato le conseguenze dannose o pericolose del reato. Il giudice di pace pronuncia la sentenza di estinzione del reato di cui al comma 1, solo se ritiene le attività risarcitorie e riparatorie idonee a soddisfare le esigenze di riprovazione del reato e quelle di prevenzione». |
| 4. Tipo di misura | Definitiva, facoltativa per il giudice (si rende necessaria una valutazione sull’idoneità della riparazione rispetto alle esigenze di riprovazione del reato e di prevenzione) e facoltativa per l’imputato. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Riconoscere la superfluità della pena, e quindi della prosecuzione del processo, nel momento in cui il danno cagionato dal reato è venuto meno e non vi sono esigenze preventive da soddisfare. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice di pace |
| 7. Destinatario della misura | Imputato |
| 8. Presupposti applicativi | L’avvenuta riparazione (che l’imputato deve dimostrare) e l’idoneità della stessa rispetto alle esigenze di riprovazione del reato e di prevenzione. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Competenza del giudice di pace per l’esecuzione (in caso di differimento della riparazione). Una volta emessa la pronuncia, sono previste le ordinarie forme di controllo sulle sentenze di proscioglimento del giudice di pace (ricorso per cassazione). |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Mancato ottenimento dell’estinzione del reato (di prescrizioni si può parlare nel caso del differimento della riparazione). |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La Raccomandazione 19(99) del Consiglio d’Europa, la decisione quadro del Consiglio dell’Unione Europea sulla posizione della vittima nel processo penale (2001/220/GAI del 15.3.2001) e in ultimo la Direttiva 2012/29/UE mostrano come gli organi sovranazionali insistano sulla centralità della vittima e delle sue pretese, la cui soddisfazione, in quest’ottica, può arrivare a far venire meno la pretesa punitiva dell’ordinamento. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **CONCILIAZIONE E REMISSIONE DI QUERELA** |
|  | Durante il giudizio |
| 2. Definizione | Tentativo da parte del giudice di pace di sollecitare una composizione spontanea del conflitto di cui è espressione il reato, composizione che sfociando nella remissione della querela determina la chiusura anticipata del procedimento per mancanza della condizione di procedibilità. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 29 co. 4-5 D.Lgs. 28 agosto 2000, n. 274 (Istituzione del giudice di pace): «Il giudice, quando il reato è perseguibile a querela, promuove la conciliazione tra le parti. In tal caso, qualora sia utile per favorire la conciliazione, il giudice può rinviare l'udienza per un periodo non superiore a due mesi e, ove occorra, può avvalersi anche dell'attività di mediazione di centri e strutture pubbliche o private presenti sul territorio. In ogni caso, le dichiarazioni rese dalle parti nel corso dell'attività di conciliazione non possono essere in alcun modo utilizzate ai fini della deliberazione. In caso di conciliazione è redatto processo verbale attestante la remissione di querela o la rinuncia al ricorso di cui all'articolo 21 e la relativa accettazione. La rinuncia al ricorso produce gli stessi effetti della remissione della querela». |
| 4. Tipo di misura | Definitiva, obbligatoria per il giudice, facoltativa per l’imputato |
| 5. Obiettivi del legislatore | Favorire la remissione di querela onde evitare procedimenti non necessari per fatti ritenuti di scarso allarme sociale. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice di pace |
| 7. Destinatario della misura | Imputato |
| 8. Presupposti applicativi | Reato perseguibile a querela |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Emessa la pronuncia sono previste le ordinarie forme di controllo sulle sentenze di proscioglimento del giudice di pace, di competenza della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Non vi sono prescrizioni. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. Documenti come la Raccomandazione 19(99) del Consiglio d’Europa, la decisione quadro del Consiglio dell’Unione Europea sulla posizione della vittima nel processo penale (2001/220/GAI del 15.3.2001) e in ultimo la Direttiva 2012/29/UE incentivano processi di conciliazione e mediazione tra reo e vittima (mediazione che è menzionata dalla stessa norma del giudice di pace come strumento possibile per ottenere la conciliazione). In particolare si incoraggia l’utilizzo di un “*procedimento che permette alla vittima e al reo di partecipare attivamente, se vi consentono liberamente, alla soluzione delle difficoltà derivanti dal reato con l’aiuto di un terzo indipendente (mediatore)*…” (Raccomandazione 19(99) del Consiglio d’Europa). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **OBBLIGO DI PRESENTAZIONE ALLA P.G.** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Misura cautelare che comporta l’obbligo per il destinatario di presentarsi presso un determinato ufficio di polizia giudiziaria secondo cadenze predeterminate dal giudice. |
| 3. Normativa di riferimento | Art.282 c.p.p.: «con il provvedimento che dispone l'obbligo di presentazione alla polizia giudiziaria, il giudice prescrive all'imputato di presentarsi a un determinato ufficio di polizia giudiziaria.  Il giudice fissa i giorni e le ore di presentazione tenendo conto dell'attività lavorativa e del luogo di abitazione dell'imputato». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria,  Facoltativa per il giudice,  Obbligatoria per il destinatario,  Restrittiva della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura atta a garantire il regolare corso del processo penale contro quei pericoli che le misure cautelari sono preordinate ad evitare, con particolare riferimento, nel caso specifico, al pericolo di fuga della persona sottoposta alle indagini o dell’imputato. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del procedimento in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il giudice può disporre la sostituzione della misura con altra più grave o il cumulo di più misure, tenuto conto dell’entità, dei motivi e delle cause della violazione. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare s’inserisce in quella gamma di provvedimenti graduati rispetto al livello d’incidenza sul bene della libertà personale, che consente di evitare il ricorso alla detenzione in tutti i casi in cui questa non risulti assolutamente necessaria, nel rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulla condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10. |

|  |  |
| --- | --- |
| **1**. | **ALLONTANAMENTO DALLA CASA FAMILIARE** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Cautela che comporta l’allontanamento del destinatario dalla casa familiare, unitamente all’interdizione della possibilità di accedervi in mancanza di un provvedimento autorizzativo del giudice. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 282-*bis* c.p.p. «Con il provvedimento che dispone l'allontanamento il giudice prescrive all'imputato di lasciare immediatamente la casa familiare, ovvero di non farvi rientro, e di non accedervi senza l'autorizzazione del giudice che procede (…)». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria,  Facoltativa per il giudice,  Obbligatoria per il destinatario,  Restrittiva della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura volta a offrire una piena tutela rispetto a situazioni di violenza perpetrate all’interno del nucleo familiare, dunque precipuamente mirata a far fronte all’esigenza cautelare di cui all’art. 274 lett. c) c.p.p. (in particolare pericolo di commissione di reati della stessa indole di quello rispetto al quale sussistono i gravi indizi di colpevolezza). |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del procedimento in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il giudice può disporre la sostituzione della misura con altra più grave o il cumulo di più misure, tenuto conto dell’entità, dei motivi e delle cause della violazione. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare s’inserisce in quella gamma di provvedimenti graduati rispetto al livello d’incidenza sul bene della libertà personale, che consente di evitare il ricorso alla detenzione in tutti i casi in cui questa non risulti assolutamente necessaria, nel rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulla condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10.  La misura considerata s’inquadra inoltre all’interno del percorso intrapreso dall’Unione ai fini di una miglior tutela delle vittime dei reati. Di particolare interesse risulta il considerando 18 della direttiva 2012/29/UE, che menziona espressamente misure volte a far efficacemente fronte alle peculiari esigenze di protezione che si pongono nel caso di fenomeni di violenza i quali si collochino nell’ambito di relazioni familiari. |

|  |  |
| --- | --- |
| **1**. | **DIVIETO DI AVVICINARSI AI LUOGHI FREQUENTATI DALLA PERSONA OFFESA** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Misura cautelare che, nel suo “contenuto minimo”, comporta il divieto per il destinatario di avvicinarsi a determinati luoghi frequentati dalla persona offesa.  Può altresì comportare (1) il divieto di avvicinarsi ai luoghi frequentati dai prossimi congiunti/conviventi della persona offesa, ovvero da soggetti a questa legati da relazione affettiva; (2) il divieto di comunicare con la persona offesa e/o con i soggetti da ultimo menzionati. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 282-*ter*: «con il provvedimento che dispone il divieto di avvicinamento il giudice prescrive all'imputato di non avvicinarsi a luoghi determinati abitualmente frequentati dalla persona offesa ovvero di mantenere una determinata distanza da tali luoghi o dalla persona offesa.  Qualora sussistano ulteriori esigenze di tutela, il giudice può prescrivere all'imputato di non avvicinarsi a luoghi determinati abitualmente frequentati da prossimi congiunti della persona offesa o da persone con questa conviventi o comunque legate da relazione affettiva ovvero di mantenere una determinata distanza da tali luoghi o da tali persone.  Il giudice può, inoltre, vietare all'imputato di comunicare, attraverso qualsiasi mezzo, con le persone di cui ai commi 1 e 2.  Quando la frequentazione dei luoghi di cui ai commi 1 e 2 sia necessaria per motivi di lavoro ovvero per esigenze abitative, il giudice prescrive le relative modalità e può imporre limitazioni». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria,  Facoltativa per il giudice,  Obbligatoria per il destinatario,  Restrittiva della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura atta a garantire il regolare corso del processo penale contro quei pericoli che le misure cautelari sono preordinate ad evitare, con particolare riferimento, nel caso specifico, al pericolo di commissione di un reato della stessa indole di quello per cui si procede. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del procedimento in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il giudice può disporre la sostituzione della misura con altra più grave o il cumulo di più misure, tenuto conto dell’entità, dei motivi e delle cause della violazione. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare s’inserisce in quella gamma di provvedimenti graduati rispetto al livello d’incidenza sul bene della libertà personale, che consente di evitare il ricorso alla detenzione in tutti i casi in cui questa non risulti assolutamente necessaria, nel rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulla condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10.  La misura considerata s’inquadra inoltre all’interno del percorso intrapreso dall’Unione ai fini di una miglior tutela delle vittime dei reati. Di particolare interesse risulta il considerando 18 della direttiva 2012/29/UE, che menziona espressamente misure volte a far efficacemente fronte alle peculiari esigenze di protezione che si pongono nel caso di fenomeni di violenza i quali si collochino nell’ambito di relazioni familiari. |

|  |  |
| --- | --- |
| **1.** | **DIVIETO/OBBLIGO DI DIMORA** |
|  | Durante le indagini preliminari, durante il giudizio nel suo primo grado e nelle eventuali fasi successive, fino al passaggio in giudicato della sentenza. |
| 2. Definizione | Misura cautelare che comporta:  (1) il divieto per il destinatario di dimorare in un certo luogo, nonché il divieto di accedervi in assenza di un provvedimento autorizzativo del giudice, ovvero  (2) l’obbligo di non allontanarsi dal comune di residenza abituale.  La misura può altresì comportare (qualora specifiche esigenze di cautela lo richiedano) il divieto di allontanarsi dalla propria abitazione in determinate ore del giorno. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 283: «con il provvedimento che dispone il divieto di dimora, il giudice prescrive all'imputato di non dimorare in un determinato luogo e di non accedervi senza l'autorizzazione del giudice che procede.  Con il provvedimento che dispone l'obbligo di dimora, il giudice prescrive all'imputato di non allontanarsi, senza l'autorizzazione del giudice che procede, dal territorio del comune di dimora abituale (…).  Il giudice può, anche con separato provvedimento, prescrivere all'imputato di non allontanarsi dall'abitazione in alcune ore del giorno, senza pregiudizio per le normali esigenze di lavoro». |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria  Facoltativa per il giudice  Obbligatoria per il destinatario  Restrittiva della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Misura atta a garantire il regolare corso del processo penale contro quei pericoli che le misure cautelari sono preordinate ad evitare (pericolo di fuga, pericolo d’inquinamento delle prove, ovvero pericolo di commissione di reati). |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del procedimento in cui ci si trova. |
| 7. Destinatario della misura | Persona sottoposta alle indagini, imputato o condannato con sentenza non passata in giudicato. |
| 8. Presupposti applicativi | La misura può essere applicata solo quando si procede per delitti per i quali la legge stabilisce la pena dell'ergastolo o della reclusione superiore nel massimo a tre anni (limite superabile in caso di arresto in flagranza).  È necessario inoltre vagliare la presenza di:   * gravi indizi di colpevolezza * almeno una delle esigenze cautelari: pericolo di inquinamento probatorio, pericolo di fuga, pericolo di commissione di uno dei reati indicati dalla legge.   La misura deve inoltre risultare adeguata al grado d’intensità dell’esigenza cautelare da soddisfare e proporzionata all’entità del fatto e della sanzione che si ritiene potrà essere irrogata. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il controllo sull’esecuzione della misura è di competenza delle forze di polizia. Il controllo sulla permanenza dei presupposti della misura spetta al giudice funzionalmente competente in relazione alla fase del processo in cui ci si trova (lo stesso che ha predisposto la misura). L’ulteriore controllo sulla legittimità della misura in caso di doglianze è di competenza, nei rispettivi casi, del giudice del riesame (Tribunale delle libertà), del giudice d’appello e della Corte di cassazione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il giudice può disporre la sostituzione della misura con altra più grave o il cumulo di più misure, tenuto conto dell’entità, dei motivi e delle cause della violazione. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. La misura viene pronunciata da un giudice, è soggetta a un controllo legale e favorisce l’individualizzazione dell’intervento nel rispetto del principio del minor sacrificio necessario per la libertà personale. In particolare s’inserisce in quella gamma di provvedimenti graduati rispetto al livello d’incidenza sul bene della libertà personale, che consente di evitare il ricorso alla detenzione in tutti i casi in cui questa non risulti assolutamente necessaria, nel rispetto dei principi enucleati nella Risoluzione del Parlamento europeo del 15 dicembre 2011 sulla condizioni detentive nell’UE (2011/2897(RSP)), § 10. |

## Misure alternative alla detenzione nella fase del giudizio o commisurativa

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **PENA PECUNIARIA COME PENA PRINCIPALE** |
|  | Misura adottata durante il giudizio |
| 2. Definizione | Sanzione penale consistente nel pagamento allo Stato di una somma di denaro nella misura determinata dal Giudice di cognizione |
| 3. Normativa di riferimento | **Artt. 24 c.p.**: multa - sanzione pecuniaria irrogabile, laddove previsto, in relazione alla commissione di delitti  **Art. 26 c.p.**: ammenda - sanzione pecuniaria irrogabile, laddove previsto, in relazione alla commissione di contravvenzioni -  **Art. 27 c.p.**: regime normativo delle pene pecuniarie fisse e proporzionali  **Art. 133-bis c.p.**: condizioni economiche del reo; valutazione agli effetti della pena pecuniaria  **Art. 133-ter c.p.**: rateizzazione della pena pecuniaria  **Art. 136 c.p.**: modalità di conversione delle pene pecuniarie (**artt. 237** e **238** del **D.P.R. n. 115/2002** ed **artt. 102 e ss**. della **L. n. 689/1981**) |
| 4. Tipo di misura | - Definitiva  - Obbligatoria per il condannato / Obbligatoria per il giudice, laddove la sanzione pecuniaria sia l’unica pena irrogabile; facoltativa per il giudice, laddove la sanzione pecuniaria possa essere irrogata alternativamente ad una pena detentiva  - Patrimoniale |
| 5. Obiettivi del legislatore | generalprevenzione; rieducazione del reo; interesse finanziario dello Stato |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Giudice della cognizione |
| 7. Destinatari della misura | Soggetti condannati per reati in relazione ai quali sono previste le pene della multa o dell’ammenda, congiuntamente o alternativamente alle pene detentive della detenzione o dell’arresto |
| 8. Presupposti applicativi | - Previsione espressa da parte delle disposizione incriminatrice  - Ammontare:   * Ove non diversamente previsto dalle disposizioni incriminatrici, l’ammontare della multa non può essere inferiore a € 50 né superiore a € 50.000 **(art. 24 c.p.)** * Ove non diversamente previsto dalle disposizioni incriminatrici, l’ammontare dell’ammenda non può essere inferiore € 20 né superiore a € 10.000 * Il Giudice può superare i limiti massimi stabiliti per la multa o per l’ammenda nei casi di concorso tra più circostanze aggravanti (**art. 66, n. 3, c.p.**) e di concorso di reati (**art. 78, co. 1, n. 3 c.p.**) * La pena pecuniaria può essere determinata in misura fissa o proporzionale; laddove essa sia determinata in misura proporzionale, non v’è limita massimo * Nel determinare l’ammontare della sanzione pecuniaria, il Giudice deve tener conto delle condizioni economiche del reo, oltreché dei criteri di cui all’**art. 133 c.p.** (tra i quali, in particolare, le sue condizioni di vita individuale, familiare e sociale); il Giudice ha il potere di aumentare la sanzione pecuniaria sino al triplo o di diminuirla fino ad un terzo, laddove ritenga che la misura massima sia inefficace oppure che la misura minima sia troppo gravosa   - Le pene della multa e dell’ammenda possono essere comminate da sole oppure insieme alla pena detentiva corrispondente; in tale ultimo caso, la legge può prevedere che la sanzione pecuniaria possa essere applicata congiuntamente alla pena detentiva oppure in via alternativa |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | -Competente all’esecuzione della pena pecuniaria è il **Giudice dell’esecuzione**, ai sensi dell’**art. 665 del c.p.p.**: nello specifico, si chiama “**Campione penale**” l’ufficio strumentale della Cancelleria del Giudice dell’esecuzione competente per il recupero delle pene pecuniarie.  - Il Campione penale, in caso di inadempimento del reo, può servirsi dell’opera del soggetto concessionario dell’attività di riscossione. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Alcuni tra i dati più aggiornati in merito sono ricavabili dall’Annuario Statistico ISTAT del 2011, il quale si riferisce agli anni 2009-2010.  Nel periodo di riferimento, su un totale di 360.011 condanne, le condanne a pena pecuniaria sono state 103.932.; su un totale di 249.154 condanne per delitto, le multe inflitte sono state 43.444; su un totale di 110.857 condanne per contravvenzione, le ammende inflitte sono state 60.532.  In base all’Annuario Statistico ISTAT del 2014, nel 2012, su un totale di 336.697 condanne, le condanne a pena pecuniaria sono state 106.068; nel medesimo periodo, sono state pronunciate 49.257 sentenze di condanna alla multa; le condanne all’ammenda sono state 56.811. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Alcuni tra i dati più aggiornati in merito sono ricavabili dall’Annuario Statistico ISTAT del 2011, il quale si riferisce agli anni 2009-2010.  Nel periodo di riferimento, le condanne a pena pecuniaria sono state il 28,8 % del totale.; le multe inflitte sono state il 17,4 % delle sanzioni inflitte per i delitti; le ammende inflitte sono state il 54,6 % delle sanzioni inflitte per le contravvenzioni.  In base all’Annuario Statistico ISTAT del 2014, le condanne a pena pecuniaria, nel 2012, hanno rappresentato il 31,5 % delle condanne totali. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Nel caso in cui entro un mese non intervenga il pagamento spontaneo della sanzione pecuniaria da parte del reo, il Campione penale può intimare a questi di adempiere; qualora l’inadempimento persista, può essere attivata una procedura di riscossione coattiva; qualora il reo sia insolvente, la sanzione pecuniaria può essere convertita nella pena della libertà controllata o nella pena del lavoro sostitutivo |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Non sono disponibili dati statistici in merito. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì.  Assemblea parlamentare del Consiglio d’Europa, Risoluzione n. 1938 (2013) :  9. *Les peines non privatives de liberté suivantes méritent une attention particulière, à la lumière de l’expérience pratique des pays qui réussissent à faire respecter la loi et à maintenir l’ordre public avec un taux d’emprisonnement comparativement bas*:  (…)  *9.1. les amendes, qu’il convient de calculer proportionnellement au revenu dont dispose le délinquant, afin qu’elles soient comparables à des périodes de détention*. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **PENA PECUNIARIA** |
| 2. Référence législative | **Artt. 24 c.p.**: multa - sanzione pecuniaria irrogabile, laddove previsto, in relazione alla commissione di delitti  **Art. 26 c.p.**: ammenda - sanzione pecuniaria irrogabile, laddove previsto, in relazione alla commissione di contravvenzioni -  **Art. 27 c.p.**: regime normativo delle pene pecuniarie fisse e proporzionali  **Art. 133-bis c.p.**: condizioni economiche del reo; valutazione agli effetti della pena pecuniaria  **Art. 133-ter c.p.**: rateizzazione della pena pecuniaria  **Art. 136 c.p.**: modalità di conversione delle pene pecuniarie (**artt. 237** e **238** del **D.P.R. n. 115/2002** ed **artt. 102 e ss**. della **L. n. 689/1981**)  **Art. 52 del d.lgs. 274/2000**: pena pecuniaria come pena principale per i reati di competenza del Giudice di pace.  **Art. 53 Legge 24 novembre 1981, n. 689**, per quanto riguarda la disciplina della pena pecuniaria sostitutiva. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Sanzione penale, consistente nel pagamento allo Stato di una somma di denaro nella misura determinata dal Giudice di cognizione.  Nelle forme della multa e dell’ammenda, è pena principale per i reati di competenza del Tribunale e può essere applicata da sola, in alternativa alla pena detentiva o congiuntamente a quest’ultima, a seconda delle scelte di politica criminale operate dal legislatore. In questo ruolo, la pena pecuniaria assolve il compito di strumento alternativo alla detenzione soltanto nelle ipotesi in cui è prevista da sola e, nei casi in cui è prevista in alternativa a quella detentiva, se scelta rispetto a quest’ultima.  Ugualmente, la pena pecuniaria è pena principale per i reati di competenza del Giudice di Pace. Tra le due ipotesi vi sono differenze in merito ai limiti minimi e massimi applicabili, ma le considerazioni che possono essere mosse nei confronti della prima, valgono anche rispetto alla seconda.  La pena pecuniaria è anche prevista come sanzione sostitutiva per le pene detentive di durata inferiore ai sei mesi. Come si può osservare, l’ambito di applicazione è molto ridotto. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva * Obbligatoria per il condannato / Obbligatoria per il giudice, laddove la sanzione pecuniaria sia l’unica pena irrogabile; facoltativa per il giudice, laddove la sanzione pecuniaria possa essere irrogata alternativamente ad una pena detentiva o nell’ipotesi di pena pecuniaria sostitutiva. Può anche essere chiesta anche dall’imputato prima dell’apertura del dibattimento; in questo caso il giudice dichiara estinto il reato e non applica pene accessorie o misure di sicurezza. * Patrimoniale |
| 6. Objectif du législateur | La pena pecuniaria non si limita a svolgere una mera funzione retributiva, ma le viene assegnata anche una funzione di prevenzione generale e speciale. Anche la Corte Costituzionale (sentenza del 12 febbraio 1966 n. 12) ha riconosciuto che la pena pecuniaria non si pone assolutamente in contrasto con la funzione rieducativa di cui all’art. 27 co. 3 Cost..  In particolare, si è affermato come il pagamento di una somma di denaro possa essere ritenuto un valido strumento di intimidazione speciale, fornendo da ammonimento a desistere dal commettere ulteriori reati. In tal senso il legislatore ha introdotto l’art. 133-bis che prevede, oltre l’adeguamento alle condizioni economiche del reo, anche la possibilità che l’ammontare della pena possa essere diminuito o aumentato quando “per le condizioni economiche del reo, ritenga che la misura massima sia inefficace ovvero che la misura minima sia eccessivamente gravosa”. Oltretutto, l’applicazione della pena pecuniaria permette al reo di mantenere i legami con la propria famiglia, l’ambiente lavorativo e la realtà sociale in cui conduce la sua vita.  La pena pecuniaria sostitutiva è stata introdotta dal legislatore allo scopo di sottrarre terreno alla pena detentiva, in coerenza con il principio di sussidiarietà, e come strumento di lotta alle pene detentive di breve durata, così da evitarne gli effetti desocializzanti. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice della cognizione. |
| 8. Destinataires de la mesure | PENA PRINCIPALE:  Soggetti condannati per reati in relazione ai quali sono previste le pene della multa o dell’ammenda, sola congiuntamente o alternativamente alle pene detentive della detenzione o dell’arresto.  La pena pecuniaria applicabile dal Giudice di pace, sarà irrogata nei confronti di quei soggetti che vengono condannati per un reato di competenza del Giudice di pace.  PENA SOSTITUTIVA:  Soggetti condannati ad una pena detentiva inferiore ai sei mesi. |
| 9. Conditions d’application | PENA PRINCIPALE:  Perché possa essere comminata una pena pecuniaria, è necessario che vi sia stata una sentenza di condanna e che la possibilità di applicare tale pena sia prevista espressamente dal legislatore per quella specifica fattispecie di reato.  Per quanto riguarda l’ammontare della pena, queste sono le regole principali:  Pena applicabile dal Giudice ordinario:   * Ove non diversamente previsto dalle disposizioni incriminatrici, l’ammontare della multa non può essere inferiore a € 50 né superiore a € 50.000 **(art. 24 c.p.)** * Ove non diversamente previsto dalle disposizioni incriminatrici, l’ammontare dell’ammenda non può essere inferiore € 20 né superiore a € 10.000 * Il Giudice può superare i limiti massimi stabiliti per la multa o per l’ammenda nei casi di concorso tra più circostanze aggravanti (**art. 66, n. 3, c.p.**) e di concorso di reati (**art. 78, co. 1, n. 3 c.p.**) * La pena pecuniaria può essere determinata in misura fissa o proporzionale; laddove essa sia determinata in misura proporzionale, non v’è limita massimo.   Pena applicabile dal Giudice di pace: nell’assegnare a tale giudice la competenza in materia penale, il legislatore non ha modificato le disposizioni sanzionatorie previste per i reati interessati, ma ha individuato un criterio per determinare quale delle pene applicabili dal Giudice di pace debba essere utilizzata nel caso specifico:   * Per i reati per cui era originariamente prevista la sola pena pecuniaria, questa resta **invariata**. * Per i reati per cui era originariamente prevista la pena detentiva inferiore a sei mesi, alternativa alla pena pecuniaria, si applicherà la pena pecuniaria della specie corrispondente da euro **258 a euro 2.582.** * Per i reati per cui era originariamente prevista la pena detentiva superiore nel massimo a sei mesi, alternativa alla pena pecuniaria, si applicherà la pena pecuniaria della specie corrispondente da euro **258 a euro 2.582**, in alternativa alle altre due pene principali applicabili dal Giudice di pace. * Per i reati per cui era originariamente prevista la sola pena detentiva, si applicherà la pena pecuniaria della specie corrispondente da euro **516 a euro 2.582,** in alternativa alle altre due pene principali applicabili dal Giudice di pace. * Per i reati per cui era originariamente prevista la pena detentiva congiunta alla pena pecuniaria, si applicherà la pena pecuniaria della specie corrispondente da **euro 774 a euro 2.582**, in alternativa alle altre due pene principali applicabili dal Giudice di pace.   **Criteri di commisurazione della pena pecuniaria:**  Nel determinare l’ammontare della sanzione pecuniaria, il Giudice deve tener conto **ex art. 133-*bis* c.p.** delle condizioni economiche del reo, oltreché dei criteri di cui all’art. 133 c.p. (tra i quali, in particolare, le sue condizioni di vita individuale, familiare e sociale).  Inoltre, il secondo comma dell’**art. 133-*bis* c.p.** prevede che il Giudice possa aumentare la sanzione pecuniaria sino al triplo o diminuirla fino ad un terzo, laddove ritenga che la misura massima sia inefficace oppure che la misura minima sia troppo gravosa  Il sistema italiano prevede che l’ammontare della pena pecuniaria venga determinato sulla base del c.d. modello a somma complessiva, ossia in maniera forfettaria in un’unica fase, dove non è possibile distingue il peso che sulla somma indicata dal giudice hanno avuto, da un lato, la gravità del fatto e la capacità a delinque del reo, e, dall’altro, le sue condizioni economiche. Si è giustamente ritenuto che in questo modello, il parametro delle condizioni economiche del reo assume esclusivamente il ruolo di correttivo.  Il sistema a somma complessiva si distingue dal sistema dei tassi giornalieri, che individua due separati momenti per la determinazione dell’ammontare della pena pecuniaria: il primo, in cui il giudice deve operare esclusivamente facendo riferimento ai criteri utilizzati per l’applicazione della pena detentiva, individuando così delle “giornate di pena pecuniaria”. In un secondo momento, il giudice in base a quelle che sono le condizioni economiche del reo, individuerà l’ammontare di una giornata di pena.  PENA SOSTITUTIVA:   * Pena detentiva inferiore a sei mesi; * Presunzione di adempimento delle prescrizioni da parte del condannato; * Mancata commissione infradecennale di reati della stessa indole; * Mancata precedente revoca di una pena sostitutiva; * Mancata commissione del reato durante sottoposizione a libertà vigilato o a sorveglianza speciale.   **Criteri di commisurazione della pena pecuniaria sostitutiva:**  In questo caso, il legislatore nel 2003 ha previsto come criterio di commisurazione quello dei tassi giornalieri: secondo l’art. 53 della l. 689/1981, infatti, il giudice per determinare l’ammontare della pena pecuniaria deve dapprima individuare un valore giornaliero, tenendo conto delle condizioni economiche del reo, e poi lo deve moltiplicare per i giorni di pena detentiva.  Nella determinazione dell'ammontare di cui al precedente periodo il giudice tiene conto della condizione economica complessiva dell'imputato e del suo nucleo familiare. Il valore giornaliero non può essere inferiore alla somma indicata dall'articolo 135 del codice penale e non può superare di dieci volte tale ammontare. Il valore minimo di “quota giornaliera”, fissato nel 2009, è di 250 euro, il che rende molto gravosa la pena pecuniria sostitutitiva.  In merito è stata anche sollevata questione di incostitutzionalità per violazione degli art. 3 e 27 Cost. La questione, però, è stata respinta con la sentenza 214/2014.  Alla sostituzione della pena detentiva con la pena pecuniaria si applica l'articolo 133-ter del codice penale. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Pagamento della sanzione entro i termini stabiliti. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | PENA PRINCIPALE:  Nel caso in cui entro un mese non intervenga il pagamento spontaneo della sanzione pecuniaria da parte del reo, il Campione penale può intimare a questi di adempiere. Qualora l’inadempimento persista, può essere attivata una procedura di riscossione coattiva.  Qualora il reo sia impossibilitato ad adempiere, la sanzione pecuniaria può essere convertita nella pena della libertà controllata o nella pena del lavoro sostitutivo.  **Criteri di conversione:**  In caso di insolvibilità permanente ad adempiere, la pena pecuniaria può essere convertita in libertà controllata o lavoro sostitutivo.  Il criterio utilizzato è il seguente:   * 250 euro di pena pecuniaria = 1 giorno di libertà controllata * 25 euro di pena pecuniaria = 1 giorno di lavoro sostitutivo   In violazione delle prescrizioni inerenti la libertà controllata e il lavoro sostitutivo, la parte residua di tali pene si converte in pena detentiva (conversione di secondo grado).  PENA SOSTITUTIVA:  diversamente dalla disciplina prevista per le altre pene sostitutive, in quest’ipotesi, il mancato pagamento della somma fissata per insolvibilità del condannato, comporta la conversione della sanzione pecuniaria secondo i criteri previsti per la conversione della pena principale.  In caso di violazione degli obblighi inerenti alle sanzioni sostitutive della pena pecuniaria e della libertà controllata, ove queste siano state applicate su richiesta dell’imputato a norma degli art. 77 ss l. 689/1981, ex art. 83 della stessa legge, tale violazione è punita con una pena che va da sei mesi a tre anni di reclusione. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Competente all’esecuzione della pena pecuniaria è il **Giudice dell’esecuzione**, ai sensi dell’**art. 665 del c.p.p.**: nello specifico, si chiama “**Campione penale**” l’ufficio strumentale della Cancelleria del Giudice dell’esecuzione competente per il recupero delle pene pecuniarie.  Il Campione penale, in caso di inadempimento del reo, può servirsi dell’opera del soggetto concessionario dell’attività di riscossione. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Alcuni tra i dati più aggiornati in merito sono ricavabili dall’Annuario Statistico ISTAT del 2014, che si riferisce all’anno **2012,** anno in cui, su un totale di 336.697 condanne, le condanne a pena pecuniaria sono state 106.068; nel medesimo periodo, sono state pronunciate 49.257 sentenze di condanna alla multa; le condanne all’ammenda sono state 56.811.  Pertanto, in termini percentuali, le condanne a pena pecuniaria, nel **2012,** hanno rappresentato il 31,5 % delle condanne totali.  Fonte: Annuario ISTAT 2014 – in riferimento all’anno 2012.  Per quanto riguarda le condanne a pena pecuniaria pronunciate dal **Giudice di pace**, nel **2012** sono state **16.035**, un numero in crescita rispetto agli anni precedenti.  Le condanne a pena pecuniaria rappresentano il **99%** delle condanne emanate dal Giudice di pace.  Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’organizzazione giudiziaria e dei servizi.  Purtroppo non è possibile reperire dati in riferimento all’applicazione della pena pecuniaria quale sanzione sostitutiva. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | Pena principale inflitta dal Giudice ordinario:  Secondo gli ultimi dati accessibili che si riferiscono al **2004**, soltanto lo 0,99% delle pene pecuniarie inflitte risulta pagato, mentre il 2% viene eseguito forzatamente.  Per quanto riguarda il restante 97,01% delle pene pecuniarie inflitte, la conversione avviene soltanto nel 2,33% dei casi. Questo significa che le pene pecuniarie non vengono né eseguite né convertite.  Si può ritenere che i dati riferiti al 2004 non siano cambiati.  Pena principale inflitta dal Giudice di pace:  Non sono reperibili dati in merito al tasso di esecuzione delle pene pecuniarie applicabili dal Giudice di pace. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La previsione della pena pecuniaria come pena principale diversa da quella detentiva, per ipotesi di reato considerate meno gravi, si pone in conformità con questo principio.  Ugualmente, nella stessa ottica si pone la previsione della possibilità di sostituire la pena detentiva con la pena pecuniaria. La ratio della misura, infatti, pare assolutamente in linea con gli strumenti normativi e politici europei.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si: l’applicazione della pena pecuniaria permette al reo di mantenere i legami con la propria famiglia, l’ambiente lavorativo e la realtà sociale in cui conduce la sua vita.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Purtroppo, attualmente, la pena pecuniria è una pena assolutamente priva di effettività, in quanto non viene né eseguita né convertita. È evidente come tale stato d’ineffettività comporti per la pena pecuniaria la perdita di qualsiasi efficace funzione preventiva generale e speciale, il che si riflette inevitabilmente sulla credibilità dell’intero sistema sanzionatorio penale.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Per quanto riguarda gli obiettivi di risocializzazione, la pena pecuniaria garantisce che il soggetto possa continuare a svolgere la sua vita all’interno della società. La sua inflizione non è, però, accompagnata da nessun tipo di programma di aiuto al reo.  Nel suo ruolo di sanzione sostitutive, questa pena consente a determinati soggetti, di evitare gli effetti defocalizzanti e criminogeni delle pene detentive di breve durata.  Finalità di tipo riparativo:  Piuttosto che finalità di tipo riparativo, la pena pecuniaria assolve a fini retributivi.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  La previsione dell’adeguamento della pena alle condizioni economiche del reo ex art. 133-*bis* ha permesso al giudice di poter stabilire l’ammontare di pena pecuniaria nella garanzia del rispetto della situazione peculiare del singolo.  La dottrina ha però evidenziato che il sistema di commisurazione della pena pecuniaria basato sul sistema a somma complessiva garantisce un ruolo solo marginale alle condizioni economiche del reo. Diversamente il sistema dei tassi giornalieri garantisce un ruolo dominante a tale elemento, tale da permettere un maggior rispetto del principio di uguaglianza.  In questo senso, il criterio di commisurazione adottato per la pena sostitutiva risponde maggiormente alle esigenze di rispetto dell’individualità del reo, richiamate da diverse raccomandazioni del Consiglio d’Europa.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  L’attuale normativa ha escluso la possibilità che la pena pecuniaria, sia principale che sostitutiva, che non sia stata eseguita, venga convertita in pena detentiva. Essa, infatti, viene trasformata in libertà controllata o in lavoro sostitutivo, sanzioni solamente limitative della libertà personale.  È necessario, però, evidenziare che in caso di conversione di secondo grado, la parte residua di tali pene viene trasformata in pena detentiva.  Inoltre, in caso di violazione degli obblighi inerenti alle sanzioni sostitutive della pena pecuniaria e della libertà controllata, ove queste siano state applicate su richiesta dell’imputato a norma degli art. 77 ss l. 689/1981, ex art. 83 della stessa legge, tale violazione è punita con una pena che va da sei mesi a tre anni di reclusione.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della pena pecuniaria avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Reciproco riconoscimento delle sanzioni pecuniarie  Decisione quadro 2005/214/GAI  Il concetto di pena pecuniaria previsto dal nostro ordinamento, rientra nella definizione fornita all’art. 1 di tale atto.  Possibilità per lo stato di esecuzione della pena, di sostituirla con altra anche privativa della libertà, in caso di mancato pagamento  Decisione quadro 2005/214/GAI  L’ordinamento italiano è conforme a tale disposizione e, anzi, prevede una disciplina nettamente più favorevole, in quanto esclude la possibilità che la pena non eseguita sia tramutata in pena detentiva o in una sanzione privativa della libertà personale e prevede la conversione in sanzioni solamente limitative della libertà personale.  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **SEMIDETENZIONE** |
| 2. Référence législative | Artt. 55 e ss. Legge 24 novembre 1981, n. 689 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Pena sostitutiva.  Facoltà del giudice, in caso di condanna alla detenzione inferiore a due anni e in presenza di ulteriori condizioni legalmente previste, di sostituire la stessa con la permanenza del condannato nell’istituto carcerario solamente per determinate ore del giorno e con la prescrizione di alcuni obblighi ulteriori, quali:  1) il divieto di detenere a qualsiasi titolo armi, munizioni ed esplosivi, anche se è stata concessa la relativa autorizzazione di polizia;  2) la sospensione della patente di guida;  3) il ritiro del passaporto, nonché la sospensione della validità, ai fini dell'espatrio, di ogni altro documento equipollente;  4) l'obbligo di conservare e di presentare ad ogni richiesta degli organi di polizia e nel termine da essi fissato l'ordinanza emessa a norma dell'articolo 62 e l'eventuale provvedimento di modifica delle modalità di esecuzione della pena, adottato a norma dell'articolo 64.  Durante il periodo di permanenza negli istituti o nelle sezioni indicate nel primo comma, il condannato è sottoposto alle norme della legge 26 luglio 1975, n. 354, e del decreto del Presidente della Repubblica 29 aprile 1976, n. 431, in quanto applicabili. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva ma revocabile. * Facoltativa per il giudice. Obbligatoria per il condannato che non deve prestare l’assenso. * Privativa e restrittiva della libertà. |
| 6. Objectif du législateur | L’obiettivo principale delle pene sostitutive è, dunque, quello di sottrarre agli effetti criminogeni del carcere gli autori di reati lievi, impedendo la rottura dei legami lavorativi, familiari e sociali e, soprattutto, evitando che il breve periodo di reclusione segni la definitiva maturazione di scelte di vita orientate verso la criminalità. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di cognizione. |
| 8. Destinataires de la mesure | Condannati a pena detentiva di durata inferiore ai due anni. |
| 9. Conditions d’application | Presupposti applicativi:   * Pena detentiva inferiore a due anni; * Presunzione di adempimento delle prescrizioni da parte del condannato; * Mancata commissione infradecennale di reati della stessa indole; * Mancata precedente revoca di una pena sostitutiva; * Mancata commissione del reato durante sottoposizione a libertà vigilato o a sorveglianza speciale. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Rispettare gli obblighi inerenti alla semidetenzione:   * divieto di detenere a qualsiasi titolo armi, munizioni ed esplosivi, anche se è stata concessa la relativa autorizzazione di polizia. * l'obbligo di conservare e di presentare ad ogni richiesta degli organi di polizia e nel termine da essi fissato l'ordinanza emessa a norma dell'articolo 62 e l'eventuale provvedimento di modifica delle modalità di esecuzione della pena, adottato a norma dell'articolo 64. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Revoca:   * Nel caso di mancato rispetto degli obblighi inerenti alla misura. * In una serie di casi in cui sopravvenga una nuova condanna a pena detentiva per altro reato commesso prima o dopo la condanna con cui è stata applicata la pena sostitutiva.   La revoca implica la conversione della parte residua di pena nell’originaria pena detentiva sostituita. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Organo previsto per il normale giudizio di impugnazione. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nel corso del 2015, la semidetenzione è stata applicata **15** volte, un numero davvero irrisorio.  Fra tutte le pene sostitutive è quella meno applicata. In effetti, la libertà controllata nel 2015 è stata applicata 262 volte, il lavoro sostitutivo previsto per i tossicodipendenti ha trovato applicazione in 100 casi e lavoro sostitutivo previsto per i reati disciplinati dal Codice della Strada, nel 2015 è stato applicato ben 13.335 volte.  Fonte: Ministero della Giustizia. Statistiche per l’anno 2015. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Anzitutto, si tratta di un tipo di pena sostitutiva riconosciuta come tale espressamente dalla Résolution (76) 10 del Consiglio d’Europa: punto 3 lett. d).  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* delle pene sostitutive è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata che si ritiene abbiano più effetti negativi che positivi.  In tale senso, questa misura è certamente conforme al principio di sussidiarietà individuato dalla Raccomandazioni del Consiglio.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Le pene sostitutive rappresentano una prassi fallita, probabilmente perché ritenute meno efficaci, in termini di lotta al sovraffollamento, e favorevoli rispetto alla sospensione condizionale della pena, istituto con cui condividono l’ambito d’applicazione.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato.  In particolare, la semidetenzione permette al soggetto di trascorre una parte della giornata all’esterno della struttura carceraria e, quindi, di mantenere i propri legami familiari e lavorativi. Infatti, l’art. 55 stabilisce che la determinazione delle ore e dell’istituto devono essere effettuate avendo riguardo alle esigenze di lavoro o studio del condannato.  Finalità di tipo riparativo:  No.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato. Pertanto dovrà individuare quelle che presentano il necessario grado di afflittività e dovrà poi tra queste individuare quella meno desocializzante.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato, intendendosi con questo termine la specifica persona interessata.  Inoltre, l’art. 55 stabilisce che *“La determinazione delle ore e l'indicazione dell'istituto sono effettuate in relazione alle comprovate esigenze di lavoro o di studio del condannato”*. Tale previsione è volta a rispettare le esigenze specifiche del singolo condannato.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  In caso di violazione delle prescrizioni, l’autorità competente deve disporre la revoca della misura, il che comporta che la parte di pena non ancora scontata, venga trasformata in pena detentiva alla luce dei criteri di conversione.  Tale disposizione si pone in leggero contrasto con quanto affermato dal Consiglio d’Europa in alcune raccomandazioni. Bisogna però considerare che la violazione delle prescrizioni connesse alla semidetenzione non costituisce da sola un’infrazione, e la pena detentiva da scontare, in caso di conversione, tiene conto del periodo di tempo trascorso in regime di semidetenzione.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della semidetenzione avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Reciproco riconoscimento delle sanzioni sostitutive  Decisione quadro 2008/947/JAI  Il concetto di sanzione sostitutiva previsto dal nostro ordinamento, rientra nella definizione fornita all’art. 2 n. 4) di tale atto: “*una pena che non costituisce una privazione della libertà ne una sanzione pecuniaria, ma che impone degli obblighi o delle prescrizioni”.*  Però, la permanenza domiciliare non rientra nelle categorie di pene sostitutive indicate espressamente all’art. 4 della decisione quadro. L’unico aspetto di questa misura menzionato da tale atto la restrizione alla possibilità di lasciare il territorio dello Stato.  Si è, però, evidenziato come essa sia riconosciuta espressamente dalla Résolution (76) 10 del Consiglio d’Europa al punto 3 lett. d).  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  La possibilità di trascorrere buona parte della giornata all’esterno del carcere consente al soggetto di mantenere i legami con la famiglia e i propri rapporti di lavoro. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **LIBERTA’ CONTROLLATA** |
| 2. Référence législative | Artt. 56 e ss. Legge 24 novembre 1981, n. 689 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Facoltà del giudice, in caso di condanna alla detenzione inferiore a un anno e in presenza di ulteriori condizioni legalmente previste, di sostituire la stessa con il rispetto da parte del condannato di alcune prescrizioni:  1) il divieto di allontanarsi dal comune di residenza, salvo autorizzazione concessa di volta in volta ed esclusivamente per motivi di lavoro, di studio, di famiglia o di salute;  2) l'obbligo di presentarsi almeno una volta al giorno, nelle ore fissate compatibilmente con gli impegni di lavoro o di studio del condannato, presso il locale ufficio di pubblica sicurezza o, in mancanza di questo, presso il comando dell'Arma dei carabinieri territorialmente competente;  3) il divieto di detenere a qualsiasi titolo armi, munizioni ed esplosivi, anche se è stata concessa la relativa autorizzazione di polizia;  4) la sospensione della patente di guida;  5) il ritiro del passaporto, nonché la sospensione della validità, ai fini dell'espatrio, di ogni altro documento equipollente;  6) l'obbligo di conservare e di presentare ad ogni richiesta degli organi di polizia e nel termine da essi fissato l'ordinanza emessa a norma dell'articolo 62 e l'eventuale provvedimento di modifica delle modalità di esecuzione della pena adottato a norma dell'articolo 64.  Nel caso di condannato tossicodipendente, l’obbligo numero 2 può essere sostituito dall’attestazione di presenza da parte del responsabile della struttura presso cui il soggetto svolge un programma terapeutico residenziale o semiresidenziale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva ma revocabile. * Facoltativa per il giudice. Obbligatoria per il condannato che non deve prestare l’assenso. Può anche essere chiesta anche dall’imputato prima dell’apertura del dibattimento; in questo caso il giudice dichiara estinto il reato e non applica pene accessorie o misure di sicurezza. * Restrittiva della libertà. |
| 6. Objectif du législateur | L’obiettivo principale delle pene sostitutive è, dunque, quello di sottrarre agli effetti criminogeni del carcere gli autori di reati lievi, impedendo la rottura dei legami lavorativi, familiari e sociali e, soprattutto, evitando che il breve periodo di reclusione segni la definitiva maturazione di scelte di vita orientate verso la criminalità. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di cognizione per la scelta della pena.  Giudice dell’esecuzione per le concrete prescrizioni. |
| 8. Destinataires de la mesure | Condannati ad una pena detentiva di durata inferiore ad un anno. |
| 9. Conditions d’application | Presupposti applicativi:   * Pena detentiva inferiore ad un anno; * Presunzione di adempimento delle prescrizioni da parte del condannato; * Mancata commissione infradecennale di reati della stessa indole; * Mancata precedente revoca di una pena sostitutiva; * Mancata commissione del reato durante sottoposizione a libertà vigilato o a sorveglianza speciale. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Obblighi da rispettare:   * Divieto di allontanarsi dal comune di residenza; * Obbligo di presentarsi almeno una volta al giorno presso un’autorità designata; * Divieto di detenere armi, munizioni ed esplosivi; * Obbligo di conservare ordinanza con prescrizioni. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Revoca:   * Nel caso di mancato rispetto degli obblighi inerenti alla misura. * In una serie di casi in cui sopravvenga una nuova condanna a pena detentiva per altro reato commesso prima o dopo la condanna con cui è stata applicata la pena sostitutiva.   La revoca implica la conversione della parte residua di pena nell’originaria pena detentiva sostituita.  In caso di violazione degli obblighi inerenti alle sanzioni sostitutive della pena pecuniaria e della libertà controllata, ove queste siano state applicate su richiesta dell’imputato a norma degli art. 77 ss l. 689/1981, ex art. 83 della stessa legge, tale violazione è punita con una pena che va da sei mesi a tre anni di reclusione. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Organo previsto per il normale giudizio di impugnazione. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nel corso del 2015, la libertà controllata è stata applicata **262** volte.  Si tratta di un numero certamente più elevato rispetto alle applicazioni della semidetenzione che sono state soltanto 15 nel corso del 2015.  È sicuramente applicata anche più del lavoro sostitutivo previsto per i tossicodipendenti, che ha trovato applicazione in 100 casi nel 2015.  Invece, è molto meno applicata del lavoro sostitutivo previsto per i reati disciplinati dal Codice della Strada, applicato ben 13.335 volte nel corso del 2015.  Fonte: Ministero della Giustizia. Statistiche per l’anno 2015. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* delle pene sostitutive è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata che si ritiene abbiano più effetti negativi che positivi.  In tale senso, questa misura è certamente conforme al principio di sussidiarietà individuato dalla Raccomandazioni del Consiglio.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Le pene sostitutive rappresentano una prassi fallita, probabilmente perché ritenute meno efficaci e favorevoli rispetto alla sospensione condizionale della pena, istituto con cui condividono l’ambito d’applicazione.  Il meccanismo di monitoraggio dell’esecuzione della misura non deve limitarsi ad esse un mero controllo sul rispetto degli obblighi, ma deve anche essere sfruttato come mezzo per accompagnare e guidare il soggetto nel suo percorso di reinserimento sociale.  (Rec (2003) 22, Préambule; CM/Rec (2010) 1, Regle 55)  La libertà controllata si risolve in un mero controllo, senza che il soggetto sia seguito attraverso un programma specifico di reinserimento sociale.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato.  In particolare, la libertà controllata permette al soggetto di evitare l’ingresso in carcere e continuare a condurre la propria vita all’interno della società, senza perdere legami affettivi e lavorativi.  Finalità di tipo riparativo:  No.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato. Pertanto dovrà individuare quelle che presentano il necessario grado di afflittività e dovrà poi tra queste individuare quella meno desocializzante.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. L’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato, intendendosi con questo termine la specifica persona interessata.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  In caso di violazione delle prescrizioni, l’autorità competente deve disporre la revoca della misura, il che comporta che la parte di pena non ancora scontata, venga trasformata in pena detentiva alla luce dei criteri di conversione.  Tale disposizione si pone in contrasto con quanto affermato dal Consiglio d’Europa in alcune raccomandazioni. Bisogna però considerare che la violazione delle prescrizioni connesse alla libertà controllata non costituisce da sola un’infrazione, e la pena detentiva da scontare, in caso di conversione, tiene conto del periodo di tempo trascorso in libertà controllata.  Invece, In caso di violazione degli obblighi inerenti alle sanzioni sostitutive della pena pecuniaria e della libertà controllata, ove queste siano state applicate su richiesta dell’imputato a norma degli art. 77 ss l. 689/1981, ex art. 83 della stessa legge, tale violazione è punita con una pena che va da sei mesi a tre anni di reclusione, integrando un’autonoma fattispecie di reato.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della libertà controllata avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Reciproco riconoscimento delle sanzioni sostitutive  Decisione quadro 2008/947/JAI  Il concetto di sanzione sostitutiva previsto dal nostro ordinamento, rientra nella definizione fornita all’art. 2 n. 4) di tale atto: “*una pena che non costituisce una privazione della libertà ne una sanzione pecuniaria, ma che impone degli obblighi o delle prescrizioni”.*  Inoltre, la libertà controllata e le prescrizioni ad essa connesse rientrano nelle categorie di pene sostitutive indicate espressamente all’art. 4 della decisione quadro.  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **LAVORO SOSTITUTIVO IN MATERIA DI CIRCOLAZIONE STRADALE** |
| 2. Référence législative | **Art. 186 co. 9-*bis*** e **art. 187 co. 8-*bis*** del D.lgs n. 285/1992 (Codice della strada) |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Nel caso di reati previsti dal Codice della strada, il lavoro di pubblica utilità può essere applicato come **pena sostitutiva** alle pene detentiva e pecuniaria, in due ipotesi:   * **Art. 186 co. 9-*bis:*** qualora un soggetto sia condannato per uno dei reati previsti dal comma 2 dell’art. 186 (*vedi infra*). * **Art. 187 co. 8-*bis:*** qualora un soggetto sia condannato per il reato previsto al comma 1 dell’art. 187 (*vedi infra*).   Assieme a tale pena vengono anche predisposte:   * La sospensione della patente * La misura di sicurezza della confisca del veicolo   La pena consiste nella prestazione di attività non retribuita, da svolgere in via prioritaria, nel campo della sicurezza e dell'educazione stradale presso lo Stato, le regioni, le provincie, i comuni, enti/organizzazioni di assistenza sociale o volontariato, o anche strutture private.  Ciò che caratterizza questa pena sostitutiva sono le conseguenze in caso di svolgimento positivo dell’attività lavorativa: il giudice, infatti, oltre a dichiarare il reato estinto, disporrà il dimezzamento del periodo di sospensione della patente e, soprattutto, revocherà la confisca del veicolo.  La **disciplina** del lavoro sostitutivo è quella prevista per il lavoro di pubblica utilità come pena principale applicabile dal Giudice di pace.  In deroga a quanto disposto dall’art. 54 d.lgs. 274/2000, la durata del lavoro di pubblica utilità è pari a quella della pena inflitta e sostituita.  Per il ragguaglio delle pene pecuniaria: 250 euro corrispondono a 1 giorno di lavoro.  La sospensione condizionale della pena prevale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva ma revocabile. * Facoltativa per l’imputato che può opporsi   Facoltativa per il giudice che, in questo caso, non è obbligato a sostituire la pena inflitta anche se il reo ne fa richiesta.   * Limitativa della libertà personale |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione carceraria: evitare l’applicazione della pena detentiva per reati numericamente frequenti, ma di modesta gravità. 2. Finalità rieducativa e di prevenzione speciale: evita gli effetti criminogeni della pena detentiva di breve durata e permettere ai soggetti interessati di poter intraprendere un percorso di riabilitazione, rimanendo inseriti nel tessuto sociale.   Oltretutto, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.   1. Logica riparativa: è utilizzata come strumento per placare la reattività collettiva in ottica riparativa. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di cognizione. |
| 8. Destinataires de la mesure | Condannati maggiorenni per reati previsti agli art. 186 co. 2 e 187 co. 1 del Codice della strada. |
| 9. Conditions d’application | Condizioni generali:   * Non deve esserci opposizione da parte dell’imputato * Deve essere la prima applicazione di tale pena sostitutiva   Condizioni specifiche per le diverse ipotesi:  **Prima ipotesi**   * Condanna per il reato di cui all’art. 186 co. 2 lett. b) e c) = *Chiunque guida in stato di ebbrezza è punito, ove il fatto non costituisca più grave reato:*   *(…)*  *b) con  l'ammenda da euro 800 a euro 3.200 e l'arresto fino a sei mesi,  qualora  sia  stato  accertato  un valore corrispondente ad un tasso  alcolemico  superiore  a  0,8 e non superiore a 1,5 grammi per litro   (g/l).  All'accertamento del reato consegue in ogni caso la sanzione amministrativa accessoria della sospensione della patente di guida da sei mesi ad un anno; (3)*  *c) con l'ammenda da euro 1.500 a euro 6.000, l'arresto da sei mesi ad un anno, qualora  sia  stato  accertato  un valore corrispondente ad un tasso alcolemico superiore a 1,5 grammi per litro g/l).*  **Seconda ipotesi**   * Condanna per reato di cui all’art. 187 co. 1 = *Chiunque guida in stato di alterazione psico-fisica dopo aver assunto sostanze stupefacenti o psicotrope è punito con l'ammenda da euro 1.500 a euro 6.000 e l'arresto da sei mesi ad un anno.* |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | PRESCRIZIONI:  In entrambe le ipotesi: svolgimento dell’attività lavorativa non retribuita, nel rispetto dei tempi e dei luoghi previsti.  Nel secondo caso vi è una prescrizione ulteriore*: partecipazione ad un programma terapeutico e socio-riabilitativo del soggetto tossicodipendente come definito ai sensi degli articoli 121 e 122 del testo unico di cui al decreto del Presidente della Repubblica 9 ottobre 1990, n. 309.* |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Qualora il soggetto non rispetti gli obblighi connessi al lavoro di pubblica utilità, il giudice, su richiesta del pubblico ministero o d’ufficio, procede con la REVOCA della pena sostitutiva e con il RIPRISTINO di quella sostituta e  della  sanzione amministrativa della sospensione della patente e della  confisca.  Tale previsione normativa si discosta da quanto previsto per il lavoro di pubblica utilità come pena principale. In quest’ultima ipotesi, infatti, la violazione degli obblighi comporta l’integrazione di un’autonoma figura di reato.  Diversamente, **in caso di svolgimento positivo** del lavoro di pubblica utilità, il giudice fissa una nuova udienza e dichiara estinto il reato.  In più, dispone la riduzione alla metà della sanzione della sospensione della patente e **revoca la confisca del veicolo sequestrato**.  Si tratta di una deroga alla normale disciplina sulla confisca, che rende particolarmente appetibile la sanzione. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | UEPE (Ufficio locale di esecuzione penale esterna), il quale deve riferire periodicamente al Giudice sul percorso effettuato dal soggetto. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nel corso del 2015, questa pena sostitutiva è stata applicata ben 13.335 volte, un numero molto elevato.  Inoltre, bisogna considerare che è stata applicata nel 88,7% dei casi in cui poteva essere disposta.  Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento di Amministrazione Penitenziaria  Si tratta di un’eccezione all’interno del panorama delle pene sostitutive che, purtroppo, sono delle prassi fallite. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Anzitutto, si tratta di un tipo di pena sostitutiva riconosciuta come tale espressamente dalla Résolution (76) 10 del Consiglio d’Europa: punto 3 lett. c).  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 4 CEDU  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* delle pene sostitutive è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata che si ritiene abbiano più effetti negativi che positivi.  In tale senso, questa misura è certamente conforme al principio di sussidiarietà individuato dalla Raccomandazioni del Consiglio.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si, dal momento che il soggetto richiede e presta il consenso all’applicazione della misura, il rispetto dei diritti umani è garantito.  Oltretutto, la disciplina prevede che vengano rispettate le esigenze di lavoro, studio, famiglia e salute del condannato.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Il lavoro di pubblica utilità in materia di circolazione stradale è una misura credibile, efficace ed effettiva. Non solo perché ricca di contenuti, ma anche perché prevede la possibilità di revocare la confisca del veicolo. Il che la rende una misura particolarmente efficace.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Il lavoro di pubblica utilità persegue obiettivi di risocializzazione e rieducazione.  Da un lato consente di evitare gli effetti criminogeni della pena detentiva e la desocializzazione del condannato connessa alla detenzione in carcere. In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.  Secondo la stessa ottica, il legislatore ha previsto che il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.  Dall’altro, il fatto che venga svolto presso enti che si occupano di sicurezza ed educazione stradale, ha una forte potenzialità rieducativa.  Inoltre, nella seconda ipotesi, permettere a soggetti con problemi di tossicodipendenza di poter intraprendere un percorso di riabilitazione, rimanendo inseriti nel tessuto sociale.  Infine, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  Il meccanismo di monitoraggio dell’esecuzione della misura non deve limitarsi ad esse un mero controllo sul rispetto degli obblighi, ma deve anche essere sfruttato come mezzo per accompagnare e guidare il soggetto nel suo percorso di reinserimento sociale.  (Rec (2003) 22, Préambule; CM/Rec (2010) 1, Regle 55)  La disciplina del lavoro sostitutivo in materia di circolazione stradale è conforme a tale disposizione, in quanto prevede che il soggetto intraprenda un percorso strutturato, funzionale al suo reinserimento sociale.  Finalità di tipo riparativo:  Si.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Il lavoro sostitutivo può essere applicato a soggetti condannati per reati non gravi, ma che si verificano molto frequentemente.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. In effetti, il comma 3 dell’art. 54 stabilisce che:   * il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato. * il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.   Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  In deroga a quanto disposto dall’art. 56 del d.lgs. 274/2000, in caso di violazione degli obblighi connessi alla misura, verrà rispristinata la pena sostituita e la violazione non costituisce di per sé un’infrazione. In questo senso, la disciplina è conforme alle indicazioni europee.  Però, il fatto che venga ripristinata la pena precedente senza che venga scontato il periodo di pena già trascorso, si pone in contrasto con tali indicazioni.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione del lavoro sostitutivo avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Reciproco riconoscimento delle sanzioni sostitutive  Decisione quadro 2008/947/JAI  Il concetto di sanzione sostitutiva previsto dal nostro ordinamento, rientra nella definizione fornita all’art. 2 n. 4) di tale atto: “*una pena che non costituisce una privazione della libertà ne una sanzione pecuniaria, ma che impone degli obblighi o delle prescrizioni”.*  Inoltre, il lavoro sostitutivo rientra nelle categorie di pene sostitutive indicate espressamente all’art. 4 della decisione quadro.  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata.  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 5 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Rispetto delle diversità culturali e religiose  Art. 22 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Si riconosce che debbano essere tutelate non solo le esigenze di studio e di lavoro, ma anche le esigenze religiose. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **LAVORO SOSTITUTIVO IN MATERIA DI STUPEFACENTI** |
| 2. Référence législative | **Art. 73 co. 5-*bis* e 5-*ter***, d.lgs 9 ottobre 1990 n. 309. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Nei confronti di un soggetto tossicodipendente o assuntore di sostanze stupefacenti/psicotrope, il lavoro di pubblica utilità può essere applicato come **pena sostitutiva** alle pene detentiva e pecuniaria, in due ipotesi:   * **Comma 5-*bis:*** la prima fa riferimento ai soggetti autori di reati di spaccio e traffico di stupefacenti di lieve entità (comma 5), che siano tossicodipendenti o assuntori di sostanze stupefacenti o psicotrope. * **Comma 5-*ter*:** la seconda, invece, ha esteso il lavoro sostitutivo anche ai tossicodipendenti o assuntori, abituali in questo caso, al di là del fatto che il reato da loro commesso sia lo spaccio o il traffico di lieve entità, anche se il legislatore ha richiesto comunque la sussistenza di una relazione tra la situazione di dipendenza e la commissione del reato. In questo caso il limite massimo di pena sostituibile è un anno e non possono esse sostituite le pene comminate per i reati indicati all’art. 407 co. 2 lett. a) cpp e per i reati contro la persona.   La pena consiste nella prestazione di attività non retribuita, da svolgere presso lo Stato, le regioni, le provincie, i comuni, enti/organizzazioni di assistenza sociale o volontariato, o anche strutture private.  Ciò che caratterizza questa pena sostitutiva sono le conseguenze in caso di svolgimento positivo dell’attività lavorativa: il giudice, infatti, oltre a dichiarare il reato estinto, disporrà il dimezzamento del periodo di sospensione della patente e, soprattutto, revocherà la confisca del veicolo.  La **disciplina** del lavoro sostitutivo è quella prevista per il lavoro di pubblica utilità come pena principale applicabile dal Giudice di pace.  In deroga a quanto disposto dall’art. 54 d.lgs. 274/2000, la durata del lavoro di pubblica utilità è pari a quella della pena inflitta e sostitutita.  La sospensione condizionale della pena prevale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva ma revocabile. * Facoltativa per il condannato si applica solo su sua richiesta.   Facoltativa per il giudice che, in questo caso, non è obbligato a sostituire la pena inflitta anche se il reo ne fa richiesta.   * Limitativa della libertà personale |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione carceraria: evitare l’applicazione della pena detentiva per reati numericamente frequenti, ma di modesta gravità.   Inoltre, l’obiettivo del legislatore era certamente quello di evitare l’ingresso in carcere ai soggetti tossicodipendenti, ove possibili, in quanto necessitano un percorso di cure e di riabilitazione complesso.   1. Finalità rieducativa e di prevenzione speciale: evita gli effetti criminogeni della pena detentiva di breve durata e permettere a soggetti con problemi di tossicodipendenza di poter intraprendere un percorso di riabilitazione, rimanendo inseriti nel tessuto sociale.   Oltretutto, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.   1. Logica riparativa: è utilizzata come strumento per placare la reattività collettiva in ottica riparativa. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di cognizione. |
| 8. Destinataires de la mesure | * Tossicodipendenti o assuntori di sostanze, condannati reati di spaccio e traffico di stupefacenti di lieve entità. * Tossicodipendenti o assuntori abituali di sostanze stupefacenti, che abbiano commesso anche un reato diverso da quello di spaccio e traffico di stupefacenti, ma solo nel caso in cui la commissione del reato sia legata alla situazione di dipendenza del soggetto. |
| 9. Conditions d’application | Condizioni generali:   * Richiesta dell’imputato * Parere positivo del Pubblico Ministero   Condizioni specifiche per le diverse ipotesi:  **Comma 5-*bis***   * Condanna per il reato di cui all’art. 73 co. 5: spaccio o traffico di sostanze stupefacenti di lieve entità. * Il soggetto agente è tossicodipendente o assuntore di sostanze stupefacenti/psicotrope. * Non deve essere la terza volta che viene applicata tale pena sostitutiva   **Comma 5-*ter***   * Il soggetto agente è tossicodipendente o assuntore abituale di sostanze stupefacenti/psicotrope. * Deve essere la prima applicazione. * Massimo di pena comminato è di 1 anno. * Non si applica alle condanne per reati contro la persona. * Non si applica alle condanne per i reati indicati dall’art. 407 co. 2 lett. a) c.p.p. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Rispetto degli obblighi connessi alla misura. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Qualora il soggetto non rispetti gli obblighi connessi al lavoro di pubblica utilità, il giudice, su richiesta del pubblico ministero o d’ufficio, procede con la REVOCA della pena sostitutiva e con il RIPRISTINO di quella sostituta.  Tale previsione normativa si discosta da quanto previsto per il lavoro di pubblica utilità come pena principale. In quest’ultima ipotesi, infatti, la violazione degli obblighi comporta l’integrazione di un’autonoma figura di reato. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | UEPE (Ufficio locale di esecuzione penale esterna), il quale deve riferire periodicamente al Giudice sul percorso effettuato dal soggetto. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Per quanto riguarda l’ipotesi prevista al comma 5 *bis*, nell’anno **2015** è stata applicata **100** volte.  Fonte: Ministero della Giustizia. Statistiche per l’anno 2015.  Purtroppo non è possibile reperire alcun dato relativamente all’ipotesi indicata dal comma 5 *ter.*  In rapporto alle altre sanzioni sostitutive, il lavoro sostitutivo in materia di stupefacenti si pone nella media, anche se è bene sottolineare che il lavoro sostitutivo in materia di circolazione stradale ha un’applicazione nettamente più elevata (13.335 casi nel 2015). |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Anzitutto, si tratta di un tipo di pena sostitutiva riconosciuta come tale espressamente dalla Résolution (76) 10 del Consiglio d’Europa: punto 3 lett. c).  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 4 CEDU  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* delle pene sostitutive è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata che si ritiene abbiano più effetti negativi che positivi.  In tale senso, questa misura è certamente conforme al principio di sussidiarietà individuato dalla Raccomandazioni del Consiglio.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si, dal momento che il soggetto richiede e presta il consenso all’applicazione della misura, il rispetto dei diritti umani è garantito.  Oltretutto, la disciplina prevede che vengano rispettate le esigenze di lavoro, studio, famiglia e salute del condannato.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Il lavoro di pubblica utilità in materia di stupefacenti è una misura astrattamente credibile ed efficace, in quanto ricca di contenuti.  Non trova grande applicazione perché su di essa deve prevalere per legge la sospensione condizionale della pena, ove applicabile.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Il lavoro di pubblica utilità persegue obiettivi di risocializzazione e rieducazione.  Da un lato consente di evitare gli effetti criminogeni della pena detentiva e la desocializzazione del condannato connessa alla detenzione in carcere. In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.  Secondo la stessa ottica, il legislatore ha previsto che il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.  Dall’altro, permettere a soggetti con problemi di tossicodipendenza di poter intraprendere un percorso di riabilitazione, rimanendo inseriti nel tessuto sociale.  Oltretutto, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  Il meccanismo di monitoraggio dell’esecuzione della misura non deve limitarsi ad esse un mero controllo sul rispetto degli obblighi, ma deve anche essere sfruttato come mezzo per accompagnare e guidare il soggetto nel suo percorso di reinserimento sociale.  (Rec (2003) 22, Préambule; CM/Rec (2010) 1, Regle 55)  La disciplina del lavoro sostitutivo in materia di stupefacenti è conforme a tale disposizione, in quanto prevede che il soggetto intraprenda un percorso strutturato attraverso un programma, funzionale al suo reinserimento sociale. Sull’esecuzione del programma vigila l’UEPE che deve poi riferire al Giudice circa lo svolgimento del percorso da parte del soggetto.  Finalità di tipo riparativo:  Si.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Il lavoro sostitutivo può essere applicato a soggetti condannati per reati non gravi, ma che si verificano molto frequentemente, come lo spaccio di lieve entità.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. In effetti, il comma 3 dell’art. 54 stabilisce che:   * il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato. * il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.   Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  In deroga a quanto disposto dall’art. 56 del d.lgs. 274/2000, in caso di violazione degli obblighi connessi alla misura, verrà rispristinata la pena sostituita e la violazione non costituisce di per sé un’infrazione. In questo senso, la disciplina è conforme alle indicazioni europee.  Però, il fatto che venga ripristinata la pena precedente senza che venga scontato il periodo di pena già trascorso, si pone in contrasto con tali indicazioni.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della lavoro sostitutivo avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Reciproco riconoscimento delle sanzioni sostitutive  Decisione quadro 2008/947/JAI  Il concetto di sanzione sostitutiva previsto dal nostro ordinamento, rientra nella definizione fornita all’art. 2 n. 4) di tale atto: “*una pena che non costituisce una privazione della libertà ne una sanzione pecuniaria, ma che impone degli obblighi o delle prescrizioni”.*  Inoltre, il lavoro sostitutivo rientra nelle categorie di pene sostitutive indicate espressamente all’art. 4 della decisione quadro.  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata.  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 5 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Rispetto delle diversità culturali e religiose  Art. 22 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Si riconosce che debbano essere tutelate non solo le esigenze di studio e di lavoro, ma anche le esigenze religiose. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **L’ESPULSIONE DELLO STRANIERO** |
| 2. Référence législative | **Art. 16** del T.U. Immigrazione (d.lgs. 286/1998) |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Si tratta di una sanzione sostitutiva prevista per gli stranieri condannati a meno di due anni di reclusione.  Consiste nell’espulsione dal territorio dello Stato per la durata di cinque anni.  L’art. 16 del t.u. immigrazione prevede che possa essere sostituita non solo la pena detentiva, ma anche la pena pecuniaria, se lo straniero è condannato per i reati di cui agli art. 10-*bis,* 14 co. 5-*ter*, 14 co. 5-*quater* del testo unico (ingresso e soggiorno irregolare e illecito reingresso).  La sospensione condizionale della pena prevale. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provvisoria: ha durata di cinque anni * Facoltativa per il Giudice (si veda in merito la sentenza della Corte Cost. n. 250/2010)   Obbligatoria per il condannato   * Limitativa della libertà personale |
| 6. Objectif du législateur | La previsione di tale misura è finalizzata alla lotta alla pena detentiva di breve durata, oltre che alla riduzione del sovraffollamento della popolazione penitenziaria.  La misura è stata fortemente criticata, in quanto priva di alcuna finalità rieducativa. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di cognizione |
| 8. Destinataires de la mesure | Stranieri condannati a pena inferiore ai due anni di reclusione |
| 9. Conditions d’application | Requisiti **soggettivi:**   * la sanzione si applica solo ai cittadini extra-comunitari e apolidi * lo straniero deve essere presente irregolarmente in Italia e deve essere un soggetto pericoloso passibile di misure di prevenzione * non devono sussistere divieti di espulsione nei suoi confronti * lo straniero deve essere identificato correttamente e deve essere in possesso di documenti validi * lo straniero non deve necessitare assistenza   Requisiti **oggettivi:**   * deve essere intervenuta una sentenza di condanna anche non irrevocabili, può essere anche una sentenza di patteggiamento * la condanna deve essere intervenuta per un delitto non colposo * la pena detentiva irrogata deve essere inferiore a due anni * il soggetto non deve aver commesso i reati indicati all’art. 407 co. 2 lett. a, oppure i delitti contenuti nel T.U. Immigrazione e puniti con pena edittale superiore nel massimo a due anni * non devono ricorrere le condizioni per l’applicazione della sospensione condizionale della pena   Si può derogare a tali condizioni nel caso di condanna per i reati di cui agli artt. 10-*bis*, 14 co. 5-*ter* e comma 5-*quater* del t.u. immigrazione. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | * Divieto di reingresso nel territorio dello Stato italiano per la durata di cinque anni. * Divieto di reingresso nel territorio dello Stato italiano per la durata di tre anni, nell’ipotesi in cui l’espulsione abbia sostituito la pena applicata con la condanna per i reati di cui agli artt. 10-*bis*, 14 co. 5-*ter* e comma 5-*quater* del t.u. immigrazione. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Qualora lo straniero rientri illegalmente in Italia prima della scadenza del termine di cinque anni fissato, la sanzione sostitutiva è revocata dal giudice competente e la pena sostituita deve essere scontata per intero.  Inoltre, tale violazione integra un’autonoma fattispecie di reato ex art. 13 co. 13 e 13-*bis* del t.u. immigrazione, reato punito con la pena della reclusione da 1 a 4 anni. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Questore  Giudice competente per la revocazione della misura |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | n.d. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* delle pene sostitutive è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata. In tale senso, la misura è conforme alle disposizioni europee.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si tratta di una misura prevista esclusivamente per gli stranieri extra-comunitari, pertanto si potrebbero avanzare dubbi di conformità rispetto al principio di uguaglianza e di non discriminazione.  Inoltre, la sostituzione della pena con l’espulsione può avvenire anche qualora il soggetto abbia legami familiari e lavorativi in Italia, se irregolare.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Si tratta di una misura poco credibile ed efficace, stante le numerosissime difficoltà ad attuarla.  Inoltre, è bene evidenziare che su essa prevale la sospensione condizionale della pena.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Comportando, di fatto, l’allontanamento dal territorio dello Stato, tale misura non persegue alcuna finalità di risocializzazione o di rieducazione.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Non si ritiene che l’espulsione rispetti tale principio per diverse ragioni:   * da un lato, non vi è un richiamo espresso all’art. 58 della legge 689/1981, prevede espressamente che tra le diverse sanzioni, il Giudice debba scegliere quella più idonea al reinserimento sociale del condannato. * dall’altro, nel caso di sanzioni sostitutive, il rispetto del principio di proporzione sarebbe garantito nel momento in cui la sanzione sostitutiva presenta un carattere di minore afflittività rispetto alla pena che sostituisce. In questo caso, però, non si può ritenere che l’espulsione sia meno afflittiva delle pene sostituite, soprattutto per quanto riguarda l’ipotesi di sostituzione della pena irrogata per la contravvenzione ex art. 10-*bis* t.u. immigrazione. * Inoltre, non vi può essere un reale rispetto del principio di proporzione, dal momento che la durata della misura è standard e non corrisponde alla durata della pena inflitta e sostituita, che è, invece, proporzionale alla gravità dell’infrazione commessa dal soggetto.   Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  l’espulsione dello straniero non consente il rispetto delle esigenze familiari, di lavoro, di studio del condannato.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’ infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  In caso di violazione degli obblighi, non sono viene ripristinata la pena detentiva, che dovrà essere scontata per intero, ma tale violazione integra un’autonoma fattispecie di reato ex art. 13 co. 13 e 13-*bis* del t.u. immigrazione. Pertanto, la misura si pone in contrasto con gli strumenti normativi del Consiglio d’Europa.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della misura avviene immediatamente, senza che la sentenza di condanna sia divenuta definitiva. Tale circostanza si pone in contrasto con il rispetto delle garanzie procedurali individuate dal Consiglio.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea:**  Conformità alla direttiva rimpatri 2008/115/CE:  La pena sostitutiva dell’espulsione si pone in contrasto con la direttiva rimpatri, in quanto in essa si prevede che la regola per l’allontanamento di un soggetto straniero dal territorio di uno Stato è il c.d. allontanamento volontario, mentre l’espulsione forzosa dovrebbe rappresentare solo l’espulsione.  Nel caso in esame non si può assolutamente parlare di volontarietà, da momento che il soggetto non può evidenziare il suo dissenso all’applicazione della misura che è per lui obbligatoria. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **SOSPENSIONE CONDIZIONALE DELLA PENA** |
| 2. Référence législative | Codice penale: artt. 163 – 168.  Art. 179 co. 4 (nell’ipotesi di concessione di sospensione breve, la riabilitazione è concessa nello stesso termine di un anno).  Codice di procedura penale: art. 444 co. 3 (patteggiamento).  Art. 671 co. 3 |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio: la sospensione condizionale della pena può essere applicata sia in seguito a condanna in primo grado, sia in appello.  È comunque necessaria una pronuncia di merito. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Si tratta di un istituto di carattere sospensivo che comporta una sostanziale rinuncia condizionata all’esecuzione delle pena, nei confronti di quei soggetti rispetto ai quali l’esecuzione potrebbe portare a danni superiori rispetto ai benefici che ne deriverebbero.  L’istituto comporta la sospensione dell’esecuzione delle pene principali e accessorie (anche le c.d. occulte art. 166 co. 2), sulla base della valutazione di alcuni presupposti applicativi, quale, fra gli altri, l’ammontare della pena (detentiva o pecuniaria).  Si tratta del più risalente strumento di lotta alla pena detentiva breve.  La sospensione condizionale comporta che per un certo periodo di tempo determinato (*vedi infra*) la pena non venga eseguita e il soggetto sia sottoposto ad un periodo di “prova” durante il quale deve rispettare alcune prescrizioni. Al termine di tale periodo, se l’esito della “prova” è positivo, il giudice dichiara estinto il reato (art. 167 co. 1).  In questo caso la pena non potrà più essere eseguita (art. 167 co. 2).  Non si estinguono gli effetti penali della condanna.  Nonostante l’istituto trovi collocamento nel codice penale nel *Titolo VI-Estinzione del reato*, molti autori ritengono che non possa essere considerato come una vera e causa di estinzione del reato.  Alcuni autori criticano la configurabilità della sospensione come causa di estinzione della pena, in quanto ciò che produce l’estinzione è solo il superamento della prova a cui l’imputato è sottoposto. In effetti, fino alla scadenza del termine l’esecuzione della pena è solo sospesa.  L’effetto estintivo della pena, in realtà è inglobato nell’effetto di estinzione del reato che l’esito positivo della prova comporta.  Esistono due tipi di sospensione condizionale della pena:   * ORDINARIA: si tratta delle ipotesi di sospensione condizionale previste ai comma 1/2/3 dell’art. 163. * SPECIALE/BREVE: prevista dall’art. 163 co. 4 e introdotta con la l. 11 giugno 2004, n. 145, stabilisce la possibilità che le pene inferiori a un anno vengano sospese per il breve termine di un anno, qualora siano rispettate alcune particolari condizioni (*vedi infra*).   NATURA PREMIALE. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Provvisoria: oltre ad essere suscettibile di revoca, la sospensione condizionale della pena è disposta per un tempo limitato: * Cinque anni nel caso di condanna per un delitto. * Due anni nel caso di condanna per una contravvenzione. * IPOTESI SPECIALE: la sospensione è per un anno, se il caso rientra nell’ipotesi prevista all’art. 163 co. 4 (c.d. sospensione breve).   Se il condannato rispetta le prescrizioni previste per tutta la durata della sospensione, gli effetti della misura saranno definitivi: estinzione del reato.   * Facoltativa: la sua applicazione è rimessa al potere discrezionale del giudice; può essere disposta anche d’ufficio, indipendentemente dalla richiesta dell’imputato. * Misura sospensiva; potrebbe comportare una limitazione della libertà personale nel momento in cui è disposto a carico del condannato, ex art. 165, l’obbligo di prestare di lavoro di pubblica utilità. |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione carceraria: si tratta di uno strumento di lotta alla pena detentiva di breve durata, ritenuta inutile da un punto di vista rieducativo e, anzi, produttiva più di danni che di benefici. 2. Finalità special-preventiva: la rinuncia condizionata all’esecuzione della pena permette di evitare gli effetti criminogeni e desocializzanti che può produrre la pena detentiva su un soggetto, soprattutto se delinquente primario. La sospensione, quindi, si fonda sulla necessità rispondere ad un comportamento criminoso, valutando i possibili effetti che tale risposta può avere sul condannato.   Vi è però una soglia al di là della quale il legislatore ritiene non sacrificabile il ricorso alla pena detentiva (*vedi infra*).  In un’ottica di prevenzione speciale, si scommette che l’obiettivo rieducativo e di intimidazione speciale possa essere raggiunto con la sola pronuncia della sentenza di condanna e la minaccia di revoca della misura, con conseguenziale applicazione della pena, in caso di violazione delle prescrizioni connesse alla sospensione. In merito la dottrina ha evocato l’immagine della “spada di Damocle” che pende sul capo dell’imputato.   1. Deflazione processuale: la l. 145/2005 ha introdotto la sospensione condizionale breve e ha inserito nei primi tre comma dell’art. 163, delle previsioni specifiche in caso di applicazione congiunta di pena detentiva e pena pecuniaria.   Tali interventi normativi hanno portato all’ampliamento dell’ambito di applicazione del patteggiamento: infatti, prima della riforma, la necessità di procedere al ragguaglio e al computo della pena pecuniaria, impediva la sospensione della pena in casi in cui era però prevedibile il patteggiamento.   1. Riparativa e rieducativa: la misura POTREBBE adempiere a finalità riparative e rieducative qualora il provvedimento di sospensione prevedesse l’obbligo di rispettare le prescrizioni indicate all’art. 165.   La sospensione condizionale breve assolve alla finalità riparativa nel momento in cui per la sua applicazione è necessario l’adempimento di condotte riparatorie, tra cui il risarcimento integrale del danno (o la restituzione ove possibile).  Allo stesso modo, in alcuni casi specifici, il legislatore ha imposto l’applicazione di alcuni obblighi. A proposito si evidenza la recente introduzione del comma 4 dell’art. 165 che prevede l’obbligo di subordinare la sospensione alla riparazione pecuniaria in caso di condanna ad alcuni dei reati contro la pubblica amministrazione (l. 25 maggio 2015 n. 69). Tale obbligatorietà è presente anche nell’ipotesi di condanna per il reato di danneggiamento aggravato ex art. 635 co. 3 c.p.   1. NON ha finalità retributiva: in quanto la pena irrogata non viene eseguita. 2. NON ha finalità general-preventiva: alcuni autori ritengono che l’applicazione pressoché automatica dell’istituto (si vedano i dati statistici ripotati al punto 10), oltre al fatto che la sospensione è una misura priva di contenuti, sacrifichi la finalità di prevenzione generale delle pene. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice del dibattimento in primo grado.  Giudice d’appello: può concedere la sospensione anche in assenza di una richiesta presentata con i motivi di appello o durante il processo di secondo grado.  Giudice dell’esecuzione, qualora riconosca il concorso formale o la continuazione tra reati (art. 671 co. 3 c.p.p.). |
| 8. Destinataires de la mesure | Imputati maggiorenni e minorenni (imputabili).  A seconda dell’età del condannato, cambiano i presupposti applicativi di carattere oggettivo (*vedi infra*). |
| 9. Conditions d’application | SOSPENSIONE CONDIZIONALE ORDINARIA  **Oggettivi:**  Di tipo POSITIVO:   1. Criterio quantitativo. Tipo e ammontare della pena **inflitta** in tutto o in parte da espiarsi**:**  * Pene detentive: * Imputati maggiorenni: 2 anni. * Imputati minorenni (imputabili): 3 anni. * Imputati giovani adulti (18 < 21) o ultra-settantenni: 2 anni e 6 mesi. * Pene pecuniarie: i limiti quantitativi sono gli stessi indicati per la pena detentiva per le diverse categorie di soggetti. In questo caso il rispetto dei limiti va valutato ragguagliando la pena pecuniaria a quella detentiva sulla base del criterio fissato dall’art. 135 c.p.: 250 euro = 1 g. di pena detentiva.   Il limite massimo della pena pecuniaria suscettibile di sospensione è oggi notevolmente elevato, a causa della modifica del criterio di ragguaglio operata dalla l. 94/2009.  La sospendibilità della sola pena pecuniaria è stata esposta a numerose critiche. In particolare, si ritiene che tale possibilità riduca l’effettività della pena pecuniaria e sia contraria alla funzione della sospensione stessa, ossia di contrasto alla pena detentiva breve, ragione per cui non sono sospendibili le pene principali irrogate dal giudice di pace.   * Pena detentiva congiunta a pene pecuniaria: in questo caso il giudice deve procedere al ragguaglio della pena pecuniaria e sommare il risultato alla pena detentiva inflitta. * Se la somma è superiore ai limiti indicati dal legislatore, allora il giudice sospenderà l’esecuzione della sola pena detentiva, sempre che questa non superi da sola i limiti previsti. Il ragguaglio, infatti, non può mai essere di ostacolo alla sospensione della pena detentiva. * Se la somma non supera tali limiti, allora il giudice potrà sospendere l’esecuzione sia della pena detentiva, che della pena pecuniaria. * Possono essere sospese anche le pene sostitutive.   Di tipo NEGATIVO:   1. Non possono essere sospese le pena irrogate dal giudice di pace. 2. Criterio nominativo: non può essere sospesa la pena inflitta per condanne a determinati reati (reati elettorali, reati penali legati alla tutela degli alimenti).   **Soggettivi:**  Di tipo POSITIVO:   1. Il giudice deve formulare una prognosi favorevole di non recidività del soggetto, sulla base dei criteri indicati all’art. 133 c.p..   Di tipo NEGATIVO:   1. Assenza di precedenti condanne a pena detentiva per delitto, anche se seguite da riabilitazione, a meno che:  * il computo, tra pena irrogata con la precedente condanna e quella da infliggere, non superi i limiti previsti (art. 164 co. 4) (Cort. Cost. 28 aprile 1976, n. 95). * La condanna precedente è inflitta per un reato di competenza del giudice di pace.  1. Il soggetto non deve essere un delinquente abituale/professionale (art. 102 e105 c.p.). 2. La sospensione non può essere concessa ad un soggetto che ne abbia già usufruito una volta, a meno che il computo, tra pena irrogata con la precedente condanna e quella da infliggere, non rientri nei limiti previsti (art. 164 co. 4). 3. Comunque non può essere concessa per una terza volta, anche se le precedenti sospensioni ha già comportato estinzione del reato.   SOSPENSIONE CONDIZIONALE **BREVE/SPECIALE**  **Oggettivi:**   1. La pena inflitta non deve essere superiore ad 1 anno. 2. Realizzazione di condotte riparatorie, in alternativa tra loro, prima della pronuncia di condanna in primo grado:  * Risarcimento integrale del danno (o restituzioni). * Spontanea ed efficace elisione o attenuazione delle conseguenze dannose o pericolose derivanti dal reato.   **Soggettivi**: vedi sopra. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | PRESCRIZIONI:  La misura è praticamente priva di contenuti, in quanto la previsione di alcuni OBBLIGHI è solamente facoltativa (art. 165). Attualmente le prescrizioni cui può essere subordinata la misura sono:   * l’obbligo delle restituzioni * il pagamento della somma liquidata a titolo di risarcimento del danno o provvisoriamente assegnata sull'ammontare di esso. * [pubblicazione della sentenza](http://www.brocardi.it/dizionario/4308.html) a titolo di riparazione del danno (art. 186 c.p. e 543 c.p.p.; non a titolo di pena accessoria). * eliminazione delle conseguenze dannose o pericolose del reato. * In alternativa o cumulato agli altri oneri: se il condannato non si oppone, alla prestazione di attività non retribuita a favore della collettività per un tempo determinato comunque non superiore alla durata della pena sospesa, secondo le modalità indicate dal giudice nella sentenza di condanna.   Tale onere presenta un carattere maggiormente afflittivo rispetto agli altri, per questo deve essere applicato in *extrema ratio*.  Si seguono le disposizioni previste per il lavoro di pubblica utilità (art. 18-bis disp. att. c.p.p.). Il legislatore ha escluso il rinvio all’art. 58 d.lgs 274/2000.  La previsione di obblighi invece è imposta:   * Nel caso di seconda applicazione dell’istituto. * Nell’ipotesi speciale della sospensione breve, anche in caso di prima applicazione ex art. 165 co. 3 c.p.. * In alcune ipotesi previste espressamente dal legislatore. A proposito si evidenza la recente introduzione del comma 4 dell’art. 165 che prevede l’obbligo di subordinare la sospensione alla riparazione pecuniaria in caso di condanna ad alcuni dei reati contro la pubblica amministrazione (l. 25 maggio 2015 n. 69). Tale obbligatorietà è presente anche nell’ipotesi di condanna per il reato di danneggiamento aggravato ex art. 635 co. 3 c.p.   Inoltre, durante la durata della sospensione, il soggetto non deve compiere alcun delitto o contravvenzione della stessa indole, per cui venga inflitta una pena detentiva. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | REVOCA (art. 168)  La sospensione dell’esecuzione della pena è OBBLIGATORIAMENTE revocata:   1. Se la sospensione è stata concessa più di due volte, oppure se è stata concessa una seconda volta, allorché la pena inflitta se cumulata a quella precedentemente sospesa, supera i limiti stabiliti dall'articolo [163](http://www.brocardi.it/articoli/4583.html). 2. commetta un [delitto ovvero una contravvenzione della stessa indole](http://www.brocardi.it/dizionario/4427.html), per cui venga inflitta una [pena detentiva](http://www.brocardi.it/dizionario/4307.html) 3. non adempia agli obblighi impostigli entro il termine stabilito dal giudice (art. 165 co. 4), a meno che non sia sopravvenuto un’impossibilità ad adempiere comprovata e assoluta. 4. riporti un'altra condanna per un delitto anteriormente commesso, e sia condannato ad una pena che, cumulata a quella precedentemente sospesa, supera i limiti stabiliti dall'articolo [163](http://www.brocardi.it/articoli/4583.html).   La revoca è, invece, FACOLTATIVA qualora il limite sopra citato non venga superato. Comunque il giudice può revocare la misura, tenendo conto dell’indole e alla gravità del reato. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Giudice che ha applicato la misura.  Ufficio di pubblica sicurezza, nel caso di applicazione dell’obbligo di svolgere lavori socialmente utili. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nel 2012, anno cui risalgono gli ultimi dati disponibili, essa è stata applicata in 80.760 casi, ossia sono state **sospese il 43% del totale delle condanne**. Questo dato, se confrontato con quelli degli anni precedenti, mostra la tendenza dei giudici a fare un uso sempre più ampio dell’istituto: nel 2010, infatti, le applicazioni sul totale delle condanne rappresentavano il 36%, mentre nel 2008 il 30%.  Sempre nel 2012, la sospensione condizionale è stata ordinata in relazione a **metà delle condanne a pena detentiva (49,8%**) e ad un **terzo delle condanne a pena pecuniaria (36%**).  Fonte: Ministero della Giustizia. Statistiche per l’anno 2012. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  La *ratio* della sospensione condizionale è proprio quella di sottrarre terreno alla pena detentiva e lottare contro le pene detentive di breve durata che si ritiene abbiano più effetti negativi che positivi.  In tale senso, questa misura è certamente conforme al principio di sussidiarietà individuato dalla Raccomandazioni del Consiglio.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Dai dati statistici emerge con chiarezza come l’applicazione della sospensione condizionale sia pressoché automatica. Essa viene concessa sul solo dato della sussistenza dei requisiti oggettivi previsti dalla legge, senza di fatto operare alcuna valutazione in merito alla personalità del condannato, con la triste conseguenza di ignorare quello che sulla carta rappresenterebbe il momento operativo più importante nella fase di applicazione dell’istituto.  Oltre all’automatismo, la prassi applicativa della sospensione condizionale presenta un ulteriore problema: nel 98% dei casi, la sospensione della pena non viene accompagnata dall’imposizione di alcun tipo di obbligo, rimanendo così una misura “vuota”  Le conseguenze di questa degenerazione applicativa si ripercuotono fortemente sulla credibilità del sistema sanzionatorio penale, sacrificandone gli obbiettivi di prevenzione generale e speciale.  Ma non solo, l’applicazione automatica della sospensione condizionale ha effetti negativi anche in termine di credibilità della misura stessa.  D’altra parte, però, in termini di lotta al sovraffollamento, la sospensione condizionale si presenta uno strumento necessario ed efficace, sicuramente per quanto riguarda il breve periodo.  In merito alla sua efficacia nel lungo periodo, non vi sono dati per poter determinare se la misura funziona effettivamente come strumento di prevenzione speciale, o se si tratta di un mero palliativo che non funge da deterrente alla commissione di altri reati.  Oltretutto, bisogna considera che attualmente sono sospendibili anche le pene pecuniarie e le pene accessorie.  Necessità che la sospensione dell’esecuzione della pena non sia una mera sospensione semplice, correlata al solo obbligo di non commettere altri reati (*sursis simple*), ma deve essere accompagnata da altri obblighi che determinino la messa alla prova del soggetto (*sursis avec la mise à l’épreuve*).  (Rec (2000) 22, Annéxe 2; CM/Rec (2010) 1, règle 55 ; Rec (2003) 22, préambule; Règles de Tokyo)  La disciplina della sospensione condizionale della pena, si pone parzialmente in contrasto con quanto indicato. In effetti, nel nostro ordinamento, per la sospensione condizionale ordinaria, l’imposizione di obblighi ulteriori è soltanto facoltativa per il giudice che tendenzialmente rinuncia a questa possibilità, come si è potuto osservare attraverso l’analisi dei dati statistici.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Si perché di fatto evita l’ingresso in carcere per condannati a pene di breve durata.  Finalità di tipo riparativo:  Si, limitatamente ai casi in cui vengono imposti gli obblighi riparativi previsti dalla normativa.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si. L’obiettivo, come più volte evidenziato, è appunto quello di sospendere l’esecuzione soltanto di pene detentive di breve durata che sono rappresentative di una più ridotta gravità del reato commesso.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  L’istituto della sospensione condizionale della pena tiene conto della situazione del condannato. In effetti, questa è una misura rivolta principalmente ai delinquenti primari, su cui l’ingresso in carcere per una breve durata potrebbe avere per lo più effetti criminogeni.  Inoltre, il giudizio di prognosi di non recidività del reo, rappresenta un valido strumento per porre al centro il condannato nella sua individualità.  Purtroppo attualmente nella prassi questo momento non trova spazio.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  Nel caso di violazione delle prescrizioni, la revoca della misura comporta che il condannato debba scontare la pena che era stata sospesa.  Non si può, però, ritenere che tale disciplina si ponga in contrasto con quanto affermato nelle raccomandazioni sopra citate, in quanto in quest’ipotesi la pena viene proprio sospesa, e non vi è una sostituzione della stessa o l’applicazione di una pena diversa.  Proprio il meccanismo su cui si fonda questo istituto giustifica il fatto che alla revoca segua l’applicazione della pena sospesa.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della sospensione condizionale della pena avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Il consenso del reo è richiesto espressamente soltanto nel caso di applicazione dell’onere del lavoro di pubblica utilità, in conformità con quanto disposto dall’art. 4 della CEDU che vieta i lavori forzati.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea:**  Reciproco riconoscimento delle misure sospensive  Decisione quadro 2008/947/JAI  La disciplina della sospensione condizionale della pena, si pone parzialmente in contrasto con quanto indicato da tale decisione quadro. Quest’ultima, infatti, prevede la possibilità di sospendere l’esecuzione della pena, secondo il meccanismo dell’istituto italiano, ma impone che la sospensione non sia semplice, ossia correlata esclusivamente all’obbligo di non commettere altri reati, e deve essere accompagnata da altri obblighi che determinino la messa alla prova del soggetto.  Nel nostro ordinamento, per la sospensione condizionale ordinaria, l’imposizione di obblighi ulteriori è soltanto facoltativa per il giudice che tendenzialmente rinuncia a questa possibilità, come si è potuto osservare attraverso l’analisi dei dati statistici.  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **LAVORO DI PUBBLICA UTILITA’** |
| 2. Référence législative | **Art. 52, 54, 56 e 59**, d.lgs 28 agosto 2000 n. 274. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio, in quanto pena principale. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Il lavoro di pubblica utilità è una pena principale prevista per i reati di competenza del Giudice di pace.  La pena consiste nella prestazione di attività non retribuita, da svolgere presso lo Stato, le regioni, le provincie, i comuni, enti/organizzazioni di assistenza sociale o volontariato, che si trovino nella provincia in cui risiede il condannato.  Il lavoro può essere svolto per non più di sei ore alla settimana, di più solo se lo richiede il condannato, comunque non più di otto ore al giorno.  La sua durata non può essere inferiore a 10 giorni, né superiore a 6 mesi.  Le sue modalità applicative devono rispettare le esigenze di lavoro, studio, famiglia e salute del condannato.  Due ore di lavoro, anche non continuative, corrispondono ad 1 giorno di pena.  Nell’ordinamento italiano, il lavoro di pubblica utilità ricopre diversi ruoli:   * pena principale per i reati di competenza del Giudice di pace * prestazione applicabile con la sospensione condizionale della pena * prestazione cui deve obbligatoriamente essere subordinata l’applicazione della sospensione del procedimento con messa alla prova * sanzione da conversione della pena pecuniaria non eseguita per mancanza di solvibilità del condannato. * Sanzione sostitutiva per i condannati per i reati previsti dal codice della strada e dalla legge sugli stupefacenti.   Per quanto riguarda il lavoro sostitutivo, si rimanda alle specifiche schede (“Lavoro sostitutivo in materia di stupefacenti” e “Lavoro sostitutivo in materia di circolazione stradale”). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva ma revocabile. * Facoltativa per il condannato si applica **solo su sua richiesta**.   Obbligatoria per il giudice che è tenuto ad applicarla in luogo alla detenzione domiciliare, in quanto la richiesta del condannato di ammissione al lavoro di pubblica utilità, manifesta un forte intento di risocializzazione.   * Limitativa della libertà personale |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione processuale: evitare l’applicazione della pena detentiva per reati numericamente frequenti, ma di modesta gravità. 2. Finalità rieducativa e di prevenzione speciale: evita gli effetti criminogeni della pena detentiva. L’obiettivo è quello della non desocializzazione del soggetto.   Oltretutto, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.   1. Logica riparativa: è utilizzata come strumento per placare la reattività collettiva in ottica riparativa. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di pace. |
| 8. Destinataires de la mesure | Condannati maggiorenni per reati di competenza del Giudice di pace. |
| 9. Conditions d’application | I presupposti applicativi riguardano il tipo e l’entità della pena originariamente prevista per i reati attualmente di competenza del Giudice di pace. Infatti, nell’assegnare a tale giudice la competenza in materia penale, non ha modificato le disposizioni sanzionatorie previste per questi reati, ma ha individuato un criterio per determinare quale delle pene applicabili dal Giudice di pace debba essere utilizzata nel caso specifico:   * Qualora per un reato sia prevista una pena detentiva superiore nel massimo a 6 mesi, alternativa a quella della multa e dell’ammenda, la pena del lavoro di pubblica utilità ha una cornice edittale che va da un minimo di 10 giorni ad un massimo di 3 mesi. * Qualora per un reato sia prevista la sola pena detentiva, la pena del lavoro di pubblica utilità ha una cornice edittale che va da un minimo di 20 giorni ad un massimo di 6 mesi. * Qualora per un reato sia la pena detentiva sia prevista congiuntamente a quella pecuniaria la pena del lavoro di pubblica utilità ha una cornice edittale che va da un minimo di 1 mese ad un massimo di 6 mesi. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | PRESCRIZIONI   * Il condannato deve rispettare gli obblighi connessi alla misura, ossia deve presentarsi regolarmente sul luogo di lavoro e non allontanarvisi senza permesso. * In generale, il condannato deve rispettare le modalità esecutive della misura, indicate dal giudice di cognizione. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | In caso di mancata presentazione o allontanamento dal luogo in cui il soggetto svolge l’attività lavorativa, egli sarà perseguito per il reato di cui all’art. 56 del d.lgs. 274/2000: delitto di violazione degli obblighi.  Il periodo trascorso non verrà computato nel calcolo della pena. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Ufficio di pubblica sicurezza (art. 59 d.lgs 28 agosto 2000 n. 274) |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nell’anno **2012 :**   |  |  | | --- | --- | | Totale procedimenti esauriti dal Giudice di Pace | Numero di condanne alla pena del lavoro di pubblica utilità | | 84.823 | 32 |   Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’organizzazione giudiziaria e dei servizi.  Tra le diverse **pene** applicabili dal **Giudice di Pace**, nel 2012 il lavoro di pubblica utilità è stato applicato nello **0,2%** dei casi, la pena pecuniaria nel 99% dei casi e la permanenza domiciliare nello 0,2% dei casi.  Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’organizzazione giudiziaria e dei servizi. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 4 CEDU  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  L’intero sistema punitivo del Giudice di pace è caratterizzato dal principio di sussidiarietà. In effetti, tra le pene principali applicate da questo giudice non vi è la pena detentiva.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si, dal momento che il soggetto richiede e presta il consenso all’applicazione della misura, il rispetto dei diritti umani è garantito.  Oltretutto, la disciplina prevede che vengano rispettate le esigenze di lavoro, studio, famiglia e salute del condannato.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  L’introduzione delle pene della permanenza domiciliare e del lavoro di pubblica utilità aveva come obiettivo proprio quello di individuare delle pene, sì meno afflittive rispetto alla pena detentiva, ma effettive.  Introducendo una via intermedia tra la pena detentiva e l’assenza di pena, il legislatore ha voluto evitare che l’applicazione di una pena troppo afflittiva rispetto al grado di offensività dei reati si risolvesse in una sostanziale impunità per il condannato.  In coerenza con gli obbiettivi di effettività, il legislatore ha escluso tali pene dall’ambito di applicazione della sospensione condizionale della pena.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  La pena del lavoro di pubblica utilità persegue obiettivi di risocializzazione e rieducazione.  Da un lato consente di evitare gli effetti criminogeni della pena detentiva e la desocializzazione del condannato connessa alla detenzione in carcere. In merito è bene sottolineare che il legislatore ha previsto che il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato.  Secondo la stessa ottica, il legislatore ha previsto che il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.  Dall’altro, permette al soggetto di svolgere dell’attività utile per la comunità e entrare in contatto con realtà positive.  Oltretutto, è il condannato che sceglie questo tipo di pena, mostrando così una seria volontà di risocializzazione.  Il meccanismo di monitoraggio dell’esecuzione della misura non deve limitarsi ad esse un mero controllo sul rispetto degli obblighi, ma deve anche essere sfruttato come mezzo per accompagnare e guidare il soggetto nel suo percorso di reinserimento sociale.  (Rec (2003) 22, Préambule; CM/Rec (2010) 1, Regle 55)  La disciplina del lavoro di pubblica utilità è conforme a tale disposizione, in quanto prevede che il soggetto intraprenda un percorso strutturato attraverso un programma, funzionale al suo reinserimento sociale.  Finalità di tipo riparativo:  Si.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Il Giudice di pace è un’autorità competente per reati non gravi, ma che si verificano molto frequentemente, quali ad esempio le percosse, il danneggiamento o la diffamazione. Per tale ragione, il legislatore ha previsto per questi reati pene meno afflittive di quella detentiva.  In questo modo, il legislatore ha voluto evitare che l’applicazione di una pena troppo afflittiva rispetto al grado di offensività dei reati si risolvesse in una sostanziale impunità per il condannato.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. In effetti, il comma 3 dell’art. 54 stabilisce che:   * il lavoro di pubblica utilità venga svolto con modalità e tempi che non pregiudichino le esigenze di studio, di lavoro, di famiglia e di salute del condannato. * il lavoro venga svolto presso un ente che si trovi nella provincia di residenza del condannato.   Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  Tale indicazione del Consiglio d’Europa si pone in contrasto con la disciplina prevista per le pene irrogate dal Giudice di pace. Infatti, nel caso in cui vengano violate le prescrizioni ad esse connesse, risulterà integrata una nuova fattispecie di reato: il delitto di violazione degli obblighi, previsto all’art. 56 del d.lgs. 274/2000.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione del lavoro di pubblica utilità avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata.  Divieto di lavori forzati e obbligatori  Art. 5 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  La disciplina del lavoro di pubblica utilità prevista nell’ordinamento italiano non si pone in contrasto con tale divieto.  Infatti, perché il condannato svolga attività di lavoro non retribuita, è necessaria la richiesta dell’imputato.  Tale consenso è richiesto sempre, indipendentemente dal ruolo assunto dal lavoro di pubblica utilità e, pertanto, anche quando è previsto come obbligo o prescrizione inerente ad una specifica misura.  Rispetto delle diversità culturali e religiose  Art. 22 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Si riconosce che debbano essere tutelate non solo le esigenze di studio e di lavoro, ma anche le esigenze religiose. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **OBBLIGO DI PERMANENZA DOMICILIARE** |
| 2. Référence législative | **Art. 52, 53, 56 e 59**, d.lgs 28 agosto 2000 n. 274. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Durante il giudizio, in quanto pena principale. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La permanenza domiciliare è una pena principale prevista per i reati di competenza del Giudice di pace.  Tale pena comporta *“l’obbligo di rimanere presso la propria abitazione o in altro luogo di privata dimora ovvero in un luogo di cura, assistenza o accoglienza nei giorni di sabato e domenica”.*  Ha durata minima di sei giorni e massima di quarantacinque; il giudice può disporre che la pena sia scontata in giorni diversi dal sabato e la domenica o cumulativamente, se lo richiede il condannato.  Il condannato non è considerato in stato di detenzione (art. 53 co. 2). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva. * Obbligatoria per il condannato/ facoltativa per il giudice che può scegliere tra questa e le altre pene principali applicabili dal Giudice di pace. * Pena limitativa della libertà personale. |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione carceraria: evitare l’applicazione della pena detentiva per reati numericamente frequenti, ma di modesta gravità. 2. Finalità rieducativa e di prevenzione speciale: evita gli effetti criminogeni della pena detentiva. L’obiettivo è quello della non desocializzazione del soggetto, motivo per cui la pena è caratterizzata da una forte flessibilità. |
| 7. Autorité compétente per l’application | Giudice di pace. |
| 8. Destinataires de la mesure | Condannati maggiorenni per reati di competenza del Giudice di pace. |
| 9. Conditions d’application | I presupposti applicativi riguardano il tipo e l’entità della pena originariamente prevista per i reati attualmente di competenza del Giudice di pace. Infatti, nell’assegnare a tale giudice la competenza in materia penale, non ha modificato le disposizioni sanzionatorie previste per questi reati, ma ha individuato un criterio per determinare quale delle pene applicabili dal Giudice di pace debba essere utilizzata nel caso specifico:   * Qualora per un reato sia prevista una pena detentiva superiore nel massimo a 6 mesi, alternativa a quella della multa e dell’ammenda, la pena della permanenza domiciliare ha una cornice edittale che va da un minimo di 6 giorni ad un massimo di 30 giorni. * Qualora per un reato sia prevista la sola pena detentiva, la pena della permanenza domiciliare ha una cornice edittale che va da un minimo di 15 giorni ad un massimo di 45 giorni. * Qualora la pena detentiva sia prevista congiuntamente a quella pecuniaria, la pena della permanenza domiciliare ha una cornice edittale che va da un minimo di 20 giorni ad un massimo di 45 giorni. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | PRESCRIZIONI   * Obbligatoria: Obbligo di **rimanere presso la propria abitazione** o in altro luogo di privata dimora ovvero in un luogo di cura, assistenza o accoglienza normalmente nei giorni di sabato e domenica. Il giudice può predisporre che la pena venga eseguita in giorni diversi nel rispetto delle esigenze di vita del condannato, oppure anche cumulativamente se egli lo richiede. * Facoltativa: Il giudice, valutati i criteri di cui all’art. 133 cp, può predisporre come ulteriore prescrizione, che il condannato **non possa accedere a specifici luoghi** nei giorni in cui non è sottoposto all’obbligo di dimora. Anche in questo caso il giudice deve tenero conto delle esigenze di vita del soggetto. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | In caso di allontanamento dal luogo in cui il soggetto ha l’obbligo di dimorare, egli sarà perseguito per il reato di cui all’art. 56 del d.lgs. 274/2000: delitto di violazione degli obblighi.  Il periodo trascorso in permanenza domiciliare non verrà computato nel calcolo della pena. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Ufficio di pubblica sicurezza (art. 59 d.lgs 28 agosto 2000 n. 274) |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Nell’anno **2012 :**   |  |  | | --- | --- | | Totale procedimenti esauriti dal Giudice di Pace | Numero di condanne alla permanenza domiciliare | | 84.823 | **122** |   Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’organizzazione giudiziaria e dei servizi.  Tra le diverse **pene** applicabili dal **Giudice di Pace**, la detenzione domiciliare nel 2012 risulta applicata nel **0,8%** dei casi, la pena pecuniaria nel 99% dei casi e il lavoro di pubblica utilità nello 0,2% dei casi.  Fonte: Ministero della Giustizia – Dipartimento dell’organizzazione giudiziaria e dei servizi. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  L’intero sistema punitivo del Giudice di pace è caratterizzato dal principio di sussidiarietà. In effetti, tra le pene principali applicate da questo giudice non vi è la pena detentiva.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  L’introduzione delle pene della permanenza domiciliare e del lavoro di pubblica utilità aveva come obiettivo proprio quello di individuare delle pene, sì meno afflittive rispetto alla pena detentiva, ma effettive.  Introducendo una via intermedia tra la pena detentiva e l’assenza di pena, il legislatore ha voluto evitare che l’applicazione di una pena troppo afflittiva rispetto al grado di offensività dei reati si risolvesse in una sostanziale impunità per il condannato.  In coerenza con gli obbiettivi di effettività, il legislatore ha escluso tali pene dall’ambito di applicazione della sospensione condizionale della pena.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  La pena della permanenza domiciliare, consiste nell’imposizione al reo dell’obbligo di rimanere nella propria abitazione o in altro luogo prestabilito nei giorni di sabato e domenica, ma il giudice può indicare giorni diversi a seconda delle esigenze familiari, di lavoro, di studio, di salute, o anche di religione, del condannato.  La peculiare flessibilità che caratterizza questa pena pone in evidenza il fondamentale obiettivo di non desocializzazione del reo che essa persegue.  Finalità di tipo riparativo:  No.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Il Giudice di pace è un’autorità competente per reati non gravi, ma che si verificano molto frequentemente, quali ad esempio le percosse, il danneggiamento o la diffamazione. Per tale ragione, il legislatore ha previsto per questi reati pene meno afflittive di quella detentiva.  In questo modo, il legislatore ha voluto evitare che l’applicazione di una pena troppo afflittiva rispetto al grado di offensività dei reati si risolvesse in una sostanziale impunità per il condannato.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si. Il legislatore ha previsto che il giudice possa decidere che la pena della permanenza domiciliare venga scontata in giorni diversi dal sabato e dalla domenica, a seconda delle esigenze familiari, di lavoro, di studio, di salute, o anche di religione, del condannato.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  Tale indicazione del Consiglio d’Europa si pone in contrasto con la disciplina prevista per le pene irrogate dal Giudice di pace. Infatti, nel caso in cui vengano violate le prescrizioni ad esse connesse, risulterà integrata una nuova fattispecie di reato: il delitto di violazione degli obblighi, previsto all’art. 56 del d.lgs. 274/2000.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione della permanenza domiciliare avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  Durata determinata della misura o della sanzione  Rec (2000) 22, Annexe 1; R (92) 16, Régle 5  Si.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Nonostante le restrizioni impostegli, il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata.  Rispetto delle diversità culturali e religiose  Art. 22 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Si riconosce che debbano essere tutelate non solo le esigenze di studio e di lavoro, ma anche le esigenze religiose. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **OBLAZIONE** |
| 2. Référence législative | Codice penale: Art. 162: oblazione nelle contravvenzioni punite con sola ammenda.  Art. 162-*bis*: oblazione nelle contravvenzioni punite con pene alternative  Disp. att. e coord. Cpp: Art. 141 procedimento di oblazione |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Prima del giudizio: in fase di indagini preliminari (art. 141 disp. att.)  Durante il giudizio. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Causa di estinzione del reato, consistente nel volontario versamento allo Stato, da parte dell’autore di una **contravvenzione** (punita con la sola pena dell’ammenda o con la pena dell’ammenda in alternativa a quella dell’arresto), d’una somma di denaro, entro un termine perentorio fissato dalla legge.   * Oblazione ordinaria: è disciplinata dall’art. 162 cp che prevede, nel caso in cui per una contravvenzione sia prevista la sola pena dell’ammenda, l’obbligo da parte del giudice di ammettere l’imputato all’oblazione. * Oblazione speciale: nel caso disciplinato all’art. 162-*bis*, che disciplina, invece, l’oblazione nei casi in cui la pena dell’ammenda sia alternativa a quella dell’arresto, il giudice non ha l’obbligo, ma la sola facoltà di applicare la misura. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | * Definitiva: una volta ammesso l’imputato all’oblazione, non è possibile revocare l’ammissione. L’effetto del pagamento è l’estinzione del reato. * Oblazione ex. art. 162 c.p.: facoltativa per l’imputato/ obbligatoria per il Giudice   Oblazione ex art. 162-*bis* c.p.: facoltativa per l’imputato/facoltativa per il Giudice   * Misura che indice sul patrimonio |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione processuale: definizione rapida di procedimenti relativi a reati di non eccessiva rilevanza sociale. 2. Esigenze di ordine economico-fiscale: l’istituto garantisce la riscossione da parte dello Stato di somme di denaro, rapportate alle ammende previste. |
| 7. Autorité compétente per l’application | A seconda della fase processuale in cui interviene:   * Giudice per le indagini preliminari * Giudice dell’udienza preliminare * Giudice del dibattimento * Giudice d’Appello: qualora l’ammissione al procedimento per oblazione sia stata indebitamente negata in fase di indagini preliminari o nel corso del giudizio di primo grado. |
| 8. Destinataires de la mesure | Indagato/Imputato maggiorenne. |
| 9. Conditions d’application | OBLAZIONE ORDINARIA:   * Si deve procedere per una contravvenzione per la quale la legge stabilisce la sola pena dell’ammenda. * Si deve procedere per reati contravvenzionali in relazione ai quali non sia espressamente esclusa l’oblazione. * Il contravventore deve proporre la domanda di oblazione entro l’emissione del decreto di condanna oppure entro l’apertura del dibattimento; il superamento del termine non preclude la possibilità di chiedere l’oblazione ove vi sia stata la modifica dell’originaria imputazione; la domanda può essere proposta anche dal difensore non munito di procura speciale. * Accoglimento da parte del Giudice della domanda con ordinanza   OBLAZIONE SPECIALE:   * Si deve procedere per una contravvenzione per la quale la legge stabilisce la pena alternativa dell’arresto o dell’ammenda. * Il giudice deve vagliare la possibilità che il reato meriti effettivamente la sola pena dell’ammenda e non quella dell’arresto. * Si deve procedere per reati contravvenzionali in relazione ai quali non sia espressamente esclusa l’oblazione. * Non devono ricorrere i casi di cui all’art. 99, co. 3, c.p. (recidiva reiterata), dall’art. 104 c.p. (abitualità nelle contravvenzioni) e dall’art. 105 c.p. (professionalità nel reato). * Non devono permanere conseguenze dannose o pericolose del reato eliminabili da parte del contravventore. * Il fatto non deve essere particolarmente grave. * Il contravventore deve proporre la domanda di oblazione entro l’emissione del decreto di condanna ovvero entro l’apertura del dibattimento; il superamento del termine non preclude la possibilità di chiedere l’oblazione ove vi sia stata la modifica dell’originaria imputazione; la domanda può essere riproposta sino all’inizio della discussione del dibattimento di primo grado; la domanda può essere proposta anche dal difensore non munito di procura speciale. * Accoglimento da parte del Giudice della domanda con ordinanza   Se il giudice d’appello riconosce che la domanda di oblazione è stata erroneamente respinta nel giudizio di primo grado, sospende il dibattimento, stabilendo un termine non superiore a dieci giorni per il pagamento delle somme dovute, con conseguente pronuncia della sentenza di proscioglimento se il pagamento è adempiuto nel termine. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | Pagamento da parte del contravventore delle spese del procedimento e di una somma corrispondente alla **terza parte/ metà** del massimo della pena stabilita dalla legge per la contravvenzione commessa, entro un termine stabilito dal Giudice nella predetta ordinanza. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | Qualora la persona sottoposta alle indagini/l’imputato non paghi la somma di cui agli artt. 162 e 162-*bis*, il Giudice non può pronunciare sentenza dichiarativa dell’estinzione del reato. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | Giudice per le indagini preliminari;  Giudice dell’udienza preliminare;  Giudice del dibattimento;  Giudice d’Appello |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | n.d. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  No perché si applica alle sole contravvenzioni punite con la multa dell’ammenda o quando quest’ultima è alterativa all’arresto, ma, in realtà, in questa ipotesi il giudice deciderà per l’oblazione solo quando riterrà che comunque, per quel caso specifico, non avrebbe comminato la pena detentiva, ma solo la pecuniaria.  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Il meccanismo di monitoraggio dell’esecuzione della misura non deve limitarsi ad esse un mero controllo sul rispetto degli obblighi, ma deve anche essere sfruttato come mezzo per accompagnare e guidare il soggetto nel suo percorso di reinserimento sociale.  (Rec (2003) 22, Préambule; CM/Rec (2010) 1, Regle 55)  No. Il controllo è limitato al pagamento della somma richiesta.  Finalità di tipo riparativo:  Si.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si.  Rispetto del principio per cui la violazione degli obblighi e delle interdizioni disposte dalla misura non deve per forza comportarne la conversione in pena detentiva e non deve costituire da sola un’infrazione  (R (92) 16, règles 10 et 86 ; R (92) 17, règle B7 et B8 ; Rec (2006) 13, règle 12, R (92) 16, règle 84):  Si. In effetti, in caso di mancato pagamento, non potrà essere pronunciata sentenza di estinzione del reato.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione dell’oblazione avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **ESCLUSIONE DELLA PUNIBILITA’ PER PARTICOLARE TENUITA’ DEL FATTO** |
| 2. Référence législative | Codice penale: art. 131-*bis,* introdotto con il d.lgs 28/2015  Istituto già previsto per i minori (art. 27 d.p.r. 448/1988) e per i reati di competenza del giudice di pace (art. 34 d.lgs.274/2000). |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Prima del giudizio: l’esclusione della procedibilità per la particolare tenuità del fatto può essere disposta   * con decreto di archiviazione nel corso delle indagini preliminari. * nella fase dell’udienza preliminare. * anche in fase pre-dibattimentale con sentenza di proscioglimento ex art. 469 c.p.p..   Durante il giudizio:  In fase dibattimentale il Giudice può pronunciare sentenza di assoluzione ex art. 530 c.p.p.. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | La particolare tenuità del fatto rileva come causa di esclusione della procedibilità, dal momento che, già in fase di indagini preliminari, può essere disposta l’archiviazione del procedimento, se il fatto per cui si dovrebbe procedere è particolarmente tenue.  La particolare tenuità del fatto, in quanto causa di non punibilità *ex* art. 131-*bis* c.p., rileva anche nella fase del giudizio. Qualora, infatti, il giudice di cognizione ritenga che quel particolare fatto è connotato dall’esiguità dell’offesa, tale da non giustificare l’intervento punitivo, pronuncerà sentenza di proscioglimento. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitiva in quanto comporta l’archiviazione o il proscioglimento dell’imputato.  Obbligatoria: qualora sussistano tutti i presupposti, anche se la valutazione degli stessi è rimessa alla discrezionalità del Giudice.  Diversamente dall’omonimo istituto previsto per i reati di competenza del Giudice di pace, non è concessa alle parti la possibilità di opporsi. |
| 6. Objectif du législateur | 1. Deflazione processuale: soprattutto se dichiarata in fase di indagini preliminari o prima dell’apertura del dibattimento, la particolare tenuità del fatto comporta una riduzione del numero dei processi e della loro durata a cui consegue un notevole alleggerimento del carico giudiziario dei Tribunali. 2. Deflazione carceraria: nonostante assolva principalmente ad una funzione di deflazione processuale, è potenzialmente anche strumento di deflazione carceraria potendo applicarsi a reati astrattamente punibili con una pena fino a cinque anni di reclusione. 3. Razionalizzazione del sistema penale: contrasta il fenomeno dell’iper-criminalizzazione e quello dell’ipertrofia verticale (eccesso di criminalità caratterizzata dall’esiguità del fatto), nel rispetto del principio di sussidiarietà (diritto penale come estrema *ratio*). 4. Rispetto del principio di proporzione: prevede che non venga applicata la pena in casi in cui essa risulterebbe sproporzionata, e come tale sarebbe anche percepita. |
| 7. Autorité compétente per l’application | A seconda della fase di applicazione:   * Giudice per le indagini preliminari. * Giudice dell’udienza preliminare. * Giudice del dibattimento di cognizione. |
| 8. Destinataires de la mesure | Indagato/Imputato maggiorenne per un reato che rientri nei presupposti indicati dalla norma. |
| 9. Conditions d’application | **Presupposti di tipo oggettivo**:   * Tipo ed entità della pena (massimo edittale): * Pena pecuniaria sempre, solo o congiunta alla pena detentiva. * Pena detentiva non superiore nel massimo a 5 anni (il comma 4 dell’articolo indica che, ai fini della determinazione della pena, non si tiene conto delle aggravanti, ad esclusione di quelle per le quali la legge prevede una pena di specie diversa o quelle ad effetto speciale. In questo caso non si tiene conto del giudizio di bilanciamento ex art. 69 c.p.). * Tenuità del fatto: * CRITERIO POSITIVO: quando, cioè, l’offesa è di particolare tenuità per le modalità della condotta e per l’esiguità del danno o del pericolo. Queste vanno valutate ai sensi dei criteri indicati dell’**articolo 133, primo comma**: * dalla natura, dalla specie, dai mezzi, dall'oggetto, dal tempo, dal luogo e da ogni altra modalità dell'azione; * dalla gravità del danno o del pericolo cagionato alla [persona offesa dal reato](http://www.brocardi.it/dizionario/5508.html); * dalla intensità del [dolo](http://www.brocardi.it/dizionario/5789.html) o dal grado della [colpa](http://www.brocardi.it/dizionario/5790.html). * CRITERIO NEGATIVO: (comma 2) l’offesa non può essere ritenuta di particolare tenuità quando: * l’autore ha agito per motivi abietti o futili * o con crudeltà, anche in danno di animali * o ha adoperato sevizie * o, ancora, ha profittato delle condizioni di minorata difesa della vittima, anche in riferimento all’età della stessa * ovvero quando la condotta ha cagionato o da essa sono derivate, quali conseguenze non volute, la morte o le lesioni gravissime di una persona.   **Presupposti di tipo soggettivo**:   * Occasionalità della condotta del soggetto agente: * l’autore non deve essere stato dichiarato delinquente abituale, professionale o per tendenza. * ovvero non deve aver commesso più reati della stessa indole (ai sensi dell’art. 101 c.p.), anche se ciascun fatto, isolatamente considerato, sia di particolare tenuità. * Non deve aver commesso reati che abbiano ad oggetto condotte plurime, abituali e reiterate. |
| 11. Conditions liées à l’exécution. | n.d. non trattandosi si una misura che implica che il soggetto tenga un comportamento determinato, dopo la sua applicazione.  Tale misura, infatti, comporta o l’archiviazione o il proscioglimento dell’indagato/imputato. |
| 12. Conséquences légales du non respect de la mesure | n.d. |
| 13. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | n.d. |
| 14. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | n.d. |
| 15. Statistiques d’échec de la mesure | n.d. |
| 16. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | **Principi individuati dal Consiglio d’Europa:**  Conformità al principio di pena detentiva come *extrema ratio*  (R (99) 22 ; R (92) 17 ; Rec (2006) 13)  Si tratta di una misura che permette di contrastare il fenomeno dell’iper-criminalizzazione e quello dell’ipertrofia verticale (eccesso di criminalità caratterizzata dall’esiguità del fatto), nel rispetto del principio di sussidiarietà (diritto penale come estrema *ratio*).  Rispetto del principio di legalità:  Si.  Rispetto dei diritti umani (non discriminazione, rispetto dignità del soggetto e della sua famiglia, diritto all’integrità fisica e mentale) :  Si.  Credibilità, efficacia ed effettività della misura  (R (92) 16, Préambule, point C. ; R (99) 22, règle 22 ; R (92) 17, règle B6 ; CM/Rec (2014) 4 ; Préambule ; Rec (2000) 22, règle 19)  Si.  Finalità di risocializzazione, attraverso la predisposizione di un concreto aiuto al soggetto per sviluppare la sua vita all’esterno del carcere e reinserirsi nella società nel rispetto delle regole che la governano  (R (92) 16, règle 55 ; Rec (2000) 22, règle 17 ; CM/Rec (2010) 1, Glossaire ; R (99) 22, règle 9, Rec (2003) 23, règles 2, 10 et 33 ; CM/Rec (2014) 3, règle 45 ; CM/Rec (2010) 1, règle 62 ; Rec (2003) 22, règle 3)  Per quanto riguarda gli obiettivi di risocializzazione, l’istituto garantisce che il soggetto possa continuare a svolgere la sua vita all’interno della società. La sua inflizione non è, però, accompagnata da nessun tipo di programma di aiuto al reo.  Finalità di tipo riparativo:  No.  Rispetto del principio di proporzione della sanzione alla gravità dell’infrazione:  (R (92) 16, règle 6 ; CM/Rec (2010) 1, règle 58 ; CM/Rec (2010) 1, règles 5 et 58)  Si, dal momento che si prevede che non venga applicata la pena in casi in cui essa risulterebbe sproporzionata, e come tale sarebbe anche percepita.  Rispetto del principio di individualità:  (R (92) 16, règle 6 ; Rec (2003) 22, préambule et 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 4 ; Rec (2006) 13, règle 9 ; CM/Rec (2014) 4, règle 26; CM/Rec (2010) 1, règle 51)  Si, l’analisi della sussistenza dei requisiti soggettivi, presuppone che il Giudice concentri la sua attenzione sul singolo e sulle potenzialità che tale istituto può avere nel suo caso specifico.  Rispetto delle garanzie procedurali  L’applicazione dell’istituto avviene nel rispetto delle garanzie procedurali.  **Principi individuati dall’Unione Europea**  Rispetto della vita privata e familiare  Art. 7 della Carta dei diritti fondamentali dell’Unione Europea  Il soggetto può continuare a vivere nella società, mantenendo i propri legami familiari e lavorativi, nel rispetto della sua vita privata. |

## Misure alternative alla detenzione nella fase del giudizio o commisurativa

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **AFFIDAMENTO IN PROVA AL SERVIZIO SOCIALE (ORDINARIO)** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Misura che consente al condannato di espiare la pena detentiva inflitta o residua al di fuori dell'istituto carcerario, in regime di libertà controllata e sottoposta ad un programma di trattamento individuale teso al recupero sociale |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 47, l. n. 354/1975 (ord. pen.) |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria  Facoltativa  Restrittiva della libertà |
| 5. Obiettivi del legislatore | Consentire la rieducazione e il reinserimento sociale del reo |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Tribunale di sorveglianza |
| 7. Destinatario della misura | - Condannato ad una pena o residuo di pena non superiore a tre anni  - Condannato ad una pena o residuo di pena non superiore a quattro anni, quando il reo abbia serbato, quantomeno nell'anno precedente alla presentazione della richiesta, un comportamento tale da consentire il giudizio di cui al comma 2 (i.e. giudizio positivo circa l'idoneità della misura alla rieducazione ed alla prevenzione del pericolo di commissione di ulteriori reati). |
| 8. Presupposti applicativi | - Pena detentiva irrogata o residua fino a tre anni, ovvero fino a quattro anni in caso di giudizio positivo sul comportamento del condannato nell'anno precedente la presentazione della richiesta  - Prognosi positiva circa l'idoneità della misura alla rieducazione del reo e alla prevenzione del pericolo di commissione di ulteriori reati |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il Tribunale di sorveglianza prescrive le modalità di esecuzione della misura (in ordine ai rapporti con il servizio sociale, alla dimora, alla libertà di locomozione, al divieto di frequentare determinati locali ed al lavoro).  Il servizio sociale controlla il comportamento del soggetto e ne riferisce periodicamente al magistrato di sorveglianza competente. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Tot affidamento in prova nell'anno 2014: 13.322 (dato comprensivo dell'affidamento in prova speciale)  Fonte:<http://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.wp?facetNode_1=0_2&previsiousPage=mg_1_14&contentId=SST1122526> |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | 31% nell'anno 2014 (percentuale comprensiva dell'affidamento in prova speciale)  Fonte:<http://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.wp?facetNode_1=0_2&previsiousPage=mg_1_14&contentId=SST1122526> |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura se il comportamento del destinatario, contrario alla legge o alle prescrizioni dettate, appare incompatibile con la prosecuzione della stessa |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | 1.079 – 4,42% nell'anno 2014 (dato comprensivo dell'affidamento in prova speciale) |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì.  Misura applicata dall'autorità giudiziaria con ordinanza soggetta a ricorso per Cassazione. Considerazione per la vittima del reato (co. 7)  In linea con la *Recommandation CM/Rec(2010)1 du Comité des Ministres aux Etats membres* *sur les règles du Conseil de l’Europe relatives à la probation* |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nome | **ASSISTENZA ALL’ESTERNO DEI FIGLI MINORI** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Possibilità, riconosciuta alle condannate e internate madri – e, a determinate condizioni, ai padri – di figli di età non superiore a dieci anni, di trascorrere parte della giornata fuori dall’istituto penitenziario, per provvedere alla cura e all’assistenza degli stessi. |
| 3. Normativa di riferimento | art. 21-*bis* ord. pen.:  «*1. Le condannate e le internate possono essere ammesse alla cura e all’assistenza all’esterno dei figli di età non superiore agli anni dieci, alle condizioni previste dall’art. 21.*  *2. Si applicano tutte le disposizioni relative al lavoro all’esterno, in particolare l’art. 21, in quanto compatibili.*  *3. La misura dell’assistenza all’esterno può essere concessa, alle stesse condizioni, anche al padre detenuto, se la madre è deceduta o impossibilitata e non vi è modo di affidare la prole ad altri che al padre*». |
| 4. Tipo di misura | - Definitiva  - Facoltativa (istanza da parte della condannata)  - Misura applicabile esclusivamente alle persone condannate a pena detentiva (e dunque sottoposte a una privazione della libertà). |
| 5. Obiettivi del legislatore | (*a*) Consentire alle condannate madri di mantenere o ristabilire le relazioni con la propria famiglia, in particolare con i figli minori, assicurando loro il diritto di istruire ed educare gli stessi nonostante lo stato di privazione della libertà;  (*b*) tutelare i figli minori, garantendo loro il mantenimento del rapporto materno. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Direttore dell’istituto penitenziario, il cui provvedimento diviene esecutivo dopo l’approvazione da parte del Magistrato di sorveglianza (art. 21, comma 4 ord. pen.; art. 48 reg. pen.). |
| 7. Destinatario della misura | - Condannate o internate con figli di età non superiore a dieci anni;  - Padri condannati o internati, se la madre è deceduta o impossibilitata e non è possibile affidare i figli ad altra persona. |
| 8. Presupposti applicativi | - Presupposti applicativi:   * misura applicabile sin dall’inizio dell’esecuzione della pena; * se si tratta di persona condannata alla pena della reclusione per uno dei delitti di cui all’art. 4-*bis*, commi 1, 1-*ter* e 1-*quater*, è necessaria l’espiazione di almeno un terzo della pena e, comunque, di non oltre cinque anni; * se si tratta di persona condannata all’ergastolo, è necessaria l’espiazione di almeno dieci anni di pena.   - Effetti: possibilità di trascorrere parte della giornata fuori dall’istituto penitenziario senza scorta, salvo che sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza (art. 21, comma 2 ord. pen.). In assenza di scorta, imposizione di prescrizioni (art. 48, comma 13 reg. pen.). |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Direttore dell’istituto, il quale può avvalersi di personale dipendente e del servizio sociale (art. 21, comma 3 ord. pen.), nonché del personale del Corpo di Polizia penitenziaria, della Polizia di Stato e dell’Arma dei Carabinieri (art. 48, comma 6 reg. pen.). |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura da parte del Direttore dell’istituto, esecutiva dopo l’approvazione del Magistrato di sorveglianza (art. 48, comma 15 reg. pen.). |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì. Sebbene la misura non persegua direttamente obiettivi deflattivi, tutela il diritto al rispetto della vita familiare della madre in espiazione di pena e dei figli minori (art. 8 CEDU).  Si veda anche Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membres sur les Règles pénitentiaires européennes, art. 34.1: «*Outre les dispositions des présentes règles visant spécifiquement les détenues, les autorités doivent également respecter les besoins des femmes, entre autres aux niveaux physique, professionnel, social et psychologique, au moment de prendre des décisions affectant l’un ou l’autre aspect de leur détention*». |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **AFFIDAMENTO IN PROVA AL SERVIZIO SOCIALE E DETENZIONE DOMICILIARE NEI CONFRONTI DEI SOGGETTI AFFETTI DA AIDS CONCLAMATA O DA GRAVE DEFICIENZA IMMUNITARIA** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Facoltà offerta al giudice di applicare, su istanza dell’interessato ed anche oltre i limiti di pena previsti dalle relative disposizioni normative, le misure alternative dell’affidamento in prova al servizio sociale e della detenzione domiciliare nei confronti dei soggetti condannati (ed internati) che sono affetti da AIDS conclamata o da grave deficienza immunitaria e che hanno in corso o intendono intraprendere un programma di cura e assistenza. |
| 3. Normativa di riferimento | **Art. 47-quarter ord. penit. (L. 26.07.1975 n. 354).**  - Comma 1: *“Le misure previste dagli articoli 47* [affidamento in prova al servizio sociale, n.d.a.] *e 47-ter* [detenzione domiciliare, n.d.a.] *possono essere applicate, anche oltre i limiti di pena ivi previsti, su istanza dell'interessato o del suo difensore, nei confronti di coloro che sono affetti da AIDS conclamata o da grave deficienza immunitaria accertate ai sensi dell'articolo 286-bis, comma 2, del codice di procedura penale e che hanno in corso o intendono intraprendere un programma di cura e assistenza presso le unità operative di malattie infettive ospedaliere ed universitarie o altre unità operative prevalentemente impegnate secondo i piani regionali nell'assistenza ai casi di AIDS”*.  - Comma 10: *“Le disposizioni del presente articolo si applicano anche alle persone internate”*. |
| 4. Tipo di misura | - Pena alternativa alla reclusione;  - Misura definitiva (può tuttavia essere concessa in via provvisoria, nelle more del procedimento avente ad oggetto la concessione della misura medesima, qualora vi sia un grave pregiudizio derivante dalla protrazione dello stato di detenzione[[14]](#footnote-14));  - Facoltativa per il giudice;  - Facoltativa per il destinatario della misura;  - Privativa della libertà. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Tutelare il diritto alla salute del condannato (e dell’internato) nella fase di esecuzione della pena. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Tribunale di sorveglianza. |
| 7. Destinatario della misura | Condannati (ed internati) affetti da AIDS conclamata o da grave deficienza immunitaria e che hanno in corso o intendono intraprendere un programma di cura e assistenza. |
| 8. Presupposti applicativi | - La misura in esame si applica con riferimento a qualunque reato punito con la reclusione, anche oltre i limiti di pena previsti dagli artt. 47 e 47-ter ord. penit.; non si applicano nemmeno le limitazioni previste dall’art. 4-bis ord. penit., fermi restando gli accertamenti indicati ai commi 2, 2-bis e 3 di tale articolo[[15]](#footnote-15)(art. 47-quater, comma 9).  - I casi di AIDS conclamata e di grave deficienza immunitaria devono rientrare tra quelli previsti dal decreto del Ministero della sanità, adottato di concerto con il Ministero di giustizia ai sensi dell’art. 286-bis c.p.p. e devono essere accertati con l’osservanza delle procedure diagnostiche e medico-legali ivi indicate.  - I condannati (o internati) interessati all’applicazione della misura, devono avere in corso o avere intenzione di intraprendere un programma di cura e assistenza presso le unità operative di malattie infettive ospedaliere ed universitarie o altre unità operative prevalentemente impegnate secondo i piani regionali nell'assistenza ai casi di AIDS.  - All’istanza di applicazione della misura alternativa di cui all’art 47-quater ord. penit. deve essere allegata la certificazione del servizio sanitario pubblico competente o del servizio sanitario penitenziario, che attesti la sussistenza delle condizioni di salute e la concreta attuabilità del programma di cura e assistenza (in corso o da effettuare).  - Qualora l’interessato abbia già fruito della misura e questa sia stata revocata da meno di un anno il giudice può decidere di non applicarla (art. 47-quater, comma 5, ord. penit.). |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Tribunale di sorveglianza; poteri di sospensione e di revoca della misura. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Non sono stati rinvenuti dati ufficiali.  Dal sito del Ministero della Giustizia[[16]](#footnote-16) è possibile ricavare che nel 2014 erano in esecuzione:  - 101 affidamenti in prova al servizio sociale;  - 105 detenzioni domiciliari. |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Non sono stati rinvenuti dati ufficiali.  Dal sito del Ministero della Giustizia[[17]](#footnote-17) è possibile ricavare che nel 2014, rispetto al totale delle misure alternative in esecuzione (quantificate in 51.492) la misura ex art. 47-quater ord. penit. aveva una percentuale di applicazione pari allo 0,4%. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | - Il comma 6 dell’art. 47-quater ord. penit. dispone che la misura può essere revocata dal giudice qualora il beneficiario risulti imputato o sia stato sottoposto a misura cautelare per uno dei delitti previsti dall’art. 380 c.p.p., relativamente a fatti commessi successivamente alla concessione del beneficio.  - Il successivo comma 8 rinvia, per quanto non diversamente stabilito dall’art. 47-quater, all’art. 47-ter, il quale prevede due ulteriori ipotesi di revoca applicabili alla misura in esame:  -- la misura è revocata quando il comportamento del soggetto (contrario alla legge o alle prescrizioni dettate dal magistrato di sorveglianza) appare incompatibile con la prosecuzione della misura;  -- la misura è revocata altresì quando, nel caso di applicazione della detenzione del condannato presso la sua abitazione (ovvero altro dei luoghi di cui al comma 1 dell’art. 47-bis ord. penit.) quest’ultimo abbia ricevuto una condanna per essersene allontanato.  - Quando la misura in esame viene revocata (o non ne viene concessa l’applicazione) per uno dei motivi di cui ai commi 5 e 6 dell’art. 47-quater ord. penit., il giudice ordina che il soggetto sia detenuto presso un istituto carcerario dotato di reparto attrezzato per la cura e l’assistenza necessarie.  - Infine, l’art. 51-ter ord. penit. disciplina l’ipotesi di sospensione delle misure alternative: *“se l'affidato in prova al servizio sociale o l'ammesso al regime di semilibertà o di detenzione domiciliare (o di detenzione domiciliare speciale) pone in essere comportamenti tali da determinare la revoca della misura, il magistrato di sorveglianza nella cui giurisdizione essa è in corso ne dispone con decreto motivato la provvisoria sospensione, ordinando l'accompagnamento del trasgressore in istituto. Trasmette quindi immediatamente gli atti al tribunale di sorveglianza per le decisioni di competenza. Il provvedimento di sospensione del magistrato di sorveglianza cessa di avere efficacia se la decisione del tribunale di sorveglianza non interviene entro trenta giorni dalla ricezione degli atti”*. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Nell’anno 2014 sono state pronunciate 11 revoche[[18]](#footnote-18). |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | La misura appare conforme, in quanto è pronunciata da un giudice, è revocabile ad opera del Tribunale di sorveglianza ed è volta a tutelare il diritto alla salute dei condannati (ed internati). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **DETENZIONE DOMICILIARE** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Istituto che consente al condannato a una pena detentiva di scontare tale pena, o una parte di essa, presso la propria abitazione o in altro luogo di privata dimora ovvero in luogo pubblico di cura, assistenza o accoglienza. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 47 *ter* l. 26 luglio 1975, n. 354 (ordinamento penitenziario). |
| 4. Tipo di misura | - Misura alternativa alla detenzione;  - Provvisoria (suscettibile di revoca, altrimenti destinata a protrarsi per l’intera durata della pena);  - Applicata su istanza del condannato;  - Facoltativa per il giudice;  - Limitativa della libertà personale;  L’art. 47 *ter* l. 354/1975 prevede due ipotesi di detenzione domiciliare:   1. detenzione domiciliare c.d. **umanitaria**, a favore di condannati che si trovano in particolari condizioni di debolezza; 2. detenzione domiciliare c.d. **generica**. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Le due ipotesi di detenzione domiciliare perseguono obiettivi diversi.   1. La detenzione domiciliare c.d. umanitaria ha uno scopo di natura solidaristico-assistenziale verso soggetti “deboli”. 2. La detenzione domiciliare c.d. generica mira essenzialmente alla deflazione penitenziaria. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Il Tribunale di Sorveglianza è competente per la concessione e la revoca della misura, nonché per la determinazione delle prescrizioni a carico del condannato.  Il Magistrato di Sorveglianza può disporre l’applicazione provvisoria della misura, quando ricorrono i requisiti di cui ai commi 1 e 1 *bis*, se il condannato è già detenuto e la protrazione dello stato di detenzione può arrecare a quest’ultimo grave pregiudizio. Il Magistrato di Sorveglianza trasmetterà poi gli atti al Tribunale che si pronuncerà in via definitiva sulla concessione o meno della misura. |
| 7. Destinatario della misura | Condannato a pena detentiva. |
| 8. Presupposti applicativi | **Detenzione domiciliare c.d. umanitaria** (1 comma, art. 47 *ter*)   1. Pena della reclusione non superiore a 4 anni, anche se costituente parte residua di maggior pena, nonché la pena dell’arresto, qualora la persona condannata sia: *a*) donna incinta o madre di prole di età inferiore ad anni 10 con lei convivente; *b*) padre esercente la potestà di prole di età inferiore ad anni 10 con lui convivente, quando la madre sia deceduta o altrimenti impossibilitata in via assoluta a dare assistenza alla prole; *c*) persona in condizioni di salute particolarmente gravi, che richiedono costanti contatti con i presidi sanitari territoriali; *d*) persona di età superiore ad anni 60, se inabile anche parzialmente; *e*) persona minore di anni 21 per comprovate esigenze di salute, di studio, di lavoro, di famiglia. 2. Pena della reclusione per qualsiasi reato – ad eccezione di quelli previsti dal libro II, titolo XII, capo III, sezione I, c.p., e dagli artt. 609 *bis*, 609 *quater*, 609 *octies* c.p., e dall’art. 51, comma 3 *bis*, c.p.p., nonché dall’ art. 4 *bis* ord. penit. – quando trattasi di persona condannata che abbia compiuto 70 anni di età al momento dell’inizio dell’esecuzione della pena o dopo l’inizio della stessa, purché non sia stata dichiarata delinquente abituale, professionale o per tendenza, né sia stata mai condannata con l’aggravante di cui all’art. 99 c.p.   **Detenzione domiciliare c.d. generica** (1 comma *bis*, art. 47 *ter*)  Indipendentemente dalla sussistenza dei requisiti di cui al 1 comma, pena detentiva non superiore a 2 anni, anche se residuo di maggior pena, quando non ricorrono i presupposti per l’affidamento in prova al servizio sociale e sempre che tale misura sia idonea ad evitare che il condannato commetta altri reati. Tale misura non si applica ai condannati per i reati di cui all’art. 4 *bis* ord. penit. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Tribunale di Sorveglianza.  Durante l’esecuzione della detenzione domiciliare il Magistrato di Sorveglianza può modificare le prescrizioni imposte al condannato al momento dell’ammissione alla misura. Il Magistrato di Sorveglianza può altresì stabilire che in alcune ore del giorno al condannato sia permesso di uscire dall’abitazione, solitamente per motivi di lavoro oppure per provvedere alle sue indispensabili esigenze di vita. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Nel corso del 2014 sono state in esecuzione 25.376 detenzioni domiciliari *ex* art. 47 *ter* ord. penit. (Fonte: Ministero della Giustizia, DAP). |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Nel corso del 2014 la detenzione domiciliare *ex* art. 47 *ter* ord. penit. ha registrato una percentuale di applicazione pari al 49,2% del totale delle misure alternative applicate. (Fonte: Ministero della Giustizia, DAP). |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | La detenzione domiciliare è revocata: *a)* se il comportamento del soggetto ammesso è contrario alla legge o alle prescrizioni dettate, oppure incompatibile con la prosecuzione della misura; *b)* quando vengono a cessare le condizioni previste nei commi 1 e 1 *bis*; *c)* se il condannato evade. Con riferimento all’ipotesi sub *c)*, la semplice denuncia per evasione non comporta l’automatica sospensione della misura, la quale deve derivare da una valutazione discrezionale del Tribunale di Sorveglianza; mentre dalla condanna per tale delitto discende la revoca della misura.  Le conseguenze della revoca sono diverse tra le due ipotesi di detenzione domiciliare: la revoca della detenzione domiciliare c.d. umanitaria non esclude la possibilità di sostituire la pena residua con altra misura alternativa, mentre la revoca della detenzione domiciliare c.d. generica comporta la reviviscenza della pena carceraria. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Durante il 2014 sono intervenute 1.768 revoche, pari al 6,96% del numero di applicazioni. (Fonte: Ministero della Giustizia, DAP). |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Entrambe le tipologie di detenzione domiciliare appaiono conformi.  Quanto alla detenzione domiciliare c.d. umanitaria, essa risponde all’idea, ribadita a più riprese dagli organi posti a tutela della CEDU, secondo cui la reclusione carceraria di una persona con gravi problemi di salute può dar luogo a trattamento inumano e degradante (v. *Commissione,* dec. 2 marzo 1998*, Venetucci* *c. Italia*; Commissione, rapp. 17 dicembre 1981, *Chartier c. Italia*).  La detenzione domiciliare c.d. generica risponde invece all’esigenza di deflazione carceraria affermata dalla Corte di Strasburgo nelle sentenze Sulejmanovic (16 luglio 2009, *Sulejmanovic c. Italia*), e Torreggiani (8 gennaio 2013, *Torreggiani e a. c. Italia*). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **DETENZIONE DOMICILIARE SPECIALE** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Particolare ipotesi di detenzione domiciliare riservata alle condannate madri (eccezionalmente applicabile anche ai condannati padri) di figli di età inferiore ai dieci anni, volta a consentirne la cura e l'assistenza. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 47-*quinquies*, l. n. 354/1975 n. (ord. pen.), introdotto dalla l. n. 40/2001. |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria  Facoltativa  Restrittiva della libertà |
| 5. Obiettivi del legislatore | Consentire alle condannate, madri di bambini di età inferiore ai dieci anni, di espiare la pena nella propria abitazione, in altro luogo di privata dimora, o in luogo di cura, assistenza o accoglienza, al fine di provvedere alla cura e assistenza dei figli. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Tribunale di sorveglianza |
| 7. Destinatario della misura | - Madre di bambini di età inferiore a dieci anni con lei conviventi  - Padre di bambini di età inferiore a dieci anni con lui conviventi, in caso di morte o assoluta impossibilità della madre di provvedere alla loro assistenza  (In entrambi i casi il genitore non deve essere dichiarato decaduto dalla potestà sui figli) |
| 8. Presupposti applicativi | La misura in questione può essere concessa quando non ricorrono le condizioni previste *ex* art. 47-*ter* per la detenzione domiciliare ordinaria (pena detentiva anche residua inferiore ai quattro anni), purché' sussistano i seguenti presupposti:  - Avvenuta espiazione di almeno 1/3 della pena ovvero quindici anni in caso di condanna all'ergastolo  - Assenza di un concreto pericolo di commissione di ulteriori delitti  - Possibilità di ripristinare la convivenza con i figli |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il tribunale di sorveglianza detta le modalità di attuazione della misura, anche con riferimento alle prescrizioni che il destinatario deve seguire nei rapporti con il servizio sociale.  Il servizio sociale controlla il comportamento del soggetto e ne riferisce periodicamente al magistrato di sorveglianza competente.  L'osservanza delle prescrizioni imposte può essere controllata in ogni momento, anche di propria iniziativa, da parte del pubblico ministero o della polizia giudiziaria.  Possibilità di disporre anche modalità di controllo con mezzi elettronici. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dato non disponibile |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura se il comportamento del destinatario, contrario alla legge o alle prescrizioni dettate, appare incompatibile con la prosecuzione della stessa. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì.  Misura applicata dall'autorità giudiziaria con decisione soggetta a ricorso per Cassazione.  *Assemblée parlementaire du Conseil de l’Europe, Résolution 1938 (2013):*  *9. Les peines non privatives de liberté suivantes méritent une attention particulière, à la lumière de l’expérience pratique des pays qui réussissent à faire respecter la loi et à maintenir l’ordre public avec un taux d’emprisonnement comparativement bas: (…)*  *9.10 (…) l'assignation à résidence (…)* |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **ESECUZIONE DELLA PENA PRESSO IL DOMICILIO** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Istituto che consente al condannato a una pena detentiva di scontare tale pena, o una parte di essa, presso la propria abitazione o in altro luogo di privata dimora ovvero in luogo pubblico o privato di cura, assistenza o accoglienza. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 1 l. 26 novembre 2010, n. 199; art. 3 d.l. 22 dicembre 2011, n. 211 (converito con la l. 17 febbraio 2012, n.9); art. 5 d.l. 23 dicembre 2013, n. 146 (convertito con la l. 21 febbraio 2014, n. 10). |
| 4. Tipo di misura | - Misura alternativa alla detenzione;  - Provvisoria (suscettibile di revoca, altrimenti destinata a protrarsi per l’intera durata della pena);  - Per i condannati in stato di libertà applicazione *ex officio* da parte del Magistrato di Sorveglianza (a cui il Pubblico Ministero investito dell’esecuzione ha trasmesso gli atti senza ritardo) nelle ipotesi in cui non opererebbe il meccanismo sospensivo di cui all’art. 656, comma 9, c.p.p. Nelle altre ipotesi, applicazione su istanza dell’interessato nel caso in cui quest’ultimo sia libero oppure su iniziativa della direzione dell’istituto di pena qualora il condannato si trovi in stato di detenzione;  - Facoltativa per il giudice;  - Limitativa della libertà personale. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Deflazione penitenziaria. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Magistrato di Sorveglianza. |
| 7. Destinatario della misura | Condannato a pena detentiva. |
| 8. Presupposti applicativi | Pena detentiva (anche residua) non superiore a 18 mesi, con l’esclusione dei condannati per i reati previsti dall’art. 4 *bis* ord. penit. (reati di particolare gravità, come associazione di stampo mafioso o finalizzata alla spaccio di stupefacenti, sequestro di persona a scopo di estorsione, ecc.), dei delinquenti abituali, professionali o per tendenza, dei detenuti sottoposti al regime di sorveglianza particolare di cui all’art. 14 *bis* ord. penit., oppure qualora vi sia la concreta possibilità che il condannato possa darsi alla fuga o commetta altri delitti, o ancora quando il condannato non abbia un domicilio idoneo alla sorveglianza e alla tutela delle persone offese dal reato commesso. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Magistrato di Sorveglianza. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Dal momento della sua entrata in vigore sino al 30 aprile 2015, la misura in oggetto ha trovato 16.603 applicazioni a favore di condannati in stato di detenzione[[19]](#footnote-19). |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Non disponibile. |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Il comma 6 dell’art. 1 della l. 199/2010 rinvia, per quanto concerne il mancato rispetto delle prescrizioni e la revoca della misura, alle disposizioni contenute nella l. 354/1975 (ord. penit.) e nel regolamento di cui al decreto del Presidente della Repubblica n. 230/2000 in materia di detenzione domiciliare.  Pertanto, la misura in oggetto è revocata: *a)* se il comportamento del soggetto ammesso è contrario alla legge o alle prescrizioni dettate, oppure incompatibile con la prosecuzione della misura; *b)* quando vengono a cessare le condizioni applicative; c) se il condannato evade[[20]](#footnote-20). |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | La misura appare conforme, poiché diretta a fronteggiare la drammatica situazione di sovrappopolamento carcerario per la quale l’Italia è stata condannata dalla Corte di Strasburgo. Si tenga peraltro conto che quest’ultima nella sentenza Torreggiani (8 gennaio 2013, *Torreggiani e a. c. Italia*) ha individuato nel ricorso a pene alternative alla detenzione una possibile soluzione al problema del sovraffollamento penitenziario. |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nome | **LAVORO ALL’ESTERNO** |
|  | Prima, durante e dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Possibilità, riconosciuta a imputati, condannati e internati di svolgere un’attività lavorativa fuori dall’istituto penitenziario. Si può trattare di lavoro subordinato o autonomo, alle dipendenze della pubblica amministrazione o di imprese private, di corsi di formazione professionale, di attività a titolo volontario e gratuito nell’ambito di determinati progetti di pubblica utilità, nonché di attività di sostegno alle famiglie delle vittime dei reati commessi. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 21 ord. pen.  *1. I detenuti e gli internati possono essere assegnati al lavoro all'esterno in condizioni idonee a garantire l'attuazione positiva degli scopi previsti dall'articolo 15. Tuttavia, se si tratta di persona condannata alla pena della reclusione per uno dei delitti indicati nei commi 1, 1-ter e 1quater dell'articolo 4-bis, l'assegnazione al lavoro all'esterno può essere disposta dopo l'espiazione di almeno un terzo della pena e, comunque, di non oltre cinque anni. Nei confronti dei condannati all'ergastolo l'assegnazione può avvenire dopo l'espiazione di almeno dieci anni.*  *2. I detenuti e gli internati assegnati al lavoro all'esterno sono avviati a prestare la loro opera senza scorta, salvo che essa sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza. Gli imputati sono ammessi al lavoro all'esterno previa autorizzazione della competente autorità giudiziaria.*  *3. Quando si tratta di imprese private, il lavoro deve svolgersi sotto il diretto controllo della direzione dell'istituto a cui il detenuto o l'internato è assegnato, la quale può avvalersi a tal fine del personale dipendente e del servizio sociale.*  *4. Per ciascun condannato o internato il provvedimento di ammissione al lavoro all'esterno diviene esecutivo dopo l'approvazione del magistrato di sorveglianza.*  *4-bis. Le disposizioni di cui ai commi precedenti e la disposizione di cui al secondo periodo del comma sedicesimo dell'articolo 20 si applicano anche ai detenuti ed agli internati ammessi a frequentare corsi di formazione professionale all'esterno degli istituti penitenziari.*  *4-ter. I detenuti e gli internati di norma possono essere assegnati a prestare la propria attività a titolo volontario e gratuito, tenendo conto anche delle loro specifiche professionalità e attitudini lavorative, nell'esecuzione di progetti di pubblica utilità in favore della collettività da svolgere presso lo Stato, le regioni, le province, i comuni, le comunità montane, le unioni di comuni, le aziende sanitarie locali o presso enti o organizzazioni, anche internazionali, di assistenza sociale, sanitaria e di volontariato. I detenuti e gli internati possono essere inoltre assegnati a prestare la propria attività a titolo volontario e gratuito a sostegno delle famiglie delle vittime dei reati da loro commessi. L'attività è in ogni caso svolta con modalità che non pregiudichino le esigenze di lavoro, di studio, di famiglia e di salute dei detenuti e degli internati. Sono esclusi dalle previsioni del presente comma i detenuti e gli internati per il delitto di cui all'articolo 416-bis del codice penale e per i delitti commessi avvalendosi delle condizioni previste dallo stesso articolo ovvero al fine di agevolare l'attività delle associazioni in esso previste. Si applicano, in quanto compatibili, le modalità previste nell'articolo 54 del decreto legislativo 28 agosto 2000, n. 274.* |
| 4. Tipo di misura | - Definitiva  - Facoltativa  - Misura applicabile alle persone internate, condannate a pena detentiva o in custodia cautelare (e dunque sottoposte a una privazione della libertà). |
| 5. Obiettivi del legislatore | (*a*) Tutelare gli interessi professionali dell’imputato (cfr. art. 1 comma 1 reg. pen. 230/2000).  (*b*) Favorire il reinserimento sociale del condannato. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Direttore dell’istituto penitenziario, il cui provvedimento diviene esecutivo dopo l’approvazione da parte del Magistrato di sorveglianza (art. 21, comma 4 ord. pen.; art. 48 reg. pen.). Nei confronti degli imputati è necessaria l’autorizzazione del giudice procedente. |
| 7. Destinatario della misura | Imputati, condannati e internati |
| 8. Presupposti applicativi | - Presupposti applicativi:   * Previsione nel programma di trattamento penitenziario approvato dal magistrato di sorveglianza (requisito non previsto per gli imputati); * se si tratta di persona condannata alla pena della reclusione per uno dei delitti di cui all’art. 4-*bis*, commi 1, 1-*ter* e 1-*quater*, è necessaria l’espiazione di almeno un terzo della pena e, comunque, di non oltre cinque anni, ad eccezione dei casi in cui sia stata accertata la collaborazione con la giustizia (art. 58 ter ord. pen.); * L’art. 4 bis ord. pen. prevede particolari requisiti in relazione a determinati reati associativi o potenzialmente legati all’attività di organizzazioni criminali. Si tratta della collaborazione con la giustizia (se non impossibile o giuridicamente irrilevante), l’assenza di collegamenti attuali con l’organizzazione criminale e, per i reati sessuali, una osservazione della personalità condotta per almeno un anno in istituto penitenziario. * se si tratta di persona condannata all’ergastolo, è necessaria l’espiazione di almeno dieci anni di pena.   - Effetti: possibilità di trascorrere parte della giornata fuori dall’istituto penitenziario senza scorta, salvo che sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza (art. 21, comma 2 ord. pen.). In assenza di scorta, imposizione di prescrizioni (art. 48, comma 13 reg. pen.). |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Direttore dell’istituto, il quale può avvalersi di personale dipendente e del servizio sociale (art. 21, comma 3 ord. pen.), nonché del personale del Corpo di Polizia penitenziaria, della Polizia di Stato e dell’Arma dei Carabinieri (art. 48, comma 6 reg. pen.). |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | 1205 nel 2014 |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | 1,6 % (tenendo conto anche di affidamento in prova, detenzione domiciliare, semilibertà, messa alla prova, lavoro di pubblica utilità, semidetenzione, libertà controllata e libertà vigilata). |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura da parte del Direttore dell’istituto, esecutiva dopo l’approvazione del Magistrato di sorveglianza (art. 48, comma 15 reg. pen.). |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì, anche se la misura non persegue obiettivi deflattivi, tutela il diritto al lavoro riconosciuto ad ogni individuo dall’art. 15 della Carta dei diritti fondamentali dell’UE. Secondo l’art. 4 CEDU non è da considerare «lavoro forzato od obbligatorio (…) il lavoro normalmente richiesto a una persona detenuta alle condizioni previste dall’articolo 5 della presente Convenzione o durante il periodo di libertà condizionale».  Tuttavia sussistono dubbi relativamente alla possibilità di assegnare il detenuto ad attività non remunerate.  Si confronti anche:  *Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membressur les Règles pénitentiaires européennes*  *26.10 En tout état de cause, le travail des détenus doit être rémunéré de façon équitable.* |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nome | **LAVORO ALL’ESTERNO** |
|  | Prima, durante e dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Possibilità, riconosciuta a imputati, condannati e internati di svolgere un’attività lavorativa fuori dall’istituto penitenziario. Si può trattare di lavoro subordinato o autonomo, alle dipendenze della pubblica amministrazione o di imprese private, di corsi di formazione professionale, di attività a titolo volontario e gratuito nell’ambito di determinati progetti di pubblica utilità, nonché di attività di sostegno alle famiglie delle vittime dei reati commessi. |
| 3. Normativa di riferimento | Art. 21 ord. pen.  *1. I detenuti e gli internati possono essere assegnati al lavoro all'esterno in condizioni idonee a garantire l'attuazione positiva degli scopi previsti dall'articolo 15. Tuttavia, se si tratta di persona condannata alla pena della reclusione per uno dei delitti indicati nei commi 1, 1-ter e 1quater dell'articolo 4-bis, l'assegnazione al lavoro all'esterno può essere disposta dopo l'espiazione di almeno un terzo della pena e, comunque, di non oltre cinque anni. Nei confronti dei condannati all'ergastolo l'assegnazione può avvenire dopo l'espiazione di almeno dieci anni.*  *2. I detenuti e gli internati assegnati al lavoro all'esterno sono avviati a prestare la loro opera senza scorta, salvo che essa sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza. Gli imputati sono ammessi al lavoro all'esterno previa autorizzazione della competente autorità giudiziaria.*  *3. Quando si tratta di imprese private, il lavoro deve svolgersi sotto il diretto controllo della direzione dell'istituto a cui il detenuto o l'internato è assegnato, la quale può avvalersi a tal fine del personale dipendente e del servizio sociale.*  *4. Per ciascun condannato o internato il provvedimento di ammissione al lavoro all'esterno diviene esecutivo dopo l'approvazione del magistrato di sorveglianza.*  *4-bis. Le disposizioni di cui ai commi precedenti e la disposizione di cui al secondo periodo del comma sedicesimo dell'articolo 20 si applicano anche ai detenuti ed agli internati ammessi a frequentare corsi di formazione professionale all'esterno degli istituti penitenziari.*  *4-ter. I detenuti e gli internati di norma possono essere assegnati a prestare la propria attività a titolo volontario e gratuito, tenendo conto anche delle loro specifiche professionalità e attitudini lavorative, nell'esecuzione di progetti di pubblica utilità in favore della collettività da svolgere presso lo Stato, le regioni, le province, i comuni, le comunità montane, le unioni di comuni, le aziende sanitarie locali o presso enti o organizzazioni, anche internazionali, di assistenza sociale, sanitaria e di volontariato. I detenuti e gli internati possono essere inoltre assegnati a prestare la propria attività a titolo volontario e gratuito a sostegno delle famiglie delle vittime dei reati da loro commessi. L'attività è in ogni caso svolta con modalità che non pregiudichino le esigenze di lavoro, di studio, di famiglia e di salute dei detenuti e degli internati. Sono esclusi dalle previsioni del presente comma i detenuti e gli internati per il delitto di cui all'articolo 416-bis del codice penale e per i delitti commessi avvalendosi delle condizioni previste dallo stesso articolo ovvero al fine di agevolare l'attività delle associazioni in esso previste. Si applicano, in quanto compatibili, le modalità previste nell'articolo 54 del decreto legislativo 28 agosto 2000, n. 274.* |
| 4. Tipo di misura | - Definitiva  - Facoltativa  - Misura applicabile alle persone internate, condannate a pena detentiva o in custodia cautelare (e dunque sottoposte a una privazione della libertà). |
| 5. Obiettivi del legislatore | (*a*) Tutelare gli interessi professionali dell’imputato (cfr. art. 1 comma 1 reg. pen. 230/2000).  (*b*) Favorire il reinserimento sociale del condannato. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Direttore dell’istituto penitenziario, il cui provvedimento diviene esecutivo dopo l’approvazione da parte del Magistrato di sorveglianza (art. 21, comma 4 ord. pen.; art. 48 reg. pen.). Nei confronti degli imputati è necessaria l’autorizzazione del giudice procedente. |
| 7. Destinatario della misura | Imputati, condannati e internati |
| 8. Presupposti applicativi | - Presupposti applicativi:   * Previsione nel programma di trattamento penitenziario approvato dal magistrato di sorveglianza (requisito non previsto per gli imputati); * se si tratta di persona condannata alla pena della reclusione per uno dei delitti di cui all’art. 4-*bis*, commi 1, 1-*ter* e 1-*quater*, è necessaria l’espiazione di almeno un terzo della pena e, comunque, di non oltre cinque anni, ad eccezione dei casi in cui sia stata accertata la collaborazione con la giustizia (art. 58 ter ord. pen.); * L’art. 4 bis ord. pen. prevede particolari requisiti in relazione a determinati reati associativi o potenzialmente legati all’attività di organizzazioni criminali. Si tratta della collaborazione con la giustizia (se non impossibile o giuridicamente irrilevante), l’assenza di collegamenti attuali con l’organizzazione criminale e, per i reati sessuali, una osservazione della personalità condotta per almeno un anno in istituto penitenziario. * se si tratta di persona condannata all’ergastolo, è necessaria l’espiazione di almeno dieci anni di pena.   - Effetti: possibilità di trascorrere parte della giornata fuori dall’istituto penitenziario senza scorta, salvo che sia ritenuta necessaria per motivi di sicurezza (art. 21, comma 2 ord. pen.). In assenza di scorta, imposizione di prescrizioni (art. 48, comma 13 reg. pen.). |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Direttore dell’istituto, il quale può avvalersi di personale dipendente e del servizio sociale (art. 21, comma 3 ord. pen.), nonché del personale del Corpo di Polizia penitenziaria, della Polizia di Stato e dell’Arma dei Carabinieri (art. 48, comma 6 reg. pen.). |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | 1205 nel 2014 |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | 1,6 % (tenendo conto anche di affidamento in prova, detenzione domiciliare, semilibertà, messa alla prova, lavoro di pubblica utilità, semidetenzione, libertà controllata e libertà vigilata). |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Revoca della misura da parte del Direttore dell’istituto, esecutiva dopo l’approvazione del Magistrato di sorveglianza (art. 48, comma 15 reg. pen.). |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Dato non disponibile. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Sì, anche se la misura non persegue obiettivi deflattivi, tutela il diritto al lavoro riconosciuto ad ogni individuo dall’art. 15 della Carta dei diritti fondamentali dell’UE. Secondo l’art. 4 CEDU non è da considerare «lavoro forzato od obbligatorio (…) il lavoro normalmente richiesto a una persona detenuta alle condizioni previste dall’articolo 5 della presente Convenzione o durante il periodo di libertà condizionale».  Tuttavia sussistono dubbi relativamente alla possibilità di assegnare il detenuto ad attività non remunerate.  Si confronti anche:  *Recommandation Rec(2006)2 du Comité des Ministres aux Etats membressur les Règles pénitentiaires européennes*  *26.10 En tout état de cause, le travail des détenus doit être rémunéré de façon équitable.* |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nome | **SEMILIBERTà** |
|  | Misura successiva al giudizio di condanna. |
| 2. Definizione | Concessione di trascorrere parte del giorno fuori dell’istituto per partecipare ad attività lavorative, istruttive o comunque utili al reinserimento sociale.  I condannati ammessi al regime di semilibertà sono assegnati in appositi istituti di pena o apposite sezioni autonome degli istituti ordinari e indossano abiti civili. Le sezioni autonome possono altresì essere ubicate in edifici di civile abitazione.  Nei confronti del condannato ammesso al regime di semilibertà è formulato un particolare programma di trattamento. Vi sono dettate le prescrizioni (che il condannato si deve impegnare a rispettare per iscritto) da osservare durante il tempo da trascorrere fuori dall’istituto, anche in ordine ai rapporti con la famiglia e con il servizio sociale, nonché quelle relative all’orario di uscita e di rientro.  Il programma indica i rapporti che la persona potrà mantenere all’esterno negli ambienti indicati (rapporti che devono risultare utili al reinserimento sociale) secondo le indicazioni provenienti dalla attività di osservazione, particolarmente relativi alla situazione esterna. |
| 3. Normativa di riferimento | Artt. 48 – 51, Legge 26 luglio 1975. n. 354 (Ordinamento penitenziario)  Artt. 101-102 D.p.r. 30 giugno 2000, n. 230 (Regolamento recante norme sull’ordinamento penitenziario e sulle misure privative e limitative della libertà) |
| 4. Tipo di misura | Provvisoria (suscettibile di revoca, altrimenti destinata a protrarsi sino alla conclusione del periodo di pena)  Facoltativa (discrezionalmente concessa dal Tribunale di sorveglianza)  Restrittiva della libertà personale. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Progressivo reinserimento del condannato nella famiglia e nella società.  Modalità di preparazione alla liberazione (per pene detentive lunghe).  Espiazione in modalità non desocializzante delle pene detentive brevi. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Tribunale di Sorveglianza (art. 70, comma I, ord. penitenziario). |
| 7. Destinatario della misura | Soggetto già condannato in via definitiva a pena detentiva, proveniente dallo stato di libertà (se condannato a pene detentive brevi) ovvero dallo stato di detenzione (negli altri casi).  La legge (art. 4-bis ord. pen.) vieta la concessione della semilibertà (come in genere delle misure alternative alla detenzione) ai soggetti che abbiano riportato condanna, per alcuni reati di grande allarme sociale (associazione di stampo mafioso o finalizzata allo spaccio di stupefacenti, sequestro di persona con finalità di estorsione etc.).  La concessione è, tuttavia, anche in questi casi ammissibile se il condannato presti attività di collaborazione con la giustizia e non vi siano a suo carico elementi tali da lasciar presumere collegamenti attuali con la criminalità organizzata, e dopo che siano stati espiati due terzi della pena. |
| 8. Presupposti applicativi | L'ammissione al regime di semilibertà è disposta in relazione ai progressi compiuti nel corso del trattamento, quando vi sono le condizioni per un graduale reinserimento del soggetto nella società.  Possono essere interamente espiate in regime di semilibertà - se il condannato non è affidato in prova al servizio sociale - pene detentive di breve durata, : la pena dell’arresto (pena detentiva prevista per i contravvenzioni) e la pena della reclusione (pena detentiva prevista per i delitti) quest’ultima se non superiore a sei mesi. In questi casi, se il condannato ha dimostrato la propria volontà di reinserimento nella vita sociale, la semilibertà può essere disposta anche successivamente all’inizio dell’esecuzione della pena detentiva.  Per condanne a pena detentiva della reclusione di maggiore durata, il condannato può essere ammesso alla semilibertà dopo l’espiazione di almeno metà della pena.  Il condannato all’ergastolo può essere ammesso alla semilibertà dopo avere espiato almeno venti anni di pena.  Nei casi previsti come passibili di affidamento in prova al servizio sociale, ma in cui non sussistono i presupposti per la concessione di tale misura, il condannato può essere ammesso al regime di semilibertà anche prima dell’espiazione di metà della pena. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Amministrazione penitenziaria.  La responsabilità del trattamento è affidata al direttore dell’istituto di pena che si avvale del servizio sociale per la vigilanza e assistenza del soggetto nell’ambiente libero.  Il direttore dell’istituto è tenuto a riferire al tribunale ed al magistrato di sorveglianza dei casi previsti dalla legge come causa di sospensione o revoca della semilibertà (art. 102 reg. pen.) |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | Detenuti presenti negli istituti penitenziari in regime di semilibertà al 31 aprile 2015: 754. (fonte: Ministero della Giustizia, DAP)  Numero di provvedimenti di concessione emessi nell’anno 2013: 763  (fonte: Council of Europe Annual Penal Statistics – SPACE II – 2013) |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Percentuale nell’anno 2013: 1,5%  (Fonte: Council of Europe Annual Penal Statistics – SPACE II – 2013) |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | Se il condannato rimane assente dall'istituto per più di dodici ore è punibile per il delitto di evasione (art. 385 c.p.). La semplice denuncia per tale reato comporta la sospensione dal beneficio e la condanna ne comporta la revoca.  Per assenze di minore durata il condannato è punito in via disciplinare e può essere proposto per la revoca della concessione.  La misura deve, comunque, esser revocata in ogni tempo se il condannato non si dimostra idoneo al trattamento previsto nel programma. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Anno 2014 (fonte: Ministero della Giustizia, DAP)  Totale revoche intervenute: 125  Percentuale sulle applicazioni: 8,17% |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | Nessuna difformità.  Applicazione auspicatane dal Consiglio di Europa “il più possibile” nella prospettiva di contribuire al trattamento e reinserimento dei detenuti, al mantenimento dei legami con le famiglie le la comunità e per ridurre le tensioni negli istituti di pena (Raccomandazione n. R (99) 22). |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. | **SOSPENSIONE DELL'ORDINE DI ESECUZIONE** |
|  | Dopo il giudizio |
| 2. Definizione | Nel caso di pena da espiare (anche come residuo di maggiore pena) inferiore a tre, quattro o sei anni, il pubblico ministero, dopo avere emesso l'ordine di esecuzione, lo sospende. Ordine di esecuzione e decreto di sospensione sono notificati al condannato e al suo difensore con l'avviso che entro trenta giorni potrà essere presentata istanza (accompagnata dalla relativa documentazione) volta ad ottenere la concessione di una misura alternativa (affidamento in prova, detenzione domiciliare, semilibertà) nonché la sospensione della pena ex art. 90 d.p.r. 309 del 1990. |
| 3. Normativa di riferimento | ART. 656 c. 5 ss. c.p.p. |
| 4. Tipo di misura | - Provvedimento provvisorio della durata massima di 30 giorni (ove l'istanza di concessione di una misura alternativa non sia presentata tempestivamente il pubblico ministero revoca "immediatamente" l'ordine di esecuzione).  - Trattasi di sospensione "automatica" e dunque obbligatoria: accertate le condizioni stabilite dalla legge il p.m. "sospende l'esecuzione" della pena.  - Provvedimento sospensivo non implicante, di per sé, l'adozione di misure privative della libertà personale. |
| 5. Obiettivi del legislatore | Il provvedimento assolve, anzitutto, funzioni di tipo deflattivo, consentendo l'accesso alle misure alternative in un momento antecedente all'inizio dell'esecuzione intramuraria. L'anticipo della misura a potenziali fruitori di una modalità di espiazione *extra moenia*, ha altresì l'effetto di evitare il passaggio in carcere a pene detentive brevi, evitandone così il possibile effetto desocializzante. |
| 6. Autorità competente per l’applicazione | Pubblico ministero presso il giudice dell'esecuzione (art. 665 c.p.p.). |
| 7. Destinatario della misura | Condannati non sottoposti a custodia cautelare al momento della condanna ovvero destinatari della misura cautelare coercitiva degli arresti domiciliari per fatto oggetto della condanna (art. 656 c. 10 c.p.p.). |
| 8. Presupposti applicativi | - La sospensione del ordine di esecuzione deve essere disposta se la pena detentiva anche se costituente residuo di maggior pena non è superiore a 3 anni nel caso di affidamento in prova e semilibertà, 4 anni nel caso di detenzione domiciliare ordinaria ovvero 6 anni nei casi di cui agli artt. 90 e 94.  - La sospensione non può tuttavia essere disposta più di una volta anche se il condannato ripropone una nuova istanza relativa a diversa misura (ivi compresa la sospensione della pena ex art. 90 d.p.r. 309 del 1990) o alla stessa misura diversamente motivando.  - La sospensione non può essere concessa per i reati di cui all'art. 4-bis (fatta eccezione per quanti si trovino agli arresti domiciliari ai sensi dell'art. 89 del d.p.r. 309 del 1990), nonché per i reati di cui agli artt. 423-bis, 572 c. 2, 612-bis c. 3, 624-bis c.p..  - La sospensione non può essere concessa a favore di quanti, al momento in cui la condanna diviene definitiva, si trovino in custodia cautelare per il fatto oggetto della condanna da eseguire. |
| 9. Autorità dell’esecuzione e poteri di controllo | Il Tribunale di sorveglianza competente in relazione al luogo ove ha sede l'ufficio del Pubblico ministero decide sull'istanza di ammissione alla misura alternativa entro quarantacinque giorni dalla presentazione dell'istanza stessa. |
| 10. Numero di applicazioni in un anno | 22982 (esclusi i condannati che si trovano agli arresti domiciliari) – anno 2014 – Dati DAP https://www.giustizia.it/giustizia/it/mg\_1\_14\_1.wp?facetNode\_1=1\_5\_31&previsiousPage=mg\_1\_14&contentId=SST1122539 |
| 11. Percentuale di applicazione rispetto al totale delle misure applicate nella medesima fase | Dato non disponibile |
| 12. Conseguenze del mancato rispetto delle prescrizioni | - La sospensione dell'ordine di esecuzione non si accompagna di regola a prescrizioni, tuttavia essa viene revocata quando l'istanza per l'ammissione a una misura alternativa non viene presentata tempestivamente ovvero quando il Tribunale di sorveglianza la dichiari inammissibile o la respinga.  - La sospensione dell'ordine di esecuzione deve essere altresì revocata laddove nelle more della decisione del tribunale di sorveglianza sull'istanza di affidamento in prova ai sensi dell'art. 94 del d.p.r. 9 ottobre 1990 n. 309 quando il programma di recupero non viene iniziato entro cinque giorni dalla presentazione dell'istanza stessa. |
| 13. Numero di revoche e percentuale rispetto al numero di applicazioni | Non sono disponibili i dati relativi alla revoca della sospensione. |
| 14. Conformità della misura in relazione agli strumenti normativi e politici europei | La sospensione dell'ordine di esecuzione appare, almeno indirettamente, in linea con le più significative raccomandazioni del Consiglio d'Europa. Stante il carattere di misura sospensiva del provvedimento in discorso essa pare ai principi delle Regole europee sulle sanzioni e misure nella comunità.  In quanto strumento volto ad anticipare le misure alternative a una fase immediatamente successiva a quella commisurativa, inoltre, la sospensione dell'ordine di esecuzione appare conforme ai principi della raccomandazione ° R (99) 22 del Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa in tema di sovraffollamento carcerario.  A ben vedere tuttavia la gradualità nel passaggio da carcere a misure alternative suggerita da tale ultima raccomandazione (principio n. 17) pare almeno in parte frustrata dal ricorso alla misura alternativa risocializzatrice sin dal momento successivo alla condanna. |

**Romania**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **JUDICIAL CONTROL** |
| 2. Référence législative | ART. 211 – 215 from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Pre-sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | The judicial control is the most utilised and the least restrictive non custodial preventive measure provided by the new Criminal Procedure Code.  While under judicial control, the defendant will be encumbered by a set of restrictions regarding the liberty of movement, his social life and/or his professional activities and the manner in which the defendant complies with the above mentioned will be periodically checked. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Temporary measure.  Facultative for the judicial bodies.  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Implies restriction of liberty and privation of certain rights. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding preventive measures is stated by art. 202 from the Criminal Procedure Code, more precisely its purpose is to prevent the defendant from avoiding the criminal investigation or trial or to prevent the commission of another offense.  Moreover, the judicial control’s specific goal is to reduce the number of pre-trial arrests, while placing the defendant under constant supervision for the given period of time. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The prosecutor, the Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court |
| 8. Destinataires de la mesure | The defendant |
| 9. Conditions d’application | a) There is evidence or probable cause leading to a reasonable suspicion that a person committed an offense, regardless of the penalty stipulated by law;  b) There is no cause preventing the initiation or the exercise of criminal action (in regard with the causes stipulated at Article 16 of the Criminal Procedure Code);  c) The criminal action has already been set in motion by the prosecutor;  d) The hearing of the defendant already took place in the presence of his legal counsel;  e) the preventive measure is regarded as being necessary in order to ensure a proper conducting of criminal proceedings, to prevent the defendant from avoiding the criminal investigation or trial or to prevent the commission of another offense;  f) The measure is regarded as proportional to the seriousness of the charges brought against the person such measure is taken for, and necessary for the attainment of the purpose sought when ordering it. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | The defendant will be under constant surveillance for a maximum initial period of 60 days, after which the measure can be prolonged.  The defendant will be supervised by the Probation Service. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | Regardless of the judicial body that imposes it, the document ordering a judicial control measure will explicitly specify the obligations that have to be observed by a defendant during the term of such measure and they are warned that, in case of breaching in ill-faith the obligations resting upon them, a judicial control measure can be replaced by a house arrest measure or a pre-trial arrest measure |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The measure can be replaced by house arrest or pre-trial arrest by the Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court.  If the prosecutor orders the measure without fulfilling the legal conditions, the Judge for Rights and Liberties must revoke it. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Regarding the measure’s utilization rate, in accord with data made public by the General Inspectorate of Romanian Police[[21]](#footnote-21), we find that:   * during 1st of February 2014 – 31st of December 2014, the judicial control measure was ordered against 8,006 defendants; * during 1st of January 2015 – 1st of July 2015, the judicial control measure was ordered against 3,958 defendants; * on the 1st of July 2015, there were 5,458 defendants that were simultaneously under judicial control   Unfortunately, we cannot correlate these numbers with similar data regarding the custodial preventive measure (pre-trial arrest), because the available data regarding the pre-trial detainees is only accessible for the 31st of December 2014 and 2015, as follows:   * on the 31st of December 2014 there was a total of 2,514 pre-trial detainees; * on the 31st of December 2015 there were a total of 2,453 pre-trial detainees. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | The above mentioned data also shows that the reasons for the common utilization of this preventive measure resides in it’s statistical reliability, as in 2015 only 248 cases of measure replacement with a harsher measure have been registered, from a total of 3,958 cases (only 6.26%), mainly because of missing appointments with the supervising officer, contacting the parties with which communication was banned or by committing another criminal offence. An aspect that needs mentioning is related to the harshness of the replacement, as of a total of 248 cases, only 27 defendants were given another chance to a non-custodial measure (house-arrest), as against the other 221 custodial measures were ordered (pre-trial arrest, internment in detention or educational centres – for minors). |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation (99) 22 of the Committee of Ministers  Recommendation CM/Rec (2010) of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **JUDICIAL CONTROL ON BAIL** |
| 2. Référence législative | 211-217 from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Pre-sentencing phase. |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | A non custodial preventive measure.  While under judicial control, the defendant will be encumbered by a set of restrictions regarding the liberty of movement, his social life and/or his professional activities and the manner in which the defendant complies with the above mentioned will be periodically checked.  Moreover, the defendant has to forward the bail set by the judicial bodies. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Temporary measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Implies restriction of liberty and privation of certain rights.  Implies the deposit of the bail as a guarantee for respecting the measure. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding preventive measures is stated by art. 202 from the Criminal Procedure Code, more precisely its purpose is to prevent the defendant from avoiding the criminal investigation or trial or to prevent the commission of another offense.  Moreover, the judicial control’s specific goal is to reduce the number of pre-trial arrests, while placing the defendant under constant supervision for the given period of time.  The setting of the bail will furthermore guarantee the fact that the defendant will respect the obligations that encumber him.  The defendant who was placed under house arrest or pre-trial arrest will have the possibility to apply for replacing this harsh measure with the judicial control on bail. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The prosecutor, the Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | Paradoxically, art. 216 from the Criminal Procedure Code, regarding the general conditions of the judicial control on bail, refers to “the requirements” provided by art. 223, even if the latter norm stipulates the conditions and cases in which the preventive pre-trial arrest measure can be ordered.  a) the defendant has run away or went into hiding in order to avoid the criminal investigation or trial, or has made preparations of any nature whatsoever for such acts;  b) a defendant tries to influence another participant in the commission of the offense, or a witnesses or an expert to destroy, alter or hide or to steal physical evidence or to determine a different person to adopt such behaviour;  c) a defendant exerts pressures on the victim or tries to reach a fraudulent agreement with them;  d) there is reasonable suspicion that, after the initiation of the criminal action against them, the defendant committed a new offense with intent or is preparing to commit new offense.  Apart from these clearly defined situations, the Criminal Procedure Code enacts **a list of cases in which the judicial control on bail can also be ordered**, independently of the above mentioned situations. Therefore, pre-trial arrest of the defendant can also be ordered if the evidence generate reasonable suspicion that they committed a offense with direct intent against life, an offense having caused bodily harm or death of a person, an offense against national security as under the Criminal Code and other special laws, weapons trafficking, trafficking in human beings, acts of terrorism, money laundering, counterfeiting of currency or other securities, blackmail, rape, deprivation of freedom, tax evasion, assault of an official, judicial assault, corruption, an offense committed through electronic communication means or another offense for which the law requires a penalty of no less than 5 years of imprisonment and, based on an assessment of the seriousness of facts, of the manner and circumstances under which it was committed, or the entourage and the environment from where the defendant comes, of their criminal history and other circumstances regarding their person, it is decided that their deprivation of freedom is necessary in order to eliminate **a threat to public order**. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | The defendant will be under constant surveillance for a maximum initial period of 60 days, after which the measure can be prolonged.  The defendant will be supervised by the Probation Service. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | Regardless of the judicial body that imposes it, the document ordering a judicial control on bail measure will explicitly specify the obligations that have to be observed by a defendant during the term of such measure and they are warned that, in case of breaching in ill-faith the obligations resting upon them, a judicial control measure can be replaced by a house arrest measure or a pre-trial arrest measure.  Also, the bail amount will be confiscated. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The measure can be replaced by house arrest or pre-trial arrest by the Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court.  If the prosecutor orders the measure without fulfilling the legal conditions, the Judge for Rights and Liberties must revoke it. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Regarding the measure’s utilization rate, in accord with data made public by the General Inspectorate of Romanian Police[[22]](#footnote-22), we find that:   * during 1st of February 2014 – 31st of December 2014, the judicial control on bail measure was only ordered against 52 defendants; * during 1st of January 2015 – 1st of July 2015, the judicial control on bail measure was only ordered against 15 defendants; * on the 1st of July 2015, there were 37 defendants that were simultaneously under judicial control on bail |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Unfortunately, as we already stated above, this judicial control on bail did not have the broad applicability of it’s bail-less counterpart, but rather the contrary, as it has only been ordered against 67 defendants during a span of 1 and a half years.  The judicial control on bail seems to have a 100% success rate, as no replacements for breaching the obligations in ill-faith were ever recorded. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation (99) 22 of the Committee of Ministers  Recommendation CM/Rec (2010) of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **HOUSE ARREST** |
| 2. Référence législative | ART. 218 and the following from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Pre-sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | The house arrest was meant to be the primary solution for prison overpopulation, as it combines intrinsic elements from both the pre-trial arrest and the judicial control measure. While being placed under house arrest, the defendant will not be allowed to leave the premises on his home without the prior consent of the judicial body that imposed the measure. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Temporary measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Implies privation of liberty and privation of certain rights. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding preventive measures is stated by art. 202 from the Criminal Procedure Code, more precisely its purpose is to prevent the defendant from avoiding the criminal investigation or trial or to prevent the commission of another offense.  Moreover, the house arrest’s specific goal is to reduce the number of pre-trial arrests, while placing the defendant under constant supervision for the given period of time. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | House arrest can be ordered under the same conditions and circumstances as pre-trial arrest, provided by art. 223 par. 1 and 2 from the Criminal Procedure Code, so only when evidence generate a reasonable suspicion that the defendant committed an offense and if one of the following **situations** exists:  a) the defendant has run away or went into hiding in order to avoid the criminal investigation or trial, or has made preparations of any nature whatsoever for such acts;  b) a defendant tries to influence another participant in the commission of the offense, or a witnesses or an expert to destroy, alter or hide or to steal physical evidence or to determine a different person to adopt such behaviour;  c) a defendant exerts pressures on the victim or tries to reach a fraudulent agreement with them;  d) there is reasonable suspicion that, after the initiation of the criminal action against them, the defendant committed a new offense with intent or is preparing to commit new offense.  Apart from these clearly defined situations, the Criminal Procedure Code enacts **a list of cases in which the arrest can also be ordered**, independently of the above mentioned situations. Therefore, pre-trial arrest of the defendant can also be ordered if the evidence generate reasonable suspicion that they committed a offense with direct intent against life, an offense having caused bodily harm or death of a person, an offense against national security as under the Criminal Code and other special laws, weapons trafficking, trafficking in human beings, acts of terrorism, money laundering, counterfeiting of currency or other securities, blackmail, rape, deprivation of freedom, tax evasion, assault of an official, judicial assault, corruption, an offense committed through electronic communication means or another offense for which the law requires a penalty of no less than 5 years of imprisonment and, based on an assessment of the seriousness of facts, of the manner and circumstances under which it was committed, or the entourage and the environment from where the defendant comes, of their criminal history and other circumstances regarding their person, it is decided that their deprivation of freedom is necessary in order to eliminate **a threat to public order**. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | The defendant will not be allowed to leave the premises on his home without the prior consent of the judicial body that imposed the measure. The house arrest maximum period is 30 days (during the criminal investigation and during the preliminary chamber phase) or 60 days (during the trial period), after which the measure can be prolonged. During this time, the defendant will receive unforeseen visits from the Probation Service Officers. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | Regardless of the judicial body that imposes it, the document ordering a judicial control measure will explicitly specify the confinement space and the obligations that have to be respected by a defendant during the term of such measure and they are warned that, in case leaving the premises or of breaching in ill-faith the obligations resting upon them, the house arrest measure could be replaced by pre-trial arrest. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The measure can be replaced by pre-trial arrest by the Preliminary Chamber Judge, the Judge for Rights and Liberties or the Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Regarding the house arrest’s utilization rate, in accord with data made public by the General Inspectorate of Romanian Police[[23]](#footnote-23), we find that:   * during 1st of February 2014 – 31st of December 2014, the house arrest measure was ordered against 1.568 defendants; * during 1st of January 2015 – 1st of July 2015, the house arrest measure was ordered against 1.520 defendants; * on the 1st of July 2015, there were 602 defendants that were simultaneously under house arrest.   Unfortunately, we cannot perfectly correlate these numbers with similar data regarding the custodial preventive measure (pre-trial arrest), because the available data regarding the pre-trial detainees is only accessible for the 31st of December 2014 and 2015, as follows:   * on the 31st of December 2014 there was a total of 2.514 pre-trial detainees; * on the 31st of December 2015 there was a total of 2.453 pre-trial detainees.   Given this data, we could say that the house arrest measure, which was initially seen as the perfect alternative to pre-trial detention, has failed to live up to the hype and expectation brought forth by its enactment. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | The house arrest measure has a fairly low rate of replacement with a harsher measure (pre-trial arrest, internment in detention or educational centres – for juveniles), exactly 92 cases out of a total of 1520 during 2015 (6,05%). |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation CM/Rec (2014) of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **DROPPING CHARGES** |
| 2. Référence législative | ART. 318 and the following from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | As stated in article 7 par. 2 and, subsequently art. 318 and the following within the Criminal Procedure Code, the prosecutor can waive the exercise of the criminal action if, considering the concrete elements of the case, **there is no public interest** in performing its object. The principle of opportunity of the criminal investigation represents an exception the principle of legality, according to which the prosecutor is under an obligation to start and exercise the criminal investigation *ex officio* when evidence exists that shows the commission of an offense and there are no legal grounds to prevent them. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the suspect/defendant must respect a set of obligations envisaged by the prosecutor. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding the enactment of the dropping charges institution is to avoid the over encumbrance of the Courts, by giving the prosecutor a useful tool in selecting which cases should appear in front of a Court and which shouldn’t, due to the lack of public interest of the case at hand. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Prosecutor. |
| 8. Destinataires de la mesure | Suspect/Defendant |
| 9. Conditions d’application | According to art. 318 from the Criminal Procedure Code, in the situation of offenses for which the law requires the penalty of a fine or a penalty of imprisonment of no more than 7 years, the prosecutor can drop charges when, considering the contents of the offense, the modus operandi and the instruments used, the goal of the offense and the concrete circumstances of its commission, the consequences that occurred or could have occurred, they find that a public interest is not served in prosecuting. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | In general, the suspect/defendant will not suffer any consequences when the charges against him are dropped.  Exceptionally, after consulting with the suspect or defendant, the prosecutor can order that they comply with one or several of the following obligations:  a) remove the consequences of the criminal offense or make redress, or agree with the civil party on an avenue of redress;  b) make a public apology to the victim;  c) perform community service for a time span of no less than 30 and no more than 60 days, except for the case where their health precludes them to provide such community service;  d) enlist in a counselling program. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | In case of non-compliance in ill-faith of the obligations within the stipulated deadline, the prosecutor shall rescind their order. The burden of proof for compliance with the obligations or submitting the reasons for failure to comply with the obligations shall fall on the suspect or defendant. In this case, a new waiver of prosecution in this same case is no longer possible. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The measure can be rescinded by the prosecutor. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | Where the investigation started *in personam*, in accord with data made public by the General Prosecutor[[24]](#footnote-24), during 2014 there were a total of 49.135 dropping charges solution, while during 2015 the number was approximately the same, sitting at around 49.479 solutions.  Apart from the cases where the investigation started *in personam*, the charges were dropped in a lot of the cases with unidentified offenders, for example, only in 2015, there were 134.436 total cases where the charges were dropped regardless of the number of offenders or their know or unknown identity. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no data regarding the rescinding of the measure. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation CM/Rec (2014) of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Waiving enforcement of the penalty** |
| 2. Référence législative | ART. 80-82 from the Criminal Code, art. 582 from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | The new Criminal Procedure Code bestows the principle of opportunity as an exception to the principle of legality, hence providing the prosecutor with the possibility to drop the charges during the criminal investigation. The waiver of enforcement of the penalty comes as an extension of the above mentioned principle during the sentencing phase and is meant to replace and revise the former „lack of social danger of an offense” institution provided by the old penal legislation, which could have been applied by both prosecutors (during the criminal investigation) or judges (during the trial). |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the suspect/defendant must respect a set of obligations envisaged by the prosecutor. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding this institution is creating an alternative to conviction in the form of the waiver of enforcement of a penalty, a solution which should be ordered when the Courts feels that enforcing a penalty would be untimely because of its consequences on the defendant, considering the person of the defendant, their conduct before committing the offense, their efforts to remove or minimize the consequences of their offense, and their likelihood of rehabilitation. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | According to art. 80 of the Criminal Code, a Court can waive enforcement of a penalty if the following conditions are met:  a) the committed offense has a low degree of seriousness, given the nature and extent of its consequences, means used, manner and circumstances of commission, reason and goal intended;  b) considering the person of the defendant, their conduct before committing the offense, their efforts to remove or minimize the consequences of their offense, and their likelihood of rehabilitation, the Court feels that enforcing a penalty would be untimely because of its consequences on the defendant.  Also, the enforcement of a penalty cannot be waived if:  a) the defendant has a previous conviction, except for the cases stipulated in art. 42 lett. a) and lett. b) (acts that are no longer stipulated in criminal law or violations that have been pardoned) or for which rehabilitation has taken place or the deadline for rehabilitation has arrived;  b) the same defendant has already had a case of penalty waiver granted to them in the 2 years previous to the commission of the offense for which they are on trial;  c) the defendant has evaded criminal investigation or prosecution or tried to obstruct discovery of the truth or identification and prosecution of themselves or participants in the offense;  d) the penalty for that offense is more than 5 years of imprisonment. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | A defendant who has been granted a waiver of penalty shall not be subject to any restriction of rights, ban or incapacity that might devolve from the offense and no punishment shall be established against him in regard with the committed offense. Also, in opposition with the postponement of penalty enforcement and the suspended service of a sentence under supervision, the waiver of a penalty does not imply the defendant to be supervised or to respect any obligations.  A waiver of penalty enforcement does not cause effects on the serving of security measures and civil obligations ordered in the Court’s judgment. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | If, within 2 years of the waiver judgment remaining final, it is found that the recipient of the waiver had committed another offense previous to that judgment remaining final, and for which a sentence was returned even after the expiry of that deadline, the waiver is cancelled and a sentence will be enforced for the offense that originally received a waiver, after which stipulations shall apply, as the case may be, concerning multiple offenses, repeat offense or intermediate plurality.  As it can been seen, the waiver of a penalty cannot be revoked for a future conduct, but only cancelled based on a earlier demeanour. Cancellation of a waiver of penalty enforcement is ordered, *ex officio* or based on a notification from the prosecutor, by the Court deciding or having ruled on the offense causing cancellation in first instance. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | There is no available data. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no available data. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (92) 16 of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Postponing enforcement of the penalty** |
| 2. Référence législative | ART. 83-90 from the Criminal Code, art. 582 from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | The postponement of penalty enforcement is a new institution meant to replace the conditional suspension provided by the former penal legislation, and implies that a penalty shall be established, but not applied, as the defendant will be observed for a period of 2 years, while having to respect a set of measures and obligations that have been rested upon him. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the suspect/defendant must respect a set of obligations envisaged by the judicial bodies that ordered it. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding this institution is creating an alternative to conviction in the form of the postponement of the enforcement of a penalty, a solution which should be ordered when the Courts feels that enforcing a penalty would be untimely because of its consequences on the defendant, considering the person of the defendant, their conduct before committing the offense, their efforts to remove or minimize the consequences of their offense, and their likelihood of rehabilitation. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | **The Court can rule to postpone** enforcement of a penalty and set a time period to be served on probation, if the following conditions are met:  a) the sentence, including for a situation of multiple offenses, is a fine or no more than 2 years of imprisonment;  b) the defendant has a previous conviction, except for the cases stipulated in art. 42 lett. a) and lett. b) (acts that are no longer stipulated in criminal law or violations that have been pardoned) or for which rehabilitation has taken place or the deadline for rehabilitation has arrived;  c) the defendant has consented to perform community service;  d) considering the person of the defendant, their conduct before committing the offense, their efforts to remove or minimize the consequences of their offense, and their likelihood of rehabilitation, the Court feels that enforcing a penalty immediately is not necessary, but it is nevertheless mandatory to have their conduct supervised for a determined period.  Enforcing a sentence **cannot be postponed if**:  a) the penalty stipulated by law for the committed offense is no less than 7 years of imprisonment;  b) if the defendant has evaded the criminal investigation or prosecution or tried to obstruct discovery of the truth or identification and prosecution of themselves or participants in the offense. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | A defendant who has been granted a postponement of penalty enforcement shall not be subject to serving the penalty or to any restriction of rights, ban or incapacity that might devolve from the offense, unless they have committed a new offense before the expiry of the probation period, postponement has not been revoked and no cause for nullification has occurred. Nevertheless, postponement of penalty enforcement does not produce effects on serving the security measures and the civil obligations stipulated in the Court judgment.  The probation period is 2 years and starts as of the date when the judgment remained final that postponed enforcement of the penalty. For the duration of the probation period the person on probation must comply with the probation measures and their obligations as part of it, as ordered by the Court. Also, for the duration of the probation period, a defendant who has been granted postponement of penalty enforcement **must comply** with the following probation measures:  a) report to the Probation Service on the dates set by the latter;  b) receive visits by the probation officer appointed to supervise them;  c) give notice of changing domicile and of any travel longer than 5 days, as well as of their return date;  d) give notice of changing jobs;  e) provide information and documents of a nature that will make it possible to check into their livelihood.  Also, the Court **can order** a defendant who has been granted postponement of penalty enforcement to comply with one or several of the following obligations to:  a) take classes in school or a vocational training;  b) perform community service for a duration between 30 and 60 days, in the conditions ordered by the Court, except for the case where their health precludes them from performing that service. The daily number of hours to be performed shall be established as under the Law on the Service of Penalties;  c) attend one or more social reintegration programs operated by the Probation Service or given in cooperation with community entities;  d) comply with medical check-ups, treatment or care;  e) not communicate with the victim or the victim’s family, with the persons together with whom they committed the offense or with other persons as established by the Court, or to not go near such persons;  f) not be in certain locations or attend certain sports events, cultural events or public gatherings established by the Court;  g) not drive certain vehicles established by the Court;  h) not own, use and carry any category of weapons;  i) not leave Romanian territory without securing agreement from the Court;  j) not take or exercise the position, profession, occupation or activity they used in the commission of the offense.  Consenting to performing unremunerated community service does not directly imply that the Court will order the defendant to effectively perform this duty, but simply represents an optional obligation, unlike in the case of the suspension of a sentence under supervision where performing community service is mandatory for at least 60 days. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | In regard to the **revocation** of postponement of penalty enforcement, according to art. 88, If during the probation period the supervised individual, in ill-faith, fails to comply with the probation measures or obligations ordered them, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty. In the case where, before expiry of the probation period, the supervised individual fails to fully comply with their civil obligations as ordered in the Court judgment, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty except for the case where the individual can prove they had no avenue to comply. In the case where, after postponement of penalty enforcement, the supervised individual commits a new offense, with direct or oblique intent, which is discovered during the probation period, and for which a conviction was returned even after expiry of this term, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty. The penalty enforced as a result of revocation and the penalty for the new offense shall be calculated according to the stipulations concerning multiple offenses. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | During the year 2015, there were a total of 7.988 postponements of enforcement of the penalty pronounced by the Courts, which represents a rough 38,51% of the total solutions that did not imply the execution of the penalty. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no available data. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (92) 16 of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Suspending of service of a sentence under supervision** |
| 2. Référence législative | ART. 91-98 from the Criminal Code, art. 583 from the Criminal Procedure Code |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | The suspending of service of a sentence under supervision is an institution that implies the fact that a penalty shall be established, and also applied, but will not be executed, as the defendant will be observed for a certain period of time, while having to respect a set of measures and obligations that have been rested upon him. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the suspect/defendant must respect a set of obligations envisaged by the judicial bodies that ordered it.  The convict must perform community service for a period between 60 and 120 days, under the terms set out by Court, unless their health prevents them from performing such work. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s main objective regarding this institution is creating a final alternative to conviction in the form of the suspension of service of a penalty, a solution which should be ordered when the Courts feels that executing the penalty would be untimely because of its consequences on the defendant, considering the person of the defendant, their conduct before committing the offense, their efforts to remove or minimize the consequences of their offense, and their likelihood of rehabilitation. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | The Court **may suspend service** of a sentence under supervision if the following conditions are met:  a) the penalty imposed, including in case of multiple offenses, is a term of no more than three years of imprisonment;  b) the offender was not previously convicted to imprisonment for a term exceeding one year, except as under Art. 42, when rehabilitation has taken place or the deadline for rehabilitation has arrived;  c) the offender agreed to perform community service;  d) by considering the offender’s person, the offender’s conduct prior to the commission of the criminal offense, their efforts to eliminate or mitigate the consequences of such criminal offense and their means of reformation, the Court feels that the penalty is sufficient, even without service thereof, that the convict will not commit other offenses, but that it is necessary to monitor their behavior for a limited period of time.  Suspension of service of a sentence under supervision **may not be ordered if**:  a) a fine is the only penalty;  b) enforcement of the sentence was initially postponed, and such postponement was subsequently revoked;  c) the defendant has evaded criminal investigation or prosecution or tried to obstruct discovery of the truth or identification and prosecution of themselves or participants in the offense. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | The term of suspension of a sentence under supervision shall be the convict’s supervision period, which ranges from 2 to 4 years, but may not be shorter than the term of the sentence enforced. During the supervision period, a convict **shall comply** with the following supervision measures:  a) report to the Probation Service on the dates set by the latter;  b) receive visits by the probation officer appointed to supervise them;  c) give notice of changing domicile and of any travel longer than 5 days, as well as of their return date;  d) give notice of changing jobs;  e) provide information and documents of a nature that will make it possible to check into their livelihood.  **The Court can order** a defendant to comply with one or several of the following (optional) obligations to:  a) take classes in school or a vocational training;  b) attend one or more social reintegration programs operated by the Probation Service or given in cooperation with community entities;  c) comply with medical checkups, treatment or care;  d) not leave Romanian territory without securing agreement from the Court;  As we already stated, during the supervision period, a convict shall perform community service for a period between **60 and 120 days**, under the terms set out by Court, unless their health prevents them from performing such work. Two hours of work equals one day of community service, according to the Law on the Service of Penalties.  If during the supervision term reasons justifying either the imposition of new obligations or the extension or reduction of the service conditions for those existing appeared, the Court orders the change of obligations accordingly so as to ensure better chances for the convict to reform. The Court suspends service of some of the obligations imposed by it when it deems that their maintaining is no longer required.  Also, the convict must comply in full with their civil obligations as ordered in the Court judgment, no later than 3 months before expiry of the probation period. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | In regard to the **revocation** of suspension of serice of a penalty, according to art. 96, if during the probation period the supervised individual, in ill-faith, fails to comply with the probation measures or obligations ordered them, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty. In the case where, before expiry of the probation period, the supervised individual fails to fully comply with their civil obligations as ordered in the Court judgment, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty except for the case where the individual can prove they had no avenue to comply. In the case where, after postponement of penalty enforcement, the supervised individual commits a new offense, with direct or oblique intent, which is discovered during the probation period, and for which a conviction was returned even after expiry of this term, the Court shall revoke the postponement and rule to enforce the penalty. The penalty enforced as a result of revocation and the penalty for the new offense shall be calculated according to the stipulations concerning multiple offenses.  Apart from the aboce mentioned situations, the suspension of service of a penalty will also be revoked if the fine accompanying imprisonment under art. 62 from the Criminal Code was not paid, therefore being replaced by imprisonment. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | During the year 2015, there were a total of 12.484 postponements of enforcement of the penalty pronounced by the Courts, which represents a rough 61,49% of the total solutions that did not imply the execution of the penalty. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no available data. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (92) 16 of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Criminal Fine** |
| 2. Référence législative | ART. 61-64 from the Criminal Code. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Thefine consists of the amount of money a convicted individual is compelled to pay to the State. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  The fine penalty can also be served by performing community service or by serving a prison sentence. |
| 6. Objectif du législateur | In opposition with the former criminal legislation’s paradigm, **the current Criminal Code generates the premises for applying the criminal more often**, as it should be applied, in our opinion. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Defendant |
| 9. Conditions d’application | In accordance to the new Criminal Code, the criminal fine can be scarcely found as the sole penalty for a given offense. In general, the criminal fine is provided alternative to imprisonment in case of offenses punished by a maximum of 5 years.  The amount of the fine shall be established in the system of fine-days. The amount for one fine-day ranges from 10 RON and 500 RON, and will be multiplied by the number of fine-days, which ranges from 30 and 400.  The Court shall establish the number of fine-days according to the general criteria for customization of sentencing. The amount that corresponds to one fine-day shall be calculated on the basis of the financial status of the convicted defendant and their legal obligations towards persons they are supporting.  The special thresholds for fine-days range between:  a) 60 to 180 fine-days, when the law stipulates only a penalty by fine for that offense;  b) 120 to 240 fine-days, when the law stipulates a penalty by fine alternatively for a term of imprisonment of no more than 2 years;  c) 180 to 300 fine-days, when the law stipulates a penalty by fine alternatively for a term of imprisonment of more than 2 years.  If the committed offense was intended to provide a material gain, and the penalty stipulated by law is only a fine or the Court chooses to only sentence to that penalty, the special thresholds for fine-days can be increased by one-third. Increments established by law for mitigating or aggravating circumstances shall also apply to the special thresholds for fine-days.  The new Criminal Code (art. 62) also stipulates the possibility of the fine to accompany the penalty by imprisonment in the situation when the committed offense was intended to provide a material gain, but we will not insist in detailing its regime due to the fact that such a fine always completes an imprisonment penalty and should not be regarded as an alternative to detention. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | When executing a criminal fine, the defendant has three choices, either to pay the fine, to serve the fine by performing community service or by serving the fine by executing an equal amount of days in prison. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | In case the defendant fails to pay their fine, in ill-faith, in whole or in part, the number of fine-days shall be replaced by the same number of days of imprisonment. Also, if the unpaid fine accompanied a penalty by imprisonment, the number of fine-days that was not paid up shall be replaced by the same number of days of imprisonment, which shall be added to the term of imprisonment, and the resulting penalty shall constitute one single penalty. In the latter situation a penalty by fine is replaced by a penalty by imprisonment as one fine-day shall be substituted by one day of imprisonment.  The Court shall replace fine-days that were not served as community service by a corresponding number of days of imprisonment if:  a) the convicted defendant fails to perform community service as ordered by the Court;  b) the convicted defendant commits a new offense which is discovered before full performance of community service. The fine-days that were not served in the form of community service at the date of final conviction for the new offense, replaced by days of imprisonment, shall be added to the penalty for the new offense. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | There is no available data. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | Despite the fact that there is no available data regarding this matter, according to a report from the Ministry of Justice[[25]](#footnote-25), during 2015, 70 people were under surveillance of the probation service while serving the applied criminal fine through performing unremunerated community service. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (87) 18 of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Conditional release** |
| 2. Référence législative | ART. 99-100 from the Criminal Code, 587-588 from the Criminal Procedure Code. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Conditional release acts like a reversed suspension of a sentence, hence giving the convict the possibility to be released under surveillance before serving the full sentence. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Definitive measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the convict must respect a set of obligations envisaged by the judicial bodies that ordered the conditional release. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator’s objective is to reduce prison population by offering the convicts that have shown impressive progress in regard to their social reinsertion, the chance to be released under surveillance, prior to serving the full sentence, |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Convict. |
| 9. Conditions d’application | Conditional release **in case of life imprisonment** may be ordered if:  a) a convict effectively served 20 years in prison;  b) a convict had a good conduct during the entire sentence service;  c) a convict entirely met all civil obligations established by the judgment of conviction, unless they prove to have been unable to do so;  d) the Court is convinced that the convicted person has reformed and is able to reintegrate into society.  It is mandatory to submit the *de facto* reasons that led to the granting of conditional release and to warn the convict about their future conduct and about the consequences they are exposed to if they continue to commit offenses or fail to comply with the supervision measures or to fulfil their obligations during the term of supervision. As of the date of conditional release, the convict is subject to a supervision period of 10 years.  Conditional release **for imprisonment** may be ordered if:  a) a convict has served at least two-thirds of the penalty, in case of a term of imprisonment no longer 10 years, or at least three quarters of the penalty, but no more than 20 years in prison, in case of a term of imprisonment exceeding 10 years;  b) a convict is serving their sentence in an open or semi-open regime;  c) a convict fulfilled completely all civil obligations established by the judgment of conviction, unless they prove to have been unable to do so;  d) the Court is convinced that the convicted person has reformed and is able to reintegrate into society.  If a convicted person turned 60, conditional release may be ordered after the effective serving of half of the penalty, in case of a term of imprisonment not exceeding 10 years, or at least two-thirds of the penalty, in case a term of imprisonment exceeding 10 years, provided that the legal conditions are fulfilled. In calculating increments of the penalty, the part of the sentence term that may be deemed, according to law, as served due to the work performed is to be considered. In this case, conditional release may be ordered prior to the effective service of at least half of the prison sentence, when it does not exceed 10 years, and at least two-thirds, when the penalty is more than 10 years.  When calculating increments of penalty provided above, consideration shall be given to the part of the sentence term that may be regarded as served, according to law, due to the work performed. In this case, conditional release may be ordered prior to the effective service of at least one-third of the imprisonment sentence, when it does not exceed 10 years, and at least half of it, when the sentence is more than 10 years. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | In regard to the supervision measures and obligations,if the remaining part of an un-serviced penalty is, upon conditional release, of 2 years or more, a convict shall comply with the following supervision measures:  a) report to the Probation Service on the dates set by the latter;  b) receive visits by the probation officer appointed to supervise them;  c) give notice of changing domicile and of any travel longer than 5 days, as well as of their return date;  d) give notice of changing jobs;  e) provide information and documents of a nature that will make it possible to check into their livelihood.  In the case referred to above, the Court may require a convict to perform one or more of the following obligations:  a) take classes in school or a vocational training;  b) attend one or more social reintegration programs operated by the Probation Service or given in cooperation with community entities;  c) not leave Romanian territory  d) not be in certain locations or attend certain sports events, cultural events or public gatherings established by the Court;  e) not communicate with the victim or the victim’s family, with the persons together with whom they committed the offense or with other persons as established by the Court, or to not go near such persons;  f) not drive certain vehicles established by the Court;  g) not own, use and carry any category of weapons.  The supervision measures and the obligations provided in lett. a) and lett. b) shall be fulfilled as of the date of release, for a period equal to one-third of the supervision term, but no more than 2 years, and the obligations set out in lett. c) - g) are to be performed throughout the entire supervision period. The performance of obligations under lett. d) and lett. e) may be monitored through an electronic surveillance system, as provided by the special law.  During supervision, the Probation Service has the obligation to notify the Court if:  a) certain reasons have occurred requiring either the change of the obligations imposed by the Court or cessation of some of them;  b) a supervised person does not comply with the supervision measures or fails to meet their obligations under the established conditions;  If during the supervision term, reasons justifying either the imposition of new obligations or the extension or reduction of the service conditions for those existing have appeared, the Court orders the change of obligations accordingly so as to ensure better chances for the convict to be socially reintegrated. The Court suspends service of some of the obligations imposed by when it deems that their maintaining is no longer required. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | When during the supervision term a convicted person, in ill-faith, does not comply with the supervision measures or fails to perform the obligations imposed, the Court shall revoke release, and shall order service of the rest of the penalty.  In case that after conditional release is granted, a convicted person commits a new offense, which is discovered during the supervision period and for which a judgment for imprisonment was returned, even after the expiry of such term, the Court shall revoke release and order service of the rest of the sentence. The penalty for the new offense is set and served, as applicable, according to the stipulations on repeat offenses and intermediary plurality.  The conditional release will be rescinded if during the supervision term it is found that a convicted person committed another offense before receiving conditional release, for which imprisonment was ordered even after this period, the stipulations on multiple offenses, repeat offenses and intermediary plurality shall apply accordingly. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | The Court. |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | As it results from the *National Administration of Penitentiaries Activity Annual Report for 2015*[[26]](#footnote-26)*,* during the last year, 10.920 convicts have benefited from conditional release. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no available data. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (2003) 22 of the Committee of Ministers |

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Nom de la mesure | **Permission to leave the prison** |
| 2. Référence législative | ART. 98 from Law no. 254/2013. |
| 3. Phase du procès pénal concernée | Post sentencing phase |
| 4. Description de la mesure et qualification juridique | Basically, if the legal conditions are met, the convict is given the permission to leave the prison for a short period of time. |
| 5. Caractéristiques :   * Provisoire/ Définitive * Obligatoire/ Facultative pour le juge * Obligatoire/ Facultative pour le destinataire de la mesure * Privative Liberté/ Privative patrimoine * Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive | Temporary measure.  Facultative for the judicial bodies  Mandatory for the defendant against whom it has been ordered.  Could imply that the convict must respect a set of obligations envisaged by the judicial bodies that ordered the conditional release. |
| 6. Objectif du législateur | The legislator puts forth the subjective interests of the convict in regard to social reinsertion, maintaining family relationships, applying for a job, going through a medical examination or the participation of the convict to the burial of a family member. |
| 7. Autorité compétente per l’application | The Court. |
| 8. Destinataires de la mesure | Convict. |
| 9. Conditions d’application | The permission to exit the penitentiary may be granted out, under the terms of Article 98 of Law no. 254/2013, in the following cases:  a) the presentation of the sentenced person, to fill a job after release;  b) the sentenced person going through an examination;  c) maintaining family relationships of the sentenced person;  d) preparing the social reintegration of the sentenced person;  e) participation of the sentenced person to the burial of a spouse, child, parent, brother or sister or grandfather or grandmother.  The permission to exit the penitentiary for one day, in the cases referred to in lett. a) - d) may be granted for sentenced persons serving a custodial sentence in a closed regime.  The permission to exit the penitentiary for a period of 5 days, for cases provided in lett. a) - d), may be granted for the persons sentenced serving a custodial sentence in semi-open regime.  The permission to exit the penitentiary for a period of 10 days, for cases provided in lett. a) - d), may be given to sentenced persons executing a custodial sentence in open regime.  The permission to exit the penitentiary, for the case provided in lett. e), may be granted for a period of 5 days, to all sentenced persons, except for those executing a custodial sentence under a maximum security regime, provided that they fulfil conditions provided by law.  The request to exit the penitentiary shall be accompanied by an indication, from the detainee, of the place where she/he is going, the route followed, as well as the financial resources available throughout the permission to exit the penitentiary.  In addition to these, art. 98 from Law no. 254/2013 provides that the sentenced persons that proved to have good conduct and perseverance in work or within the educational activities, moral-religious, cultural, therapeutic, psychological counselling and social assistance, school education and vocational training the following rewards may be awarded:  a) permission to exit the penitentiary for one day, but not more than 15 days per year;  b) permission to exit the penitentiary for a period of 5 days at the most, but not more than 25 days per year;  c) allowed out of penitentiary for a period of 10 days but not more than 30 days per year.  The total number of days granted annually to sentenced persons for the permission to exit the penitentiary may not exceed 30 days, in case of changing the regime of enforcement of the custodial sentences. |
| 10. Conditions liées à l’exécution. | The convict will be required to firmly respect the indications that he previously forwarded, regarding the place where she/he is going, the route followed, as well as the financial resources available throughout the permission to exit the penitentiary. |
| 11. Conséquences légales du non respect de la mesure | There are no special conditions in this regard. |
| 12. Autorité et pouvoir de contrôle et de révocation | - |
| 13. Nombre de mesures prononcées  et pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement) | As it results from the *National Administration of Penitentiaries Activity Annual Report for 2015*[[27]](#footnote-27)*,* during the last year, 3.619 permissions were granted for convicts to leave the prison, out of which 1.138 lasted longer than 24 hours. |
| 14. Statistiques d’échec de la mesure | There is no available data. |
| 15. Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens | In conformity with:  Recommendation Nr. R (99) 22 of the Committee of Ministers |

**Spain**

1. **Alternatives in the pre-sentencing phase**
2. **Nom de la mesure:** Expulsión judicial de extranjeros inculpados o procesados.
3. **Définition de la mesure**: Medida destinada a la expulsión de los extranjeros inculpados o procesados por infracciones penales cuya pena privativa de libertad es inferior a 6 años o por cualquier otra pena que tuvieran tramitado un previo procedimiento de expulsión por alguna de las causas previstas en la Ley de Extranjería[[28]](#footnote-28).
4. **Dispositions légales**: Artículos 57.7 a 11 y 58 de la LO 4/2000, de 11 de enero, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social (LOEX)[[29]](#footnote-29).

*Artículo 57. Expulsión del territorio.*

*7. a) Cuando el extranjero se encuentre procesado o imputado en un procedimiento judicial por delito o falta para el que la Ley prevea una pena privativa de libertad inferior a seis años o una pena de distinta naturaleza, y conste este hecho acreditado en el expediente administrativo de expulsión, en el plazo más breve posible y en todo caso no superior a tres días, el Juez, previa audiencia del Ministerio Fiscal, la autorizará salvo que, de forma motivada, aprecie la existencia de circunstancias que justifiquen su denegación.*

*En el caso de que el extranjero se encuentre sujeto a varios procesos penales tramitados en diversos juzgados, y consten estos hechos acreditados en el expediente administrativo de expulsión, la autoridad gubernativa instará de todos ellos la autorización a que se refiere el párrafo anterior.*

*b) No obstante lo señalado en el párrafo a) anterior, el juez podrá autorizar, a instancias del interesado y previa audiencia del Ministerio Fiscal, la salida del extranjero del territorio español en la forma que determina la Ley de Enjuiciamiento Criminal.*

*c) No serán de aplicación las previsiones contenidas en los párrafos anteriores cuando se trate de delitos tipificados en los artículos 312.1, 313.1 y 318 bis del Código Penal.*

*8. Cuando los extranjeros, residentes o no, hayan sido condenados por conductas tipificadas como delitos en los artículos 312.1, 313.1 y 318 bis del Código Penal, la expulsión se llevará a efecto una vez cumplida la pena privativa de libertad.*

*9. La resolución de expulsión deberá ser notificada al interesado, con indicación de los recursos que contra la misma se puedan interponer, órgano ante el que hubieran de presentarse y plazo para presentarlos.*

*10. En el supuesto de expulsión de un residente de larga duración de otro Estado miembro de la Unión Europea que se encuentre en España, dicha expulsión sólo podrá efectuarse fuera del territorio de la Unión cuando la infracción cometida sea una de las previstas en los artículos 53.1.d) y f) y 54.1.a) y b) de esta Ley Orgánica, y deberá consultarse al respecto a las Autoridades competentes de dicho Estado miembro de forma previa a la adopción de esa decisión de expulsión. En caso de no reunirse estos requisitos para que la expulsión se realice fuera del territorio de la Unión, la misma se efectuará al Estado miembro en el que se reconoció la residencia de larga duración.*

*11. Cuando, de acuerdo con la normativa vigente, España decida expulsar a un residente de larga duración que sea beneficiario de protección internacional reconocida por otro Estado miembro de la Unión Europea, las autoridades españolas competentes en materia de extranjería solicitarán a las autoridades competentes de dicho Estado miembro información sobre si dicha condición de beneficiario de protección internacional continúa vigente. Dicha solicitud deberá ser respondida en el plazo de un mes, entendiéndose, en caso contrario, que la protección internacional sigue vigente.*

*Si el residente de larga duración continúa siendo beneficiario de protección internacional, será expulsado a dicho Estado miembro.*

*Lo dispuesto en los dos párrafos anteriores será de aplicación para las solicitudes cursadas por autoridades de otros Estados miembros de la Unión Europea respecto a los extranjeros a los que España hubiera concedido la condición de beneficiario de protección internacional.*

*De conformidad con sus obligaciones internacionales, y de acuerdo con las normas de la Unión Europea, España podrá expulsar al residente de larga duración a un país distinto al Estado miembro de la Unión Europea que concedió la protección internacional si existen motivos razonables para considerar que constituye un peligro para la seguridad de España o si, habiendo sido condenado por sentencia firme por un delito de especial gravedad, constituye un peligro para España. En todo caso, cuando la protección internacional hubiera sido reconocida por las autoridades españolas, la expulsión sólo podrá efectuarse previa tramitación del procedimiento de revocación previsto en la normativa vigente en España en materia de protección internacional.*

*[Ir a Norma modificadora](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/508715-lo-4-2013-de-28-jun-reforma-del-cgpj-que-modifica-la-lo-6-1985-de-1-jul.html%23I57)*

*Artículo 58. Efectos de la expulsión y devolución.*

*1. La expulsión llevará consigo la prohibición de entrada en territorio español. La duración de la prohibición se determinará en consideración a las circunstancias que concurran en cada caso y su vigencia no excederá de cinco años.*

*2. Excepcionalmente, cuando el extranjero suponga una amenaza grave para el orden público, la seguridad pública, la seguridad nacional o para la salud pública, podrá imponerse un período de prohibición de entrada de hasta diez años.*

*En las circunstancias que se determinen reglamentariamente, la autoridad competente no impondrá la prohibición de entrada cuando el extranjero hubiera abandonado el territorio nacional durante la tramitación de un expediente administrativo sancionador por alguno de los supuestos contemplados en las letras a) y b) del artículo 53.1 de esta Ley Orgánica, o revocará la prohibición de entrada impuesta por las mismas causas, cuando el extranjero abandonara el territorio nacional en el plazo de cumplimiento voluntario previsto en la orden de expulsión.*

*3. No será preciso expediente de expulsión para la devolución de los extranjeros en los siguientes supuestos:*

*a) Los que habiendo sido expulsados contravengan la prohibición de entrada en España.*

*b) Los que pretendan entrar ilegalmente en el país.*

*4. En el supuesto de que se formalice una solicitud de protección internacional por personas que se encuentren en alguno de los supuestos mencionados en el apartado anterior, no podrá llevarse a cabo la devolución hasta que se haya decidido la inadmisión a trámite de la petición, de conformidad con la normativa de protección internacional.*

*Tampoco podrán ser devueltas las mujeres embarazadas cuando la medida pueda suponer un riesgo para la gestación o para la salud de la madre.*

*5. La devolución será acordada por la autoridad gubernativa competente para la expulsión.*

*6. Cuando la devolución no se pudiera ejecutar en el plazo de 72 horas, se solicitará de la autoridad judicial la medida de internamiento prevista para los expedientes de expulsión.*

*7. La devolución acordada en el párrafo a) del apartado 3 de este artículo conllevará la reiniciación del cómputo del plazo de prohibición de entrada que hubiese acordado la resolución de expulsión quebrantada. Asimismo, toda devolución acordada en aplicación del párrafo b) del mismo apartado de este artículo llevará consigo la prohibición de entrada en territorio español por un plazo máximo de tres años[[30]](#footnote-30).*

1. **Type de mesure?**

* Provisoire/ **Définitive**
* Obligatoire/ **Facultative pour le juge[[31]](#footnote-31)**
* **Obligatoire**/ Facultative pour le destinataire de la mesure
* Privative Liberté/ Privative patrimoine
* **Privative de droits**/Restrictive de liberté/Mesure suspensive

1. **Objectif du législateur**

* Evitar que los extranjeros cometan delitos para, con la tramitación de un procedimiento penal, evitar su expulsión.
* Priorización de los fines de extranjería (política migratoria) a la intervención penal (investigación y sanción penal), como un principio de oportunidad no previsto en la legislación procesal-.

1. **Autorité compétente**

* Juez de Instrucción o Juez de lo Penal, que autoriza un acuerdo previo de expulsión de la Administración por alguna de las causas de expulsión administrativa previstas en la ley tras la incoación de un procedimiento sancionador ;

1. **Destinataire mesure**

* Extranjeros (tanto en situación administrativa de irregularidad como de regularidad administrativa que tengan autorización de residencia temporal).
* Quedan excluidos :
  + los procesados e imputados por los delitos de tráfico ilegal de mano de obra (art. 312.1 CP) y delitos contra los derechos de los ciudadanos extranjeros (art. 318 bis)[[32]](#footnote-32).
  + Nacidos en España que hayan residido legalmente en los últimos 5 años ;
  + Residentes de larga duración ; los que hayan sido españoles de origen y hubieran perdido la nacionalidad española ; beneficiarios de una prestación por incapacidad permanente para el trabajo por un accidente de trabajo o enfermedad profesional ocurrido en España o los que perciba una prestación contributiva por desempleo o sean beneficiarios de una prestación económica asistencial de carácter público destinada a su inserción[[33]](#footnote-33).
  + Residente de larga duración que sea beneficiario de protección internacional reconocida por otro Estado miembro de la UE[[34]](#footnote-34) ;
  + Ciudadanos comunitarios[[35]](#footnote-35).

1. **Conditions application et d’exécution**

* Condiciones :
  + Que el sujeto se encuentre imputado o procesado por un delito o falta que la ley prevea una pena privativa de libertad inferior a seis años o cualquier otra pena de distinta naturaleza ;
  + Que tenga un expediente administrativo previo de expulsión ;
* Procedimiento :
  + Audiencia previa del Ministerio Fiscal ;
  + Autorización de la expulsión por el Juez en el plazo más breve posible y en todo caso no superior a tres días ;
  + Notificación al interesado con indicación de recursos y órgano ante el que recurrir ;
* Efectos :
  + Archivo de cualquier autorización para permanecer legalmente en España y archivo de cualquier procedimiento que tuviera por objeto la autorización para residir o trabajar en España del extranjero expulsado ;
  + Prohibición de entrada en territorio español (no superior a 5 años, pero excepcionalmente puede ser de hasta diez años si el extranjero supone una amenaza grave para el orden público, seguridad pública, seguridad nacional o salud pública).

1. **Autorité et pouvoir de contrôle**

La autoridad de control será la autoridad gubernativa (Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado: funcionarios policiales competentes en materia de extranjería (Unidad de Extranjería), autoridades fronterizas).

1. **Nombre de mesures prononcées**

No hemos encontrado disponibles estos datos.

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

No hemos encontrado disponibles estos datos.

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

* Se procederá de nuevo a la devolución de los que contravengan la prohibición de entrada en España[[36]](#footnote-36); Si no se puede ejecutar en las 72 horas siguientes, se solicitará a la autoridad judicial su internamiento en un centro de internamiento de extranjeros (CIES).
* Se reinicia el cómputo de la expulsión.

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

* No hemos encontrado estos datos disponibles.

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**

Regulación conforme a la Directiva 2004/38/CE del Parlamento Europeo y el Consejo de la UE de 29 de abril de 2004, relativa al derecho de los ciudadanos de la UE y de los miembros de sus familias a circular y residir libremente en el territorio de los Estados miembros[[37]](#footnote-37): no puede procederse a la expulsión de un ciudadano comunitario y asimilado en tanto no existan motivos graves de orden público o seguridad pública.

Regulación conforme a la Directiva 2011/51/UE del Parlamento Europeo y del Consejo, de 11 de mayo, por la que se modifica la Directiva 2003/109/CE del Consejo, respecto a los supuestos y en la forma en la que se puede expulsar a un extranjero beneficiado con un régimen de protección reforzada.

---x---

1. **Alternatives in the sentencing phase**
2. **Nom de la mesure:** Travaux d’intérêt général
3. **Définition de la mesure:** Peine qui oblige au condamné à fournir sa coopération non rémunérée pour certaines activités d’utilité publique.
4. **Dispositions légales:** Arts. 49 du Code pénale[[38]](#footnote-38)

*Article 49 : Les travaux au profit de la communauté, qui ne peuvent être imposés sans le consentement du condamné, l’obligent à fournir sa coopération non rémunérée pour certaines activités d’utilité publique, qui peuvent consister, par rapport à des délits d’une nature similaire à celui commis para le condamné, à de taches de réparation des dommages causés ou de soutien ou d’assistance aux victimes, ainsi qu’à la participation du condamné à des ateliers ou des programmes de formation ou de rééducation, d’emploi, culturels, d’éducation à la sécurité routière, sexuelle et autres similaires. Leur durée quotidienne ne peut excéder huit heures et leurs conditions sont les suivantes :*

*1º L’exécution a lieu sous le contrôle du juge de surveillance pénitentiaire, qui demande dans ce but les comptes-rendus au sujet du déroulement du travail à l’administration, à l’entité publique ou à l’association d’intérêt général où les services seront fournis.*

*2º Il ne saurait porter atteinte à la dignité du condamné.*

*3º Le travail au profit de la communauté est procuré par l’administration, laquelle peut conclure les conventions pertinentes dans ce but.*

*4º Il bénéficie de la protection accordée aux condamnés par la législation pénitentiaire en matière de sécurité sociale.*

*5º Il n’est pas subordonné à l’obtention d’intérêts économiques.*

*6º Les services sociaux pénitentiaires, les vérifications nécessaires une fois faites, communiquent au juge de surveillance pénitentiaire les incidents saillants de l’exécution de la peine et, en tout cas, si le condamné :*

1. *S’absente du travail pendant au moins deux journées ouvrables, du moment que cela suppose un refus volontaire pour sa part de l’accomplissement de la peine.*
2. *En dépit des sollicitations du responsables de l’établissement de travail, son rendement est sensiblement inférieur au minimum exigible.*
3. *S’oppose ou ne respecte pas à plusieurs reprises et de façon manifeste les consignes données par le responsable de l’activité concernant son déroulement.*
4. *Pour toute autre raison, sa conduite est telle que le responsable du travail refuse de continuer à le maintenir dans l’établissement.*

*Le compte-rendu une fois évalué, le juge de surveillance pénitentiaire peut décider l’exécution dans le même établissement, envoyer le condamné pour qu’il termine l’exécution dans un autre établissement ou estimer que le condamné n’a pas exécuté la peine.*

*7º Si le condamné ne se rend pas au travail pour une couse justifiée, cela n’est pas considéré comme un abandon de l’activité. Nonobstant, le travail perdu n’entre pas en ligne de compte pour la liquidation de la peine, dans laquelle doivent figurer les jours ou journées effectivement travaillés sur le total qui aura été prononcé à son encontre.*

1. **Type de mesure?**

* Provisoire/Définitive
* Obligatoire pour le juge/Facultative pour le juge[[39]](#footnote-39)
* Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure
* Privative de liberté/Privative de patrimoine
* Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive[[40]](#footnote-40)

1. **Objectif du législateur:** Cumplir la pena eludiendo todo contacto con la prisión (efecto resocializador y reeducativo), si bien político-criminalmente se le asocia con una función reparadora del daño causado en la comunidad por el delito y hacer comprender al culpable los efectos de su comportamiento para otras personas y la sociedad[[41]](#footnote-41).
2. **Autorité compétente:** Juge ou tribunal chargés de rendre le jugement
3. **Destinataire de la mesure:** 
   1. Como pena principal: condenados por delitos de maltrato familiar (art. 153); amenazas y coacciones en el ámbito familiar (art. 171 y 172 CP); robo y hurto de uso de vehículos a motor (art. 244); delitos contra la seguridad vial (arts. 379, 384 y 385), delitos contra la propiedad intelectual (art. 270,1 párrafo 2) y contra la propiedad industrial (art. 274,2 párrafo 2).
   2. Como pena sustitutiva: condenados a penas de prisión que no excedan de un 1 año y condenados a penas de prisión que no excedan de 2 años (en este caso se utiliza acumulativamente con la pena de multa).
   3. Condenados a pena de multa que no proceden a su pago (vid. ficha sobre la multa).
4. **Conditions d’application et d’exécution :**

La TBC se configura como una pena principal, accesoria y como una pena sustitutiva (art. 88 CP). Además, puede actuar como vía de cumplimiento de la responsabilidad subsidiaria por impago de multa.

Como *pena principal* tiene una duración máxima: 180 días (art. 33 CP) a ejecutar para no atentar contra la dignidad del penado en el tiempo máximo de un año (art. 40,4). La jornada diaria no puede exceder de 8 horas. En el caso de actuar como *sustitutivo* su duración dependerá de la duración de la pena de prisión a sustituir si bien cuando de realizar la conversión de “por cada día de prisión, una jornada de trabajo” resulten a cumplir un número de jornadas que pudiera conllevar un efecto claramente desocializador, será conveniente utilizar la multa para cubrir todo lo que exceda de un año de trabajos en beneficio de la comunidad, límite establecido en el art. 40,4 CP[[42]](#footnote-42).

Aparece como pena principal en los siguientes casos: delitos de maltrato familiar (art. 153); amenazas y coacciones en el ámbito familiar (art. 171 y 172 CP); robo y hurto de uso de vehículos a motor (art. 244); delitos contra la seguridad vial (arts. 379, 384 y 385), delitos contra la propiedad intelectual (art. 270,1 párrafo 2) y contra la propiedad industrial (art. 274,2 párrafo 2). El denominador común es que en estos delitos aparece siempre como pena alternativa, es decir, siempre aparecen como mínimo dos penas de **distinta naturaleza entre las cuales el juez tiene que elegir una atendiendo a las circunstancias concurrentes en cada supuesto en concreto, tanto las personales del interno, como las de naturaleza y entidad o gravedad del hecho**. La aparición de los TBC de forma alternativa a otra obedece al hecho de exigir siempre para su imposición el consentimiento del penado. Si no apareciera de forma alternativa, la infracción quedaría sin castigo.

Ya sea como principal, como sustitutiva o como vía para satisfacer la responsabilidad personal subsidiaria, la ejecución de la pena de TBC está condicionada a los siguientes requisitos:

* Consentimiento del penado
* No atentar contra su dignidad
* Prestación no retribuida
* Si es una prestación laboral, esta tiene que recaer en actividades de utilidad pública y no puede exceder de 8 horas su duración diaria.
* La Administración debe proporcionarle el puesto de trabajo.
* Sometimiento a los derechos laborales.
* No se supedita al logro de intereses económicos.

1. **Autorité et pouvoir de contrôle:** Como pena principal la impone el juez que condena al sujeto. Cuando actuaba como pena sustitutiva también la decretaba el juez sentenciador pero su cumplimiento quedaba en manos del Juez de Vigilancia penitenciaria (JVP). No obstante, son los Servicios Generales de Penas y Medidas Alternativas (SGPMA) quienes comprueban periódicamente el sometimiento del penado a la pena, así como el cumplimiento efectivo del trabajo impuesto, manteniendo los contactos periódicos con la entidad en que se lleve a cabo y adoptando, en su caso las medidas procedentes[[43]](#footnote-43).
2. **Nombre de mesures prononcées.**

Una primera aproximación sobre la totalidad de trabajos en beneficio de la comunidad (TBC) impuestos con independencia de la modalidad (pena principal (alternativa) o sustitutiva) en un intervalo temporal bastante amplio de (2000 a 2013) nos la ofrece el *Anuario Estadístico del Ministerio de Interior 2103* (Gráfico nº 1). Instituciones Penitenciarias (IIPP)[[44]](#footnote-44) ofrece datos también sobre TFB desglosados además en stock procedente del año anterior, nuevas entradas y total, si bien a partir de 2011 (Gráfico nº 2 y Tabla nº 1).

**Gráfico nº 1. Flujo de sentencias con trabajos en beneficio de la comunidad.**

*Fuente: Anuario Estadístico del Ministerio de Interior 2013, p. 409 (*[*http://www.interior.gob.es/web/archivos-y-documentacion/anuario-estadistico-2013*](http://www.interior.gob.es/web/archivos-y-documentacion/anuario-estadistico-2013)*, último acceso 19.05.2015). \*Año 2014: fuente Informe de IIPP 2014.*

**Gráfico nº 2. Flujo de sentencias con trabajos en beneficio de la comunidad.**

*Fuente: Elaboración propia a partir de de los informes de IIPP e INE.*

**Tabla nº 1. Entrada de sentencias por año. TBC.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Año** | **Entrada** | **% respecto al total** |
| 2011 | 75.572 | 48,3 |
| 2012 | 85.919 | 70,6 |
| 2013 | 93.724 | 69,5 |
| 2014 | 82.707 | 67,3 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos de IIPP.*

IIPP también nos da el desglose por delitos en tres categorías “violencia de género”, “seguridad vial” y “otros” (Tabla nº 2).

**Tabla nº 2. TBC por tipo de delito y año (flujo).**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Violencia de Género** | **Seguridad Vial** | **Otros** | **Total** |
| 2009 | 24.151 | 122.366 | 14.491 | 161.008 |
| 2010 | 31.435 | 159.273 | 18.862 | 209.570 |
| 2011 | 30.168 | 106.537 | 19.854 | 156.559 |
| 2012 | 30.225 | 61.161 | 30.228 | 121.614 |
| 2013 | --- | --- | --- | 134.696 |
| 2014 |  |  |  | 122.790 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos proporcionados en los informes anuales de IIPP.*

*--- El informe de 2013 desglosa en esas categorías en general sobre un total de TBC y suspensiones/sustituciones.*

Al cruzar estos datos totales de TBC con los que la propia IIPP traslada al Consejo de Europa y se publican en los informes SPACE II, se detectan algunas discrepancias (Tabla nº 3).

**Tabla nº 3. Comparación sentencias con TBC entre IIPP y SPACE II (flujo y stock)**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **IIPP** | | **SPACE II** | |
|  | ***Stock*** | ***Flujo*** | ***Stock*** | ***Flujo*** |
| 2009 | --- | *161.008* | *161.008* | 68.801 |
| 2010 | --- | 209.570 | 62.648 | 191.231 |
| 2011 | 80.987 | 156.559 | *35.695* | 156.559 |
| 2012 | *35.695* | 121.614 | *40.942* | 121.614 |
| 2013 | *40.972* | 134.696 | 44.300 | 142.960 |
| 2014 | 40.083 | 122.790 | --- | --- |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los informes de IIPP y SPACE II.*

*--- Sin datos.*

Lo primero que llama la atención es que algunas cifras de *stock* coinciden pero en años distintos lo cual se explica en que en los informes de IIPP hemos utilizado como stock el total de sentencias que procedían del año anterior, mientras que en los informes SPACE II aparece como stock el total de sentencias cuya tramitación pasa al año siguiente. Es por eso que lo que se considera stock para SPACE II en el año 2011, para IIPP son stock del año 2012. Lo mismo ocurre con la cifra de stock de 2012 en SPACE II y 2013 en IIPP.

Llama igualmente la atención la coincidencia de la cifra de flujo de IIPP en 2009 y de stock de SPACE II en el mismo año. Esto se debe probablemente a un error por parte de IIPP a la hora de trasladar los datos al Consejo de Europa. Finalmente, las cifras de flujo sólo coinciden en dos años (2011 y 2012).

Al igual que ocurre con otras medidas alternativas a la prisión, la calidad de la estadística es mayor a partir de 2014. Así, podemos saber las categorías de delitos por los que se impuso la pena de TBC desglosadas con dos nuevas “etiquetas”: “delitos y faltas de lesiones” y “delitos contra el patrimonio. Igualmente, podemos saber si se impuso como principal (Tabla nº 4) o como sustitutiva (Tabla nº 5). De esta forma, se sabe también el total de penas de TBC impuestas como pena principal y como sustitutiva (Tabla nº 6).

**Tabla nº 4. Mandamientos relativos a trabajos en beneficio de la comunidad como pena principal**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2014**  **Trimestre** | **Violencia de género** | **Seguridad vial** | **Delitos y faltas de lesiones** | **Delitos contra el patrimonio** | **Otros delitos y faltas** | **Total** |
| 1º | 4.553 | 9.094 | 1.162 | 788 | 828 | 16.425 |
| 2º | 4.297 | 8.221 | 1.151 | 742 | 707 | 15.118 |
| 3º | 4.081 | 7.201 | 1.026 | 670 | 643 | 13.621 |
| 4º | 4.472 | 7.342 | 1.169 | 673 | 634 | 14.290 |
| **Total** | **17.403** | **31.858** | **4.508** | **2.873** | **2.812** | **59.454** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los informes trimestrales de IIPP (2014).*

**Tabla nº 5. Flujo de mandamientos relativos a trabajos en beneficio de la comunidad como pena sustitutiva.**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2014**  **Trimestre** | **Violencia de género** | **Seguridad vial** | **Delitos y faltas de lesiones** | **Delitos contra el patrimonio** | **Otros delitos y faltas** | **Total** |
| 1º | 366 | 984 | 927 | 1.457 | 2.086 | 5.820 |
| 2º | 389 | 1.017 | 953 | 1.438 | 2.229 | 6.026 |
| 3º | 297 | 893 | 833 | 1.263 | 1.888 | 5.174 |
| 4º | 354 | 1.017 | 984 | 1.625 | 2.253 | 6.233 |
| **Total** | **1.406** | **3.911** | **3.697** | **5.783** | **8.456** | **23.253** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los informes trimestrales de IIPP (2014).*

**Tabla nº 6. Mandamientos recibidos a nivel nacional (no incluye Cataluña). Año 2014.**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Trimestre** | **Trabajos en beneficio de la comunidad como pena principal** | **Trabajos en beneficio de la comunidad como pena sustitutiva** | **Total** |
| 1º | 16.425 | 5.820 | 22.245 |
| 2º | 15.118 | 6.026 | 21.144 |
| 3º | 13.621 | 5.174 | 18.795 |
| 4º | 14.290 | 6.233 | 20.523 |
| **Total** | **59.454** | **23.253** | **82.707** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos de IIPP.*

A partir de 2014 IIPP también se desglosan las penas de TBC por CC.AA. y delitos e igualmente tanto como pena principal (Tablas nº 5, 6, 7 y 8), como pena sustitutiva (Tablas nº 9, 10, 11 y 12).

**Tabla nº 5. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Primer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 53 | 117 | 29 | 16 | 31 | 246 | |
|  | SGPMA Almería | 110 | 190 | 13 | 13 | 6 | 332 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 14 | 164 | 50 | 19 | 15 | 262 | |
|  | SGPMA Córdoba | 62 | 161 | 17 | 7 | 9 | 256 | |
|  | SGPMA Granada | 90 | 74 | 28 | 31 | 35 | 258 | |
|  | SGPMA Huelva | 146 | 207 | 23 | 15 | 10 | 401 | |
|  | SGPMA Jaén | 100 | 146 | 14 | 13 | 4 | 277 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 23 | 148 | 13 | 17 | 20 | 221 | |
|  | SGPMA Málaga | 84 | 376 | 29 | 21 | 8 | 518 | |
|  | SGPMA Sevilla | 230 | 752 | 73 | 75 | 48 | 1178 | |
|  | **TOTAL** | **912** | **2335** | **289** | **227** | **186** | **3949** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 22 | 47 | 10 | 0 | 3 | 82 | |
|  | SGPMA Teruel | 16 | 41 | 17 | 6 | 10 | 90 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 92 | 156 | 19 | 9 | 13 | 289 | |
|  | **TOTAL** | **130** | **244** | **46** | **15** | **26** | **461** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 107 | 203 | 37 | 38 | 23 | 408 | |
|  | **TOTAL** | **107** | **203** | **37** | **38** | **23** | **408** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 54 | 110 | 6 | 3 | 2 | 175 | |
|  | SGPMA Mallorca | 247 | 284 | 44 | 38 | 36 | 649 | |
|  | SGPMA Menorca | 3 | 53 | 7 | 1 | 3 | 67 | |
|  | **TOTAL** | **304** | **447** | **57** | **42** | **41** | **891** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 19 | 145 | 10 | 3 | 3 | 180 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 80 | 341 | 32 | 21 | 9 | 483 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 135 | 418 | 22 | 23 | 14 | 612 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 5 | 47 | 10 | 5 | 1 | 68 | |
|  | **TOTAL** | **239** | **951** | **74** | **52** | **27** | **1343** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 42 | 87 | 13 | 1 | 7 | 150 | |
|  | **TOTAL** | **42** | **87** | **13** | **1** | **7** | **150** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 41 | 16 | 9 | 3 | 3 | 72 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 89 | 179 | 21 | 10 | 1 | 300 | |
|  | SGPMA Cuenca | 5 | 15 | 6 | 2 | 6 | 34 | |
|  | SGPMA Toledo | 114 | 165 | 25 | 18 | 13 | 335 | |
|  | **TOTAL** | **249** | **375** | **61** | **33** | **23** | **741** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 53 | 46 | 9 | 2 | 5 | 115 | |
|  | SGPMA León | 36 | 107 | 17 | 19 | 25 | 204 | |
|  | SGPMA Palencia | 13 | 24 | 1 | 8 | 0 | 46 | |
|  | SGPMA Salamanca | 13 | 11 | 3 | 1 | 0 | 28 | |
|  | SGPMA Segovia | 14 | 24 | 2 | 2 | 2 | 44 | |
|  | SGPMA Soria | 9 | 16 | 3 | 0 | 0 | 28 | |
|  | SGPMA Valladolid | 17 | 45 | 6 | 6 | 2 | 76 | |
|  | SGPMA Zamora | 24 | 39 | 4 | 5 | 3 | 75 | |
|  | SGPMA Ávila | 7 | 18 | 1 | 0 | 2 | 28 | |
|  | **TOTAL** | **186** | **330** | **46** | **43** | **39** | **644** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 20 | 13 | 3 | 1 | 0 | 37 | |
|  | **TOTAL** | **20** | **13** | **3** | **1** | **0** | **37** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 76 | 99 | 19 | 22 | 18 | 234 | |
|  | SGPMA Madrid | 237 | 174 | 26 | 26 | 8 | 471 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 159 | 154 | 29 | 33 | 16 | 391 | |
|  | **TOTAL** | **472** | **427** | **74** | **81** | **42** | **1096** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 44 | 125 | 5 | 0 | 2 | 176 | |
|  | **TOTAL** | **44** | **125** | **5** | **0** | **2** | **176** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 341 | 561 | 54 | 40 | 23 | 1019 | |
|  | SGPMA Castellón | 117 | 227 | 19 | 22 | 12 | 397 | |
|  | SGPMA Valencia | 409 | 995 | 160 | 113 | 126 | 1803 | |
|  | **TOTAL** | **867** | **1783** | **233** | **175** | **161** | **3219** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 80 | 124 | 40 | 7 | 16 | 267 | |
|  | SGPMA Cáceres | 49 | 83 | 26 | 6 | 9 | 173 | |
|  | **TOTAL** | **129** | **207** | **66** | **13** | **25** | **440** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 93 | 264 | 36 | 12 | 13 | 418 | |
|  | SGPMA Lugo | 20 | 30 | 8 | 6 | 1 | 65 | |
|  | SGPMA Orense | 33 | 147 | 9 | 3 | 11 | 203 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 75 | 284 | 31 | 18 | 26 | 434 | |
|  | **TOTAL** | **221** | **725** | **84** | **39** | **51** | **1120** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 38 | 39 | 14 | 2 | 5 | 98 | |
|  | **TOTAL** | **38** | **39** | **14** | **2** | **5** | **98** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 3 | 15 | 0 | 1 | 0 | 19 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **15** | **0** | **1** | **0** | **19** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 100 | 69 | 7 | 3 | 31 | 210 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 150 | 304 | 3 | 1 | 104 | 562 | |
|  | SGPMA Álava | 81 | 96 | 0 | 1 | 16 | 194 | |
|  | **TOTAL** | **331** | **469** | **10** | **5** | **151** | **966** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 259 | 319 | 50 | 20 | 19 | 667 | |
|  | **TOTAL** | **259** | **319** | **50** | **20** | **19** | **667** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **4553** | **9094** | **1162** | **788** | **828** | **16425** | |

**Tabla nº 6. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Segundo Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 30 | 155 | 25 | 23 | 14 | 247 | |
|  | SGPMA Almería | 88 | 210 | 19 | 3 | 7 | 327 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 12 | 198 | 55 | 19 | 9 | 293 | |
|  | SGPMA Córdoba | 57 | 131 | 19 | 8 | 11 | 226 | |
|  | SGPMA Granada | 96 | 69 | 42 | 40 | 19 | 266 | |
|  | SGPMA Huelva | 125 | 263 | 20 | 16 | 8 | 432 | |
|  | SGPMA Jaén | 88 | 127 | 15 | 5 | 4 | 239 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 31 | 86 | 6 | 16 | 5 | 144 | |
|  | SGPMA Málaga | 95 | 318 | 26 | 28 | 14 | 481 | |
|  | SGPMA Sevilla | 95 | 399 | 34 | 36 | 36 | 600 | |
|  | **TOTAL** | **717** | **1956** | **261** | **194** | **127** | **3255** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Aragón** | SGPMA Huesca | 26 | 43 | 10 | 0 | 1 | 80 | |
|  | SGPMA Teruel | 29 | 28 | 10 | 11 | 11 | 89 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 117 | 139 | 19 | 9 | 17 | 301 | |
|  | **TOTAL** | **172** | **210** | **39** | **20** | **29** | **470** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Asturias** | SGPMA Asturias | 118 | 178 | 40 | 32 | 22 | 390 | |
|  | **TOTAL** | **118** | **178** | **40** | **32** | **22** | **390** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Balears** | SGPMA Ibiza | 38 | 105 | 6 | 3 | 3 | 155 | |
|  | SGPMA Mallorca | 196 | 215 | 40 | 42 | 27 | 520 | |
|  | SGPMA Menorca | 9 | 40 | 2 | 3 | 3 | 57 | |
|  | **TOTAL** | **243** | **360** | **48** | **48** | **33** | **732** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Canarias** | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 11 | 140 | 7 | 6 | 5 | 169 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 62 | 243 | 31 | 11 | 11 | 358 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 196 | 480 | 25 | 35 | 10 | 746 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 4 | 39 | 5 | 2 | 2 | 52 | |
|  | **TOTAL** | **273** | **902** | **68** | **54** | **28** | **1325** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Cantabria** | SGPMA Cantabria | 51 | 70 | 21 | 4 | 5 | 151 | |
|  | **TOTAL** | **51** | **70** | **21** | **4** | **5** | **151** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Castilla La Mancha** | SGPMA Albacete | 33 | 22 | 11 | 5 | 5 | 76 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 94 | 149 | 19 | 9 | 3 | 274 | |
|  | SGPMA Cuenca | 6 | 9 | 3 | 0 | 2 | 20 | |
|  | SGPMA Toledo | 54 | 131 | 18 | 6 | 19 | 228 | |
|  | **TOTAL** | **187** | **311** | **51** | **20** | **29** | **598** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Castilla y León** | SGPMA Burgos | 48 | 45 | 4 | 2 | 5 | 104 | |
|  | SGPMA León | 45 | 115 | 10 | 18 | 15 | 203 | |
|  | SGPMA Palencia | 24 | 20 | 10 | 1 | 2 | 57 | |
|  | SGPMA Salamanca | 15 | 11 | 6 | 4 | 7 | 43 | |
|  | SGPMA Segovia | 13 | 37 | 2 | 2 | 0 | 54 | |
|  | SGPMA Soria | 5 | 13 | 0 | 0 | 0 | 18 | |
|  | SGPMA Valladolid | 17 | 49 | 11 | 5 | 6 | 88 | |
|  | SGPMA Zamora | 21 | 39 | 7 | 3 | 11 | 81 | |
|  | SGPMA Ávila | 8 | 19 | 9 | 1 | 0 | 37 | |
|  | **TOTAL** | **196** | **348** | **59** | **36** | **46** | **685** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Ceuta** | SGPMA Ceuta | 18 | 3 | 2 | 1 | 0 | 24 | |
|  | **TOTAL** | **18** | **3** | **2** | **1** | **0** | **24** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Comunidad Madrid** | SGPMA Alcalá de Henares | 66 | 83 | 13 | 17 | 12 | 191 | |
|  | SGPMA Madrid | 225 | 170 | 38 | 26 | 15 | 474 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 76 | 91 | 20 | 14 | 13 | 214 | |
|  | **TOTAL** | **367** | **344** | **71** | **57** | **40** | **879** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Comunidad Navarra** | SGPMA Navarra | 43 | 119 | 13 | 5 | 2 | 182 | |
|  | **TOTAL** | **43** | **119** | **13** | **5** | **2** | **182** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Comunidad Valencia** | SGPMA Alicante | 335 | 497 | 62 | 55 | 34 | 983 | |
|  | SGPMA Castellón | 125 | 286 | 15 | 7 | 8 | 441 | |
|  | SGPMA Valencia | 375 | 858 | 137 | 104 | 112 | 1586 | |
|  | **TOTAL** | **835** | **1641** | **214** | **166** | **154** | **3010** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Extremadura** | SGPMA Badajoz | 83 | 139 | 52 | 11 | 15 | 300 | |
|  | SGPMA Cáceres | 62 | 68 | 19 | 2 | 13 | 164 | |
|  | **TOTAL** | **145** | **207** | **71** | **13** | **28** | **464** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Galicia** | SGPMA A Coruña | 81 | 237 | 29 | 19 | 10 | 376 | |
|  | SGPMA Lugo | 26 | 40 | 5 | 5 | 8 | 84 | |
|  | SGPMA Orense | 25 | 124 | 8 | 1 | 3 | 161 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 92 | 254 | 23 | 22 | 20 | 411 | |
|  | **TOTAL** | **224** | **655** | **65** | **47** | **41** | **1032** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **La Rioja** | SGPMA La Rioja | 38 | 41 | 16 | 3 | 3 | 101 | |
|  | **TOTAL** | **38** | **41** | **16** | **3** | **3** | **101** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Melilla** | SGPMA Melilla | 2 | 12 | 2 | 0 | 0 | 16 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **12** | **2** | **0** | **0** | **16** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Pais Vasco** | SGPMA Guipúzcoa | 115 | 61 | 7 | 2 | 27 | 212 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 148 | 298 | 9 | 0 | 54 | 509 | |
|  | SGPMA Álava | 98 | 102 | 18 | 3 | 9 | 230 | |
|  | **TOTAL** | **361** | **461** | **34** | **5** | **90** | **951** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **Región Murcia** | SGPMA Murcia | 307 | 403 | 76 | 37 | 30 | 853 | |
|  | **TOTAL** | **307** | **403** | **76** | **37** | **30** | **853** | |
|  |  | | | | | | |  |
| **GENERAL** | **TOTAL** | **4297** | **8221** | **1151** | **742** | **707** | **15118** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 7. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Tercer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 32 | 91 | 21 | 15 | 10 | 169 | |
|  | SGPMA Almería | 89 | 159 | 17 | 8 | 3 | 276 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 20 | 138 | 24 | 6 | 6 | 194 | |
|  | SGPMA Córdoba | 55 | 138 | 12 | 8 | 1 | 214 | |
|  | SGPMA Granada | 91 | 74 | 23 | 25 | 22 | 235 | |
|  | SGPMA Huelva | 110 | 156 | 14 | 9 | 5 | 294 | |
|  | SGPMA Jaén | 92 | 105 | 18 | 10 | 17 | 242 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 28 | 113 | 15 | 8 | 10 | 174 | |
|  | SGPMA Málaga | 74 | 229 | 21 | 9 | 6 | 339 | |
|  | SGPMA Sevilla | 170 | 514 | 34 | 38 | 30 | 786 | |
|  | **TOTAL** | **761** | **1717** | **199** | **136** | **110** | **2923** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 24 | 33 | 8 | 0 | 1 | 66 | |
|  | SGPMA Teruel | 9 | 26 | 7 | 7 | 9 | 58 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 114 | 106 | 19 | 3 | 15 | 257 | |
|  | **TOTAL** | **147** | **165** | **34** | **10** | **25** | **382** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 86 | 140 | 27 | 22 | 20 | 295 | |
|  | **TOTAL** | **86** | **140** | **27** | **22** | **20** | **295** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 27 | 96 | 10 | 2 | 6 | 141 | |
|  | SGPMA Mallorca | 191 | 172 | 27 | 22 | 27 | 439 | |
|  | SGPMA Menorca | 12 | 37 | 6 | 5 | 2 | 62 | |
|  | **TOTAL** | **230** | **305** | **43** | **29** | **35** | **642** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 14 | 135 | 7 | 2 | 3 | 161 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 143 | 304 | 23 | 25 | 6 | 501 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 147 | 445 | 20 | 26 | 11 | 649 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 2 | 36 | 3 | 0 | 0 | 41 | |
|  | **TOTAL** | **306** | **920** | **53** | **53** | **20** | **1352** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 57 | 64 | 15 | 5 | 6 | 147 | |
|  | **TOTAL** | **57** | **64** | **15** | **5** | **6** | **147** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 38 | 19 | 6 | 2 | 2 | 67 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 69 | 104 | 19 | 3 | 3 | 198 | |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 6 | 2 | 7 | 3 | 19 | |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Toledo | 143 | 220 | 46 | 25 | 23 | 457 | |
|  | **TOTAL** | **251** | **349** | **73** | **37** | **31** | **741** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 34 | 41 | 8 | 3 | 3 | 89 | |
|  | SGPMA León | 35 | 71 | 14 | 17 | 14 | 151 | |
|  | SGPMA Palencia | 15 | 21 | 4 | 4 | 1 | 45 | |
|  | SGPMA Salamanca | 19 | 11 | 2 | 6 | 3 | 41 | |
|  | SGPMA Segovia | 8 | 31 | 1 | 1 | 4 | 45 | |
|  | SGPMA Soria | 11 | 12 | 4 | 0 | 0 | 27 | |
|  | SGPMA Valladolid | 12 | 24 | 6 | 2 | 3 | 47 | |
|  | SGPMA Zamora | 11 | 22 | 5 | 5 | 13 | 56 | |
|  | SGPMA Ávila | 15 | 17 | 0 | 0 | 0 | 33 | |
|  | **TOTAL** | **160** | **250** | **45** | **38** | **41** | **534** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 12 | 3 | 3 | 0 | 1 | 19 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **3** | **3** | **0** | **1** | **19** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 78 | 56 | 17 | 14 | 13 | 178 | |
|  | SGPMA Madrid | 212 | 154 | 32 | 31 | 18 | 447 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 117 | 149 | 24 | 32 | 24 | 346 | |
|  | **TOTAL** | **407** | **359** | **73** | **77** | **55** | **971** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 38 | 98 | 11 | 2 | 0 | 149 | |
|  | **TOTAL** | **38** | **98** | **11** | **2** | **0** | **149** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 319 | 436 | 101 | 72 | 66 | 994 | |
|  | SGPMA Castellón | 125 | 208 | 16 | 18 | 7 | 374 | |
|  | SGPMA Valencia | 356 | 795 | 131 | 77 | 86 | 1445 | |
|  | **TOTAL** | **800** | **1439** | **248** | **167** | **159** | **2813** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 81 | 101 | 32 | 11 | 11 | 236 | |
|  | SGPMA Cáceres | 41 | 40 | 12 | 6 | 14 | 113 | |
|  | **TOTAL** | **122** | **141** | **44** | **17** | **25** | **349** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 89 | 190 | 25 | 11 | 8 | 323 | |
|  | SGPMA Lugo | 24 | 34 | 6 | 8 | 6 | 78 | |
|  | SGPMA Orense | 23 | 101 | 9 | 1 | 5 | 139 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 62 | 213 | 11 | 26 | 17 | 329 | |
|  | **TOTAL** | **198** | **538** | **51** | **46** | **36** | **869** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 25 | 36 | 12 | 3 | 3 | 79 | |
|  | **TOTAL** | **25** | **36** | **12** | **3** | **3** | **79** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 16 | 1 | 3 | 0 | 21 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **16** | **1** | **3** | **0** | **21** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 67 | 57 | 6 | 6 | 20 | 20 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 105 | 239 | 11 | 1 | 24 | 24 | |
|  | SGPMA Álava | 81 | 80 | 21 | 2 | 11 | 11 | |
|  | **TOTAL** | **253** | **376** | **38** | **9** | **55** | **55** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 227 | 285 | 56 | 16 | 21 | 605 | |
|  | **TOTAL** | **227** | **285** | **56** | **16** | **21** | **605** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **4081** | **7201** | **1026** | **670** | **643** | **13621** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 8. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Cuarto Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 44 | 119 | 29 | 12 | 6 | 210 | |
|  | SGPMA Almería | 123 | 181 | 21 | 11 | 8 | 344 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 36 | 163 | 30 | 16 | 10 | 255 | |
|  | SGPMA Córdoba | 66 | 124 | 8 | 3 | 7 | 208 | |
|  | SGPMA Granada | 94 | 81 | 31 | 35 | 32 | 273 | |
|  | SGPMA Huelva | 142 | 200 | 15 | 11 | 9 | 377 | |
|  | SGPMA Jaén | 73 | 122 | 33 | 10 | 17 | 255 | |
|  | SGPMA Málaga | 89 | 235 | 20 | 16 | 12 | 372 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 40 | 93 | 9 | 9 | 21 | 172 | |
|  | SGPMA Sevilla | 157 | 376 | 38 | 25 | 19 | 615 | |
|  | **TOTAL** | **864** | **1694** | **234** | **148** | **141** | **3081** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 24 | 39 | 6 | 3 | 3 | 75 | |
|  | SGPMA Teruel | 21 | 31 | 8 | 5 | 6 | 71 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 74 | 128 | 18 | 12 | 16 | 248 | |
|  | **TOTAL** | **119** | **198** | **32** | **20** | **25** | **394** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 106 | 180 | 44 | 29 | 32 | 391 | |
|  | **TOTAL** | **106** | **180** | **44** | **29** | **32** | **391** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 24 | 76 | 7 | 1 | 8 | 116 | |
|  | SGPMA Mallorca | 216 | 214 | 28 | 32 | 30 | 520 | |
|  | SGPMA Menorca | 7 | 36 | 3 | 8 | 5 | 59 | |
|  | **TOTAL** | **247** | **326** | **38** | **41** | **43** | **695** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 11 | 125 | 21 | 5 | 2 | 164 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 87 | 204 | 24 | 10 | 2 | 327 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 10 | 28 | 6 | 1 | 5 | 50 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 192 | 463 | 20 | 36 | 10 | 721 | |
|  | **TOTAL** | **300** | **820** | **71** | **52** | **19** | **1262** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 37 | 49 | 21 | 6 | 9 | 122 | |
|  | **TOTAL** | **37** | **49** | **21** | **6** | **9** | **122** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 39 | 19 | 13 | 1 | 1 | 73 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 92 | 136 | 22 | 5 | 2 | 257 | |
|  | SGPMA Cuenca | 6 | 20 | 8 | 1 | 1 | 36 | |
|  | SGPMA Toledo | 88 | 159 | 27 | 22 | 21 | 317 | |
|  | **TOTAL** | **225** | **334** | **70** | **29** | **25** | **683** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ávila | 6 | 23 | 2 | 2 | 2 | 35 | |
|  | SGPMA Burgos | 48 | 59 | 9 | 5 | 2 | 123 | |
|  | SGPMA León | 56 | 104 | 16 | 20 | 13 | 209 | |
|  | SGPMA Palencia | 5 | 9 | 14 | 2 | 2 | 32 | |
|  | SGPMA Salamanca | 18 | 16 | 2 | 5 | 5 | 46 | |
|  | SGPMA Segovia | 11 | 24 | 4 | 1 | 3 | 43 | |
|  | SGPMA Soria | 8 | 8 | 2 | 2 | 2 | 22 | |
|  | SGPMA Valladolid | 22 | 21 | 12 | 3 | 2 | 60 | |
|  | SGPMA Zamora | 13 | 44 | 6 | 12 | 6 | 81 | |
|  | **TOTAL** | **187** | **308** | **67** | **52** | **37** | **651** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 17 | 5 | 5 | 3 | 1 | 31 | |
|  | **TOTAL** | **17** | **5** | **5** | **3** | **1** | **31** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 80 | 70 | 19 | 18 | 11 | 198 | |
|  | SGPMA Madrid | 211 | 204 | 39 | 34 | 20 | 508 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 71 | 72 | 14 | 14 | 13 | 184 | |
|  | **TOTAL** | **362** | **346** | **72** | **66** | **44** | **890** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 48 | 119 | 9 | 2 | 4 | 182 | |
|  | **TOTAL** | **48** | **119** | **9** | **2** | **4** | **182** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 470 | 494 | 104 | 37 | 17 | 1122 | |
|  | SGPMA Castellón | 117 | 230 | 16 | 9 | 7 | 379 | |
|  | SGPMA Valencia | 263 | 603 | 92 | 47 | 43 | 1048 | |
|  | **TOTAL** | **850** | **1327** | **212** | **93** | **67** | **2549** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 82 | 127 | 43 | 9 | 5 | 266 | |
|  | SGPMA Cáceres | 66 | 93 | 27 | 8 | 14 | 208 | |
|  | **TOTAL** | **148** | **220** | **70** | **17** | **19** | **474** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 102 | 227 | 32 | 26 | 17 | 404 | |
|  | SGPMA Lugo | 15 | 51 | 10 | 6 | 6 | 88 | |
|  | SGPMA Orense | 20 | 104 | 8 | 5 | 3 | 140 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 63 | 221 | 30 | 14 | 23 | 351 | |
|  | **TOTAL** | **200** | **603** | **80** | **51** | **49** | **983** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 41 | 46 | 14 | 0 | 1 | 102 | |
|  | **TOTAL** | **41** | **46** | **14** | **0** | **1** | **102** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 5 | 13 | 1 | 0 | 1 | 20 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **13** | **1** | **0** | **1** | **20** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Álava | 100 | 85 | 26 | 1 | 9 | 221 | |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 110 | 83 | 15 | 6 | 21 | 235 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 125 | 190 | 11 | 1 | 42 | 369 | |
|  | **TOTAL** | **335** | **358** | **52** | **8** | **72** | **825** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 381 | 396 | 77 | 56 | 45 | 955 | |
|  | **TOTAL** | **381** | **396** | **77** | **56** | **45** | **955** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **4472** | **7342** | **1169** | **673** | **634** | **14290** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 9. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Primer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total |
| **Andalucía** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 8 | 8 | 2 | 15 | 15 | 48 |
|  | SGPMA Almería | 9 | 14 | 13 | 26 | 27 | 89 |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 12 | 28 | 33 | 26 | 56 | 155 |
|  | SGPMA Córdoba | 5 | 7 | 8 | 24 | 27 | 71 |
|  | SGPMA Granada | 13 | 2 | 1 | 3 | 6 | 25 |
|  | SGPMA Huelva | 3 | 12 | 36 | 27 | 44 | 122 |
|  | SGPMA Jaén | 7 | 13 | 36 | 56 | 55 | 167 |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 5 | 1 | 6 |
|  | SGPMA Málaga | 21 | 46 | 31 | 50 | 87 | 235 |
|  | SGPMA Sevilla | 23 | 41 | 35 | 59 | 62 | 220 |
|  | **TOTAL** | **101** | **171** | **195** | **291** | **380** | **1138** |
| **Aragón** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 2 | 7 | 5 | 11 | 25 |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 2 | 3 | 3 | 2 | 10 |
|  | SGPMA Zaragoza | 6 | 14 | 33 | 39 | 67 | 159 |
|  | **TOTAL** | **6** | **18** | **43** | **47** | **80** | **194** |
| **Asturias** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 7 | 10 | 35 | 53 | 46 | 151 |
|  | **TOTAL** | **7** | **10** | **35** | **53** | **46** | **151** |
| **Balears** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 2 | 2 | 2 | 7 | 12 | 25 |
|  | SGPMA Mallorca | 3 | 4 | 4 | 10 | 11 | 32 |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 2 | 4 | 3 | 9 |
|  | **TOTAL** | **5** | **6** | **8** | **21** | **26** | **66** |
| **Canarias** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 0 | 11 | 1 | 9 | 7 | 28 |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 8 | 38 | 41 | 45 | 56 | 188 |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 9 | 31 | 42 | 60 | 47 | 189 |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 2 | 15 | 10 | 5 | 8 | 40 |
|  | **TOTAL** | **19** | **95** | **94** | **119** | **118** | **445** |
| **Cantabria** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 13 | 50 | 39 | 55 | 58 | 215 |
|  | **TOTAL** | **13** | **50** | **39** | **55** | **58** | **215** |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 2 | 6 | 4 | 6 | 9 | 27 |
|  | SGPMA Ciudad Real | 5 | 11 | 19 | 28 | 40 | 103 |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | SGPMA Toledo | 5 | 29 | 12 | 23 | 18 | 87 |
|  | **TOTAL** | **13** | **47** | **35** | **57** | **67** | **219** |
| **Castilla y León** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 2 | 11 | 9 | 11 | 14 | 47 |
|  | SGPMA León | 5 | 3 | 7 | 15 | 17 | 47 |
|  | SGPMA Palencia | 1 | 3 | 6 | 11 | 10 | 31 |
|  | SGPMA Salamanca | 1 | 2 | 1 | 6 | 6 | 16 |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 2 | 2 | 4 | 3 | 11 |
|  | SGPMA Soria | 0 | 1 | 6 | 1 | 3 | 11 |
|  | SGPMA Valladolid | 4 | 8 | 13 | 12 | 11 | 48 |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 3 | 5 | 2 | 8 | 18 |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 3 | 3 | 1 | 4 | 11 |
|  | **TOTAL** | **13** | **36** | **52** | **63** | **76** | **240** |
| **Ceuta** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 2 | 4 | 9 |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **2** | **4** | **9** |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 14 | 7 | 11 | 22 | 18 | 72 |
|  | SGPMA Madrid | 15 | 73 | 25 | 52 | 56 | 221 |
|  | SGPMA Navalcarnero | 14 | 27 | 13 | 36 | 42 | 132 |
|  | **TOTAL** | **43** | **107** | **49** | **110** | **116** | **425** |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 8 | 24 | 25 | 26 | 35 | 118 |
|  | **TOTAL** | **8** | **24** | **25** | **26** | **35** | **118** |

**Tabla nº 10. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Segundo Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 3 | 5 | 11 | 13 | 21 | 53 | |
|  | SGPMA Almería | 8 | 12 | 6 | 25 | 15 | 66 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 9 | 43 | 55 | 37 | 69 | 213 | |
|  | SGPMA Córdoba | 2 | 7 | 8 | 18 | 35 | 70 | |
|  | SGPMA Granada | 16 | 0 | 4 | 3 | 7 | 30 | |
|  | SGPMA Huelva | 5 | 17 | 28 | 26 | 47 | 123 | |
|  | SGPMA Jaén | 8 | 10 | 31 | 54 | 56 | 159 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 3 | |
|  | SGPMA Málaga | 29 | 53 | 50 | 52 | 105 | 289 | |
|  | SGPMA Sevilla | 13 | 15 | 20 | 31 | 26 | 105 | |
|  | **TOTAL** | **93** | **162** | **214** | **259** | **383** | **1111** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 2 | 7 | 9 | 14 | 32 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 11 | 17 | 25 | 41 | 62 | 156 | |
|  | **TOTAL** | **11** | **21** | **34** | **52** | **76** | **194** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 12 | 11 | 22 | 55 | 53 | 153 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **11** | **22** | **55** | **53** | **153** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 4 | 3 | 5 | 3 | 12 | 27 | |
|  | SGPMA Mallorca | 3 | 2 | 14 | 8 | 14 | 41 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 2 | 4 | 7 | 1 | 14 | |
|  | **TOTAL** | **7** | **7** | **23** | **18** | **27** | **82** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 4 | 12 | 5 | 7 | 12 | 40 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 1 | 28 | 23 | 20 | 31 | 103 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 14 | 34 | 65 | 147 | 59 | 319 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 9 | 10 | 7 | 10 | 36 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **83** | **103** | **181** | **112** | **498** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 12 | 49 | 46 | 51 | 86 | 244 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **49** | **46** | **51** | **86** | **244** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 8 | 5 | 6 | 11 | 30 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 3 | 13 | 19 | 33 | 29 | 97 | |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 4 | |
|  | SGPMA Toledo | 0 | 14 | 5 | 25 | 18 | 62 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **35** | **29** | **65** | **60** | **193** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 4 | 8 | 10 | 10 | 28 | 60 | |
|  | SGPMA León | 1 | 1 | 1 | 12 | 8 | 23 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 2 | 5 | 10 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 2 | 4 | 6 | 15 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 1 | 3 | 5 | 6 | 15 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 1 | 2 | 3 | 5 | 11 | |
|  | SGPMA Valladolid | 7 | 4 | 16 | 20 | 21 | 68 | |
|  | SGPMA Zamora | 1 | 2 | 4 | 2 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 2 | 5 | 4 | 3 | 14 | |
|  | **TOTAL** | **15** | **24** | **48** | **70** | **86** | **243** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 1 | 3 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **1** | **3** | **7** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 15 | 13 | 6 | 14 | 41 | 89 | |
|  | SGPMA Madrid | 16 | 50 | 11 | 38 | 44 | 159 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 11 | 17 | 7 | 14 | 24 | 73 | |
|  | **TOTAL** | **42** | **80** | **24** | **66** | **109** | **321** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 3 | 18 | 28 | 20 | 42 | 111 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **18** | **28** | **20** | **42** | **111** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 20 | 66 | 34 | 82 | 94 | 296 | |
|  | SGPMA Castellón | 6 | 22 | 16 | 49 | 45 | 138 | |
|  | SGPMA Valencia | 15 | 44 | 81 | 138 | 136 | 414 | |
|  | **TOTAL** | **41** | **132** | **131** | **269** | **275** | **848** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 1 | 11 | 29 | 31 | 79 | 151 | |
|  | SGPMA Cáceres | 2 | 5 | 19 | 9 | 19 | 54 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **16** | **48** | **40** | **98** | **205** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 3 | 68 | 36 | 44 | 69 | 220 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 9 | 4 | 11 | 16 | 42 | |
|  | SGPMA Orense | 2 | 21 | 21 | 28 | 33 | 105 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 3 | 65 | 43 | 45 | 73 | 229 | |
|  | **TOTAL** | **10** | **163** | **104** | **128** | **191** | **596** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 2 | 9 | 36 | 33 | 44 | 124 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **9** | **36** | **33** | **44** | **124** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 4 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **1** | **0** | **1** | **1** | **4** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 68 | 42 | 4 | 7 | 159 | 280 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 30 | 87 | 5 | 12 | 233 | 367 | |
|  | SGPMA Álava | 7 | 10 | 5 | 7 | 90 | 119 | |
|  | **TOTAL** | **105** | **139** | **14** | **26** | **482** | **766** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 9 | 66 | 47 | 103 | 101 | 326 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **66** | **47** | **103** | **101** | **326** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **389** | **1017** | **953** | **1438** | **2229** | **6026** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 11. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Tercer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 2 | 13 | 7 | 8 | 17 | 47 | |
|  | SGPMA Almería | 11 | 6 | 3 | 15 | 18 | 53 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 11 | 35 | 40 | 39 | 51 | 176 | |
|  | SGPMA Córdoba | 3 | 11 | 21 | 16 | 36 | 87 | |
|  | SGPMA Granada | 9 | 5 | 8 | 8 | 8 | 38 | |
|  | SGPMA Huelva | 6 | 11 | 17 | 19 | 41 | 94 | |
|  | SGPMA Jaén | 5 | 7 | 28 | 40 | 46 | 126 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 3 | 9 | 4 | 8 | 24 | |
|  | SGPMA Málaga | 20 | 48 | 19 | 20 | 56 | 163 | |
|  | SGPMA Sevilla | 13 | 16 | 31 | 47 | 38 | 145 | |
|  | **TOTAL** | **80** | **155** | **183** | **216** | **319** | **953** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 1 | 1 | 4 | 6 | 8 | 20 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 4 | 2 | 1 | 7 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 11 | 13 | 26 | 37 | 52 | 139 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **14** | **34** | **45** | **61** | **166** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 5 | 8 | 9 | 44 | 45 | 111 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **8** | **9** | **44** | **45** | **111** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 4 | 3 | 7 | 4 | 9 | 27 | |
|  | SGPMA Mallorca | 2 | 3 | 13 | 9 | 13 | 40 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 4 | 1 | 4 | 1 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **6** | **10** | **21** | **17** | **23** | **77** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 1 | 9 | 8 | 8 | 11 | 37 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 4 | 51 | 41 | 47 | 72 | 215 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 4 | 14 | 43 | 115 | 73 | 249 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 10 | 2 | 5 | 8 | 25 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **84** | **94** | **175** | **164** | **526** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 8 | 58 | 30 | 52 | 55 | 203 | |
|  | **TOTAL** | **8** | **58** | **30** | **52** | **55** | **203** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 4 | 2 | 3 | 5 | 14 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 1 | 5 | 10 | 22 | 35 | 73 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Toledo | 4 | 22 | 13 | 49 | 38 | 126 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **31** | **25** | **75** | **78** | **214** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 2 | 12 | 13 | 11 | 32 | 70 | |
|  | SGPMA León | 3 | 3 | 4 | 9 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 2 | 5 | 6 | 11 | 26 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 3 | 2 | 7 | 15 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 3 | 4 | 2 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Soria | 1 | 0 | 1 | 3 | 2 | 7 | |
|  | SGPMA Valladolid | 4 | 5 | 8 | 20 | 13 | 50 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 1 | 1 | 22 | 25 | |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 2 | 2 | 4 | 6 | 16 | |
|  | **TOTAL** | **14** | **31** | **41** | **58** | **102** | **246** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 2 | 2 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **2** | **2** | **7** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 9 | 11 | 5 | 27 | 30 | 82 | |
|  | SGPMA Madrid | 21 | 47 | 19 | 47 | 46 | 180 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 9 | 19 | 11 | 30 | 32 | 101 | |
|  | **TOTAL** | **39** | **77** | **35** | **104** | **108** | **363** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 4 | 18 | 17 | 23 | 38 | 100 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **18** | **17** | **23** | **38** | **100** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 21 | 39 | 18 | 44 | 65 | 187 | |
|  | SGPMA Castellón | 4 | 21 | 21 | 36 | 60 | 142 | |
|  | SGPMA Valencia | 10 | 64 | 90 | 121 | 137 | 422 | |
|  | **TOTAL** | **35** | **124** | **129** | **201** | **262** | **751** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 14 | 28 | 33 | 62 | 139 | |
|  | SGPMA Cáceres | 3 | 1 | 7 | 9 | 11 | 31 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **15** | **35** | **42** | **73** | **170** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 8 | 55 | 31 | 43 | 58 | 195 | |
|  | SGPMA Lugo | 0 | 5 | 3 | 7 | 7 | 22 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 20 | 14 | 12 | 20 | 67 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 7 | 48 | 39 | 33 | 39 | 166 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **128** | **87** | **95** | **124** | **450** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 5 | 11 | 30 | 16 | 41 | 103 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **11** | **30** | **16** | **41** | **103** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 3 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **1** | **0** | **1** | **0** | **3** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 30 | 31 | 4 | 5 | 99 | 169 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 9 | 50 | 2 | 7 | 137 | 205 | |
|  | SGPMA Álava | 11 | 12 | 3 | 3 | 87 | 116 | |
|  | **TOTAL** | **50** | **93** | **9** | **15** | **323** | **490** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 3 | 34 | 52 | 82 | 70 | 241 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **34** | **52** | **82** | **70** | **241** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **297** | **893** | **833** | **1263** | **1888** | **5174** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 12. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Cuarto Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 9 | 9 | 14 | 15 | 22 | 69 | |
|  | SGPMA Almería | 2 | 12 | 10 | 26 | 24 | 74 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 7 | 42 | 39 | 51 | 71 | 210 | |
|  | SGPMA Córdoba | 1 | 11 | 17 | 25 | 31 | 85 | |
|  | SGPMA Granada | 13 | 3 | 4 | 6 | 4 | 30 | |
|  | SGPMA Huelva | 6 | 13 | 25 | 21 | 48 | 113 | |
|  | SGPMA Jaén | 9 | 8 | 34 | 58 | 39 | 148 | |
|  | SGPMA Málaga | 25 | 47 | 42 | 36 | 77 | 227 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 4 | 5 | 7 | 8 | 24 | |
|  | SGPMA Sevilla | 12 | 29 | 24 | 58 | 50 | 173 | |
|  | **TOTAL** | **84** | **178** | **214** | **303** | **374** | **1153** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 2 | 3 | 11 | 3 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 8 | 1 | 1 | 10 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 7 | 19 | 39 | 37 | 76 | 178 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **22** | **58** | **41** | **83** | **213** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 4 | 4 | 17 | 50 | 54 | 129 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **4** | **17** | **50** | **54** | **129** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 2 | 4 | 6 | 4 | 10 | 26 | |
|  | SGPMA Mallorca | 0 | 3 | 2 | 9 | 12 | 26 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 1 | 1 | 5 | 2 | 9 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **8** | **9** | **18** | **24** | **61** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 5 | 7 | 10 | 13 | 16 | 51 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 3 | 21 | 29 | 35 | 45 | 133 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 11 | 5 | 8 | 7 | 31 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 18 | 26 | 64 | 186 | 93 | 387 | |
|  | **TOTAL** | **26** | **65** | **108** | **242** | **161** | **602** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 12 | 47 | 60 | 67 | 77 | 263 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **47** | **60** | **67** | **77** | **263** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 11 | 1 | 7 | 4 | 23 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 3 | 7 | 18 | 47 | 34 | 109 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 4 | |
|  | SGPMA Toledo | 1 | 19 | 17 | 28 | 39 | 104 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **37** | **37** | **82** | **80** | **240** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 1 | 4 | 2 | 5 | 14 | |
|  | SGPMA Burgos | 0 | 12 | 9 | 17 | 29 | 67 | |
|  | SGPMA León | 5 | 9 | 8 | 21 | 12 | 55 | |
|  | SGPMA Palencia | 1 | 5 | 1 | 5 | 8 | 20 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 4 | 4 | 12 | 23 | |
|  | SGPMA Segovia | 3 | 0 | 0 | 4 | 2 | 9 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 0 | 2 | 2 | 4 | 8 | |
|  | SGPMA Valladolid | 5 | 13 | 13 | 16 | 30 | 77 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 2 | 2 | 6 | 11 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **44** | **43** | **73** | **108** | **284** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 1 | 2 | 3 | 6 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **1** | **2** | **3** | **6** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 13 | 34 | 15 | 45 | 35 | 142 | |
|  | SGPMA Madrid | 24 | 46 | 13 | 48 | 48 | 179 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 9 | 13 | 3 | 22 | 13 | 60 | |
|  | **TOTAL** | **46** | **93** | **31** | **115** | **96** | **381** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 5 | 20 | 26 | 18 | 39 | 108 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **20** | **26** | **18** | **39** | **108** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 35 | 80 | 53 | 128 | 161 | 457 | |
|  | SGPMA Castellón | 2 | 27 | 24 | 46 | 44 | 143 | |
|  | SGPMA Valencia | 7 | 24 | 59 | 105 | 130 | 325 | |
|  | **TOTAL** | **44** | **131** | **136** | **279** | **335** | **925** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 25 | 43 | 38 | 100 | 208 | |
|  | SGPMA Cáceres | 0 | 10 | 6 | 11 | 26 | 53 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **35** | **49** | **49** | **126** | **261** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 6 | 78 | 35 | 48 | 70 | 237 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 5 | 5 | 12 | 14 | 38 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 44 | 14 | 29 | 35 | 123 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 10 | 53 | 61 | 47 | 66 | 237 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **180** | **115** | **136** | **185** | **635** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 3 | 11 | 22 | 30 | 29 | 95 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **11** | **22** | **30** | **29** | **95** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 0 | 1 | 0 | 1 | 3 | 5 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **0** | **1** | **3** | **5** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Álava | 5 | 15 | 2 | 6 | 81 | 109 | |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 29 | 30 | 7 | 4 | 113 | 183 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 28 | 49 | 0 | 7 | 191 | 275 | |
|  | **TOTAL** | **62** | **94** | **9** | **17** | **385** | **567** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 16 | 47 | 49 | 102 | 91 | 305 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **47** | **49** | **102** | **91** | **305** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **354** | **1017** | **984** | **1625** | **2253** | **6233** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

Otra forma de obtener datos sobre TBC es el INE (Instituto Nacional de Estadística). En esta base de datos podemos saber el número de penas de TBC. Estos datos no tienen por qué coincidir con los de IIPP (es más, no deben coincidir), pues se refieren al número de condenados por esa pena pero la ejecutoria no tiene por qué haberse iniciado (Tabla nº 13 y Gráfico nº 3). Lo anterior se corrobora si se tiene cuenta que los datos del INE sólo recogen las penas principales y penas accesorias. No se alude, por tanto, a los TBC como sustitutivos penales. No obstante, a veces las estadísticas del INE computan como pena principal a algunas penas sustitutivas (por ejemplo, los casos de expulsión), posiblemente cuando éstas aparecen impuestas en la sentencia[[45]](#footnote-45).

**Tabla nº 13. Número de personas condenadas a TBC (unidades: tanto por mil).**

|  |  |
| --- | --- |
| **Año** | **TBC** |
| 2008 | 143.3 |
| 2009 | 176.3 |
| 2010 | 163.3 |
| 2011 | 102.3 |
| 2012 | 96.9 |
| 2013 | 93.2 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Gráfico nº 3. Evolución del número de personas condenadas a TBC (unidades: tanto por mil)**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

Para saber en qué casos se impusieron los TBC como pena principal y tipología de delito también puede recurrirse al Informe del *Defensor del Pueblo* (Gráfico nº 5) en el cual se presenta el % de aplicación respecto a la serie temporal 2008-2011.

**Gráfico nº 4. Distribución del porcentaje de aplicación de la pena de TBC como pena principal en el conjunto de los años 2008-2011 y según la tipología delictiva**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo a partir de datos del RCP (p. 380)*

Tal y como se indica en dicho informe “son los delitos contra el patrimonio y el orden socioeconómico, así como los relativos a los derechos de los trabajadores, los que dan lugar con mayor frecuencia a la aplicación de una pena de TBC como pena principal, lo cual a buen seguro tiene que ver con la reforma llevada a cabo en el año 2010, y que dio lugar a introducir este instituto jurídico en todo el ámbito relativo a los delitos contra la propiedad intelectual e industrial (art. 270 y 274 CP)”.

Para saber cuando el juez opta con mayor asiduidad a la pena de TBC como pena sustitutiva, resulta muy ilustrativo el Gráfico nº 5.

**Gráfico nº 5. Distribución del % de aplicación de la pena de TBC como pena alternativa a la prisión en el conjunto de los años 2008-2011 y según tipología delictiva.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo a partir de datos del RCP (p. 381)*

Aquí se ve que la pena de TBC se aplica en mayor proporción como pena alternativa a la prisión con un % superior al 70% en el caso de delitos contra el orden público y delitos de falsedades. En segundo lugar, con un % alrededor del 60% se encuentra los delitos contra la Administración de Justicia, los relativos a la ordenación del territorio y los delitos contra las relaciones familiares. Con un % cercano al 40% se encuentran los delitos contra el patrimonio y orden socioeconómico, los delitos contra los derechos de los trabajadores. Finalmente, con % por debajo del 10% están los delitos de lesiones, contra la libertad, torturas y contra la integridad moral, así como los delitos contra la seguridad colectiva.

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

La Tabla nº 14 indica los % de su aplicación en relación al resto de penas (también el Gráfico nº 6) pero no podemos saber si se aplicó como pena sustitutiva o principal. Tal y como hemos indicado, según el INE sólo se recogen las penas aplicadas como principales o accesorias, luego no tendrían cabida los TBC como sustitutivos.

**Gráfico nº 14. Penas según tipo de pena (valores absolutos/porcentaje).**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **2007** | | **2008** | | **2009** | | **2010** | | **2011** | | **2012** | |
| Tipo de pena | V.A | % | V.A | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % |
| Total | 443.164 | 100,0 | 630.980 | 100,0 | 627.752 | 100,0 | 624.599 | 100,0 | 551.387 | 100,0 | 557.793 | 100,0 |
| Prisión | 121.217 | 27,4 | 129.890 | 20,6 | 139.663 | 22,2 | 141.849 | 22,7 | 135.713 | 24,6 | 142.444 | 25,5 |
| Responsabilidad personal subsidiaria | 11.796 | 2,7 | 16.734 | 2,7 | 11.023 | 1,8 | 7.873 | 1,3 | 7.202 | 1,3 | 1.667 | 0,3 |
| Localización permanente | 369 | 0,1 | 525 | 0,1 | 368 | 0,1 | 306 | 0,0 | 400 | 0,1 | 399 | 0,1 |
| Arresto fin de semana | 776 | 0,2 | 300 | 0,0 | 215 | 0,0 | 127 | 0,0 | 53 | 0,0 | 32 | 0,0 |
| Inhabilitación absoluta | 606 | 0,1 | 627 | 0,1 | 839 | 0,1 | 711 | 0,1 | 594 | 0,1 | 537 | 0,1 |
| Inhabilitación especial para empleo | 70.813 | 16,0 | 84.852 | 13,4 | 89.331 | 14,2 | 94.312 | 15,1 | 93.566 | 17,0 | 103.619 | 18,6 |
| Suspensión empleo o cargo público | 411 | 0,1 | 675 | 0,1 | 278 | 0,0 | 348 | 0,1 | 284 | 0,0 | 158 | 0,0 |
| Privación derecho conducir vehículos | 57.916 | 13,1 | 79.664 | 12,6 | 79.699 | 12,7 | 75.964 | 12,2 | 79.453 | 14,4 | 74.145 | 13,3 |
| Privación derecho tenencia de armas | 26.983 | 6,1 | 29.943 | 4,7 | 31.175 | 5,0 | 31.952 | 5,1 | 28.966 | 5,2 | 28.223 | 5,1 |
| Privación derecho residir en determinados lugares | 1.830 | 0,4 | 2.104 | 0,3 | - | - | 1.075 | 0,2 | 709 | 0,1 | 486 | 0,1 |
| Prohibición aproximarse a la víctima | 27.437 | 6,2 | 27.413 | 4,3 | - | - | 34.881 | 5,6 | 30.707 | 5,6 | 30.516 | 5,5 |
| Prohibición comunicarse con la víctima | 10.895 | 2,5 | 19.435 | 3,1 | 4.269 | 0,7 | 4.959 | 0,8 | 10.265 | 1,9 | 10.934 | 2,0 |
| Trabajos en beneficio comunidad | 13.803 | 3,1 | 91.045 | 14,4 | 110.659 | 17,6 | 102.007 | 16,3 | 56.426 | 10,2 | 54.070 | 9,7 |
| Multa | 96.717 | 21,8 | 145.819 | 23,1 | 158.250 | 25,2 | 126.199 | 20,2 | 104.783 | 19,0 | 108.373 | 19,4 |
| Expulsión del territorio nacional | 1.462 | 0,3 | 1.954 | 0,3 | 1.983 | 0,3 | 2.036 | 0,3 | 2.266 | 0,4 | 2.190 | 0,4 |

**Gráfico nº 6. % TBC en relación al resto de penas.**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

En relación al año 2014 disponemos de información acerca de cuándo es pena sustitutiva y en relación a otras alternativas en fase post-sentencia como son las suspensiones y las sustituciones (programa) (Gráficos nº 7 y 8)

|  |  |
| --- | --- |
| **Gráfico nº 7. Total de mandamientos recibidos a nivel nacional (a excepción de Cataluña).** | **Gráfico nº 8. Desglose de mandamientos (%) recibidos a nivel nacional (a excepción de Cataluña).** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos de IIPP.*

Respecto a los TBC como pena sustitutiva de la prisión, debemos acudir a estudios doctrinales que además distinguen entre TBC como pena principal como sustitutiva (Tabla nº 15).

**Tabla nº 15. Forma de presentación de la pena de TBC.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Forma de presentación** | **2008** | **2009** | **2010** | **2011** |
| Como pena única | 490 | 637 | 791 | 12.779 |
| Pena alternativa a la prisión | 92.047 | 110.671 | 100.873 | 43.269 |
| Total | 92.537 | 11.308 | 101.664 | 56.048 |
| % pena única | 0,53 | 0,57 | 0,78 | 22,8 |
| Pena alternativa a la prisión | 1.054 | 2.268 | 3.540 | 4.904 |
| % pena alternativa a la prisión | 1,14 | 2,04 | 3,48 | 8,75 |

*Fuente: Informes del Defensor del Pueblo, p. 376 (sobre datos del RCP).*

Vemos cómo ha ido aumentado su utilización como pena alternativa a la prisión a lo largo de los años.

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure :**

Como pena principal, existe incumplimiento en virtud del artículo 40,6 CP cuando el penado:

* Se ausenta del trabajo durante, al menos dos jornadas, siempre que ello sea expresión de un rechazo a seguir cumpliendo la pena.
* Tiene un rendimiento sensiblemente inferior al mínimo exigible a pesar de los requerimientos del responsable del centro.
* Incumple de forma reiterada y manifiesta las instrucciones del responsable.
* Cualquier otra razón por la cual el responsable se negare a seguir ofertándole el puesto de trabajo.

Cuando concurra una o varias de las circunstancias analizadas los servicios sociales penitenciarios (SGPMA) del establecimiento al que quede adscrito el condenado, que será el más próximo a donde desarrolle el trabajo, son los encargados de elevar al Juez de Vigilancia Penitenciaria (JVP) un informe en el que se detalle la/s incidencia/s. El JVP valorando su gravedad dispone legalmente de una triple opción para el supuesto de que aprecie la concurrencia de algunas de estos incumplimientos (art. 49,6 p. 2 CP):

* Acordar la ejecución de la pena en el mismo centro
* Enviar al penado a otro centro distinto para que finalice allí la ejecución de la pena.
* Entender que el penado ha incumplido la pena. En este supuesto se deducirá testimonio para proceder por el delito de quebrantamiento (art. 468 CP).

Para más detalles sobre su régimen incumplimiento como pena sustitutiva, véase la ficha sobre la sustitución.

1. **Statistiques d’échec de la mesure :**

No existen datos relativos al incumplimiento de la pena de TBC ni como pena principal ni como sustitutiva. IIPP en sus informes proporciona una cifra común para los mandamientos de pena de TBC cumplidos y/o archivados (Tabla nº 16). Les dossiers sont classés en raison de toute faute imputable au condamné, par exemple parce qu’il ne se présente pas pour la planification de l’exécution, il ne se présente pas lors le début de l’exécution de la peine ou lorsque la peine ne peut pas être purgée en raison de maladie ou d’autres circonstances[[46]](#footnote-46). Podemos saber el total de sentencias cumplidas/archivadas y su porcentaje en relación al total de sentencias gestionadas (Tablas nº 17 y 18), pero es imposible saber dentro de la categoría de “sentencias cumplidas o archivadas” en qué casos la pena de TBC tuvo éxito y en cuáles fracasó.

**Tabla nº 16. Flujo anual de sentencias gestionadas y en stock (TBC).**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Sentencias cumplidas/archivadas** | **En cumplimiento, en fase de tramitación del cumplimiento o pendientes a 31 de diciembre de cada año** | **Traslados a Cataluña** | **Total** |
| 2010 | 128.583 | 80.987 | --- | 209.570 |
| 2011 | 120.864 | 35.695 | --- | 156.559 |
| 2012 | 80.642 | 40.972 | --- | 121.614 |
| 2013 | 94.336 | 40.083 | 277 | 134.696 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes de IIPP.*

**Tabla nº 17. Desglose (%) de sentencias de TBC.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Sentencias cumplidas/archivadas** | **En cumplimiento, en fase de tramitación del cumplimiento o pendientes a 31 de diciembre de cada año** | **Traslados a Cataluña** | **Total** |
| 2010 | 61.3 | 38.7 | --- | 100 |
| 2011 | 77.2 | 22.3 | --- | 100 |
| 2012 | 66.3 | 33.4 | --- | 100 |
| 2013 | 70.1 | 29.7 | 0.2 | 100 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes de IIPP.*

Al igual que en el caso de la suspensión, podemos reproducir datos de los informes SPACE II, que a partir de 2010 proporcionan información interesante pero no exhaustiva. En efecto, a partir de 2010 estos informes incluyen una tabla con el número de condenados que ya no están bajo los servicios de *probation*[[47]](#footnote-47) ya se trate del cumplimiento de penas de trabajos en beneficio de la comunidad, de suspensiones, del régimen de semilibertad, etc. Uno de los ítems es por “revocación” (Tablas 18 y 19). Por tanto, pese a que el dato es importante no permite saber el éxito o el fracaso concreto de alguna de estas medidas en concreto y, en lo que ahora concierne, de los casos de penas de TBC.

**Tabla nº 18. Número de personas que dejaron de estar bajo la supervisión de los servicios de *probation* (flujo de salidas).**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Total flujo de salidas** | **Cumplidas** | **Revocadas** | **Prisión** | **Prófugos** | **Fallecimiento** | **Otros** |
| 2010 | 141.600 | 141.143 | 475 | --- | --- | --- | --- |
| 2011 | 141.743 | 141.743 | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2012 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| 2013 | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes SPACE II.*

*No se incluyen datos sobre Cataluña.*

*--- Sin datos.*

**Tabla nº 19. Desglose (%) del número de personas que dejaron de estar bajo la supervisión de los servicios de *probation* (flujo de salidas)**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Número total por cada 100.000 habitantes** | **Cumplidas** | **Revocadas** | **Prisión** | **Prófugos** | **Fallecimiento** | **Otros** | **Total** |
| 2010 | 358.4 | 99.7 | 0.3 | --- | --- | --- |  | 100 |
| 2011 | 366.1 | 100 | --- | --- | --- | --- |  | --- |
| 2012 | --- | --- | --- | --- | --- | --- |  | --- |
| 2013 | --- | --- | --- | --- | --- | --- |  | --- |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes SPACE II.*

*No se incluyen datos sobre Cataluña.*

*--- Sin datos.*

Los datos sobre Cataluña son más completos (Tablas nº 20 y 21).

**Tabla nº 21. Número de personas que dejaron de estar bajo la supervisión de los servicios de *probation* (flujo de salidas). Cataluña.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Total flujo de salidas** | **Cumplidas** | **Revocadas** | **Prisión** | **Prófugos** | **Fallecimiento** | **Otros** |
| 2010 | 10.597 | 10.277 | 142 | 125 | 4 | 47 | 2 |
| 2011 | 11.941 | 11.035 | 768 | 64 | 18 | 46 | 10 |
| 2012 | 11.892 | 10.994 | 709 | 86 | 17 | 71 | 15 |
| 2013 | 12.388 | 11.429 | 798 | 82 | 14 | 39 | 26 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes SPACE II.*

*--- Sin datos.*

*Otros: expulsión de extranjeros.*

**Tabla nº 22. Desglose (%) del número de personas que dejaron de estar bajo la supervisión de los servicios de *probation* (flujo de salidas). Cataluña.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Número total por cada 100.000 habitantes** | **Cumplidas** | **Revocadas** | **Prisión** | **Prófugos** | **Fallecimiento** | **Otros** | **Total** |
| 2010 | 141.1 | 97.0 | 1.3 | 1.2 | 0.0 | 0.4 | 0.0 | 100 |
| 2011 | 160.6 | 92.4 | 6.4 | 0.5 | 0.2 | 0.4 | 0.1 | 100 |
| 2012 | 157.1 | 92.4 | 6.0 | 0.7 | 0.1 | 0.6 | 0.1 | 100 |
| 2013 | 165.6 | 92.3 | 6.4 | 0.7 | 0.1 | 0.3 | 0.2 | 100 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los Informes SPACE II.*

*--- Sin datos.*

*Otros: expulsión de extranjeros.*

La única fuente que podemos aportar en relación a los incumplimientos en el plan de trabajos en beneficio de la comunidad (con independencia de la modalidad) es la estadística judicial proporcionada por el Consejo General del Poder Judicial y solo a partir de 2013 (CPGP)[[48]](#footnote-48) (Tablas nº 23 y 24). Debe tenerse en cuenta además que aquí solo se hace referencia a los incumplimientos que llegan al JVP y a cuántos se resuelven pero no se sabe si en sentido positivo o negativo.

**Tabla nº 23. Incumplimientos en el plan de trabajos en beneficio de la comunidad. Año 2013**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **JVP** | **Pendientes al inicio (stock de 2012)** | **Registrados** | **Resueltos** | **Pendientes al finalizar (que pasa a 2014)** | **TOTAL** |
| JVP nº 3 Comunidad Valenciana (Villena) | 0 | 80 | 76 | 4 | 80 |
| JVP nº 4 Comunidad Valenciana (Castellón de la Plana) | 0 | 189 | 189 | 0 | 189 |
| JVP nº 5 Comunidad Valenciana (Valencia) | 0 | 122 | 109 | 13 | 122 |
| JVP nº 1 Extremadura (Badajoz) | 0 | 131 | 118 | 13 | 131 |
| JVP nº 1 Galicia (La Coruña) | 0 | 224 | 217 | 7 | 224 |
| JVP nº 2 Galicia (Pontevedra) | 0 | 254 | 254 | 0 | 254 |
| JVP nº 3 Galicia (Lugo) | 0 | 89 | 89 | 0 | 89 |
| JVP nº 1 Comunidad de Madrid (Madrid) | 0 | 348 | 246 | 102 | 348 |
| JVP nº 1 Región de Murcia (Murcia) | 0 | 335 | 289 | 46 | 335 |
| JVP nº 1 Comunidad Foral de Navarra (Pamplona) | 0 | 15 | 13 | 2 | 15 |
| JVP País Vasco (Bilbao) | 0 | 206 | 206 | 0 | 206 |
| JI nº 3 Logroño | 0 | 17 | 9 | 8 | 17 |
| **TOTAL** | **0** | **2.010** | **1.815** | **195** | **2.010** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de la Estadística judicial del CPGP.*

**Tabla nº 24. Incumplimientos en el plan de trabajos en beneficio de la comunidad. Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Juzgado de Vigilancia Penitenciaria** | **Pendientes al inicio (stock de 2013)** | **Registrados** | **Resueltos** | **Pendientes al finalizar** | **Total** |
| JVP nº 1 Comunidad Valenciana (Villena) | 4 | 140 | 130 | 14 | 144 |
| JVP nº 4 Comunidad Valenciana (Castellón de la Plana) | 0 | 191 | 191 | 0 | 191 |
| JVP nº 5 Comunidad Valenciana (Valencia) | 13 | 173 | 183 | 3 | 186 |
| JVP nº 1 Extremadura (Badajoz) | 13 | 123 | 132 | 4 | 136 |
| JVP nº 1 Galicia (La Coruña) | 7 | 220 | 209 | 18 | 227 |
| JVP nº 2 Galicia (Pontevedra) | 0 | 213 | 178 | 35 | 213 |
| JVP nº 3 Galicia (Lugo) | 0 | 83 | 83 | 0 | 83 |
| JVP nº 6 Comunidad de Madrid | 102 | 342 | 300 | 144 | 444 |
| JVP nº 1 Región de Murcia (Murcia) | 46 | 300 | 324 | 22 | 346 |
| JVP nº Comunidad Foral de Navarra (Pamplona) | 2 | 13 | 15 | 0 | 15 |
| JVP País Vasco (Bilbao) | 0 | 133 | 133 | 0 | 133 |
| JI nº 3 Logroño | 8 | 13 | 19 | 2 | 22 |
| **TOTAL** | **195** | **1.944** | **1.897** | **242** | **2.140** |

*Fuente: Estadística judicial del CPGP.*

Estas tablas nos permiten ver la evolución de incumplimientos (Gráfico nº 9).

**Gráfico nº 9. Evolución de los incumplimientos en el plan de trabajos en beneficio de la comunidad.**

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**

Sí, cumple con la Recomendación Rec(1999) 22 sobre sobrepoblación penitenciaria; la Recomendación Rec(2000)22 concerniente a la mejora de la aplicación de las reglas europeas sobre penas y medidas comunitarias y la Recomendación CM/Rec(2010)1 del Comité de Ministros a los Estados miembros sobre las reglas del Consejo de Europa relativas a la probation.

---x---

1. **Alternatives in the sentencing phase**
2. **Nom de la mesure:** Peine d’amende
3. **Définition de la mesure:** Imposition au condamné d’une sanction pécuniaire. Se trata de una pena que obliga al pago de una determinada cantidad de dinero.
4. **Dispositions légales:** Articles 50-53 du Code pénale[[49]](#footnote-49)

*Article 50*

1. *La peine d’amende consiste en l’imposition au condamné d’une sanction pécuniaire.*
2. *La peine d’amende est imposée, à moins que la loi n’en dispose autrement, para le système de jours-amende.*
3. *Sa durée minimale est de dix jours et sa durée maximale de deux ans (…).*
4. *La contribution quotidienne est d’un minimum de deux euros et d’un maximum de 400 euros, sauf dans le cas minimum de 30 euros et d’un maximum de 5000 euros. Aux fins de calcul du montant, lorsque la durée est fixée par mois ou par années, il est entendu que les mois comptent trente jours et les années trois cent soixante.*
5. *Les juges ou tribunaux déterminent de façon motivée la durée de la peine dans les limites établies pour chaque délit et suivant les règles du chapitre II de ce titre. Également, ils fixent dans le jugement le montant de ces contributions, compte tenu pour cela exclusivement de la situation économique de l’auteur de l’infraction, que l’on déduit de son patrimoine, de ses revenus, obligations et charges familiales et des autres circonstances personnelles de celui-ci.*
6. *Le tribunal, pour une cause justifiée, peut autoriser un caractère définitif, que ce soit en une seule fois ou à l’échéance des termes qui sont déterminés. Dans ce cas, le défaut de paiement de deux d’entre eux entraîne l’arrivé à échéance des autres.*

*Articles 51 : Si, après le jugement, la situation économique du condamné venait à varier, le juge ou le tribunal, exceptionnellement et après avoir effectué l’enquête pertinent au sujet de cette situation, peut modifier tant le montant des contributions régulières que les délais de paiement.*

*Article 52 :*

1. *Nonobstant les dispositions des articles précédents et lorsque le code le détermine ainsi, l’amende est fixée en fonction du dommage causé, de la valeur de l’objet du délit ou du bénéfice qui en est dégagé.*
2. *Dans ces cas, les juges et les tribunaux imposent l’amende dans les limites fixées pour chaque délit, en tenant compte pour déterminer son montant dans chaque cas, non seulement des circonstances atténuantes et aggravantes du fais, mais principalement de la situation économique du coupable.*
3. *Si, après le jugement, la situation économique du condamné venait à empirer, le juge ou le tribunal exceptionnellement et après avoir effectué l’enquête pertinente au sujet de cette situation, peut réduire le montant de l’amende dans les limites prévues par la loi pour le délit en question, ou autoriser son paiement dans les délais qui sont déterminés (…).*

*Article 53 :*

1. *Si le condamné n’acquitte pas, volontairement ou par voie de contrainte, l’amende prononcée, il dévient soumis à une responsabilité personnelle subsidiaire d’un jour de privation de liberté pour toutes les deux contributions quotidiennes non acquittées, et, s’agissant de contraventions[[50]](#footnote-50), cette peine peut être purgée au moyen de la localisation permanente. Dans ce cas, n’est pas applicable la limitation établie pour leur durée par l’article 37,1 de ce code.*

*Le juge ou le tribunal peut aussi décider, avec l’accord du condamné, que la responsabilité subsidiaire soit purgée par des travaux au profit de la communauté. Dans ce cas, chaque jour de privations de liberté équivaut à une journée de travail.*

1. *Dans le cas d’amende proportionnelle, les juges et les tribunaux établissent, selon leur prudente volonté, la responsabilité personnelle subsidiaire à laquelle il y aura lieu, qui ne saurait excéder, en aucun cas, un an de durée. Le juge ou le tribunal peut également décider, avec l’accord du condamné, que cette peine soit purgée par des travaux au profit de la communauté.*
2. *Cette responsabilité subsidiaire ne peut être prononcée à l’encontre de personnes condamnées à une peine privative de liberté de cinq ans au moins.*
3. *L’accomplissement de la responsabilité subsidiaire éteint l’obligation de versement de l’amende, même si la situation économique du condamné s’améliore (…).*
4. **Type de mesure?**

* Provisoire/Définitive
* Obligatoire/Facultative pour le juge

\*Depende de su forma de presentación: si es principal puede aparecer de forma conjunta a otra pena siendo en este caso obligatoria. Pero a veces aun siendo pena principal es alternativa a otra (ej. prisión).

* Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure

\*Lorsqu’elle s’applique comme peine substitutive, il s’agit d’une mesure facultative (voir la fiche sur la substitution).

* Privative de liberté/Privative de patrimoine
* Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive\*

\*Seulement lorsqu’elle s’applique comme peine substitutive (voir la fiche concernant la substitution) ou tras la reforma de 2015 como condición para acordar la suspensión (vid. La ficha sobre la suspensión tras la reforma de 2015).

1. **Objectif du législateur:** Alternativa a la prisión en los casos que se impone como sustitutivo o como condición de la suspensión tras la reforma de 2015.
2. **Autorité compétente:** Juez sentenciador.
3. **Destinataire mesure:**

Depende de su forma de presentación (Tablas nº 1 y 2). Puede aparecer como pena **principal**, como pena acumulativa a otra (normalmente prisión), como pena **alternativa** a la prisión y como modalidad de pena que **sustituye** a la prisión (ver la ficha relativa a la substitución) o que se impone como condición para decretar la suspensión (ver la ficha relativa a la suspensión tras la reforma de 2015).

**Tabla nº 1. Análisis de las formas de presentación de la pena de multa según los datos suministrados por el RCP, 15/11/12.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Forma de presentación** | **2008** | **2009** | **2010** | **2011** |
| Como pena única | 11.648 | 9.788 | 9.836 | 23.951 |
| Pena acumulativa | 135.751 | 148.790 | 134.934 | 98.980 |
| Total | 147.399 | 158.578 | 144.770 | 122.931 |
| % pena única | 7,90 | 6,17 | 6,79 | 19,48 |
| Pena alternativa a la prisión | 3.562 | 10.798 | 13.826 | 10.555 |
| % pena alternativa a la prisión | 2,42 | 6,81 | 9,55 | 8,598 |

*Fuente: Informes del Defensor del Pueblo, p. 297.*

**Tabla nº 2. Preceptos del CP en que aparece.**

|  |  |
| --- | --- |
| **Modalidad** | **Artículos que la preveen** |
| Multa como pena principal única | 145.2, 145 bis 1, 159.2, 163.4, 195.1, 195.2, 206.2, 209.1, 209.2, 231.1, 236, 245.2, 246, 247, 253.1, 254, 255, 256, 263.1, 264.3, 267, 286.3, 286.4, 293, 298.3, 324, 397, 399.1, 399.2, 403.1.1, 403.1.2, 406, 409.2, 414.2, 418.1, 450.1.2, 450.2.2, 452, 455.2, 456.1.2, 456.1.3, 457, 463.1.2, 465.2, 468.1.2, 470.3, 490.3.2, 491.1, 491.2, 496.1, 497.2, 504.1.1.1, 504.1.1.2, 504.1.1.3, 504.2.1, 504.2.2, 522.1, 522.2, 523.2, 525.1, 525.2, 543, 597, 619, 620.1, 621.1, 621.2, 621.3, 622, 624.1, 624.2, 627, 628, 631.1, 631.2, 634 y 636. |
| Multa como pena principal conjunta con la prisión. | 187.1, 188.1, 197.1, 197.2, 197.4.2, 199.1, 202.2, 203.1, 250.1, 252.1, 257.1, 257.3, 258, 259, 260.1, 261, 263.2, 266.2, 270.1.1, 270.2.1, 270.2.2, 270.3, 271, 273.1, 273.2, 273.3, 274.1.1, 274.1.2, 274.2.1, 274.3, 274.4, 275, 277, 278.1, 278.2, 279.1, 280, 281.1, 282 bis 3, 283, 286.1, 286.2, 290.1, 298.2.2, 299.2.2, 301.1.1, 301.2, 306, 307.1.1, 307.1.2, 309, 311.1, 311.2, 312.1, 312.2, 313, 315.1, 315.2, 315.3, 316, 317, 323, 330, 346.2, 351.2, 352.1, 352.2, 354.1, 356, 368.1.1, 368.1.2, 369 bis 1.1, 369 bis 1.2, 371.1.1, 386.1, 386.2, 392.1, 392.2.1, 392.2.2, 400, 424.1, 424.2, 429.1, 429.2, 458.1, 458.2.1, 458.2.2, 458.3, 461.1, 464.1, 464.1.2, 464.2, 470.1, 471 bis 3, 471 bis 4, 471 bis 5, 471 bis 6.1, 471 bis 7, 510.1, 510.2, 514.1, 514.2, 514.5, 517.2, 551.1.1, 551.2, 554, 555, 576.1, 576.3, 576 bis 1 y 576 bis 2. |
| Multa como pena principal conjunta con la localización permanente. | 633. |
| Multa como pena principal conjunta con la prisión y la pérdida de la posibilidad de obtener subvenciones o ayudas públicas y del derecho a gozar de los beneficios o incentivos fiscales o de la Seguridad Social. | 305.1.1, 305.1.2, 305.3.1, 305.3.2, 308.1 y 308.2. |
| Multa como pena principal conjunta con la prisión y la prohibición de contratar con el sector público, así como la pérdida de la posibilidad de obtener subvenciones o ayu­das públicas y del derecho a gozar de beneficios o incentivos fiscales y de la Seguridad Social y la prohibición de intervenir en transacciones comerciales de trascendencia pública. | 445.1.1 y 445.1.2. |
| Multa como pena principal conjunta con la prisión y la inhabilitación. | 199.2, 262.1.1, 276, 285.1, 285.2, 286 bis 1, 286 bis 2, 320.1, 320.2, 321, 325.1, 325.2, 328.1, 328.2, 329.1, 329.2, 348.1.1, 348.1.2, 348.2, 348.4, 349, 350, 359, 361, 361 bis 1, 361 bis 2, 362.1, 363, 364.1.1, 364.1.2, 364.2.1, 362.2.2, 371.2.1, 371.2.2, 390.1, 390.2, 413, 417.2, 419, 420, 421, 428, 428.2, 432.3, 433.2, 439, 446.1.2, 456.1.1, 459, 461.2, 466.2, 506, 507, 508.1, 508.2, 511.1, 511.2, 511.3 y 518. |
| Multa como pena principal conjunta con la prisión y privación del derecho a conducir vehículos a motor. | 381.1 y 381.2. |
| Multa como pena principal conjunta con la inhabilitación o suspensión. | 335.1, 335.2, 360, 391, 405, 409.1, 410.1, 411, 412.1, 412.2, 412.3.1, 412.3.2, 412.3.3, 415, 417.1.1, 433.1, 437, 440, 441, 442.1.1, 442.1.2, 446.2, 446.3, 460, 463.2.2, 466.1, 466.3, 467.1, 467.2.1, 467.2.2, 509, 534.1.1, 534.1.2.1, 534.1.2.2, 534.2.1, 534.2.2, 535.2, 536.2, 537, 539, 540, 541 y 559. |
| Multa como pena principal conjunta con prisión e inhabilitación o suspensión y comiso. | 319.1 y 319.2. |
| Multa como alternativa con la prisión y en algunos casos con inhabilitación o suspensión. | 146.1, 146.2, 147.2, 154, 158.1, 158.2, 171.1.1, 171.1.2, 172.1.3, 181.1, 181.3, 182.1, 183 bis 1, 183 bis 2, 184.1, 184.2, 184.3.1, 185, 186, 189.2, 189.5, 189.7, 206.1, 225, 226.1, 227.1, 282, 284, 289, 291, 292, 294, 295, 314, 322.1, 322.2, 332, 333, 334.1, 334.2, 336.1, 386.3, 389.2, 414.1, 463.1.1, 463.2.1, 463.3, 494, 502.3, 514.4.2, 524, 526, 558 y 561. |
| Multa como alternativa con la pena de trabajos a favor de la comunidad. | 244.1.1, 244.1.2, 618.2, 632.1 y 632.2. |
| Multa como alternativa con la pena de localización permanente. | 617.1, 617.2, 618.1, 623.1.1, 623.2, 623.3.1, 623.3.2, 623.4.1, 623.4.2, 623.4.3, 623.5, 625.1, 625.2, 629, 630, 635 y 637. |
| Multa como alternativa con prisión o trabajos en beneficio de la comunidad y privación del derecho a conducir. | 379.1, 379.2 y 384. |
| Multa facultativa como alternativa con la pena de trabajo en beneficio de la comunidad. | 270.1 párrafo segundo y 274.2 párrafo segundo. |

*Fuente: Elaboración propia con datos del Informe del Defensor del Pueblo, p. 300 y 301.*

**El mismo *Informe del Defensor del pueblo* ofrece datos sobre su aparición en función de la tipología para el intervalo comprendido entre 2008-2011** (Gráficos nº 1 y 2).

**Gráfico nº 1. Distribución del porcentaje de presentación como pena única de la pena de multa según el delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 323 a partir de datos del INE*

Del gráfico nº 1 se desprende que en los delitos contra la Administración de Justicia es donde hay una mayor proporción de pena única, con un 53.4%; tras ellos están algunos que superan el 30% como los que protegen el honor, y sobre todo los que se sitúan entre un 20% y 30% (delitos contra la libertad e indemnidad sexuales, omisión del deber de socorro, etc.).

Respecto a los % en los que se presenta la multa como pena alternativa o sustitutiva de la prisión, también el Informe del Defensor del Pueblo es muy ilustrativo (Gráfico nº).

**Gráfico nº 2. Distribución del porcentaje de presentación como pena alternativa a la pena de prisión, de la pena de multa según el delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 324 a partir de datos del INE.*

Vemos cómo en las infracciones en las que se utiliza en mayor proporción como pena alternativa son los casos de homicidio y sus formas (66.9%), contra el orden público (53.5%) y ya a mucha distancia entre un 20 y un 30% los delitos de lesiones, contra la libertad, torturas, etc.

1. **Conditions application et d’exécution**
2. Días-multa :
   1. Duración: 10 días a 20 años (por meses se entiende 30 días y por años 360).
   2. Cuota diaria : 2 a 400 euros.
   3. Determinación: Los jueces deben motivar la duración dentro de los **límites establecidos para cada delito** y según las reglas de determinación de la pena generales (art. 66 CP). Para la determinación de la **cuota se atiende a la situación económica del sujeto, deduciendo de su patrimonio, ingresos, obligaciones y cargas familiares y demás circunstancias personales**.
   4. Posibilidad de pago a plazos.
   5. Posibilidad de modificar la cuota si varía a peor la situación económica del sujeto.
3. Multa proporcional:
   1. El importe se calcula en función del daño causado, el valor del objeto del delito o el beneficio reportado por el mismo.
   2. Se tienen en cuenta la situación agravantes y atenuantes pero sobre todo la situación económica del sujeto.
   3. Posibilidad de modificar la cuota si empeora la situación económica del sujeto. En estos casos se puede planificar su pago a plazos.
4. **Autorité et pouvoir de contrôle:** Juez sentenciador.
5. **Nombre de mesures prononcées**

**Tabla nº 3. Número de personas condenadas a multa (unidades: tanto por mil).**

|  |  |
| --- | --- |
| **Año** | **Multa** |
| 2008 | 229.0 |
| 2009 | 252.1 |
| 2010 | 202.0 |
| 2011 | 190.0 |
| 2012 | 194.3 |
| 2013 | 200.3 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Gráfico nº 3. Evolución del número de personas condenadas a multa (unidades: tanto por mil)**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

Tal y como se aprecia en el Gráfico nº 3, se observa un drástico descenso de las condenas por multa del año 2009 a 2010 y con posterioridad puede hablarse de una cierta continuidad.

A partir de datos del INE el Informe del Defensor del Pueblo nos permite conocer la tipología de delitos en los que más se impuso la multa de 2008 a 2011 (Gráfico nº 4).

**Gráfico nº 4. Distribución del porcentaje de penas de multa impuestas por tipo de delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Elaboración propia con datos del Informe del Defensor del Pueblo, p. 321.*

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

**Tabla nº 4. Penas según tipo de pena (valores absolutos/porcentaje).**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **2007** | | **2008** | | **2009** | | **2010** | | **2011** | | **2012** | |
| Tipo de pena | V.A | % | V.A | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % |
| Total | 443.164 | 100,0 | 630.980 | 100,0 | 627.752 | 100,0 | 624.599 | 100,0 | 551.387 | 100,0 | 557.793 | 100,0 |
| Prisión | 121.217 | 27,4 | 129.890 | 20,6 | 139.663 | 22,2 | 141.849 | 22,7 | 135.713 | 24,6 | 142.444 | 25,5 |
| Responsabilidad personal subsidiaria | 11.796 | 2,7 | 16.734 | 2,7 | 11.023 | 1,8 | 7.873 | 1,3 | 7.202 | 1,3 | 1.667 | 0,3 |
| Localización permanente | 369 | 0,1 | 525 | 0,1 | 368 | 0,1 | 306 | 0,0 | 400 | 0,1 | 399 | 0,1 |
| Arresto fin de semana | 776 | 0,2 | 300 | 0,0 | 215 | 0,0 | 127 | 0,0 | 53 | 0,0 | 32 | 0,0 |
| Inhabilitación absoluta | 606 | 0,1 | 627 | 0,1 | 839 | 0,1 | 711 | 0,1 | 594 | 0,1 | 537 | 0,1 |
| Inhabilitación especial para empleo | 70.813 | 16,0 | 84.852 | 13,4 | 89.331 | 14,2 | 94.312 | 15,1 | 93.566 | 17,0 | 103.619 | 18,6 |
| Suspensión empleo o cargo público | 411 | 0,1 | 675 | 0,1 | 278 | 0,0 | 348 | 0,1 | 284 | 0,0 | 158 | 0,0 |
| Privación derecho conducir vehículos | 57.916 | 13,1 | 79.664 | 12,6 | 79.699 | 12,7 | 75.964 | 12,2 | 79.453 | 14,4 | 74.145 | 13,3 |
| Privación derecho tenencia de armas | 26.983 | 6,1 | 29.943 | 4,7 | 31.175 | 5,0 | 31.952 | 5,1 | 28.966 | 5,2 | 28.223 | 5,1 |
| Privación derecho residir en determinados lugares | 1.830 | 0,4 | 2.104 | 0,3 | - | - | 1.075 | 0,2 | 709 | 0,1 | 486 | 0,1 |
| Prohibición aproximarse a la víctima | 27.437 | 6,2 | 27.413 | 4,3 | - | - | 34.881 | 5,6 | 30.707 | 5,6 | 30.516 | 5,5 |
| Prohibición comunicarse con la víctima | 10.895 | 2,5 | 19.435 | 3,1 | 4.269 | 0,7 | 4.959 | 0,8 | 10.265 | 1,9 | 10.934 | 2,0 |
| Trabajos en beneficio comunidad | 13.803 | 3,1 | 91.045 | 14,4 | 110.659 | 17,6 | 102.007 | 16,3 | 56.426 | 10,2 | 54.070 | **9,7** |
| Multa | 96.717 | 21,8 | 145.819 | 23,1 | 158.250 | 25,2 | 126.199 | 20,2 | 104.783 | 19,0 | 108.373 | **19,4** |
| Expulsión del territorio nacional | 1.462 | 0,3 | 1.954 | 0,3 | 1.983 | 0,3 | 2.036 | 0,3 | 2.266 | 0,4 | 2.190 | 0,4 |

Los Gráficos nº 4 y 5 indican los % de su aplicación en relación al resto de penas pero no podemos saber si se aplicó como **pena sustitutiva o principal**. Según el INE sólo se recogen las penas aplicadas como principales o accesorias, luego no tendrían cabida las multas como sustitutivos.

**Gráfico nº 4. % Multa en relación al resto de penas**

**Gráfico nº 5. % Multa en relación al resto de penas**

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

**En caso de impago, el sujeto queda sujeto a responsabilidad personal subsidiaria que se traduce en un día de prisión por cada dos cuotas diarias no satisfechas**. Si se trata de una falta, la privación de libertad puede cumplirse a través de localización permanente. También es posible satisfacer esta responsabilidad mediante TBC. En este caso, cada día de privación de libertad equivale a una jornada de trabajo.

Si se trata de una multa proporcional, los jueces determinan la responsabilidad personal subsidiaria a su prudente arbitrio pero nunca podrá exceder de un año de duración. También en este caso es posible su ejecución a través de TBC.

Cuando la pena de multa se ha impuesto de forma acumulativa a una pena de prisión, no podrá decretarse la responsabilidad personal subsidiaria si la condena hubiese sido superior a 5 años.

En el caso de que la multa se haya impuesto como sustitutiva, vide la ficha concernant la substitution. Para la multa como condición de la nueva sustitución (reforma de 2015), véase la correspondiente ficha.

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

**Los datos disponibles** proporcionan información sobre el número de personas sujetas a responsabilidad personal subsidiaria en unidades tanto por mil y series anuales (Tabla nº 5 y Gráfico nº 6) y en valores absolutos (Tabla nº 6 y Gráfico nº 7). Ahora bien, el % que nos proporciona el INE no es en relación a las penas de prisión, sino a la totalidad de penas **impuestas** en ese año. No hay forma de saber exactamente de las multas que se imponen, el % real de las que se **incumplen** en periodo dado.

**Tabla nº 5. Número de personas condenadas sujetas a responsabilidad personal subsidiaria (unidades: tanto por mil).**

|  |  |
| --- | --- |
| **Año** | **Responsabilidad personal subsidiaria** |
| 2008 | 26.3 |
| 2009 | 17.6 |
| 2010 | 12.6 |
| 2011 | 13.1 |
| 2012 | 3 |
| 2013 | 0.1 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Tabla nº 6. Número de personas condenadas sujetas a responsabilidad personal subsidiaria (valores absolutos).**

|  |  |
| --- | --- |
| **Año\*** | **Responsabilidad personal subsidiaria** |
| 2007 | 11.796 (2,7%) |
| 2008 | 16.734 (2.7%) |
| 2009 | 11.023 (1.8%) |
| 2010 | 7.873 (1.3%) |
| 2011 | 7.202 (1.3%) |
| 2012 | 1.667 (0.3%) |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

*\*No existe un error en relación a la tabla anterior. La serie temporal es distinta porque los valores en unidades tanto por mil solo están disponibles a partir de 2008.*

**Gráfico nº 6. Evolución del número de personas condenadas a multa y responsabilidad personal subsidiaria (unidades: tanto por mil)**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Gráfico nº 7. Evolución del número de personas condenadas a multa y responsabilidad personal subsidiaria (valores absolutos)**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

No obstante, tanto las Tablas nº 5 y 6 como los Gráficos nº 5 y 6, permiten constatar que **los casos que han dado lugar a responsabilidad personal subsidiaria no sólo son muy pocos, sino que además han ido descendiendo año a año.**

El Informe del Defensor del Pueblo ofrece datos interesantes en relación a las tasas de incumplimiento por tipo de delito (Gráfico nº 7). Aquí se aprecia como el conjunto de delitos que tienen una mayor proporción de incumplimiento son justamente los delitos contra las relaciones familiares, entre los que se encuentra el impago de pensiones (art. 266 CP) con un 11.16%, seguido muy de cerca por los delitos contra el orden el patrimonio y el orden socioeconómico (casi un 9%) y contra la libertad e indemnidad sexual (9%). Los delitos en los que menos se presenta el incumplimiento de la multa, siempre por debajo del 6%, son los delitos contra el orden público, relativos a la ordenación del territorio, lesiones o delitos contra la libertad.

**Gráfico nº 7. Distribución del porcentaje de responsabilidad personal subsidiaria por multas impuestas por tipo de delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 322.*

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**
2. **Nom de la mesure:** Localisation permanente.
3. **Définition de la mesure:** Pena privativa de la libertad que se cumple en el domicilio o en otro lugar señalado por el juez o tribunal. En realidad, se trata de una pena que viene a sustituir el arresto fin de semana o arresto domiciliario con la peculiaridad de ejecutarse no sólo en el domicilio sino también en otro lugar señalado por el juez.
4. **Dispositions légales:** Article 37 du Code pénale[[51]](#footnote-51).

*Article 37 :*

1. *La localisation permanente peut durer jusqu’à six mois[[52]](#footnote-52). Elle emporte pour le condamné l’interdiction de s’absenter de son domicile ou de tout autre lieu désigné par le juge dans le jugement ou par la suite au moyen d’une ordonnance motivée.*

*Nonobstant, dans le cas où la localisation permanente est prévue comme peine principale, compte tenu de la réitération dans la commission de l’infraction et du moment que la disposition concrète applicable le dispose ainsi de façon expresse, le juge peut décider dans le jugement que la peine de localisation permanente soit purgée les samedis, dimanches et jours fériés dans l’établissement pénitentiaire le plus proche du domicile du condamné.*

1. *Si l’auteur de l’infraction le demande et le circonstances le conseillent ainsi, le ministère public ayant été entendu, le juge ou le tribunal chargé de rendre le jugement peut décider que la peine soit purgée pendant samedis et les dimanches ou de manière discontinue.*
2. *Si le condamné ne purge pas la peine, le juge ou le tribunal chargé de rendre le jugement en dresse procès-verbal pour procéder conformément aux dispositions de l’article 468.*
3. *En vue d’assurer le respect effectif, le juge ou le tribunal peut décider l’utilisation de moyens mécaniques ou électroniques qui permettent la localisation de l’auteur de l’infraction.*
4. **Type de mesure?**

* Provisoire/Définitive
* Obligatoire/Facultative pour le juge[[53]](#footnote-53)
* Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure[[54]](#footnote-54)
* Privative de liberté/Privative de patrimoine
* Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive

1. **Objectif du législateur:** En la exposición de motivos de la *LO 15/2003, de 25 de noviembre, por la que se modifica el CP*, se indica que esta pena « permite su aplicación con éxito para prevenir conductas típicas constitutivas de infracciones penales leves, al mismo tiempo que se evitan los efectos perjudiciales de la reclusión en establecimientos penitenciarios ».
2. **Autorité compétente:** Juez sentenciador.
3. **Destinataire mesure:**

Depende de su forma de presentación (Tabla nº 1). Hasta la reforma de 2015 (en vigor desde el 1 de julio de 2015), aparecía como pena principal única en el caso de la falta reiterada de hurto. En el resto de faltas aparecía normalmente como única pero alternativa a la multa. **Con la mencionada reforma se han eliminado las faltas y ahora sólo aparece como pena principal (y siempre alternativa a la multa) en el caso de tres delitos leves: conductas de amenaza (art. 171,7 CP); coacción (artículo 172.3 CP) e injuria de carácter leve en el ámbito de la violencia doméstica (artículo 173.4 CP)**. La pena de localización permanente aparecer también como modalidad de pena que sustituye a la prisión (ver la ficha relativa a la substitución) e incluso como forma para satisfacer la responsabilidad personal subsidiaria por impago de multa (vide ficha sobre la multa).

**Tabla nº 1. Análisis de las formas de presentación de la pena de localización permanente según los datos suministrados por el RCP, 15/11/12.**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Forma de presentación** | **2008** | **2009** | **2010** | **2011** |
| Como pena única | 38 | 14 | 26 | 36 |
| Pena acumulativa | 482 | 347 | 275 | 359 |
| Total | 520 | 361 | 301 | 395 |
| % pena única | 7,31 | 3,88 | 8,64 | 9,11 |
| Pena alternativa a la prisión | 5 | 9 | 22 | 108 |
| % pena alternativa a la prisión | 0,96 | 2,49 | 7,31 | 27,34 |

*Fuente: Informes del Defensor del Pueblo, p. 409.*

Como se aprecia, rara vez se presenta como pena alternativa a la prisión, si bien en el año 2011 el porcentaje sube hasta el 27%. En cualquier caso, son escasos los supuestos en los que el juez acude a la misma como pena principal al aparecer normalmente como alternativa.

El mismo *Informe del Defensor del Pueblo* ofrece datos sobre su aparición en función de la tipología para el intervalo comprendido entre 2008-2011 (Gráficos nº 1). De ellos se desprende que son los delitos contra el patrimonio y el orden socieconómico (16.3%); los delitos contra las relaciones familiares (26.1%) y los delitos contra el honor (10.9%) los que tienen un mayor porcentaje de presentación como pena única.

**Gráfico nº 1. Distribución del porcentaje de presentación como pena única de la pena de localización permanente según el delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 421 a partir de datos del INE.*

Respecto a los % en los que se presenta la localización permanente como pena alternativa o sustitutiva de la prisión, también el *Informe del Defensor del Pueblo* es muy ilustrativo). Vemos cómo en las infracciones en las que se utiliza en mayor proporción como pena alternativa son los casos de los delitos contra la Administración de Justicia (22.2%) y contra la seguridad colectiva (22.8%). Pero en cualquier caso, se constata su escasa o nula utilización (Gráfico nº 2).

**Gráfico nº 2. Distribución del porcentaje de presentación como pena alternativa a la pena de prisión, de la pena de localización permanente según el delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 324 a partir de datos del INE.*

1. **Conditions d’application et d’exécution**
2. Duración : De 1 a 3 meses[[55]](#footnote-55).
3. Forma de cumplimiento: El penado estará en su domicilio o en un lugar determinado fijado por el juez en sentencia o posteriormente en auto motivado.
4. Si es pena principal: posibilidad de cumplimiento los sábados, domingos y días festivos en el centro penitenciario más próximo.
5. Posibilidad de cumplirse igualmente durante los sábados y domingos o de forma no continuada.
6. **Autorité et pouvoir de contrôle: Juez sentenciador. Cuando la pena de localización permanente se ejecuta en centro penitenciario, son IIPP a través de sus SGPMA los que hacen su seguimiento[[56]](#footnote-56). Si, por el contrario, se realiza en el domicilio del penado o en cualquier otro lugar designado por el juez y se utilizan mecanismos electrónicos de control, la ejecución le corresponde a los cuerpos y fuerzas de seguridad del Estado.**
7. **Nombre de mesures prononcées**

El INE ofrece datos sobre el número de personas condenadas a localización permanente y su antecesor, el arresto fin de semana (eliminado del elenco de penas en la reforma con la LO 15/2003, de 25 de noviembre.

**Tabla nº 2. Número de personas condenadas a localización permanente y arresto fin de semana (unidades: tanto por mil).**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Año** | **Localización permanente** | **Arresto fin de semana (eliminado en 2003)** |
| 2008 | 0.9 | 0.5 |
| 2009 | 0.6 | 0.3 |
| 2010 | 0.5 | 0.2 |
| 2011 | 0.7 | 0.1 |
| 2012 | 0.7 | 0.1 |
| 2013 | 0.8 | 0 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE* [*http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t18/p466&file=inebase*](http://www.ine.es/jaxi/menu.do?type=pcaxis&path=/t18/p466&file=inebase)*).*

**Tabla nº 3. Número de personas condenadas a localización permanente y arresto fin de semana (valores absolutos).**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Año** | **Localización permanente** | **Arresto fin de semana (eliminado en 2003)** |
| 2007 | 369 | 776 |
| 2008 | 525 | 300 |
| 2009 | 368 | 215 |
| 2010 | 306 | 127 |
| 2011 | 400 | 53 |
| 2012 | 399 | 32 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE*

**Gráfico nº 3. Evolución del número de personas condenadas a localización permanente (unidades: tanto por mil)**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Gráfico nº 4. Evolución del número de personas condenadas a localización permanente (valores absolutos).**

Tal y como se aprecia en los Gráficos nº 3 y 4, se observa un descenso de las condenas por localización permanente del año 2008 a 2010 y con posterioridad puede hablarse de un repunte y a partir de 2012 de una cierta continuidad. Respecto al arresto de fin de semana, la tendencia es siempre a la baja lo que se motiva obviamente por su desaparición en el año 2003.

A partir de datos del INE, el *Informe del Defensor del Pueblo* nos permite conocer la tipología de delitos en los que más se impuso la pena de localización permanente de 2008 a 2011 (Gráfico nº 5).

**Gráfico nº 5. Distribución del porcentaje de penas de multa impuestas por tipo de delito en el conjunto de los años 2008-2011.**

*Fuente: Informe del Defensor del Pueblo, p. 321.*

Al cruzar estos datos con los proporcionados por los Informes SPACE II, se observan importantes diferencias (Tabla nº 4) que se explican si se tiene en cuenta que el INE tan sólo traslada casos de penas de localización permanente que están en fase de cumplimiento o pendientes de gestionar. El INE, sin embargo, recopila el número de condenas impuestas pero esas condenas no tienen por qué haberse empezado ejecutar. El INE tampoco recoge las penas como sustitutivas.

**Tabla nº 4. Número de personas condenadas a localización permanente y arresto fin de semana (valores absolutos).**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **Localización permanente** | **Arresto fin de semana (eliminado en 2003)** | **Informes SPACE**  **Stock / Flujo** | |
| 2007 | 369 | 776 | --- | --- |
| 2008 | 525 | 300 | --- | --- |
| 2009 | 368 | 215 | --- | 1.094 |
| 2010 | 306 | 127 | 197 | 1.247 |
| 2011 | 400 | 53 | 233 | 1.329 |
| 2012 | 399 | 32 | 111 | --- |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE*

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

El INE permite conocer estos datos de dos formas: en unidades tanto por mil (Gráfico nº 6) y en valores absolutos con su respectivo porcentaje (Tabla nº 4). Sin duda, estos últimos son más fáciles de analizar.

**Gráfico nº 6. Personas condenas a pena de localización permanente (unidades: tanto por mil).**

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**Tabla nº 5. Penas según tipo de pena (valores absolutos/porcentaje).**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Año** | **2007** | | **2008** | | **2009** | | **2010** | | **2011** | | **2012** | |
| Tipo de pena | V.A | % | V.A | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % | V.A. | % |
| Total | 443.164 | 100,0 | 630.980 | 100,0 | 627.752 | 100,0 | 624.599 | 100,0 | 551.387 | 100,0 | 557.793 | 100,0 |
| Prisión | 121.217 | 27,4 | 129.890 | 20,6 | 139.663 | 22,2 | 141.849 | 22,7 | 135.713 | 24,6 | 142.444 | 25,5 |
| Responsabilidad personal subsidiaria | 11.796 | 2,7 | 16.734 | 2,7 | 11.023 | 1,8 | 7.873 | 1,3 | 7.202 | 1,3 | 1.667 | 0,3 |
| Localización permanente | 369 | 0,1 | 525 | 0,1 | 368 | 0,1 | 306 | 0,0 | 400 | 0,1 | 399 | 0,1 |
| Arresto fin de semana | 776 | 0,2 | 300 | 0,0 | 215 | 0,0 | 127 | 0,0 | 53 | 0,0 | 32 | 0,0 |
| Inhabilitación absoluta | 606 | 0,1 | 627 | 0,1 | 839 | 0,1 | 711 | 0,1 | 594 | 0,1 | 537 | 0,1 |
| Inhabilitación especial para empleo | 70.813 | 16,0 | 84.852 | 13,4 | 89.331 | 14,2 | 94.312 | 15,1 | 93.566 | 17,0 | 103.619 | 18,6 |
| Suspensión empleo o cargo público | 411 | 0,1 | 675 | 0,1 | 278 | 0,0 | 348 | 0,1 | 284 | 0,0 | 158 | 0,0 |
| Privación derecho conducir vehículos | 57.916 | 13,1 | 79.664 | 12,6 | 79.699 | 12,7 | 75.964 | 12,2 | 79.453 | 14,4 | 74.145 | 13,3 |
| Privación derecho tenencia de armas | 26.983 | 6,1 | 29.943 | 4,7 | 31.175 | 5,0 | 31.952 | 5,1 | 28.966 | 5,2 | 28.223 | 5,1 |
| Privación derecho residir en determinados lugares | 1.830 | 0,4 | 2.104 | 0,3 | - | - | 1.075 | 0,2 | 709 | 0,1 | 486 | 0,1 |
| Prohibición aproximarse a la víctima | 27.437 | 6,2 | 27.413 | 4,3 | - | - | 34.881 | 5,6 | 30.707 | 5,6 | 30.516 | 5,5 |
| Prohibición comunicarse con la víctima | 10.895 | 2,5 | 19.435 | 3,1 | 4.269 | 0,7 | 4.959 | 0,8 | 10.265 | 1,9 | 10.934 | 2,0 |
| Trabajos en beneficio comunidad | 13.803 | 3,1 | 91.045 | 14,4 | 110.659 | 17,6 | 102.007 | 16,3 | 56.426 | 10,2 | 54.070 | 9,7 |
| Multa | 96.717 | 21,8 | 145.819 | 23,1 | 158.250 | 25,2 | 126.199 | 20,2 | 104.783 | 19,0 | 108.373 | 19,4 |
| Expulsión del territorio nacional | 1.462 | 0,3 | 1.954 | 0,3 | 1.983 | 0,3 | 2.036 | 0,3 | 2.266 | 0,4 | 2.190 | 0,4 |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos del INE.*

**La Tabla nº 5 indica los % de su aplicación en relación al resto de penas pero no podemos saber si se aplicó como pena sustitutiva o principal**. Según el INE sólo se recogen las penas aplicadas como principales o accesorias, luego (**perciò)** no tendrían cabida las localizaciones permanentes **como sustitutivos**.

Para hacernos de una idea visual del escaso número que representa la localización permanente en relación a las demás, resulta muy esclarecedor el Gráfico nº 7.

**Gráfico nº 7. % Localizaciones permanentes respecto al resto de penas.**

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

lo Lo mismo ocurre si se impone como forma de ejecución de la responsabilidad personal subsidiaria por impago de multa. Sin embargo, cuando se trata de una pena sustitutiva a una pena de prisión, ésta última se ejecutará descontando, en su caso, la parte de tiempo a que equivalgan las cuotas satisfechas.

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

No hay datos.

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**

---x---

1. **Nom de la mesure:** Suspension de l’exécution de la peine d’emprisonnement (LO 1/2015, de 25 de marzo).
2. **Définition de la mesure:** Mesure destinée à laisser en suspens l’exécution des peines privatives de liberté que ne dépassent pas 2 ans sous la condition de ne pas commettre un délit pendent la période de suspension.
3. **Dispositions légales:** Articles 80-89 y 308*bis* CP:

*Artículo 80.*

*1. Los jueces o tribunales, mediante resolución motivada, podrán dejar en suspenso la ejecución de las penas privativas de libertad no superiores a dos años cuando sea razonable esperar que la ejecución de la pena no sea necesaria para evitar la comisión futura por el penado de nuevos delitos.*

*Para adoptar esta resolución el juez o tribunal valorará las circunstancias del delito cometido, las circunstancias personales del penado, sus antecedentes, su conducta posterior al hecho, en particular su esfuerzo para reparar el daño causado, sus circunstancias familiares y sociales, y los efectos que quepa esperar de la propia suspensión de la ejecución y del cumplimiento de las medidas que fueren impuestas.*

*2. Serán condiciones necesarias para dejar en suspenso la ejecución de la pena, las siguientes:*

*1.ª Que el condenado haya delinquido por primera vez. A tal efecto no se tendrán en cuenta las anteriores condenas por delitos imprudentes o por delitos leves, ni los antecedentes penales que hayan sido cancelados, o debieran serlo con arreglo a lo dispuesto en el artículo 136. Tampoco se tendrán en cuenta los antecedentes penales correspondientes a delitos que, por su naturaleza o circunstancias, carezcan de relevancia para valorar la probabilidad de comisión de delitos futuros.*

*2.ª Que la pena o la suma de las impuestas no sea superior a dos años, sin incluir en tal cómputo la derivada del impago de la multa.*

*3.ª Que se hayan satisfecho las responsabilidades civiles que se hubieren originado y se haya hecho efectivo el decomiso acordado en sentencia conforme al artículo 127.*

*Este requisito se entenderá cumplido cuando el penado asuma el compromiso de satisfacer las responsabilidades civiles de acuerdo a su capacidad económica y de facilitar el decomiso acordado, y sea razonable esperar que el mismo será cumplido en el plazo prudencial que el juez o tribunal determine. El juez o tribunal, en atención al alcance de la responsabilidad civil y al impacto social del delito, podrá solicitar las garantías que considere convenientes para asegurar su cumplimiento.*

*3. Excepcionalmente, aunque no concurran las condiciones 1.ª y 2.ª del apartado anterior, y siempre que no se trate de reos habituales, podrá acordarse la suspensión de las penas de prisión que individualmente no excedan de dos años cuando las circunstancias personales del reo, la naturaleza del hecho, su conducta y, en particular, el esfuerzo para reparar el daño causado, así lo aconsejen.*

*En estos casos, la suspensión se condicionará siempre a la reparación efectiva del daño o la indemnización del perjuicio causado conforme a sus posibilidades físicas y económicas, o al cumplimiento del acuerdo a que se refiere la medida 1.ª del artículo 84. Asimismo, se impondrá siempre una de las medidas a que se refieren los numerales 2.ª o 3.ª del mismo precepto, con una extensión que no podrá ser inferior a la que resulte de aplicar los criterios de conversión fijados en el mismo sobre un quinto de la pena impuesta.*

*4. Los jueces y tribunales podrán otorgar la suspensión de cualquier pena impuesta sin sujeción a requisito alguno en el caso de que el penado esté aquejado de una enfermedad muy grave con padecimientos incurables, salvo que en el momento de la comisión del delito tuviera ya otra pena suspendida por el mismo motivo.*

*5. Aun cuando no concurran las condiciones 1.ª y 2.ª previstas en el apartado 2 de este artículo, el juez o tribunal podrá acordar la suspensión de la ejecución de las penas privativas de libertad no superiores a cinco años de los penados que hubiesen cometido el hecho delictivo a causa de su dependencia de las sustancias señaladas en el numeral 2.º del artículo 20, siempre que se certifique suficientemente, por centro o servicio público o privado debidamente acreditado u homologado, que el condenado se encuentra deshabituado o sometido a tratamiento para tal fin en el momento de decidir sobre la suspensión.*

*El juez o tribunal podrá ordenar la realización de las comprobaciones necesarias para verificar el cumplimiento de los anteriores requisitos.*

*En el caso de que el condenado se halle sometido a tratamiento de deshabituación, también se condicionará la suspensión de la ejecución de la pena a que no abandone el tratamiento hasta su finalización. No se entenderán abandono las recaídas en el tratamiento si estas no evidencian un abandono definitivo del tratamiento de deshabituación.*

*6. En los delitos que sólo pueden ser perseguidos previa denuncia o querella del ofendido, los jueces y tribunales oirán a éste y, en su caso, a quien le represente, antes de conceder los beneficios de la suspensión de la ejecución de la pena.*

*Artículo 81.*

*El plazo de suspensión será de dos a cinco años para las penas privativas de libertad no superiores a dos años, y de tres meses a un año para las penas leves, y se fijará por el juez o tribunal, atendidos los criterios expresados en el párrafo segundo del apartado 1 del artículo 80.*

*En el caso de que la suspensión hubiera sido acordada de conformidad con lo dispuesto en el apartado 5 del artículo anterior, el plazo de suspensión será de tres a cinco años.*

*Artículo 82.*

*1. El juez o tribunal resolverá en sentencia sobre la suspensión de la ejecución de la pena siempre que ello resulte posible. En los demás casos, una vez declarada la firmeza de la sentencia, se pronunciará con la mayor urgencia, previa audiencia a las partes, sobre la concesión o no de la suspensión de la ejecución de la pena.*

*2. El plazo de suspensión se computará desde la fecha de la resolución que la acuerda. Si la suspensión hubiera sido acordada en sentencia, el plazo de la suspensión se computará desde la fecha en que aquélla hubiere devenido firme.*

*No se computará como plazo de suspensión aquél en el que el penado se hubiera mantenido en situación de rebeldía.*

*Artículo 83.*

*1. El juez o tribunal podrá condicionar la suspensión al cumplimiento de las siguientes prohibiciones y deberes cuando ello resulte necesario para evitar el peligro de comisión de nuevos delitos, sin que puedan imponerse deberes y obligaciones que resulten excesivos y desproporcionados:*

*1.ª Prohibición de aproximarse a la víctima o a aquéllos de sus familiares u otras personas que se determine por el juez o tribunal, a sus domicilios, a sus lugares de trabajo o a otros lugares habitualmente frecuentados por ellos, o de comunicar con los mismos por cualquier medio. La imposición de esta prohibición será siempre comunicada a las personas con relación a las cuales sea acordada.*

*2.ª Prohibición de establecer contacto con personas determinadas o con miembros de un grupo determinado, cuando existan indicios que permitan suponer fundadamente que tales sujetos pueden facilitarle la ocasión para cometer nuevos delitos o incitarle a hacerlo.*

*3.ª Mantener su lugar de residencia en un lugar determinado con prohibición de abandonarlo o ausentarse temporalmente sin autorización del juez o tribunal.*

*4.ª Prohibición de residir en un lugar determinado o de acudir al mismo, cuando en ellos pueda encontrar la ocasión o motivo para cometer nuevos delitos.*

*5.ª Comparecer personalmente con la periodicidad que se determine ante el juez o tribunal, dependencias policiales o servicio de la administración que se determine, para informar de sus actividades y justificarlas.*

*6.ª Participar en programas formativos, laborales, culturales, de educación vial, sexual, de defensa del medio ambiente, de protección de los animales, de igualdad de trato y no discriminación, y otros similares.*

*7.ª Participar en programas de deshabituación al consumo de alcohol, drogas tóxicas o sustancias estupefacientes, o de tratamiento de otros comportamientos adictivos.*

*8.ª Prohibición de conducir vehículos de motor que no dispongan de dispositivos tecnológicos que condicionen su encendido o funcionamiento a la comprobación previa de las condiciones físicas del conductor, cuando el sujeto haya sido condenado por un delito contra la seguridad vial y la medida resulte necesaria para prevenir la posible comisión de nuevos delitos.*

*9.ª Cumplir los demás deberes que el juez o tribunal estime convenientes para la rehabilitación social del penado, previa conformidad de éste, siempre que no atenten contra su dignidad como persona.*

*2. Cuando se trate de delitos cometidos sobre la mujer por quien sea o haya sido su cónyuge, o por quien esté o haya estado ligado a ella por una relación similar de afectividad, aun sin convivencia, se impondrán siempre las prohibiciones y deberes indicados en las reglas 1.ª, 4.ª y 6.ª del apartado anterior.*

*3. La imposición de cualquiera de las prohibiciones o deberes de las reglas 1.ª, 2.ª, 3.ª, o 4.ª del apartado 1 de este artículo será comunicada a las Fuerzas y Cuerpos de Seguridad del Estado, que velarán por su cumplimiento. Cualquier posible quebrantamiento o circunstancia relevante para valorar la peligrosidad del penado y la posibilidad de comisión futura de nuevos delitos, será inmediatamente comunicada al Ministerio Fiscal y al juez o tribunal de ejecución.*

*4. El control del cumplimiento de los deberes a que se refieren las reglas 6.ª, 7.ª y 8.ª del apartado 1 de este artículo corresponderá a los servicios de gestión de penas y medidas alternativas de la Administración penitenciaria. Estos servicios informarán al juez o tribunal de ejecución sobre el cumplimiento con una periodicidad al menos trimestral, en el caso de las reglas 6.ª y 8.ª, y semestral, en el caso de la 7.ª y, en todo caso, a su conclusión.*

*Asimismo, informarán inmediatamente de cualquier circunstancia relevante para valorar la peligrosidad del penado y la posibilidad de comisión futura de nuevos delitos, así como de los incumplimientos de la obligación impuesta o de su cumplimiento efectivo.*

*Artículo 84.*

*1. El juez o tribunal también podrá condicionar la suspensión de la ejecución de la pena al cumplimiento de alguna o algunas de las siguientes prestaciones o medidas:*

*1.ª El cumplimiento del acuerdo alcanzado por las partes en virtud de mediación.*

*2.ª El pago de una multa, cuya extensión determinarán el juez o tribunal en atención a las circunstancias del caso, que no podrá ser superior a la que resultase de aplicar dos cuotas de multa por cada día de prisión sobre un límite máximo de dos tercios de su duración.*

*3.ª La realización de trabajos en beneficio de la comunidad, especialmente cuando resulte adecuado como forma de reparación simbólica a la vista de las circunstancias del hecho y del autor. La duración de esta prestación de trabajos se determinará por el juez o tribunal en atención a las circunstancias del caso, sin que pueda exceder de la que resulte de computar un día de trabajos por cada día de prisión sobre un límite máximo de dos tercios de su duración.*

*2. Si se hubiera tratado de un delito cometido sobre la mujer por quien sea o haya sido su cónyuge, o por quien esté o haya estado ligado a ella por una relación similar de afectividad, aun sin convivencia, o sobre los descendientes, ascendientes o hermanos por naturaleza, adopción o afinidad propios o del cónyuge o conviviente, o sobre los menores o personas con discapacidad necesitadas de especial protección que con él convivan o que se hallen sujetos a la potestad, tutela, curatela, acogimiento o guarda de hecho del cónyuge o conviviente, el pago de la multa a que se refiere la medida 2.ª del apartado anterior solamente podrá imponerse cuando conste acreditado que entre ellos no existen relaciones económicas derivadas de una relación conyugal, de convivencia o filiación, o de la existencia de una descendencia común.*

*Artículo 85.*

*Durante el tiempo de suspensión de la pena, y a la vista de la posible modificación de las circunstancias valoradas, el juez o tribunal podrá modificar la decisión que anteriormente hubiera adoptado conforme a los artículos 83 y 84, y acordar el alzamiento de todas o alguna de las prohibiciones, deberes o prestaciones que hubieran sido acordadas, su modificación o sustitución por otras que resulten menos gravosas.*

*Artículo 86.*

*1. El juez o tribunal revocará la suspensión y ordenará la ejecución de la pena cuando el penado:*

*a) Sea condenado por un delito cometido durante el período de suspensión y ello ponga de manifiesto que la expectativa en la que se fundaba la decisión de suspensión adoptada ya no puede ser mantenida.*

*b) Incumpla de forma grave o reiterada las prohibiciones y deberes que le hubieran sido impuestos conforme al artículo 83, o se sustraiga al control de los servicios de gestión de penas y medidas alternativas de la Administración penitenciaria.*

*c) Incumpla de forma grave o reiterada las condiciones que, para la suspensión, hubieran sido impuestas conforme al artículo 84.*

*d) Facilite información inexacta o insuficiente sobre el paradero de bienes u objetos cuyo decomiso hubiera sido acordado; no dé cumplimiento al compromiso de pago de las responsabilidades civiles a que hubiera sido condenado, salvo que careciera de capacidad económica para ello; o facilite información inexacta o insuficiente sobre su patrimonio, incumpliendo la obligación impuesta en el artículo 589 de la Ley de Enjuiciamiento Civil.*

*2. Si el incumplimiento de las prohibiciones, deberes o condiciones no hubiera tenido carácter grave o reiterado, el juez o tribunal podrá:*

*a) Imponer al penado nuevas prohibiciones, deberes o condiciones, o modificar las ya impuestas.*

*b) Prorrogar el plazo de suspensión, sin que en ningún caso pueda exceder de la mitad de la duración del que hubiera sido inicialmente fijado.*

*3. En el caso de revocación de la suspensión, los gastos que hubiera realizado el penado para reparar el daño causado por el delito conforme al apartado 1 del artículo 84 no serán restituidos. Sin embargo, el juez o tribunal abonará a la pena los pagos y la prestación de trabajos que hubieran sido realizados o cumplidos conforme a las medidas 2.ª y 3.ª*

*4. En todos los casos anteriores, el juez o tribunal resolverá después de haber oído al Fiscal y a las demás partes. Sin embargo, podrá revocar la suspensión de la ejecución de la pena y ordenar el ingreso inmediato del penado en prisión cuando resulte imprescindible para evitar el riesgo de reiteración delictiva, el riesgo de huida del penado o asegurar la protección de la víctima.*

*El juez o tribunal podrá acordar la realización de las diligencias de comprobación que fueran necesarias y acordar la celebración de una vista oral cuando lo considere necesario para resolver.*

*Artículo 87.*

*1. Transcurrido el plazo de suspensión fijado sin haber cometido el sujeto un delito que ponga de manifiesto que la expectativa en la que se fundaba la decisión de suspensión adoptada ya no puede ser mantenida, y cumplidas de forma suficiente las reglas de conducta fijadas por el juez o tribunal, éste acordará la remisión de la pena.*

*2. No obstante, para acordar la remisión de la pena que hubiera sido suspendida conforme al apartado 5 del artículo 80, deberá acreditarse la deshabituación del sujeto o la continuidad del tratamiento. De lo contrario, el juez o tribunal ordenará su cumplimiento, salvo que, oídos los informes correspondientes, estime necesaria la continuación del tratamiento; en tal caso podrá conceder razonadamente una prórroga del plazo de suspensión por tiempo no superior a dos años.*

*Artículo 88.*

*1. Los jueces o tribunales podrán sustituir, previa audiencia de las partes, en la misma sentencia, o posteriormente en auto motivado, antes de dar inicio a su ejecución, las penas de prisión que no excedan de un año por multa o por trabajos en beneficio de la comunidad, y en los casos de penas de prisión que no excedan de seis meses, también por localización permanente, aunque la Ley no prevea estas penas para el delito de que se trate, cuando las circunstancias personales del reo, la naturaleza del hecho, su conducta y, en particular, el esfuerzo para reparar el daño causado así lo aconsejen, siempre que no se trate de reos habituales, sustituyéndose cada día de prisión por dos cuotas de multa o por una jornada de trabajo o por un día de localización permanente. En estos casos el Juez o Tribunal podrá además imponer al penado la observancia de una o varias obligaciones o deberes previstos en el artículo 83 de este Código, de no haberse establecido como penas en la sentencia, por tiempo que no podrá exceder de la duración de la pena sustituida.*

*Excepcionalmente, podrán los jueces o tribunales sustituir por multa o por multa y trabajos en beneficio de la comunidad, las penas de prisión que no excedan de dos años a los reos no habituales, cuando de las circunstancias del hecho y del culpable se infiera que el cumplimiento de aquéllas habría de frustrar sus fines de prevención y reinserción social. En estos casos, la sustitución se llevará a cabo con los mismos requisitos y en los mismos términos y módulos de conversión establecidos en el párrafo anterior para la pena de multa.*

*En el caso de que el reo hubiera sido condenado por un delito relacionado con la violencia de género, la pena de prisión sólo podrá ser sustituida por la de trabajos en beneficio de la comunidad o localización permanente en lugar distinto y separado del domicilio de la víctima. En estos supuestos, el Juez o Tribunal impondrá adicionalmente, además de la sujeción a programas específicos de reeducación y tratamiento psicológico, la observancia de las obligaciones o deberes previstos en las reglas 1ª y 2ª, del apartado 1 del artículo 83 de este Código.*

*2. En el supuesto de incumplimiento en todo o en parte de la pena sustitutiva, la pena de prisión inicialmente impuesta se ejecutará descontando, en su caso, la parte de tiempo a que equivalgan las cuotas satisfechas, de acuerdo con la regla de conversión establecida en el apartado precedente.*

*3. En ningún caso se podrán sustituir penas que sean sustitutivas de otras.*

*Artículo 89.*

*1. Las penas de prisión de más de un año impuestas a un ciudadano extranjero serán sustituidas por su expulsión del territorio español. Excepcionalmente, cuando resulte necesario para asegurar la defensa del orden jurídico y restablecer la confianza en la vigencia de la norma infringida por el delito, el juez o tribunal podrá acordar la ejecución de una parte de la pena que no podrá ser superior a dos tercios de su extensión, y la sustitución del resto por la expulsión del penado del territorio español. En todo caso, se sustituirá el resto de la pena por la expulsión del penado del territorio español cuando aquél acceda al tercer grado o le sea concedida la libertad condicional.*

*2. Cuando hubiera sido impuesta una pena de más de cinco años de prisión, o varias penas que excedieran de esa duración, el juez o tribunal acordará la ejecución de todo o parte de la pena, en la medida en que resulte necesario para asegurar la defensa del orden jurídico y restablecer la confianza en la vigencia de la norma infringida por el delito. En estos casos, se sustituirá la ejecución del resto de la pena por la expulsión del penado del territorio español, cuando el penado cumpla la parte de la pena que se hubiera determinado, acceda al tercer grado o se le conceda la libertad condicional.*

*3. El juez o tribunal resolverá en sentencia sobre la sustitución de la ejecución de la pena siempre que ello resulte posible. En los demás casos, una vez declarada la firmeza de la sentencia, se pronunciará con la mayor urgencia, previa audiencia al Fiscal y a las demás partes, sobre la concesión o no de la sustitución de la ejecución de la pena.*

*4. No procederá la sustitución cuando, a la vista de las circunstancias del hecho y las personales del autor, en particular su arraigo en España, la expulsión resulte desproporcionada.*

*La expulsión de un ciudadano de la Unión Europea solamente procederá cuando represente una amenaza grave para el orden público o la seguridad pública en atención a la naturaleza, circunstancias y gravedad del delito cometido, sus antecedentes y circunstancias personales.*

*Si hubiera residido en España durante los diez años anteriores procederá la expulsión cuando además:*

*a) Hubiera sido condenado por uno o más delitos contra la vida, libertad, integridad física y libertad e indemnidad sexuales castigados con pena máxima de prisión de más de cinco años y se aprecie fundadamente un riesgo grave de que pueda cometer delitos de la misma naturaleza.*

*b) Hubiera sido condenado por uno o más delitos de terrorismo u otros delitos cometidos en el seno de un grupo u organización criminal.*

*En estos supuestos será en todo caso de aplicación lo dispuesto en el apartado 2 de este artículo.*

*5. El extranjero no podrá regresar a España en un plazo de cinco a diez años, contados desde la fecha de su expulsión, atendidas la duración de la pena sustituida y las circunstancias personales del penado.*

*6. La expulsión llevará consigo el archivo de cualquier procedimiento administrativo que tuviera por objeto la autorización para residir o trabajar en España.*

*7. Si el extranjero expulsado regresara a España antes de transcurrir el período de tiempo establecido judicialmente, cumplirá las penas que fueron sustituidas, salvo que, excepcionalmente, el juez o tribunal, reduzca su duración cuando su cumplimiento resulte innecesario para asegurar la defensa del orden jurídico y restablecer la confianza en la norma jurídica infringida por el delito, en atención al tiempo transcurrido desde la expulsión y las circunstancias en las que se haya producido su incumplimiento.*

*No obstante, si fuera sorprendido en la frontera, será expulsado directamente por la autoridad gubernativa, empezando a computarse de nuevo el plazo de prohibición de entrada en su integridad.*

*8. Cuando, al acordarse la expulsión en cualquiera de los supuestos previstos en este artículo, el extranjero no se encuentre o no quede efectivamente privado de libertad en ejecución de la pena impuesta, el juez o tribunal podrá acordar, con el fin de asegurar la expulsión, su ingreso en un centro de internamiento de extranjeros, en los términos y con los límites y garantías previstos en la ley para la expulsión gubernativa.*

*En todo caso, si acordada la sustitución de la pena privativa de libertad por la expulsión, ésta no pudiera llevarse a efecto, se procederá a la ejecución de la pena originariamente impuesta o del período de condena pendiente, o a la aplicación, en su caso, de la suspensión de la ejecución de la misma.*

*9. No serán sustituidas las penas que se hubieran impuesto por la comisión de los delitos a que se refieren los artículos 177 bis, 312, 313 y 318 bis.*

*Artículo 308:*

*1. La suspensión de la ejecución de las penas impuestas por alguno de los delitos regulados en este Título se regirá por las disposiciones contenidas en el Capítulo III del Título III del Libro I de este Código, completadas por las siguientes reglas:*

*1.ª La suspensión de la ejecución de la pena de prisión impuesta requerirá, además del cumplimiento de los requisitos regulados en el artículo 80, que el penado haya abonado la deuda tributaria o con la Seguridad Social, o que haya procedido al reintegro de las subvenciones o ayudas indebidamente recibidas o utilizadas.*

*Este requisito se entenderá cumplido cuando el penado asuma el compromiso de satisfacer la deuda tributaria, la deuda frente a la Seguridad Social o de proceder al reintegro de las subvenciones o ayudas indebidamente recibidas o utilizadas y las responsabilidades civiles de acuerdo a su capacidad económica y de facilitar el decomiso acordado, y sea razonable esperar que el mismo será cumplido. La suspensión no se concederá cuando conste que el penado ha facilitado información inexacta o insuficiente sobre su patrimonio.*

*La resolución por la que el juez o tribunal concedan la suspensión de la ejecución de la pena será comunicada a la representación procesal de la Hacienda Pública estatal, autonómica, local o foral, de la Seguridad Social o de la Administración que hubiera concedido la subvención o ayuda.*

*2.ª El juez o tribunal revocarán la suspensión y ordenarán la ejecución de la pena, además de en los supuestos del artículo 86, cuando el penado no dé cumplimiento al compromiso de pago de la deuda tributaria o con la Seguridad Social, al de reintegro de las subvenciones y ayudas indebidamente recibidas o utilizadas, o al de pago de las responsabilidades civiles, siempre que tuviera capacidad económica para ello, o facilite información inexacta o insuficiente sobre su patrimonio. En estos casos, el juez de vigilancia penitenciaria podrá denegar la concesión de la libertad condicional.*

*2. En el supuesto del artículo 125, el juez o tribunal oirán previamente a la representación procesal de la Hacienda Pública estatal, autonómica, local o foral, de la Seguridad Social o de la Administración que hubiera concedido la subvención o ayuda, al objeto de que aporte informe patrimonial de los responsables del delito en el que se analizará la capacidad económica y patrimonial real de los responsables y se podrá incluir una propuesta de fraccionamiento acorde con dicha capacidad y con la normativa tributaria, de la Seguridad Social o de subvenciones.*

1. **Type de mesure?**

* Provisoire/Définitive
* Obligatoire/Facultative pour le juge
* Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure
* Privative de liberté/Privative de patrimoine
* Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive

1. **Objectif du législateur:** Fin resocializador (evitar el contacto con la cárcel) y principio de humanidad de las penas (enfermos incurables).
2. **Autorité compétente:** Juge ou tribunal chargé de rendre le jugement.
3. **Destinataires de la mesure:** 
   1. Condenados a penas privativas de libertad no superior a 2 años.
   2. Condenados aquejados de una enfermedad muy grave con padecimientos incurables.
   3. Condenados a penas privativas de libertad no superiores a 5 años por haber cometido el hecho delictivo a causa de su dependencia a las drogas, el alcohol, etc.
4. **Conditions d’application et d’exécution :**
   1. Condenados a penas privativas de libertad no superior a 2 años.
      1. No ser reincidente. No se tienen en cuenta las anteriores condenas por delitos imprudentes o por delitos leves, ni los antecedentes penales que hayan sido cancelados, o debieran serlo, ni los antecedentes penales correspondientes a delitos que, por su naturaleza o circunstancias, carezcan de relevancia para valorar la probabilidad de comisión de delitos futuros.
      2. La pena o la suma de las impuestas no debe ser superior a dos años, sin incluir en tal cómputo la derivada del impago de la multa.
      3. Haber satisfecho la responsabilidad civil.
      4. Haber hecho efectivo el decomiso.
      5. Puede tratarse de reincidentes y de penas que individualmente no excedan de dos años siempre y cuando las circunstancias personales del reo, la naturaleza del hecho, su conducta y, en particular, el esfuerzo para reparar el daño causado, así lo aconsejen. Pero en estos casos, deberá haberse reparado efectivamente el daño o la indemnización del perjuicio y se impondrá siempre una multa o TBC que no podrá exceder de un quinto de la pena impuesta.
      6. Si el delito cometido fuese contra la Hacienda pública o Seguridad Social, la suspensión está condicionada al abono por parte del condenado de la deuda tributaria con la Seguridad Social (art. 308bis CP).
      7. Période de suspension de la peine:
         * 1. 2 à 5 ans dans cas de peines d’emprisonnement de moins de 2 ans.
           2. 3 mois à 1 an dans le cas de peines pas graves.
   2. Condenados aquejados de una enfermedad muy grave con padecimientos incurables, salvo que en el momento de la comisión del delito tuviera ya otra pena suspendida por el mismo motivo.
      1. Période de suspension de la peine:
         * 1. 2 à 5 ans dans cas de peines d’emprisonnement de moins de 2 ans.
           2. 3 mois à 1 an dans le cas de peines pas graves.
   3. Condenados a penas privativas de libertad no superiores a 5 años por haber cometido el hecho delictivo a causa de su dependencia a las drogas, el alcohol, etc.
      1. La peine découlant de la condamnation ne doit pas dépasser 5 ans.
      2. Se trouver dans une situation de désaccoutumance ou être soumis à une cure de désintoxication au moment d’ordonner la suspension.
      3. Si el condenado se encuentra sometido a tratamiento de deshabituación, se puede condicionar a que no lo abandone.
      4. La suspension peut être déclarée pour une période de 3 à 5 ans.
      5. Le sujet ne doit pas commettre un délit dans le délai visé ci-dessous.
      6. Le condamné ne peut pas abandonner la cure de désintoxication.
      7. Étant écoulée la période de suspension sans commettre aucun délit et avant vérifiée la désaccoutumance du condamné ou qu’il a suivi le cure de désintoxication, la peine est remise.

En los tres casos se pueden imponer una serie de condiciones de carácter innocuizador o resocializador:

1. Medidas de carácter innocuizador
   * + 1. l’interdiction de paraître dans certains lieux.
       2. l’interdiction d’approcher la victime, ou des parents ou d’autres personnes.
       3. l’interdiction de s’absenter sans l’autorisation du juge dans le ressort duquel il réside.
       4. comparaître devant la cour ou le service de l’administration pour informer de ses activités et les justifier.
       5. Prohibición de conducir delitos de vehículos de motor que no dispongan de dispositivos adecuados para impedir su conducción en estado de ebriedad.
2. Medidas resocializadoras
   * + 1. participer à des programmes de formation, d’emploi, culturels, d’éducation à la sécurité routière, sexuelle, etc.
       2. accomplir les autres devoirs que le juge estime utiles pour sa réhabilitation.

Si se trata de condenados por la comisión de delitos de violencia de género, siempre si imponen la prohibición de aproximarse a la víctima, de residir en un lugar determinado y de participar en programas formativos, laborales, etc.

El juez puede también condicionar la suspensión al pago de una multa, al cumplimiento de un acuerdo alcanzado por las partes en un proceso de mediación o la realización de trabajos en beneficio de la comunidad, especialmente como forma de reparación simbólica.

El juez acordará la remisión de la pena una vez transcurrido el plazo de suspensión fijado sin haber cometido el sujeto un delito. En el caso de drogodependientes, se deberá acreditar además la deshabituación del sujeto o la continuidad del tratamiento.

1. **Autorité et pouvoir de contrôle :**

El juez o tribunal sentenciador tiene atribuidas las competencias de control de la medida. En este sentido, tiene competencia para:

* 1. Revocar la suspensión, en los supuestos en que el condenado delinca durante el plazo de suspensión o incumpla de forma reiterada las obligaciones y/o condiciones impuestas. En estos supuestos también ordenará la ejecución de la pena.
  2. Conceder la prórroga del plazo de suspensión.
  3. Decidir sobre la modificación de las condiciones y prohibiciones o imponer otras nuevas.
  4. Acordar la remisión de la pena.

Ahora bien, cuando se trate de suspensiones que llevan aparejadas la obligación de participar en programas o la prohibición de conducir vehículos a motor sin dispositivos de control de la capacidad física, quienes realmente controlan el cumplimiento de la suspensión son los services de gestion de peines et mesures alternatives (SGPMA)[[57]](#footnote-57) des Institutions Pénitentiaires. Actuellement, ils sont 56[[58]](#footnote-58) (non y-comprise Catalogne). Les SGPMA sont constitués par des chefs de services, travailleurs sociaux, psychologues et d’autres professionnels techniques (enseignants, avocats), directeurs de programme et personnel de soutien administratif. Estos servicios informarán al juez o tribunal de ejecución sobre el cumplimiento con una periodicidad al menos trimestral.

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

i. **Revocación de la suspensión y ejecución de la pena en los siguientes casos**:

- Ser condenado por un delito cometido durante el período de suspensión, siempre y cuando se vea frustrada la expectativa en la que se fundaba la suspensión.

- Incumplir de forma grave o reiterada las prohibiciones y deberes que le hubieran sido impuestos, o sustraerse al control de los servicios de gestión de penas y medidas alternativas de la Administración penitenciaria.

- Incumplir de forma grave o reiterada las condiciones impuestas.

- Facilitar información inexacta o insuficiente sobre el paradero de bienes u objetos cuyo decomiso hubiera sido acordado; no dar cumplimiento al compromiso de pago de las responsabilidades civiles a que hubiera sido condenado, salvo que careciera de capacidad económica para ello; o facilitar información inexacta o insuficiente sobre su patrimonio.

- Si se trata de un delito contra la Hacienda Pública o la Seguridad Social, la suspensión se revocará y se ordenará la ejecución de la pena cuando el penado no de cumplimiento al compromiso de pago de la deuda tributaria o con la Seguridad Social.

ii. **Imposición de otras prohibiciones, deberes o condiciones o modificación de las ya impuestas cuando el incumplimiento de las prohibiciones, deberes o condiciones no hubiera tenido carácter grave o reiterado**.

iii. Los gastos realizados por el penado para reparar el daño causado no se restituyen cuando se revoca la suspensión. Pero sí que se abonará a la pena los pagos y la prestación de trabajos que hubieran sido realizados o cumplidos.

1. **Nombre de mesures prononcées**

Obviamente, todavía no hay datos.

1. **Statistiques d’échec de la mesure :**

Obviamente, todavía no hay datos.

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

Obviamente, todavía no hay datos.

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens.**

---x---

1. **Nom de la mesure:** Substitution des peines privatives de liberté
2. **Définition de la mesure:** Application d’une peine différente à la peine d’emprisonement prevue dans la condamnation, en tenant compte de certaines caractéristiques ou circonstances particulières du prisonnier.

Puede llevar aparejada el cumplimiento de una o varias reglas de conductas, como la participación en un determinado programa de intervención.

De igual modo, las penas por las que se sustituye la pena privativa de libertad podrán consistir en trabajos en beneficio de la comunidad.

1. **Dispositions légales:** La *LO 1/2015, de 25 de marzo*, ha eliminado la sustitución en cuanto a tal y la ha previsto como una modalidad de suspensión. Hasta el 30 de junio de 2015, el régimen aplicable se encontraba en los arts. 89 du Code pénale[[59]](#footnote-59) y 89 CP relativo a la expulsión de extranjeros que será abordado por separado en otra ficha. El análisis que se presenta en esta ficha responde a la situación vigente hasta la mencionada fecha. Sobre la nueva sustitución como forma de suspensión véase la ficha correspondiente a la suspensión.

*Article 88.*

*1. Les juges ou les tribunaux peuvent substituer, après avoir entendu les parties, dans le même jugement, ou par la suite dans une ordonnance motivée, avant le début de leur exécution, aux peines d’emprisonnement n’excédant pas une année une amende ou des travaux au profit de la communauté, et dans les cas de peines d’emprisonnement n’excédant pas six mois, également une localisation permanente, même si la loi ne prévoit pas ces peines pour le délit en question, lorsque les circonstances personnelles de l’auteur de l’infraction, la nature du fait, sa conduite et, en particulier, l’effort pour réparer le dommage causé le conseillent ainsi, pourvu qu’il ne s’agisse pas d’auteurs d’infractions habituels, chaque jour d’emprisonnement étant remplacé par deux quotités d’amende ou par une journée de travail ou par un jour de localisation permanente. Dans ces cas-là, le juge ou le tribunal peut en outre imposer au condamné le respect d’une ou de plusieurs obligations ou devoirs prévus à l’article 83 de ce code, s’ils n’ont pas été établis comme peines dans le jugement, pour une durée qui ne peut excéder la durée de la peine remplacée.*

*Exceptionnellement, les juges ou les tribunaux peuvent remplacer par une amende ou par une amende et des travaux au profit de la communauté, les peines d’emprisonnement n’excédant pas deux ans pour les auteurs d’infractions non habituels, lorsque l’on peut déduire des circonstances du fait et du coupable que leur exécution en frustrerait les fins de prévention et de réinsertion sociale. Dans ces cas-là, la substitution est effectuée sous les mêmes conditions requises et suivant les mêmes termes et modules de conversion établis à l’alinéa précédent pour la peine d’amende.*

*Dans le cas où l’auteur de l’infraction aurait été condamné pour un délit relatif à la violence de genre, la peine d’emprisonnement ne peut être remplacée que par celle de travaux au profit de la communauté ou de localisation permanente dans un endroit différent et séparé du domicile de la victime. Dans ces cas-là, le juge ou le tribunal impose de façon supplémentaire, outre le fait de se soumettre à des programmes spécifiques de rééducation et de traitement psychologique, le respect des obligations ou devoirs prévus aux règles 1° et 2° du paragraphe 1 de l’article 83 de ce code.*

*2. En cas de non-respect total ou partiel de la peine substitutive, la peine d’emprisonnement initialement imposée doit être exécutée déduction faite, le cas échéant, de la partie de temps équivalant les quotités acquittées, conformément à la règle de conversion établie au paragraphe précédent.*

*3. Des peines substitutives d’autres peines ne peuvent en aucun cas être substituées.*

**3. Type de mesure?**

* Provisoire/Définitive
* Obligatoire/Facultative pour le juge
* Obligatoire/Facultative pour le destinataire de la mesure
* Privative de liberté/Privative de patrimoine
* Privative de droits/Restrictive de liberté/Mesure suspensive

1. **Objectif du législateur :** Éviter l’emprisonnement, étant donné les effets négatifs que le premier contact avec le milieu carcéral implique (prévention spéciale).
2. **Autorité compétente :** Juge ou tribunal chargé de rendre le jugement.
3. **Destinataires de la mesure:** Hasta el 30 de junio de 2015, existían tres supuestos tipos de destinatarios en función de la duración de la pena de prisión que se fuera a sustituir.
4. Condenados a penas de prisión que no excedan de un 1 año.
5. Condenados a penas de prisión que no excedan de 6 meses.
6. Condenados a penas de prisión que no excedan de 2 años.
7. **Conditions d’application et d’exécution :**
8. **Condenados a penas de prisión que no excedan de un 1 año: la pena de prisión se podía sustituir por una multa, trabajos en beneficio de la comunidad.**
9. **Condenados a penas de prisión que no excedan de 6 meses: la pena de prisión se podía sustituir por localización permanente.**
10. **Condenados a penas de prisión que no excedan de 2 años: Se trataba de un supuesto excepcional. La pena de prisión se podía sustituir por una multa o una multa y trabajos en beneficio de la comunidad.**

Las reglas de conversión eran las siguientes:

* 1 día de prisión = 2 cuotas de multa.
* 1 día de prisión = 1 día de trabajos en beneficio de la comunidad.
* 1 día de prisión = 1 día de localización permanente.

**En todos los supuestos debía tratarse de reos no habituales**. Se entiende por reos no habituales quienes hubieran cometido tres o más delitos de los comprendidos en un mismo capítulo (de similar naturaleza), en un plazo no superior a cinco años, y hayan sido condenados por ello. Este cómputo se realizaba teniendo en cuenta, por una parte, el momento de posible sustitución de la pena y, por otra parte, la fecha de comisión de aquellos delitos que fundamenten la apreciación de la habitualidad.

Además, el condenado debía haber realizado un **esfuerzo reparador** del daño causado. En el caso de penas no superiores a 2 años, no se exigía el esfuerzo reparador pero sí que de las circunstancias del hecho y del culpable se infiera que el cumplimiento de la pena de prisión frustraría los fines de prevención y reinserción social.

La sustitución podía condicionarse al cumplimiento de una serie de obligaciones en los mismos términos que la suspensión (ver la ficha sobre suspensión).

Si se trataba de un delito de violencia de género, sólo cabía sustitución por trabajos en beneficio de la comunidad y se imponía adicionalmente la obligación de seguir programas específicos de reeducación y tratamiento psicológico así como se le prohibía acudir a determinados lugares y de aproximarse a la víctima o a sus familiares.

1. **Autorité et pouvoir de contrôle:** Juge ou tribunal chargé de rendre le jugement.
2. **Nombre de mesures prononcées :**

Tal como hemos indicado en la ficha correspondiente a la suspensión, hasta el año 2014, IIPP proporciona una cifra global de “sustituciones” y “suspensiones” sin desglosar unas de otras. **Ello implica que en materia de sustituciones no hay forma de conocer si la pena de prisión fue sustituida por multa, por trabajos en beneficio de la comunidad o por localización permanente**. En algunos ámbitos delictivos, por ejemplo, en el caso de violencia de género, se indica el número de trabajos en beneficio de la comunidad decretados como pena sustitutiva (año 2011). Sin embargo, al año siguiente ya no es posible encontrar esa categoría (año 2012). Igualmente, puede saberse –pero no siempre- en qué casos se sustituyó con la obligación de seguir un programa (año 2011, 2012).

Los datos relativos a las penas de trabajo en beneficio de la comunidad son accesibles pero no es posible saber si se impuso la pena como principal o como sustitutiva a excepción del último informe relativo al año 2014.

IIPP sí desglosa en relación a las suspensiones y sustituciones el número de ejecutorias procedentes del año anterior y el número de ejecutorias recibidas a lo largo del año en concreto. Asimismo, puede saberse su grado de tramitación respecto al total anual de “suspensiones y sustituciones”, distinguiéndose entre “cumplidas y archivadas”, “en cumplimiento” y “pendientes”.

Es a partir de 2014 cuando encontramos datos de mejor calidad por varias razones:

1. Deja de utilizarse el término “sentencia” que es sustituido por “mandamiento”, lo cual implica que se contabilizan no sólo las sentencias (decisiones judiciales de condena), sino también los autos (es decir, el documento judicial mediante el cual el tribunal decide suspender una sentencia previa firme) y las ejecutorias o documentos públicos por los que se ordena ejecutar una sentencia[[60]](#footnote-60). Una misma sentencia puede dar lugar a más de una condena (por ejemplo, en el caso de penas en beneficio de la comunidad). Por tanto, el número de condenas de trabajo en beneficio de la comunidad es siempre más elevado que el número de sentencias recibidas. Una misma ejecutoria puede dar lugar a más de una condena (ej. penas de trabajo en beneficio de la comunidad). Por consiguiente, el número de condenas de trabajo en beneficio de la comunidad será siempre más elevado que el número de ejecutorias recibidas. Finalmente, un mismo auto puede dar lugar a más de una condena (ej. formas sustitutivas de la ejecución penal). La sustitución normalmente implica el cumplimiento de una pena de trabajo en beneficio de la comunidad y el cumplimiento de una regla de conducta o programa de intervención, aunque puede darse cualquiera de las siguientes posibilidades:

Lo anterior significa que el número de condenas de trabajo en beneficio de la comunidad y de cumplimiento de reglas de conducta, será siempre más elevado que el número de autos recibidos.

1. Se distingue entre suspensión y sustitución en el caso de mandamientos recibidos (Tabla 1) como de stock, si bien aquí ya no se distingue entre suspensión y sustitución[[61]](#footnote-61).

**Tabla nº 1. Mandamientos recibidos a nivel nacional (no incluye Cataluña). Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Trimestre** | **Trabajos en beneficio de la comunidad como pena principal** | **Trabajos en beneficio de la comunidad como pena sustitutiva** | **Suspensiones** | **Sustituciones (Programa)** | **Total** |
| 1º | 16.425 | 5.820 | 2.311 | 460 | 25.016 |
| 2º | 15.118 | 6.026 | 2.123 | 429 | 23.696 |
| 3º | 13.621 | 5.174 | 1.790 | 362 | 20.947 |
| 4º | 14.290 | 6.233 | 2.094 | 413 | 23.030 |
| **Total** | **59.454** | **23.253** | **8.318** | **1.664** | **92.689** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos de IIPP.*

1. Se desglosan los datos por el tipo de delito cometido (Tabla nº 2).

**Tabla nº 2. Mandamientos relativos a trabajos en beneficio de la comunidad como pena sustitutiva**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2014**  **Trimestre** | **Violencia de género** | **Seguridad vial** | **Delitos y faltas de lesiones** | **Delitos contra el patrimonio** | **Otros delitos y faltas** | **Total** |
| 1º | 366 | 984 | 927 | 1.457 | 2.086 | 5.820 |
| 2º | 389 | 1.017 | 953 | 1.438 | 2.229 | 6.026 |
| 3º | 297 | 893 | 833 | 1.263 | 1.888 | 5.174 |
| 4º | 354 | 1.017 | 984 | 1.625 | 2.253 | 6.233 |
| **Total** | **1.406** | **3.911** | **3.697** | **5.783** | **8.456** | **23.253** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los informes trimestrales de IIPP (2014).*

1. Permiten conocer qué sustituciones se concedieron con la obligación de participar en programas formativos, laborales, culturales, de educación vial, sexual, de defensa del medio ambiente, de protección de los animales y otros similares por tipo de delito (Tabla nº 3).

**Tabla nº 3. Mandamientos relativos a sustituciones con programa.**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **2014**  **Trimestre** | **Violencia de género** | **Seguridad vial** | **Delitos y faltas de lesiones** | **Delitos contra el patrimonio** | **Otros delitos y faltas** | **Total** |
| 1º | 359 | 21 | 22 | 7 | 51 | 460 |
| 2º | 343 | 13 | 20 | 7 | 46 | 429 |
| 3º | 286 | 12 | 18 | 3 | 43 | 362 |
| 4º | 333 | 18 | 15 | 7 | 40 | 413 |
| **Total** | **1.321** | **64** | **75** | **24** | **180** | **1.664** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los informes trimestrales de IIPP (2014).*

1. Igualmente, es posible conocer los datos por Comunidad Autónoma, excepto Cataluña, que tiene competencias en materia penitenciaria, sobre trabajos en beneficio de la comunidad como penas sustitutivas (Tablas nº 4, 5, 6 y 7)[[62]](#footnote-62).

**Tabla nº 4. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Primer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total |
| **Andalucía** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 8 | 8 | 2 | 15 | 15 | 48 |
|  | SGPMA Almería | 9 | 14 | 13 | 26 | 27 | 89 |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 12 | 28 | 33 | 26 | 56 | 155 |
|  | SGPMA Córdoba | 5 | 7 | 8 | 24 | 27 | 71 |
|  | SGPMA Granada | 13 | 2 | 1 | 3 | 6 | 25 |
|  | SGPMA Huelva | 3 | 12 | 36 | 27 | 44 | 122 |
|  | SGPMA Jaén | 7 | 13 | 36 | 56 | 55 | 167 |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 5 | 1 | 6 |
|  | SGPMA Málaga | 21 | 46 | 31 | 50 | 87 | 235 |
|  | SGPMA Sevilla | 23 | 41 | 35 | 59 | 62 | 220 |
|  | **TOTAL** | **101** | **171** | **195** | **291** | **380** | **1138** |
| **Aragón** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 2 | 7 | 5 | 11 | 25 |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 2 | 3 | 3 | 2 | 10 |
|  | SGPMA Zaragoza | 6 | 14 | 33 | 39 | 67 | 159 |
|  | **TOTAL** | **6** | **18** | **43** | **47** | **80** | **194** |
| **Asturias** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 7 | 10 | 35 | 53 | 46 | 151 |
|  | **TOTAL** | **7** | **10** | **35** | **53** | **46** | **151** |
| **Balears** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 2 | 2 | 2 | 7 | 12 | 25 |
|  | SGPMA Mallorca | 3 | 4 | 4 | 10 | 11 | 32 |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 2 | 4 | 3 | 9 |
|  | **TOTAL** | **5** | **6** | **8** | **21** | **26** | **66** |
| **Canarias** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 0 | 11 | 1 | 9 | 7 | 28 |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 8 | 38 | 41 | 45 | 56 | 188 |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 9 | 31 | 42 | 60 | 47 | 189 |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 2 | 15 | 10 | 5 | 8 | 40 |
|  | **TOTAL** | **19** | **95** | **94** | **119** | **118** | **445** |
| **Cantabria** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 13 | 50 | 39 | 55 | 58 | 215 |
|  | **TOTAL** | **13** | **50** | **39** | **55** | **58** | **215** |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 2 | 6 | 4 | 6 | 9 | 27 |
|  | SGPMA Ciudad Real | 5 | 11 | 19 | 28 | 40 | 103 |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
|  | SGPMA Toledo | 5 | 29 | 12 | 23 | 18 | 87 |
|  | **TOTAL** | **13** | **47** | **35** | **57** | **67** | **219** |
| **Castilla y León** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 2 | 11 | 9 | 11 | 14 | 47 |
|  | SGPMA León | 5 | 3 | 7 | 15 | 17 | 47 |
|  | SGPMA Palencia | 1 | 3 | 6 | 11 | 10 | 31 |
|  | SGPMA Salamanca | 1 | 2 | 1 | 6 | 6 | 16 |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 2 | 2 | 4 | 3 | 11 |
|  | SGPMA Soria | 0 | 1 | 6 | 1 | 3 | 11 |
|  | SGPMA Valladolid | 4 | 8 | 13 | 12 | 11 | 48 |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 3 | 5 | 2 | 8 | 18 |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 3 | 3 | 1 | 4 | 11 |
|  | **TOTAL** | **13** | **36** | **52** | **63** | **76** | **240** |
| **Ceuta** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 2 | 4 | 9 |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **2** | **4** | **9** |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 14 | 7 | 11 | 22 | 18 | 72 |
|  | SGPMA Madrid | 15 | 73 | 25 | 52 | 56 | 221 |
|  | SGPMA Navalcarnero | 14 | 27 | 13 | 36 | 42 | 132 |
|  | **TOTAL** | **43** | **107** | **49** | **110** | **116** | **425** |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 8 | 24 | 25 | 26 | 35 | 118 |
|  | **TOTAL** | **8** | **24** | **25** | **26** | **35** | **118** |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 33 | 46 | 55 | 85 | 108 | 327 |
|  | SGPMA Castellón | 3 | 27 | 27 | 30 | 57 | 144 |
|  | SGPMA Valencia | 13 | 31 | 83 | 160 | 138 | 425 |
|  | **TOTAL** | **49** | **104** | **165** | **275** | **303** | **896** |
| **Extremadura** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 1 | 14 | 21 | 36 | 74 | 146 |
|  | SGPMA Cáceres | 6 | 8 | 9 | 12 | 17 | 52 |
|  | **TOTAL** | **7** | **22** | **30** | **48** | **91** | **198** |
| **Galicia** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 7 | 57 | 20 | 57 | 67 | 208 |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 5 | 3 | 13 | 8 | 31 |
|  | SGPMA Orense | 2 | 14 | 9 | 19 | 27 | 71 |
|  | SGPMA Pontevedra | 7 | 45 | 37 | 40 | 38 | 167 |
|  | **TOTAL** | **18** | **121** | **69** | **129** | **140** | **477** |
| **La Rioja** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 7 | 8 | 27 | 13 | 41 | 96 |
|  | **TOTAL** | **7** | **8** | **27** | **13** | **41** | **96** |
| **Melilla** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 2 | 0 | 1 | 1 | 2 | 6 |
|  | **TOTAL** | **2** | **0** | **1** | **1** | **2** | **6** |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 17 | 31 | 6 | 9 | 130 | 193 |
|  | SGPMA Vizcaya | 28 | 79 | 4 | 2 | 204 | 317 |
|  | SGPMA Álava | 2 | 12 | 2 | 6 | 64 | 86 |
|  | **TOTAL** | **47** | **122** | **12** | **17** | **398** | **596** |
| **Región Murcia** |  | | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 8 | 42 | 46 | 130 | 105 | 331 |
|  | **TOTAL** | **8** | **42** | **46** | **130** | **105** | **331** |
| **GENERAL** |  | | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **366** | **984** | **927** | **1457** | **2086** | **5820** |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 5. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Segundo Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 3 | 5 | 11 | 13 | 21 | 53 | |
|  | SGPMA Almería | 8 | 12 | 6 | 25 | 15 | 66 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 9 | 43 | 55 | 37 | 69 | 213 | |
|  | SGPMA Córdoba | 2 | 7 | 8 | 18 | 35 | 70 | |
|  | SGPMA Granada | 16 | 0 | 4 | 3 | 7 | 30 | |
|  | SGPMA Huelva | 5 | 17 | 28 | 26 | 47 | 123 | |
|  | SGPMA Jaén | 8 | 10 | 31 | 54 | 56 | 159 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 1 | 0 | 2 | 3 | |
|  | SGPMA Málaga | 29 | 53 | 50 | 52 | 105 | 289 | |
|  | SGPMA Sevilla | 13 | 15 | 20 | 31 | 26 | 105 | |
|  | **TOTAL** | **93** | **162** | **214** | **259** | **383** | **1111** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 2 | 7 | 9 | 14 | 32 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 2 | 2 | 2 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 11 | 17 | 25 | 41 | 62 | 156 | |
|  | **TOTAL** | **11** | **21** | **34** | **52** | **76** | **194** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 12 | 11 | 22 | 55 | 53 | 153 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **11** | **22** | **55** | **53** | **153** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 4 | 3 | 5 | 3 | 12 | 27 | |
|  | SGPMA Mallorca | 3 | 2 | 14 | 8 | 14 | 41 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 2 | 4 | 7 | 1 | 14 | |
|  | **TOTAL** | **7** | **7** | **23** | **18** | **27** | **82** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 4 | 12 | 5 | 7 | 12 | 40 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 1 | 28 | 23 | 20 | 31 | 103 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 14 | 34 | 65 | 147 | 59 | 319 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 9 | 10 | 7 | 10 | 36 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **83** | **103** | **181** | **112** | **498** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 12 | 49 | 46 | 51 | 86 | 244 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **49** | **46** | **51** | **86** | **244** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 8 | 5 | 6 | 11 | 30 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 3 | 13 | 19 | 33 | 29 | 97 | |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | 4 | |
|  | SGPMA Toledo | 0 | 14 | 5 | 25 | 18 | 62 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **35** | **29** | **65** | **60** | **193** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 4 | 8 | 10 | 10 | 28 | 60 | |
|  | SGPMA León | 1 | 1 | 1 | 12 | 8 | 23 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 2 | 5 | 10 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 2 | 4 | 6 | 15 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 1 | 3 | 5 | 6 | 15 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 1 | 2 | 3 | 5 | 11 | |
|  | SGPMA Valladolid | 7 | 4 | 16 | 20 | 21 | 68 | |
|  | SGPMA Zamora | 1 | 2 | 4 | 2 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 2 | 5 | 4 | 3 | 14 | |
|  | **TOTAL** | **15** | **24** | **48** | **70** | **86** | **243** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 1 | 3 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **1** | **3** | **7** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 15 | 13 | 6 | 14 | 41 | 89 | |
|  | SGPMA Madrid | 16 | 50 | 11 | 38 | 44 | 159 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 11 | 17 | 7 | 14 | 24 | 73 | |
|  | **TOTAL** | **42** | **80** | **24** | **66** | **109** | **321** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 3 | 18 | 28 | 20 | 42 | 111 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **18** | **28** | **20** | **42** | **111** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 20 | 66 | 34 | 82 | 94 | 296 | |
|  | SGPMA Castellón | 6 | 22 | 16 | 49 | 45 | 138 | |
|  | SGPMA Valencia | 15 | 44 | 81 | 138 | 136 | 414 | |
|  | **TOTAL** | **41** | **132** | **131** | **269** | **275** | **848** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 1 | 11 | 29 | 31 | 79 | 151 | |
|  | SGPMA Cáceres | 2 | 5 | 19 | 9 | 19 | 54 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **16** | **48** | **40** | **98** | **205** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 3 | 68 | 36 | 44 | 69 | 220 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 9 | 4 | 11 | 16 | 42 | |
|  | SGPMA Orense | 2 | 21 | 21 | 28 | 33 | 105 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 3 | 65 | 43 | 45 | 73 | 229 | |
|  | **TOTAL** | **10** | **163** | **104** | **128** | **191** | **596** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 2 | 9 | 36 | 33 | 44 | 124 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **9** | **36** | **33** | **44** | **124** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 1 | 0 | 1 | 1 | 4 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **1** | **0** | **1** | **1** | **4** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 68 | 42 | 4 | 7 | 159 | 280 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 30 | 87 | 5 | 12 | 233 | 367 | |
|  | SGPMA Álava | 7 | 10 | 5 | 7 | 90 | 119 | |
|  | **TOTAL** | **105** | **139** | **14** | **26** | **482** | **766** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 9 | 66 | 47 | 103 | 101 | 326 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **66** | **47** | **103** | **101** | **326** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **389** | **1017** | **953** | **1438** | **2229** | **6026** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 6. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Tercer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 2 | 13 | 7 | 8 | 17 | 47 | |
|  | SGPMA Almería | 11 | 6 | 3 | 15 | 18 | 53 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 11 | 35 | 40 | 39 | 51 | 176 | |
|  | SGPMA Córdoba | 3 | 11 | 21 | 16 | 36 | 87 | |
|  | SGPMA Granada | 9 | 5 | 8 | 8 | 8 | 38 | |
|  | SGPMA Huelva | 6 | 11 | 17 | 19 | 41 | 94 | |
|  | SGPMA Jaén | 5 | 7 | 28 | 40 | 46 | 126 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 3 | 9 | 4 | 8 | 24 | |
|  | SGPMA Málaga | 20 | 48 | 19 | 20 | 56 | 163 | |
|  | SGPMA Sevilla | 13 | 16 | 31 | 47 | 38 | 145 | |
|  | **TOTAL** | **80** | **155** | **183** | **216** | **319** | **953** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 1 | 1 | 4 | 6 | 8 | 20 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 4 | 2 | 1 | 7 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 11 | 13 | 26 | 37 | 52 | 139 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **14** | **34** | **45** | **61** | **166** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 5 | 8 | 9 | 44 | 45 | 111 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **8** | **9** | **44** | **45** | **111** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 4 | 3 | 7 | 4 | 9 | 27 | |
|  | SGPMA Mallorca | 2 | 3 | 13 | 9 | 13 | 40 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 4 | 1 | 4 | 1 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **6** | **10** | **21** | **17** | **23** | **77** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 1 | 9 | 8 | 8 | 11 | 37 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 4 | 51 | 41 | 47 | 72 | 215 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 4 | 14 | 43 | 115 | 73 | 249 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 10 | 2 | 5 | 8 | 25 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **84** | **94** | **175** | **164** | **526** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 8 | 58 | 30 | 52 | 55 | 203 | |
|  | **TOTAL** | **8** | **58** | **30** | **52** | **55** | **203** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 4 | 2 | 3 | 5 | 14 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 1 | 5 | 10 | 22 | 35 | 73 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Toledo | 4 | 22 | 13 | 49 | 38 | 126 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **31** | **25** | **75** | **78** | **214** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 2 | 12 | 13 | 11 | 32 | 70 | |
|  | SGPMA León | 3 | 3 | 4 | 9 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 2 | 5 | 6 | 11 | 26 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 3 | 2 | 7 | 15 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 3 | 4 | 2 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Soria | 1 | 0 | 1 | 3 | 2 | 7 | |
|  | SGPMA Valladolid | 4 | 5 | 8 | 20 | 13 | 50 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 1 | 1 | 22 | 25 | |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 2 | 2 | 4 | 6 | 16 | |
|  | **TOTAL** | **14** | **31** | **41** | **58** | **102** | **246** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 1 | 2 | 2 | 2 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **2** | **2** | **2** | **7** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 9 | 11 | 5 | 27 | 30 | 82 | |
|  | SGPMA Madrid | 21 | 47 | 19 | 47 | 46 | 180 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 9 | 19 | 11 | 30 | 32 | 101 | |
|  | **TOTAL** | **39** | **77** | **35** | **104** | **108** | **363** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 4 | 18 | 17 | 23 | 38 | 100 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **18** | **17** | **23** | **38** | **100** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 21 | 39 | 18 | 44 | 65 | 187 | |
|  | SGPMA Castellón | 4 | 21 | 21 | 36 | 60 | 142 | |
|  | SGPMA Valencia | 10 | 64 | 90 | 121 | 137 | 422 | |
|  | **TOTAL** | **35** | **124** | **129** | **201** | **262** | **751** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 14 | 28 | 33 | 62 | 139 | |
|  | SGPMA Cáceres | 3 | 1 | 7 | 9 | 11 | 31 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **15** | **35** | **42** | **73** | **170** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 8 | 55 | 31 | 43 | 58 | 195 | |
|  | SGPMA Lugo | 0 | 5 | 3 | 7 | 7 | 22 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 20 | 14 | 12 | 20 | 67 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 7 | 48 | 39 | 33 | 39 | 166 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **128** | **87** | **95** | **124** | **450** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 5 | 11 | 30 | 16 | 41 | 103 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **11** | **30** | **16** | **41** | **103** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 1 | 0 | 1 | 0 | 3 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **1** | **0** | **1** | **0** | **3** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 30 | 31 | 4 | 5 | 99 | 169 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 9 | 50 | 2 | 7 | 137 | 205 | |
|  | SGPMA Álava | 11 | 12 | 3 | 3 | 87 | 116 | |
|  | **TOTAL** | **50** | **93** | **9** | **15** | **323** | **490** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 3 | 34 | 52 | 82 | 70 | 241 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **34** | **52** | **82** | **70** | **241** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **297** | **893** | **833** | **1263** | **1888** | **5174** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 7. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Cuarto Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Trabajos en Beneficio de la Comunidad por Sustitución | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 9 | 9 | 14 | 15 | 22 | 69 | |
|  | SGPMA Almería | 2 | 12 | 10 | 26 | 24 | 74 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 7 | 42 | 39 | 51 | 71 | 210 | |
|  | SGPMA Córdoba | 1 | 11 | 17 | 25 | 31 | 85 | |
|  | SGPMA Granada | 13 | 3 | 4 | 6 | 4 | 30 | |
|  | SGPMA Huelva | 6 | 13 | 25 | 21 | 48 | 113 | |
|  | SGPMA Jaén | 9 | 8 | 34 | 58 | 39 | 148 | |
|  | SGPMA Málaga | 25 | 47 | 42 | 36 | 77 | 227 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 4 | 5 | 7 | 8 | 24 | |
|  | SGPMA Sevilla | 12 | 29 | 24 | 58 | 50 | 173 | |
|  | **TOTAL** | **84** | **178** | **214** | **303** | **374** | **1153** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 2 | 3 | 11 | 3 | 6 | 25 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 8 | 1 | 1 | 10 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 7 | 19 | 39 | 37 | 76 | 178 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **22** | **58** | **41** | **83** | **213** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 4 | 4 | 17 | 50 | 54 | 129 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **4** | **17** | **50** | **54** | **129** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 2 | 4 | 6 | 4 | 10 | 26 | |
|  | SGPMA Mallorca | 0 | 3 | 2 | 9 | 12 | 26 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 1 | 1 | 5 | 2 | 9 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **8** | **9** | **18** | **24** | **61** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 5 | 7 | 10 | 13 | 16 | 51 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 3 | 21 | 29 | 35 | 45 | 133 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 11 | 5 | 8 | 7 | 31 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 18 | 26 | 64 | 186 | 93 | 387 | |
|  | **TOTAL** | **26** | **65** | **108** | **242** | **161** | **602** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 12 | 47 | 60 | 67 | 77 | 263 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **47** | **60** | **67** | **77** | **263** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 11 | 1 | 7 | 4 | 23 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 3 | 7 | 18 | 47 | 34 | 109 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | 4 | |
|  | SGPMA Toledo | 1 | 19 | 17 | 28 | 39 | 104 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **37** | **37** | **82** | **80** | **240** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 1 | 4 | 2 | 5 | 14 | |
|  | SGPMA Burgos | 0 | 12 | 9 | 17 | 29 | 67 | |
|  | SGPMA León | 5 | 9 | 8 | 21 | 12 | 55 | |
|  | SGPMA Palencia | 1 | 5 | 1 | 5 | 8 | 20 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 3 | 4 | 4 | 12 | 23 | |
|  | SGPMA Segovia | 3 | 0 | 0 | 4 | 2 | 9 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 0 | 2 | 2 | 4 | 8 | |
|  | SGPMA Valladolid | 5 | 13 | 13 | 16 | 30 | 77 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 2 | 2 | 6 | 11 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **44** | **43** | **73** | **108** | **284** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 1 | 2 | 3 | 6 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **1** | **2** | **3** | **6** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 13 | 34 | 15 | 45 | 35 | 142 | |
|  | SGPMA Madrid | 24 | 46 | 13 | 48 | 48 | 179 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 9 | 13 | 3 | 22 | 13 | 60 | |
|  | **TOTAL** | **46** | **93** | **31** | **115** | **96** | **381** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 5 | 20 | 26 | 18 | 39 | 108 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **20** | **26** | **18** | **39** | **108** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 35 | 80 | 53 | 128 | 161 | 457 | |
|  | SGPMA Castellón | 2 | 27 | 24 | 46 | 44 | 143 | |
|  | SGPMA Valencia | 7 | 24 | 59 | 105 | 130 | 325 | |
|  | **TOTAL** | **44** | **131** | **136** | **279** | **335** | **925** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 25 | 43 | 38 | 100 | 208 | |
|  | SGPMA Cáceres | 0 | 10 | 6 | 11 | 26 | 53 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **35** | **49** | **49** | **126** | **261** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 6 | 78 | 35 | 48 | 70 | 237 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 5 | 5 | 12 | 14 | 38 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 44 | 14 | 29 | 35 | 123 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 10 | 53 | 61 | 47 | 66 | 237 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **180** | **115** | **136** | **185** | **635** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 3 | 11 | 22 | 30 | 29 | 95 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **11** | **22** | **30** | **29** | **95** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 0 | 1 | 0 | 1 | 3 | 5 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **1** | **0** | **1** | **3** | **5** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Álava | 5 | 15 | 2 | 6 | 81 | 109 | |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 29 | 30 | 7 | 4 | 113 | 183 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 28 | 49 | 0 | 7 | 191 | 275 | |
|  | **TOTAL** | **62** | **94** | **9** | **17** | **385** | **567** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 16 | 47 | 49 | 102 | 91 | 305 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **47** | **49** | **102** | **91** | **305** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **354** | **1017** | **984** | **1625** | **2253** | **6233** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

1. Igualmente, es posible conocer los datos por Comunidad Autónoma, excepto Cataluña, que tiene competencias en materia penitenciaria, sobre sustituciones de condena mediante programa (Tablas nº 8, 9, 10 y 11).

**Tabla nº 8. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Primer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sustituciones de condena mediante programa | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | |
|  | SGPMA Almería | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 11 | 0 | 2 | 0 | 1 | 14 | |
|  | SGPMA Córdoba | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Granada | 16 | 0 | 0 | 0 | 3 | 19 | |
|  | SGPMA Huelva | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Jaén | 7 | 0 | 1 | 1 | 2 | 11 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Málaga | 21 | 0 | 1 | 0 | 3 | 25 | |
|  | SGPMA Sevilla | 23 | 0 | 3 | 0 | 0 | 26 | |
|  | **TOTAL** | **105** | **0** | **7** | **1** | **10** | **123** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 7 | 1 | 1 | 0 | 0 | 9 | |
|  | **TOTAL** | **7** | **2** | **1** | **0** | **0** | **10** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | |
|  | **TOTAL** | **8** | **0** | **0** | **0** | **0** | **8** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Mallorca | 5 | 1 | 0 | 0 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **1** | **0** | **0** | **0** | **10** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 8 | 1 | 0 | 0 | 2 | 11 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 11 | 0 | 0 | 1 | 2 | 14 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 1 | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **21** | **1** | **1** | **1** | **4** | **28** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 16 | 0 | 0 | 0 | 1 | 17 | |
|  | **TOTAL** | **16** | **0** | **0** | **0** | **1** | **17** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 2 | 0 | 0 | 1 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 7 | |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Toledo | 4 | 0 | 0 | 0 | 3 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **12** | **0** | **0** | **1** | **5** | **18** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 3 | 0 | 1 | 0 | 3 | 7 | |
|  | SGPMA León | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Palencia | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Salamanca | 3 | 1 | 0 | 1 | 0 | 5 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Valladolid | 4 | 0 | 0 | 1 | 0 | 5 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **15** | **2** | **1** | **3** | **4** | **25** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 16 | 2 | 2 | 0 | 1 | 21 | |
|  | SGPMA Madrid | 17 | 2 | 1 | 0 | 3 | 23 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 15 | 1 | 1 | 0 | 1 | 18 | |
|  | **TOTAL** | **48** | **5** | **4** | **0** | **5** | **62** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **0** | **0** | **0** | **2** | **7** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 34 | 5 | 2 | 0 | 4 | 45 | |
|  | SGPMA Castellón | 7 | 2 | 1 | 0 | 2 | 12 | |
|  | SGPMA Valencia | 22 | 1 | 2 | 0 | 2 | 27 | |
|  | **TOTAL** | **63** | **8** | **5** | **0** | **8** | **84** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Cáceres | 7 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **0** | **0** | **0** | **3** | **12** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 6 | 0 | 0 | 1 | 2 | 9 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Orense | 2 | 0 | 1 | 0 | 1 | 4 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | **TOTAL** | **17** | **0** | **1** | **1** | **4** | **23** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 9 | 1 | 1 | 0 | 0 | 11 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **1** | **1** | **0** | **0** | **11** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Álava | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **0** | **0** | **0** | **3** | **6** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 11 | 1 | 1 | 0 | 2 | 15 | |
|  | **TOTAL** | **11** | **1** | **1** | **0** | **2** | **15** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **359** | **21** | **22** | **7** | **51** | **460** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 9. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Segundo Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sustituciones de condena mediante programa | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Almería | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 9 | 0 | 0 | 0 | 2 | 11 | |
|  | SGPMA Córdoba | 4 | 0 | 0 | 0 | 1 | 5 | |
|  | SGPMA Granada | 19 | 0 | 0 | 0 | 2 | 21 | |
|  | SGPMA Huelva | 7 | 0 | 1 | 0 | 0 | 8 | |
|  | SGPMA Jaén | 9 | 0 | 0 | 0 | 4 | 13 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Málaga | 31 | 0 | 0 | 0 | 1 | 32 | |
|  | SGPMA Sevilla | 16 | 1 | 0 | 0 | 1 | 18 | |
|  | **TOTAL** | **106** | **1** | **1** | **0** | **12** | **120** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 1 | 1 | 0 | 1 | 3 | |
|  | SGPMA Teruel | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | |
|  | **TOTAL** | **14** | **1** | **1** | **0** | **1** | **17** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 15 | 0 | 0 | 0 | 0 | 15 | |
|  | **TOTAL** | **15** | **0** | **0** | **0** | **0** | **15** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Mallorca | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **6** | **0** | **0** | **0** | **1** | **7** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 2 | 0 | 0 | 0 | 2 | 4 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 15 | 1 | 1 | 1 | 4 | 22 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **23** | **1** | **1** | **1** | **6** | **32** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 19 | 0 | 0 | 0 | 1 | 20 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **0** | **0** | **0** | **1** | **20** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 5 | 0 | 0 | 0 | 2 | 7 | |
|  | SGPMA Cuenca | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Toledo | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **6** | **0** | **1** | **0** | **2** | **9** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA León | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 0 | 0 | 1 | 1 | 4 | |
|  | SGPMA Salamanca | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Valladolid | 8 | 0 | 1 | 0 | 0 | 9 | |
|  | SGPMA Zamora | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Ávila | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **19** | **0** | **1** | **1** | **3** | **24** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 14 | 0 | 0 | 1 | 1 | 16 | |
|  | SGPMA Madrid | 20 | 1 | 1 | 0 | 2 | 24 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **43** | **2** | **1** | **1** | **3** | **50** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 1 | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **1** | **0** | **0** | **0** | **2** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 22 | 3 | 4 | 1 | 5 | 35 | |
|  | SGPMA Castellón | 5 | 2 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | SGPMA Valencia | 23 | 1 | 6 | 1 | 5 | 36 | |
|  | **TOTAL** | **50** | **6** | **10** | **2** | **11** | **79** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Cáceres | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **0** | **0** | **0** | **1** | **4** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 6 | 1 | 1 | 1 | 1 | 10 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Orense | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 6 | 0 | 0 | 1 | 1 | 8 | |
|  | **TOTAL** | **17** | **1** | **1** | **2** | **2** | **23** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 3 | 0 | 1 | 0 | 0 | 4 | |
|  | **TOTAL** | **3** | **0** | **1** | **0** | **0** | **4** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Álava | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **2** | **2** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 17 | 0 | 2 | 0 | 1 | 20 | |
|  | **TOTAL** | **17** | **0** | **2** | **0** | **1** | **20** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **343** | **13** | **20** | **7** | **46** | **429** | |

*Fuente: Informes trimestrales IIPP.*

**Tabla nº 10. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Tercer Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sustituciones de condena mediante programa | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | |
|  | SGPMA Almería | 11 | 0 | 0 | 0 | 0 | 11 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 12 | 0 | 2 | 0 | 0 | 14 | |
|  | SGPMA Córdoba | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | |
|  | SGPMA Granada | 10 | 0 | 1 | 0 | 1 | 12 | |
|  | SGPMA Huelva | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Jaén | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Málaga | 19 | 0 | 2 | 0 | 0 | 21 | |
|  | SGPMA Sevilla | 13 | 1 | 0 | 0 | 1 | 15 | |
|  | **TOTAL** | **81** | **1** | **6** | **0** | **4** | **92** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 0 | 1 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 13 | 0 | 0 | 0 | 0 | 13 | |
|  | **TOTAL** | **13** | **0** | **1** | **0** | **2** | **16** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 9 | 1 | 0 | 0 | 0 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **9** | **1** | **0** | **0** | **0** | **10** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 6 | 0 | 0 | 0 | 0 | 6 | |
|  | SGPMA Mallorca | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **8** | **0** | **0** | **0** | **0** | **8** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 5 | 1 | 0 | 1 | 4 | 11 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 4 | 2 | 1 | 0 | 2 | 9 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **10** | **3** | **1** | **1** | **6** | **21** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 10 | 0 | 0 | 0 | 0 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **10** | **0** | **0** | **0** | **0** | **10** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Guadalajara | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Toledo | 4 | 0 | 1 | 0 | 2 | 7 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **0** | **1** | **0** | **3** | **9** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Burgos | 2 | 0 | 1 | 0 | 2 | 5 | |
|  | SGPMA León | 4 | 0 | 1 | 0 | 0 | 5 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | 3 | |
|  | SGPMA Segovia | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Soria | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Valladolid | 6 | 0 | 1 | 1 | 1 | 9 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **18** | **0** | **3** | **1** | **6** | **28** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 8 | 1 | 0 | 0 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Madrid | 28 | 0 | 0 | 0 | 1 | 29 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 11 | 0 | 0 | 0 | 1 | 12 | |
|  | **TOTAL** | **47** | **1** | **0** | **0** | **5** | **53** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 23 | 2 | 1 | 0 | 4 | 30 | |
|  | SGPMA Castellón | 7 | 1 | 1 | 0 | 3 | 12 | |
|  | SGPMA Valencia | 18 | 0 | 3 | 1 | 5 | 27 | |
|  | **TOTAL** | **48** | **3** | **5** | **1** | **12** | **69** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Cáceres | 2 | 1 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **1** | **0** | **0** | **0** | **6** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | SGPMA Lugo | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 7 | 0 | 0 | 0 | 3 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **15** | **0** | **0** | **0** | **4** | **19** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 5 | 0 | 1 | 0 | 0 | 6 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **0** | **1** | **0** | **0** | **6** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **1** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA Álava | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **6** | **0** | **0** | **0** | **1** | **7** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 4 | 2 | 0 | 0 | 0 | 6 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **2** | **0** | **0** | **0** | **6** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **286** | **12** | **18** | **3** | **43** | **362** | |

*Fuente: Informes trimestrales de IIPP.*

**Tabla nº 11. Mandamientos recibidos por CC.AA. y nivel provincial, por Servicio de Gestión de Penas y Medidas Alternativas. Cuarto Trimestre - Año 2014.**

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Sustituciones de condena mediante programa | | | | | | | |
| SGPMA | Violencia de Género | Seguridad Vial | Delitos y Faltas de Lesiones | Delitos contra Patrimonio | Otros Delitos y Faltas | Total | |
| **Andalucía** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Algeciras | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | |
|  | SGPMA Almería | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | |
|  | SGPMA Cádiz-Jerez de la Frontera | 8 | 1 | 0 | 0 | 0 | 9 | |
|  | SGPMA Córdoba | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Granada | 19 | 0 | 0 | 0 | 1 | 20 | |
|  | SGPMA Huelva | 8 | 0 | 0 | 0 | 0 | 8 | |
|  | SGPMA Jaén | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | SGPMA Málaga | 29 | 0 | 1 | 0 | 0 | 30 | |
|  | SGPMA Moron de la Frontera | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Sevilla | 14 | 0 | 1 | 0 | 0 | 15 | |
|  | **TOTAL** | **97** | **1** | **2** | **0** | **3** | **103** | |
| **Aragón** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Huesca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Teruel | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Zaragoza | 5 | 0 | 0 | 0 | 0 | 5 | |
|  | **TOTAL** | **5** | **0** | **0** | **0** | **0** | **5** | |
| **Asturias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Asturias | 7 | 0 | 0 | 0 | 1 | 8 | |
|  | **TOTAL** | **7** | **0** | **0** | **0** | **1** | **8** | |
| **Balears** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ibiza | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Mallorca | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Menorca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **0** | **0** | **0** | **1** | **5** | |
| **Canarias** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Arrecife de Lanzarote | 7 | 0 | 0 | 1 | 0 | 8 | |
|  | SGPMA Las Palmas de Gran Canaria | 3 | 0 | 1 | 1 | 0 | 5 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de la Palma | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Santa Cruz de Tenerife | 19 | 1 | 1 | 3 | 2 | 26 | |
|  | **TOTAL** | **29** | **1** | **2** | **5** | **2** | **39** | |
| **Cantabria** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Cantabria | 14 | 1 | 2 | 0 | 1 | 18 | |
|  | **TOTAL** | **14** | **1** | **2** | **0** | **1** | **18** | |
| **Castilla La Mancha** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Albacete | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Ciudad Real | 3 | 0 | 0 | 0 | 1 | 4 | |
|  | SGPMA Cuenca | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Toledo | 1 | 0 | 0 | 0 | 2 | 3 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **0** | **0** | **0** | **3** | **7** | |
| **Castilla y León** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ávila | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Burgos | 0 | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | |
|  | SGPMA León | 6 | 0 | 1 | 1 | 0 | 8 | |
|  | SGPMA Palencia | 2 | 0 | 0 | 0 | 1 | 3 | |
|  | SGPMA Salamanca | 0 | 1 | 0 | 0 | 2 | 3 | |
|  | SGPMA Segovia | 3 | 0 | 0 | 0 | 0 | 3 | |
|  | SGPMA Soria | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | SGPMA Valladolid | 5 | 0 | 1 | 0 | 1 | 7 | |
|  | SGPMA Zamora | 0 | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **18** | **2** | **3** | **1** | **4** | **28** | |
| **Ceuta** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Ceuta | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | **0** | |
| **Comunidad Madrid** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alcalá de Henares | 18 | 2 | 0 | 0 | 1 | 21 | |
|  | SGPMA Madrid | 24 | 0 | 2 | 0 | 1 | 27 | |
|  | SGPMA Navalcarnero | 10 | 1 | 1 | 1 | 1 | 14 | |
|  | **TOTAL** | **52** | **3** | **3** | **1** | **3** | **62** | |
| **Comunidad Navarra** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Navarra | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **0** | **0** | **0** | **0** | **4** | |
| **Comunidad Valencia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Alicante | 35 | 5 | 3 | 0 | 5 | 48 | |
|  | SGPMA Castellón | 2 | 2 | 0 | 0 | 3 | 7 | |
|  | SGPMA Valencia | 19 | 0 | 0 | 0 | 3 | 22 | |
|  | **TOTAL** | **56** | **7** | **3** | **0** | **11** | **77** | |
| **Extremadura** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Badajoz | 2 | 2 | 0 | 0 | 1 | 5 | |
|  | SGPMA Cáceres | 0 | 1 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **3** | **0** | **0** | **2** | **7** | |
| **Galicia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA A Coruña | 5 | 0 | 0 | 0 | 1 | 6 | |
|  | SGPMA Lugo | 2 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 | |
|  | SGPMA Orense | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Pontevedra | 9 | 0 | 0 | 0 | 1 | 10 | |
|  | **TOTAL** | **17** | **0** | **0** | **0** | **3** | **20** | |
| **La Rioja** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA La Rioja | 4 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 | |
|  | **TOTAL** | **4** | **0** | **0** | **0** | **0** | **4** | |
| **Melilla** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Melilla | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **0** | **0** | **0** | **0** | **1** | **1** | |
| **Pais Vasco** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Álava | 1 | 0 | 0 | 0 | 1 | 2 | |
|  | SGPMA Guipúzcoa | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | 1 | |
|  | SGPMA Vizcaya | 1 | 0 | 0 | 0 | 0 | 1 | |
|  | **TOTAL** | **2** | **0** | **0** | **0** | **2** | **4** | |
| **Región Murcia** |  | | | | | | |  |
|  | SGPMA Murcia | 18 | 0 | 0 | 0 | 3 | 21 | |
|  | **TOTAL** | **18** | **0** | **0** | **0** | **3** | **21** | |
| **GENERAL** |  | | | | | | |  |
|  | **TOTAL** | **333** | **18** | **15** | **7** | **40** | **413** | |

*Fuente: Informes trimestrales IIPP.*

Con anterioridad a 2014, podemos ofrecer datos oficiales muy variopintos. En primer lugar, se presenta una evolución anual del número de suspensiones y sustituciones de condena (Gráfico nº 1).

**Gráfico nº 1. Evolución anual del número de suspensiones y sustituciones de condena.**

*Fuente: Anuario del Ministerio del Interior 2013, p. 409.*

Dado que se trata de datos que incluyen casos de suspensión y sustitución, de nuevo preferimos hay que esperar al año 2014 para apreciar el desglose por separado (vide supra 9). Otra opción es acudir a estudios doctrinales serios sobre la materia. En concreto, al *Informe para el Defensor del Pueblo*[[63]](#footnote-63) que aborda la pena de multa, TBC y localización permanente como sustitutivos penales concretos. Algunos de estos datos los hemos incluido en las correspondientes fichas a las cuales nos remitimos.

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement).**

Tan sólo podemos ofrecer los datos de IIPP respecto al año 2014 en relación a otros sustitutivos como los TBC o las sustituciones con programa (Gráficos nº 2 y 3). Pero nada existe en relación a la multa o localización permanente como penas sustitutivas.

|  |  |
| --- | --- |
| **Gráfico nº 2. Total de mandamientos recibidos a nivel nacional (a excepción de Cataluña).** | **Gráfico nº 3. Desglose de mandamientos (%) recibidos a nivel nacional (a excepción de Cataluña).** |

*Fuente: Elaboración propia a partir de los datos de IIPP.*

1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

**El incumplimiento en todo o en parte de la pena sustitutiva, implica la ejecución de la pena de prisión inicialmente impuesta, descontando, la parte de tiempo a que equivalgan las cuotas satisfechas, de acuerdo con las reglas de conversión (1 día de prisión = 2 cuotas de multas; 1 día de prisión = 1 día de TBC; 1 día de prisión = 1 día de localización permanente).**

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

No existen datos generales. Tan sólo podemos ofrecer datos en relación a cada pena sustitutiva concreta y no siempre. Así, por ejemplo, en el caso de los TBC como sustitutivos hemos aportado datos de incumplimientos que llegan al JVP, si bien no sabemos si se decidieron en sentido afirmativo o negativo.

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens:**

---x---

1. **Nom de la mesure :** Tercer grado o régimen abierto
2. **Définition de la mesure** : Cumplimiento de parte de la condena en un régimen de semi-libertad.
3. **Dispositions légales**

Artículos 36.2 y 78 CP (vigente hasta el 1 de julio de 2015) ; Artículos 72.5 Ley Orgánica General Penitenciaria 1/1979, de 26 de septiembre ; Artículos 80 a 88; 100, 102.4, 104, 182, Real Decreto 190/1996, de 9 de febrero, Reglamento Penitenciario. Instrucción I 13/2006 de Instituciones Penitenciarias (Aplicación del art. 86.4 del Reglamento penitenciario).

*CÓDIGO PENAL:*

*Artículo 36.2 :*

*«****a)******Cuando la duración de la pena de prisión impuesta sea superior a cinco años, el Juez o Tribunal podrá ordenar que la clasificación del condenado en el tercer grado de tratamiento penitenciario no se efectúe hasta el cumplimiento de la mitad de la pena impuesta.***

***b) En cualquier caso, cuando la duración de la pena de prisión impuesta sea superior a cinco años y se trate de los delitos enumerados a continuación, la clasificación del condenado en el tercer grado de tratamiento penitenciario no podrá efectuarse hasta el cumplimiento de la mitad de la misma****:*

***a)*** *Delitos referentes a organizaciones y grupos terroristas y delitos de terrorismo del Capítulo VII del Título XXII del Libro II de este Código.*

***b)*** *Delitos cometidos en el seno de una organización o grupo criminal.*

***c)*** *Delitos del artículo 183.*

***d)*** *Delitos del Capítulo V del Título VIII del Libro II de este Código, cuando la víctima sea menor de trece años.*

*El Juez de Vigilancia, previo pronóstico individualizado y favorable de reinserción social y valorando, en su caso, las circunstancias personales del reo y la evolución del tratamiento reeducador, podrá acordar razonadamente, oídos el Ministerio Fiscal, Instituciones Penitenciarias y las demás partes, la aplicación del régimen general de cumplimiento, salvo en los supuestos contenidos en el párrafo anterior.».*

*Artículo 78*

*1. Si a consecuencia de las limitaciones establecidas en el apartado 1 del artículo 76 la pena a cumplir resultase inferior a la mitad de la suma total de las impuestas, el juez o tribunal sentenciador podrá acordar que los beneficios penitenciarios, los permisos de salida****, la clasificación en tercer grado y el cómputo de tiempo para la libertad condicional se refieran a la totalidad de las penas impuestas en las sentencias.***

*2. Dicho acuerdo será preceptivo en los supuestos previstos en los párrafos a), b), c) y d) del apartado 1 del artículo 76 de este Código, siempre que la pena a cumplir resulte inferior a la mitad de la suma total de las impuestas.*

*3. En estos casos, el juez de vigilancia, previo pronóstico individualizado y favorable de reinserción social y valorando, en su caso, las circunstancias personales del reo y la evolución del tratamiento reeducador, podrá acordar razonadamente, oídos el Ministerio Fiscal, Instituciones Penitenciarias y las demás partes, la aplicación del régimen general de cumplimiento. Si se tratase de delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII del libro II de este Código, o cometidos en el seno de organizaciones criminales, y atendiendo a la suma total de las penas impuestas, la anterior posibilidad sólo será aplicable: [Ir a Norma](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo5-2010.html%23I316)a) Al tercer grado penitenciario, cuando quede por cumplir una quinta parte del límite máximo de cumplimiento de la condena.*

*b) A la libertad condicional, cuando quede por cumplir una octava parte del límite máximo de cumplimiento de la condena*

LEY ORGÁNICA GENERAL PENITENCIARIA:

*Artículo. 72.5*

*«  La clasificación o progresión al tercer grado de tratamiento requerirá, además de los requisitos previstos por el Código Penal, que* ***el penado haya satisfecho la responsabilidad civil derivada del delito, considerando a tales efectos la conducta efectivamente observada en orden a restituir lo sustraído, reparar el daño e indemnizar los perjuicios materiales y morales****; las condiciones personales y patrimoniales del culpable, a efectos de valorar su capacidad real, presente y futura para satisfacer la responsabilidad civil que le correspondiera; las garantías que permitan asegurar la satisfacción futura; la estimación del enriquecimiento que el culpable hubiera obtenido por la comisión del delito y, en su caso, el daño o entorpecimiento producido al servicio público, así como la naturaleza de los daños y perjuicios causados por el delito, el número de perjudicados y su condición.*

*Singularmente, se aplicará esta norma cuando el interno hubiera sido condenado por la comisión de alguno de los siguientes delitos:*

*a) Delitos contra el patrimonio y contra el orden socioeconómico que hubieran revestido notoria gravedad y hubieran perjudicado a una generalidad de personas.*

*b) Delitos contra los derechos de los trabajadores.*

*c) Delitos contra la Hacienda Pública y contra la Seguridad Social.*

*d) Delitos contra la Administración pública comprendidos en los capítulos V al IX del título XIX del libro II del Código Penal.*

*[Ir a Norma modificadora](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo7-2003.html%23I14)6. Del mismo modo, la clasificación o progresión al tercer grado de tratamiento penitenciario de personas condenadas por delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII del libro II del Código Penal o cometidos en el seno de organizaciones criminales, requerirá, además de los requisitos previstos por el Código Penal y la satisfacción de la responsabilidad civil con sus rentas y patrimonio presentes y futuros en los términos del apartado anterior, que* ***muestren signos inequívocos de haber abandonado los fines y los medios terroristas****, y además* ***hayan colaborado activamente con las autoridades****, bien para impedir la producción de otros delitos por parte de la banda armada, organización o grupo terrorista, bien para atenuar los efectos de su delito, bien para la identificación, captura y procesamiento de responsables de delitos terroristas, para obtener pruebas o para impedir la actuación o el desarrollo de las organizaciones o asociaciones a las que haya pertenecido o con las que haya colaborado, lo que podrá acreditarse mediante una declaración expresa de repudio de sus actividades delictivas y de abandono de la violencia y una petición expresa de perdón a las víctimas de su delito, así como por los informes técnicos que acrediten que el preso está realmente desvinculado de la organización terrorista y del entorno y actividades de asociaciones y colectivos ilegales que la rodean y su colaboración con las autoridades.*

RD 190/1996, de 9 de febrero, REGLAMENTO PENITENCIARIO

*Artículo 80 Clases de Establecimientos de régimen abierto*

*1. Los Establecimientos de régimen abierto pueden ser de los siguientes tipos:*

*a) Centros Abiertos o de Inserción Social.*

*b) Secciones Abiertas.*

*c) Unidades Dependientes.*

*2. El Centro Abierto es un Establecimiento penitenciario dedicado a internos clasificados en tercer grado de tratamiento.*

*3. La Sección Abierta depende administrativamente de un Establecimiento penitenciario polivalente, del que constituye la parte destinada a internos clasificados en tercer grado de tratamiento.*

*4. Las Unidades Dependientes, reguladas en los artículos 165 a 167 de este Reglamento, consisten en instalaciones residenciales situadas fuera de los recintos penitenciarios e incorporadas funcionalmente a la Administración Penitenciaria, mediante la colaboración de las entidades públicas o privadas prevista en el artículo 62 de este Reglamento, para facilitar el logro de objetivos específicos de tratamiento penitenciario de internos clasificados en tercer grado.*

*Artículo 81 Criterios de destino*

*1. El régimen de estos Establecimientos será el necesario para lograr una convivencia normal en toda colectividad civil, fomentando la responsabilidad y siendo norma general la ausencia de controles rígidos que contradigan la confianza que inspira su funcionamiento.*

*2. La ejecución del programa individualizado de tratamiento determinará el destino concreto del interno a los Centros o Secciones Abiertas o Centros de Inserción Social, tomando en consideración, especialmente, las posibilidades de vinculación familiar del interno y su posible repercusión en el mismo.*

*3. A las Unidades Dependientes, podrán ser destinados por el Centro Directivo, a propuesta de la Junta de Tratamiento, aquellos internos que, previa aceptación expresa de las normas de funcionamiento, se adecuen a los objetivos específicos del programa establecido.*

*Artículo 82 Régimen abierto restringido*

*1. En los casos de penados clasificados en tercer grado con una peculiar trayectoria delictiva, personalidad anómala o condiciones personales diversas, así como cuando exista imposibilidad de desempeñar un trabajo en el exterior o lo aconseje su tratamiento penitenciario, la Junta de Tratamiento podrá establecer la modalidad de vida en régimen abierto adecuada para estos internos y restringir las salidas al exterior, estableciendo las condiciones, controles y medios de tutela que se deban observar, en su caso, durante las mismas.*

*2. A los efectos del apartado anterior, en el caso de mujeres penadas clasificadas en tercer grado, cuando se acredite que existe imposibilidad de desempeñar un trabajo remunerado en el exterior, pero conste, previo informe de los servicios sociales correspondientes, que va a desempeñar efectivamente las labores de trabajo doméstico en su domicilio familiar, se considerarán estas labores como trabajo en el exterior.*

*3. La modalidad de vida a que se refiere este artículo tendrá como objetivo ayudar al interno a que inicie la búsqueda de un medio de subsistencia para el futuro o, en su defecto, encontrar alguna asociación o institución pública o privada para su apoyo o acogida en el momento de su salida en libertad.*

*4. Esta modalidad de vida se asimilará, lo máximo posible, a los principios del régimen abierto a que se refiere el artículo siguiente.*

*Artículo 83 Objetivos y principios del régimen abierto*

*1. La actividad penitenciaria en régimen abierto tiene por objeto potenciar las capacidades de inserción social positiva que presentan los penados clasificados en tercer grado, realizando las tareas de apoyo y de asesoramiento y la cooperación necesaria para favorecer su incorporación progresiva al medio social.*

*2. El ejercicio de estas funciones se regirá por los siguientes principios:*

*a) Atenuación de las medidas de control, sin perjuicio del establecimiento de programas de seguimiento y evaluación de las actividades realizadas por los internos dentro y fuera del Establecimiento.*

*b) Autorresponsabilidad, mediante el estímulo de la participación de los internos en la organización de las actividades.*

*c) Normalización social e integración, proporcionando al interno, siempre que sea posible, atención a través de los servicios generales de la comunidad para facilitar su participación plena y responsable en la vida familiar, social y laboral.*

*d) Prevención para tratar de evitar la desestructuración familiar y social.*

*e) Coordinación con cuantos organismos e instituciones públicas o privadas actúen en la atención y reinserción de los reclusos, promoviendo criterios comunes de actuación para conseguir su integración en la sociedad.*

*Artículo 84 Modalidades de vida en régimen abierto*

*1. Las normas de organización y funcionamiento de los Establecimientos de régimen abierto serán elaboradas por la Junta de Tratamiento y aprobadas por el Centro Directivo.*

*2. En los Establecimientos de régimen abierto se podrán establecer, a propuesta de la Junta de Tratamiento, distintas modalidades en el sistema de vida de los internos, según las características de éstos, de su evolución personal, de los grados de control a mantener durante sus salidas al exterior y de las medidas de ayuda que necesiten para atender a sus carencias.*

*3. Se establecerán modalidades de vida específicas para atender y ayudar a aquellos internos que en el momento de acceder al tercer grado no dispongan de recursos suficientes para desarrollar una actividad estable en el exterior o tengan carencias importantes en el apoyo familiar o social que dificulten su integración.*

*Artículo 85 Ingreso en un Establecimiento de régimen abierto*

*1. Al ingresar el interno en un Establecimiento de régimen abierto mantendrá una entrevista con un profesional del Centro, quien le informará de las normas de funcionamiento que rijan en la unidad, de cómo poder utilizar los servicios y recursos, de los horarios y de todos aquellos aspectos que regulen la convivencia del Centro.*

*2. Un miembro del Equipo Técnico mantendrá una entrevista con el interno y, en un breve período de tiempo, el Equipo adoptará las decisiones más adecuadas para el desarrollo de lo establecido en el programa de tratamiento diseñado por la Junta de Tratamiento.*

*Artículo 86 Salidas del Establecimiento*

*1. Los internos podrán salir del Establecimiento para desarrollar las actividades laborales, formativas, familiares, de tratamiento o de otro tipo, que faciliten su integración social.*

*2. Estas salidas deberán ser planificadas y reguladas por la Junta de Tratamiento, señalando los mecanismos de control y seguimiento que se consideren necesarios, de acuerdo con lo establecido en el programa de tratamiento.*

*3. El horario y la periodicidad de las salidas autorizadas serán los necesarios para realizar la actividad y para los desplazamientos.*

*4. En general, el tiempo mínimo de permanencia en el Centro será de ocho horas diarias, debiendo pernoctarse en el Establecimiento, salvo cuando, de modo voluntario, el interno acepte el control de su presencia fuera del Centro mediante dispositivos telemáticos adecuados proporcionados por la Administración Penitenciaria u otros mecanismos de control suficiente, en cuyo caso sólo tendrán que permanecer en el Establecimiento durante el tiempo fijado en su programa de tratamiento para la realización de actividades de tratamiento, entrevistas y controles presenciales.*

*Artículo 87 Salidas de fin de semana*

*1. La Junta de Tratamiento regulará, de forma individualizada, en función de la modalidad de vida establecida para cada interno, de su evolución en el tratamiento y de las garantías de control necesarias, las salidas de fin de semana de los internados en Establecimientos de régimen abierto.*

*2. Como norma general, estos internos disfrutarán de salidas de fin de semana, como máximo, desde las dieciséis horas del viernes hasta las ocho horas del lunes.*

*3. También podrán disfrutar de los días festivos establecidos en el calendario oficial de la localidad donde esté situado el Establecimiento. Cuando los días festivos sean consecutivos al fin de semana, la salida se ampliará en veinticuatro horas por cada día festivo.*

*4. Sin perjuicio de lo dispuesto en los apartados anteriores, el Centro Directivo podrá aprobar salidas de fin de semana con horarios diferentes a los indicados.*

*Artículo 88 Asistencia sanitaria*

*1. Como regla general, los internos en régimen abierto recibirán la asistencia sanitaria que precisen a través de la red sanitaria pública extrapenitenciaria.*

*2. La Administración Penitenciaria velará para que los internos utilicen correctamente estos servicios y cuiden su salud, como un aspecto muy importante en su rehabilitación y, con este fin, planificará y ejecutará programas de prevención y educación para la salud.*

*3. Los servicios médicos del Establecimiento efectuarán el seguimiento necesario y dispondrán la coordinación precisa de los servicios sanitarios de la institución con los del exterior, en el marco de los convenios suscritos por la Administración Penitenciaria a tal fin. Los trabajadores sociales del Centro ayudarán y orientarán a los internos en la realización de los trámites necesarios para utilizar la red sanitaria pública extrapenitenciaria.*

*Artículo 100. Clasificación penitenciaria y principio de flexibilidad*

*2. No obstante, con el fin de hacer el sistema más flexible, el Equipo Técnico podrá proponer a la Junta de Tratamiento que, respecto de cada penado, se adopte un modelo de ejecución en el que puedan combinarse aspectos característicos de cada uno de los mencionados grados, siempre y cuando dicha medida se fundamente en un programa específico de tratamiento que de otra forma no pueda ser ejecutado. Esta medida excepcional necesitará de la ulterior aprobación del Juez de Vigilancia correspondiente, sin perjuicio de su inmediata ejecutividad.*

*Artículo 102.4. Variables y criterios de clasificación.*

*4. La clasificación en tercer grado se aplicará a los internos que, por sus circunstancias personales y penitenciarias, estén capacitados para llevar a cabo un régimen de vida en semilibertad.*

*Artículo 104. Casos especiales*

*3. Para que un interno que no tenga extinguida la cuarta parte de la condena o condenas pueda ser propuesto para tercer grado, deberá transcurrir el tiempo de estudio suficiente para obtener un adecuado conocimiento del mismo y concurrir, favorablemente calificadas, las variables intervinientes en el proceso de clasificación penitenciaria enumeradas en el artículo 102.2 valorándose, especialmente, el historial delictivo y la integración social del penado.*

*4. Los penados enfermos muy graves con padecimientos incurables, según informe médico, con independencia de las variables intervinientes en el proceso de clasificación, podrán ser clasificados en tercer grado por razones humanitarias y de dignidad personal, atendiendo a la dificultad para delinquir y a su escasa peligrosidad.*

*Artículo 108. Regresión provisional*

*1. Si un interno clasificado en tercer grado no regresase al Centro penitenciario después de haber disfrutado de un permiso de salida o de cualquier otra salida autorizada, sin perjuicio de lo dispuesto en el artículo 157.2, se le clasificará provisionalmente en segundo grado, en espera de efectuar la reclasificación correspondiente cuando vuelva a ingresar en un Centro penitenciario.*

*2. Producido el reingreso, el Director del Centro acordará, como medida cautelar, el pase provisional a régimen ordinario hasta que se efectúe la reclasificación correspondiente.*

*3. En los supuestos de internos clasificados en tercer grado que fuesen detenidos, ingresados en prisión, procesados o imputados judicialmente por presuntas nuevas responsabilidades, el Director podrá suspender cautelarmente cualquier nueva salida, así como acordar la separación interior que proceda y su pase provisional a régimen ordinario, debiendo proceder la Junta de Tratamiento inmediatamente a la reclasificación correspondiente en su caso.*

*Artículo 182 Internamiento en centro de deshabituación y en centro educativo especial*

*1. El Centro Directivo podrá autorizar la asistencia en instituciones extrapenitenciarias adecuadas, públicas o privadas, de penados clasificados en tercer grado que necesiten un tratamiento específico para deshabituación de drogodependencias y otras adicciones, dando cuenta al Juez de Vigilancia.*

*2. La autorización estará sometida a las siguientes condiciones, que deberán constatarse en el protocolo del interno instruido al efecto:*

*a) Programa de deshabituación aprobado por la institución de acogida, que deberá contener el compromiso expreso de la institución de acoger al interno y de comunicar al Centro penitenciario las incidencias que surjan en el tratamiento.*

*b) Consentimiento y compromiso expresos del interno para observar el régimen de vida propio de la institución de acogida.*

*c) Programa de seguimiento del interno, aprobado conjuntamente por el Centro penitenciario y la institución de acogida, que deberá contener los controles oportunos establecidos por el Centro, cuya aceptación previa y expresa por el interno será requisito imprescindible para poder conceder la autorización.*

1. **Type de mesure?**

* Provisoire/ **Définitive[[64]](#footnote-64)**
* Obligatoire/ **Facultative pour la Administración penitenciaria** **o por el Juez o Tribunal (depende de la duración de la condena)**
* Obligatoire/ **Facultative pour le destinataire de la mesure[[65]](#footnote-65)**
* Privative Liberté/ Privative patrimoine
* Privative de droits/**Restrictive de liberté**/Mesure suspensive

1. **Objectif du législateur**

* **Posibilitar el cumplimiento de parte de la condena en un régimen de semilibertad a los internos con un pronóstico favorable de resocialización permitiendo que realicen un trabajo en el exterior (u otras actividades) como una forma de fomentar su inserción social.**
* Fomentar la autorresponsabilidad ;
* Evitar la desestructuración familiar y social.

1. **Autorité compétente**
2. General. La Junta de Tratamiento de cada prisión envía una propuesta de clasificación en tercer grado al Centro Directivo (Instituciones Penitenciarias), que es el órgano encargado de su resolución[[66]](#footnote-66).
3. Condenas superiores a 5 años: período de seguridad. **En este caso, el Juez o Tribunal sentenciador podrá ordenar o no el cumplimiento de un período de seguridad (SOLO DOPO IL cumplimiento en régimen ordinario de la mitad de la condena**). Será en todo caso obligatorio para delitos de terrorismo y criminalidad organizada y para delitos contra la libertad sexual con menores de 13 años[[67]](#footnote-67).
   * Si no lo ha ordenado, la autoridad competente es la Administración Penitenciaria (Centro Directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
   * **Si lo ha ordenado, la autoridad competente será la Administración penitenciaria (Centro directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario) pero sólo cuando haya transcurrido el período de seguridad impuesto por el Juez o Tribunal**.
   * Si lo ha ordenado y antes de que transcurra el tiempo, el Juez de Vigilancia Penitenciaria podrá desactivar el período de seguridad si hay un pronóstico individualizado y favorable de reinserción social, aplicando el régimen general (I) siempre que no se trate de los delitos en los que su aplicación es obligatoria[[68]](#footnote-68).
4. Acumulación de condenas y cumplimiento íntegro[[69]](#footnote-69). El juez o tribunal podrá aplicar el cumplimiento íntegro si el condenado va a cumplir efectivamente menos de la mitad de la suma de todas las penas impuestas y, obligatoriamente, en los supuestos señalados en el art. 76.1[[70]](#footnote-70) (vid nota a pie).
   * Si lo ha ordenado, la autoridad competente será la Administración penitenciaria (Centro directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
   * Si no lo ha ordenado, la autoridad competente será la Administración penitenciaria (Centro directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
   * Si lo ha ordenado, el Juez de Vigilancia puede desactivarlo. En ese caso, también la autoridad competente será la Administración penitenciaria (Centro directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
5. Tercer grado por motivos humanitarios: la Administración Penitenciaria (Centro Directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
6. Tercer grado para ingreso en centro de deshabituación: la Administración Penitenciaria (Centro Directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario).
7. Tercer grado restringido: La Administración Penitenciaria (Centro Directivo a propuesta de la Junta de Tratamiento del centro penitenciario). Se dará cuenta al Juez de Vigilancia Penitenciaria.
8. Principio de flexibilidad. La Junta de Tratamiento lo adopta pero requiere la ulterior aprobación del Juez de Vigilancia.
9. **Destinataire mesure**

* I. General. Condenados a pena de prisión.
* II. Condenas superiores a 5 años: período de seguridad[[71]](#footnote-71). Condenados a pena de prisión.
* III. Acumulación de condenas y cumplimiento íntegro. Condenados a varios delitos cuando el límite máximo de cumplimiento que vaya a tener efectivamente el condenado[[72]](#footnote-72) sea inferior a la mitad de la suma total de las penas impuestas[[73]](#footnote-73).
* IV. Tercer grado por motivos humanitarios: penados muy graves con padecimientos incurables.
* V. Tercer grado para deshabituación: penados que necesiten un tratamiento específico para deshabituación de drogodependencias y otras adicciones.
* VI. Tercer grado restringido: penados con peculiar trayectoria delictiva, personalidad anómala o condiciones personales diversas o imposibilidad de realizar un trabajo en el exterior o si así lo aconseja la Junta de Tratamiento.
* VII. Principio de flexibilidad: internos que, no pudiendo ser clasificados en segundo grado, requieran de un programa específico de tratamiento cuya ejecución requiera la combinación de diferentes grados de clasificación.

1. **Conditions application et d’exécution**

* REQUISITOS DE APLICACIÓN:

I. General. Los requisitos son los siguientes :

* + - **Que se encuentren capacitados para llevar a cabo un régimen de vida en semilibertad[[74]](#footnote-74).**
    - **Que el penado haya satisfecho la responsabilidad civil derivada del delito [[75]](#footnote-75);**
    - **Si se trata de terrorismo o delincuencia organizada, además se requerirá que muestren signos inequívocos de haber abandonado los fines y medios terroristas y que hayan colaborado activamente con las autoridades**.

II. Condenas superiores a cinco años: período de seguridad.

* + - Que se cumplan los requisitos señalados para I.
    - Que el sujeto haya cumplido la mitad de la condena en la prisión, a no ser que el Juez de Vigilancia Penitenciaria haya optado por aplicarle el régimen general al valorar una evolución positiva en el proceso resocializador.

III. Acumulación de condenas y cumplimiento íntegro.

* + - Que se cumplan los requisitos señalados para I.
    - Que el Juez de Vigilancia haya optado por aplicar el régimen general al valorar una evolución positiva en el proceso resocializador ;
    - Que le quede por cumplir una quinta parte del límite máximo de cumplimiento de la condena.

IV. Régimen abierto por motivos humanitarios :

* + - No se exigen el resto de variables para la clasificación en tercer grado pero sí que exista dificultad para delinquir y escasa peligrosidad.

V. Tercer grado para deshabituación.

* + - Programa de deshabituación aprobado por la institución de acogida, con el compromiso expreso de la instittución de acoger al interno y de comunicar al centro penitenciario las incidencias que surjan en el tratamiento ;
    - Consentimiento y compromiso expresos del interno para observar el régimen de vida propio de la institución de acogida ;
    - Programa de seguimiento del interno, aprobado conjuntamente por el centro penitenciario y la institución de acogida[[76]](#footnote-76).

VI. Tercer grado restringido.

* + - Los señalados para régimen general si bien sus particularidades (trayectoria delictiva, personalidad anómala, condiciones personales diversas, imposibilidad de trabajo en el exterior) requieren una restricción en las salidas ;

VII. Principio de flexibilidad.

* + - Existencia de un programa específico de tratamiento que requiera combinacion de dos regímenes de cumplimiento;
    - Aprobación por el Juez de Vigilancia Penitenciaria.
* LUGARES DE EJECUCIÓN:
  + - Centro abierto o de inserción social (centro penitenciario para el cumplimiento en tercer grado).
    - Secciones abiertas (módulo específico para el cumplimiento en tercer grado dentro de un establecimiento penitenciario).
    - Unidades dependientes (pisos o casas gestionadas por asociaciones en colaboración con la Administración Penitenciaria).
    - En casa, con control telemático.
* CONDICIONES DE EJECUCIÓN :

I. General.

* + - Como norma general, disfrutan de salidas de fin de semana (desde las 16.00 horas del viernes hasta las 08.00 horas del lunes) así como de los días festivos en el calendario oficial de la localidad.
    - Disfrutan de permisos de salida ordinarios (48 días por año).
    - Como norma general, salida fuera del establecimiento a realizar trabajo o actividad (por ejemplo, asistencia a clase) y un período mínimo de descanso nocturno (8 horas) y para las actividades de tratamiento dentro de la prisión.
    - Posibilidad de aplicar dispositivos telemáticos y sustituir así la vuelta a prisión para pernoctar.

II. Condenas superiores a 5 años: período de seguridad: Igual que I. General.

III. Acumulación de condenas y cumplimiento íntegro.

IV. Motivos humanitarios: Igual que I. General (si bien lo más habitual sea el control telemático para evitar vuelta a prisión a pernoctar).

V. Tercer grado para deshabituación:

* + - Ingreso en un centro de deshabituación y sometimiento a las condiciones de cumplimiento específicas que estén previstas en el mismo.

VI. Tercer grado restringido.

* + - Se establecerá una modalidad de vida adecuada a sus circunstancias, pudiendo restringirse las salidas al exterior previstas en el régimen general (I) o estableciendo condiciones, controles y medios de tutela para las mismas.

VII. Principio de flexibilidad.

* + - Se establece una modalidad de vida adecuada al programa de tratamiento del interno, que normalmente será el cumplimiento en régimen ordinario y el acceso a alguna/s de las salidas del tercer grado.

1. **Autorité et pouvoir de contrôle**

El cumplimiento en régimen abierto es controlado por la Administración penitenciaria desde el centro penitenciario donde esté la sección abierta o desde el Centro de Inserción Social del que dependa.

1. **Nombre de mesures prononcées**
2. Sujetos clasificados en tercer grado.

Instituciones Penitenciarias no facilita los datos de la población reclusa a través de una media ponderada de las cifras anuales, sino que opera con las cifras a 31 de diciembre de cada año. Con estos datos, las cifras de clasificados en tercer grado y su evolución serían las siguientes:

**Tablas 1, 2 y 3. Evolución de la clasificación en tercer grado de los penados[[77]](#footnote-77).**

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **Tercer grado** |
| 2000 | 4645 |
| 2001 | 4863 |
| 2002 | 5361 |
| 2003 | 5104 |
| 2004 | 5585 |
| 2005 | 6944 |
| 2006 | 6944 |
| 2007 | 7740 |
| 2008 | 6658 |
| 2009 | 9618 |
| 2010 | 9731 |
| 2011 | 9701 |
| 2012 | 9083 |
| 2013 | 8715 |
| 2014 | 8487 |

1. **Supuestos de desactivación judicial del período de seguridad (art. 36 CP).**

Salvo para delincuencia terrorista, organizada y sexual contra menores de 13 años[[78]](#footnote-78), el Juez de Vigilancia puede desactivar el período de seguridad impuesto por un juez o tribunal al sujeto con una pena superior a 5 años –**que le obliga a cumplir la mitad de la condena en régimen ordinario o cerrado- si hay una evolución positiva.**

**Tablas 4, 5 y 6. Aplicación por el Juez de Vigilancia del régimen general de cumplimiento del art. 36 (acceso a tercer grado)** [[79]](#footnote-79)**.**

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **APLICACIÓN GENERAL ART. 36** |
| 2008 | 175 |
| 2009 | 276 |
| 2010 | 361 |
| 2011 | 80 |
| 2012 | 102 |
| 2013 | 29 |
| 2014 | 17 |

Para el análisis de la importante caída de resoluciones en las que se adopta la aplicación **general del art. 36 hay que tener en cuenta que en el 2010 se modificó el CP para convertir en potestativo, salvo en los casos de los delitos enumerados con anterioridad, la posibilidad de imponer el período de seguridad.**

Al no existir datos judiciales sobre los supuestos en los que los jueces y tribunales sentenciadores han adoptado este período de seguridad, no se puede realizar una comparativa y un análisis sobre si la reducción responde a una reducción en el nº de períodos de seguridad acordados o son datos sin vinculación.

1. **Modalidades específicas de tercer grado.**

A continuación se ofrecen los datos disponibles sobre algunas de las modalidades específicas de tercer grado. No existen a nuestra disposición en cambio datos sobre los terceros grados restringidos o los de carácter humanitario.

Si bien la estadística judicial no lo aclara, hay que interpretar que la referencia al tratamiento ambulatorio encuentra su base en el art. 182 RP, que posibilita que el Centro Directivo autorice, dando cuenta al Juez de Vigilancia penitenciaria, el tercer grado de un interno con la finalidad exclusiva de su ingreso en un centro de deshabituación o en un centro educativo especial para su tratamiento.

Se observa cómo este tipo de autorizaciones se han ido progresivamente reduciendo de una manera muy significativa.

**Tablas 7, 8 y 9. Autorizaciones para salida a tratamiento ambulatorio fuera de la prisión**[[80]](#footnote-80)**.**

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **TRATAMIENTO AMBULATORIO** |
| 1999 | 139 |
| 2000 | 196 |
| 2001 | 159 |
| 2002 | 270 |
| 2003 | 261 |
| 2004 | 315 |
| 2005 | 391 |
| 2006 | 703 |
| 2007 | 596 |
| 2008 | 765 |
| 2009 | 614 |
| 2010 | 511 |
| 2011 | 351 |
| 2012 | 174 |
| 2013 | 68 |
| 2014 | 97 |

1. **El artículo 100 RP como variante alternativa al régimen abierto.**

El artículo 100 RP permite la configuración de una modalidad de vida específica para las necesidades del interno, bajo aprobación del Juez de Vigilancia. Normalmente supone mantenerse clasificado en segundo grado con algunas de las prerrogativas del régimen abierto. Es una opción para los que legislativamente, o bien porque no cumplen los requisitos de conducta, no pueden acceder a un tercer grado pleno.

**Tablas 10, 11 y 12. Aplicaciones del principio de individualización (art. 100 RP)** [[81]](#footnote-81).

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **ARTÍCULO 100 RP** |
| 2008 | 1321 |
| 2009 | 1321 |
| 2010 | 1445 |
| 2011 | 1452 |
| 2012 | 1397 |
| 2013 | 1452 |
| 2014 | 1609 |

**Con los datos ofrecidos de aplicación del art. 100 RP, que permite el diseño de un grado ad hoc a la situación del interno y, con ello, eludir los obstáculos legales para la concesión del tercer grado, se confirma la importancia de esta vía como alternativa « relativa » a la ejecución de la pena de prisión de manera íntegra en la cárcel.**

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

Para conocer el impacto del tercer grado es necesario completar el análisis con el porcentaje que supone la clasificación en tercer grado en relación con el resto de grados de clasificación (primero, segundo y sin clasificar –por estar pendiente de clasificación o por tener acumulada una causa como preventivo). De la comparativa de estos datos quedan excluidos los preventivos y los liberados condicionales.

**Tablas 13 y 14. Evolución del % de aplicación del tercer grado en relación con penados en otros grados de clasificación[[82]](#footnote-82).**

Como puede observarse en los gráficos, no existe una gran variación en los últimos años, moviéndose en una horquilla entre el 15-16% de los condenados. Sorprende que si bien fue endurecido su acceso en la reforma del 2003 por el legislador, su efecto fue compensado por una política penitenciaria de potenciación del régimen abierto, que se traduce en un aumento del mismo hasta el 2010. Y también es llamativo que si bien en 2010 se suaviza la exigencia del período de seguridad, se reduce a partir del 2011 ligeramente la concesión de terceros grados.

1. **Conséquences légales du non respect de la mesure**

Si se aprecia una evolución negativa en el pronóstico de integración social y en la personalidad o conducta del interno **se procede a regresarlo de grado**, siguiendo el trámite de la clasificación : la Junta de Tratamiento propone al Centro Directivo una clasificación en segundo grado que conlleva la aplicación de un régimen ordinario : cumplimiento de la condena dentro de la prisión.

Si el clasificado en tercer grado no regresa al centro tras un permiso de salida o cualquier otra salida autorizada o si fuera detenido, ingresado en prisión, procesado o imputado judicialmente por una nueva responsabilidad, el Director podrá suspender cualquier salida y acordar su regresión provisional a régimen ordinaria hasta que la Junta de Tratamiento proceda inmediatamente a formular una nueva reclasificación.

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

En las fuentes consultadas, no están disponibles los datos sobre fracaso del régimen abierto y sobre su consecuencia: regresiones a segundo grado.

En un estudio realizado por Cid Moliné y Tébar Vilches sobre Revocaciones de tercer grado con datos sobre los condenados en Cataluña, los resultados fueron los siguientes[[83]](#footnote-83).

**Tabla 15. Revocaciones de tercer grado en Cataluña.**



**Tabla 16. Incidencia de la regresión en la terminación de la condena en Cataluña.**



1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**

La previsión del régimen abierto es acorde con las Reglas Mínimas de Naciones Unidas de 1955 que señala la conveniencia de establecer un **régimen que posibilite el retorno progresivo a la vida en sociedad**, con un régimen preparatorio para la liberación (nº 60.1).

Esta normativa es respetuosa con las **Reglas Penitenciarias Europeas de 2006** (regla **107** referida a la libertad condicional bajo control y a la adopción de medidas que aseguren un regreso progresivo a la vida en un medio libre –gracias a un programa de preparacion para la salida en libertad o libertad condicional bajo control-) y con la **Recomendación Rec (20039** del Comité de Ministros de los Estados Miembros del **Consejo de Europa sobre libertad condicional.**

La posibilidad de clasificación en régimen abierto para posibilitar ingreso en un centro de deshabituación y para los supuestos humanitarios es conforme con la Recomendación nº R(98) 7 del Comité de Ministros del Consejo de Europa sobre « concerning the ethical and organisational aspects of health care in prison » (recomendación 43 y 51).

Sin embargo, haría falta una normativa que regulase por ley y exigiese que sea adoptada por una autoridad judicial o permitida por una revisión judicial tal y como establece la Recomendación CM/REC (2014)4 del Comité de Ministros de los Estados miembros sobre « electronic monitoring ».

---x---

1. **Nom de la mesure:** Libertad condicional.
2. **Définition de la mesure**: Cumplimiento de la última parte de la pena de prisión en un régimen de libertad.
3. **Dispositions légales**

Artículos 90 a 93 del Código penal[[84]](#footnote-84), artículo 72.1 Ley Orgánica General Penitenciaria 1/1979, de 26 de septiembre; Artículos 192 a 201 del Real Decreto 190/1996, de 9 de febrero, Reglamento penitenciario.

**CÓDIGO PENAL**

*Artículo 90*

*1. Se establece la libertad condicional en la pena privativa de libertad para aquellos sentenciados en quienes concurran las circunstancias siguientes:*

*a) Que se encuentren en el tercer grado de tratamiento penitenciario.*

*b) Que se hayan extinguido las tres cuartas partes de la condena impuesta.*

*c) Que hayan observado buena conducta y exista respecto de los sentenciados un pronóstico individualizado y favorable de reinserción social, emitido en el informe final previsto en el* [*artículo 67 de la Ley Orgánica General Penitenciaria*](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo1-1979.t3.html#I117)*.*

*No se entenderá cumplida la circunstancia anterior si el penado no hubiese satisfecho la responsabilidad civil derivada del delito en los supuestos y conforme a los criterios establecidos por el* [*artículo 72.5*](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo1-1979.t3.html#I176) *y 6 de la Ley Orgánica General Penitenciaria.*

*Asimismo, en el caso de personas condenadas por delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII del libro II de este Código, o por delitos cometidos en el seno de organizaciones criminales, se entenderá que hay pronóstico de reinserción social cuando el penado muestre signos inequívocos de haber abandonado los fines y los medios de la actividad terrorista y además haya colaborado activamente con las autoridades, bien para impedir la producción de otros delitos por parte de la organización o grupo terrorista, bien para atenuar los efectos de su delito, bien para la identificación, captura y procesamiento de responsables de delitos terroristas, para obtener pruebas o para impedir la actuación o el desarrollo de las organizaciones o asociaciones a las que haya pertenecido o con las que haya colaborado, lo que podrá acreditarse mediante una declaración expresa de repudio de sus actividades delictivas y de abandono de la violencia y una petición expresa de perdón a las víctimas de su delito, así como por los informes técnicos que acrediten que el preso está realmente desvinculado de la organización terrorista y del entorno y actividades de asociaciones y colectivos ilegales que la rodean y su colaboración con las autoridades.* [*[Ir a Norma modificadora](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo5-2010.html%23I314)*](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo5-2010.html#I314)

*2. El juez de vigilancia, al decretar la libertad condicional de los penados, podrá imponerles motivadamente la observancia de una o varias de las reglas de conducta o medidas previstas en los artículos 83 y 96.3 del presente Código.*

*Artículo 91*

*1. Excepcionalmente, cumplidas las circunstancias de los párrafos a) y c) del apartado 1 del artículo anterior, y siempre que no se trate de delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII del libro II de este Código, o cometidos en el seno de organizaciones criminales, el juez de vigilancia penitenciaria, previo informe del Ministerio Fiscal, Instituciones Penitenciarias y las demás partes, podrá conceder la libertad condicional a los sentenciados a penas privativas de libertad que hayan extinguido las dos terceras partes de su condena, siempre que merezcan dicho beneficio por haber desarrollado continuadamente actividades laborales, culturales u ocupacionales.*

*2. A propuesta de Instituciones Penitenciarias y previo informe del Ministerio Fiscal y de las demás partes, cumplidas las circunstancias de los párrafos a) y c) del apartado 1 del artículo anterior, el juez de vigilancia penitenciaria podrá adelantar, una vez extinguida la mitad de la condena, la concesión de la libertad condicional en relación con el plazo previsto en el apartado anterior, hasta un máximo de 90 días por cada año transcurrido de cumplimiento efectivo de condena, siempre que no se trate de delitos de terrorismo de la sección segunda del capítulo V del título XXII o cometidos en el seno de organizaciones criminales. Esta medida requerirá que el penado haya desarrollado continuadamente las actividades indicadas en el apartado anterior y que acredite, además, la participación efectiva y favorable en programas de reparación a las víctimas o programas de tratamiento o desintoxicación, en su caso.*

*[Ir a Norma modificadora](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo7-2003.html%23I6)*

*Artículo 92*

*1. No obstante lo dispuesto en los artículos anteriores, los sentenciados que hubieran cumplido la edad de 70 años, o la cumplan durante la extinción de la condena, y reúnan los requisitos establecidos, excepto el haber extinguido las tres cuartas partes de aquélla o, en su caso, las dos terceras, podrán obtener la concesión de la libertad condicional.*

*El mismo criterio se aplicará cuando, según informe médico, se trate de enfermos muy graves con padecimientos incurables.*

*2. Constando a la Administración penitenciaria que el interno se halla en cualquiera de los casos previstos en los párrafos anteriores, elevará el expediente de libertad condicional, con la urgencia que el caso requiera, al Juez de Vigilancia Penitenciaria que, a la hora de resolverlo, valorará junto a las circunstancias personales la dificultad para delinquir y la escasa peligrosidad del sujeto.*

*3. Si el peligro para la vida del interno, a causa de su enfermedad o de su avanzada edad, fuera patente, por estar así acreditado por el dictamen del médico forense y de los servicios médicos del establecimiento penitenciario el Juez de Vigilancia Penitenciaria podrá, previa en su caso la progresión de grado, autorizar la libertad condicional sin más trámite que requerir al centro penitenciario el informe de pronóstico final al objeto de poder hacer la valoración a que se refiere el párrafo anterior, todo ello sin perjuicio del seguimiento y control previstos por el* [*artículo 75 de la Ley orgánica General Penitenciaria*](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo1-1979.t4.html#I178)*.*

*[Ir a Norma modificadora](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo15-2003.html%23I778)*

*Artículo 93*

*1. El período de libertad condicional durará todo el tiempo que le falte al sujeto para cumplir su condena. Si en dicho período el reo delinquiere o inobservare las reglas de conducta impuestas, el Juez de Vigilancia Penitenciaria revocará la libertad concedida, y el penado reingresará en prisión en el período o grado penitenciario que corresponda, sin perjuicio del cómputo del tiempo pasado en libertad condicional.*

*2. En el caso de condenados por delitos referentes a organizaciones y grupos terroristas y delitos de terrorismo del Capítulo VII del Título XXII del Libro II de este Código, el juez de vigilancia penitenciaria podrá solicitar los informes que permitan acreditar que subsisten las condiciones que permitieron obtener la libertad condicional. Si en este período de libertad condicional el condenado delinquiera, inobservara las reglas de conducta o incumpliera las condiciones que le permitieron acceder a la libertad condicional, el juez de vigilancia penitenciaria revocará la libertad concedida, y el penado reingresará en prisión en el período o grado penitenciario que corresponda.*

*3. En el supuesto previsto en el apartado anterior, el penado cumplirá el tiempo que reste de cumplimiento de la condena con pérdida del tiempo pasado en libertad condicional.*

*LEY ORGÁNICA GENERAL PENITENCIARIA*

*Artículo 67 :*

*«Concluido el tratamiento o próxima la libertad del interno, se emitirá un informe pronóstico final, en el que se manifestarán los resultdos conseguidos por el tratamiento y un juicio de probabilidad sobre el comportamiento futuro del sujeto en libertad, que, en su caso, se tendrá en cuenta en el expediente para la concesión de la libertad condicional»*

*Artículo 72.1 :*

*« Las penas privativas de libertad se ejecutarán según el sistema de individualización científica, separado en grados, el último de los cuales será el de la libertad condicional, conforme determina el Código penal».*

*REGLAMENTO PENITENCIARIO*

*Artículo 192 Libertad condicional*

*Los penados clasificados en tercer grado que reúnan los demás requisitos establecidos al efecto en el Código Penal cumplirán el resto de su condena en situación de libertad condicional, conforme a lo dispuesto en dicho Código.*

*Artículo 193 Cómputo del tiempo cumplido*

*Para el cómputo de las tres cuartas partes o, en su caso, dos terceras partes de la pena, se tendrán en cuenta las siguientes normas:*

*1.ª El tiempo de condena que fuera objeto de indulto se rebajará al penado del total de la pena impuesta, a los efectos de aplicar la libertad condicional, procediendo como si se tratase de una nueva pena de inferior duración.*

*2.ª Cuando el penado sufra dos o más condenas de privación de libertad, la suma de las mismas será considerada como una sola condena a efectos de aplicación de la libertad condicional. Si dicho penado hubiera sido objeto de indulto, se sumará igualmente el tiempo indultado en cada una para rebajarlo de la suma total.*

*Artículo 194 Iniciación del expediente*

*La Junta de Tratamiento deberá iniciar la tramitación del correspondiente expediente con la antelación necesaria para que no sufra retraso la concesión de este beneficio.*

*Artículo 195 Expediente de libertad condicional*

*El expediente de libertad condicional habrá de contener, en su caso, los siguientes documentos:*

*a) Testimonio de sentencia o sentencias recaídas y de la correspondiente liquidación de condena.*

*b) Certificación acreditativa de los beneficios penitenciarios y de la clasificación en tercer grado.*

*c) Informe pronóstico de integración social emitido por la Junta de Tratamiento de acuerdo con lo establecido en el* [*artículo 67 de la Ley Orgánica General Penitenciaria*](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Penal/lo1-1979.t3.html#I117)*.*

*d) Resumen de su situación penal y penitenciaria con indicación de las fechas de prisión continuada y de las de cumplimiento de las dos terceras partes y tres cuartas partes de la condena así como de la fecha de libertad definitiva. Igualmente se indicarán los permisos de salida disfrutados y sus incidencias, así como las sanciones y sus cancelaciones, para lo cual se podrá aportar copia de los ficheros informáticos penitenciarios.*

*e) Programa individual de libertad condicional y plan de seguimiento.*

*f) Acta de compromiso de acogida por parte de su familia, persona allegada o instituciones sociales extrapenitenciarias.*

*g) Manifestación del interesado sobre la localidad en que piensa fijar su residencia y sobre si acepta la tutela y control de un miembro de los servicios sociales del Centro, que informarán sobre las posibilidades de control del interno. En la fijación de la residencia se habrá de tener en cuenta la prohibición de residir en un lugar determinado o de volver a determinados lugares que, en su caso, hubiera impuesto el Tribunal.*

*h) Manifestación del interesado sobre el trabajo o medio de vida de que dispondrá al salir en libertad o, en el supuesto de que no disponga, informe de los servicios sociales sobre la posibilidad de trabajo en el exterior.*

*i) Certificación literal del acta de la Junta de Tratamiento del Establecimiento en la que se recoja el acuerdo de iniciación del expediente a que se refiere el artículo anterior, donde, en su caso, se propondrá al Juez de Vigilancia la aplicación de una o varias de las reglas de conducta previstas en el artículo 105 del Código Penal.*

*Artículo 196 Libertad condicional de septuagenarios y enfermos terminales*

*1. Se elevará al Juez de Vigilancia el expediente de libertad condicional de los penados que hubiesen cumplido setenta años o los cumplan durante la extinción de la condena. En el expediente deberá acreditarse el cumplimiento de los requisitos establecidos en el Código Penal, excepto el de haber extinguido las tres cuartas partes o, en su caso, las dos terceras partes de la condena o condenas.*

*2. Igual sistema se seguirá cuando, según informe médico, se trate de enfermos muy graves con padecimientos incurables. Cuando los servicios médicos del Centro consideren que concurren las condiciones para la concesión de la libertad condicional por esta causa, lo pondrán en conocimiento de la Junta de Tratamiento, mediante la elaboración del oportuno informe médico.*

*3. En ambos supuestos, el expediente deberá contener los documentos a que se refiere el artículo anterior, excepto los relativos a la letra h), junto con un informe social en el que constará, en su caso, la admisión del interno por alguna institución o asociación cuando éste carezca de vinculación o apoyo familiar en el exterior. Cuando se trate de enfermos muy graves con padecimientos incurables se incluirá en el expediente el informe médico acreditativo de la enfermedad, así como de la gravedad e irreversibilidad de la misma. En el caso de septuagenarios, se acreditará la edad del interno mediante la certificación de nacimiento del mismo o, en su defecto, por cualquier medio de prueba admitido en derecho.*

*4. La Administración velará para facilitar al penado el apoyo social externo cuando carezca del mismo.*

*Artículo 197 Libertad condicional de extranjeros*

*1. En el caso de internos extranjeros no residentes legalmente en España o de españoles residentes en el extranjero, previa conformidad documentada del interno, se elevará al Juez de Vigilancia su expediente de libertad condicional recabando autorización para que aquél pueda disfrutar de esta situación en su país de residencia, así como de las cautelas que hayan de adoptarse, en su caso, al objeto de que dicha libertad se disfrute efectivamente en el país fijado. A estos efectos, y siempre que las normas de Derecho Internacional lo permitan, se podrá solicitar a las autoridades competentes del Estado del país fijado la aplicación de las medidas de seguimiento y control de la libertad condicional previstas en su legislación interna.*

*2. Con el fin de poder dar cumplimiento a la medida de expulsión prevista en el artículo 89 del Código Penal, con antelación suficiente, se comunicarán al Ministerio Fiscal las propuestas de libertad condicional de penados extranjeros junto con un breve resumen de su situación penal y penitenciaria, en el que se harán constar expresamente las fechas de cumplimiento de las dos terceras partes y de las tres cuartas partes de su condena o condenas.*

*Artículo 198 Remisión al Juzgado de Vigilancia*

*1. Concluido el expediente, la Junta de Tratamiento lo elevará al Juez de Vigilancia, haciendo constar los certificados e informes necesarios para acreditar la existencia de los requisitos legales y, en su caso, propuesta razonada de autorización de la libertad condicional.*

*2. En todo caso, el expediente de libertad condicional deberá tener entrada en el Juzgado de Vigilancia antes del cumplimiento del tiempo requerido de condena, debiendo justificarse, en caso contrario, el retraso de su envío.*

*Artículo 199 Excarcelación*

*1. Recibida en el Establecimiento la resolución judicial de poner en libertad condicional a un penado, el Director la cumplimentará seguidamente remitiendo copia al Centro Directivo y dando cuenta a la Junta de Tratamiento en la primera sesión que se celebre.*

*2. El Director del Establecimiento expedirá al liberado condicional certificado acreditativo de su situación.*

*3. Si el auto de libertad condicional se recibiera antes de la fecha de cumplimiento prevista, no se procederá a ejecutar la libertad hasta el mismo día de cumplimiento.*

*4. Si en el tiempo que medie entre la elevación y la fecha de cumplimiento el penado observase mala conducta, se modificase su pronóstico o se descubriera algún error o inexactitud en los informes aportados al expediente, el Director dará cuenta inmediata al Juez de Vigilancia a fin de que éste adopte la resolución que proceda.*

*Artículo 200 Control del liberado condicional*

*1. Para su adecuado seguimiento y control, los liberados condicionales se adscribirán al Centro penitenciario o al Centro de Inserción Social más próximo al domicilio en que vayan a residir.*

*2. El seguimiento y control de los liberados condicionales, hasta el cumplimiento total de la condena o, en su caso, hasta la revocación de la libertad condicional, se efectuará por los servicios sociales penitenciarios del Centro al que hayan sido adscritos, con arreglo a las directrices marcadas por la Junta de Tratamiento correspondiente.*

*3. Con este fin, la Junta de Tratamiento, como continuación del modelo de intervención de los penados, elaborará un programa individualizado para el seguimiento de los liberados condicionales que se adscriban al Centro penitenciario, que será ejecutado por los servicios sociales del mismo.*

*4. Las reglas de conducta que imponga, en su caso, el Juez de Vigilancia se incorporarán al programa a que se refiere el apartado anterior.*

*5. Los informes que soliciten las Autoridades judiciales y los órganos responsables del seguimiento y control de los liberados condicionales se realizarán por los servicios sociales penitenciarios del Centro correspondiente.*

*Artículo 201 Causas de revocación*

*1. El período de libertad condicional durará todo el tiempo que falte al liberado para cumplir su condena siempre que durante el mismo observe un comportamiento que no dé lugar a la revocación del beneficio y reingreso en Establecimiento penitenciario.*

*2. Si en dicho período el liberado volviera a delinquir o inobservase las reglas de conducta impuestas, en su caso, por el Juez de Vigilancia, el responsable de los servicios sociales lo comunicará, con remisión de cuantos datos puedan ser útiles, a éste para la adopción de la resolución que proceda respecto a la revocación de la libertad condicional.*

*3. En caso de revocación, cuando el interno reingrese en prisión le será de aplicación el régimen ordinario, hasta que por la Junta de Tratamiento se proceda nuevamente a su clasificación.*

1. **Type de mesure?**

* **Provisoire[[85]](#footnote-85)/** **Définitive[[86]](#footnote-86)**
* Obligatoire/ **Facultative pour le juge**
* Obligatoire/ **Facultative pour le destinataire de la mesure[[87]](#footnote-87).**
* Privative Liberté/ Privative patrimoine
* Privative de droits/**Restrictive de liberté[[88]](#footnote-88)**/**Mesure suspensive[[89]](#footnote-89).**

1. **Objectif du législateur**

* Permitir el cumplimiento de la última parte de la condena en la libertad para posibilitar la reintegración paulatina del condenado a su entorno personal, familiar, social y laboral.
* Servir de prueba en el comportamiento del sujeto en la última fase de la condena.

1. **Autorité compétente**: el Juez de Vigilancia Penitenciaria.
2. **Destinataire mesure** :

* I. Régimen general: condenados con pronóstico favorable de reinserción en última fase de la condena.
* II. Libertad condicional por razones humanitarias: condenados de 70 años o enfermos muy graves con padecimientos incurables.
* III. Libertad condicional para extranjeros: internos extranjeros no residentes legalmente en España o españoles residentes en el extranjero.
* IV. Libertad condicional y cumplimiento íntegro: Condenados a varios delitos cuando el límite máximo de cumplimiento que vaya a tener efectivamente el condenado[[90]](#footnote-90) sea inferior a la mitad de la suma total de las penas impuestas.
* V. Libertad condicional como beneficio penitenciario: condenados que participen activamente en actividades. Se excluye expresamente a los condenados por terrorismo y delincuencia organizada.

1. **Conditions application et d’exécution**

* CONDICIONES DE APLICACIÓN:
  + I. Régimen general.
    - Estar clasificado en tercer grado de tratamiento penitenciario;
    - Haber extinguido las ¾ partes de la condena impuesta;
    - Haber observado buena conducta y existencia de pronóstico individualizado y favorable de reinserción social[[91]](#footnote-91);
    - Si se trata de condenados por terrorismo o delincuencia organizada sólo se entenderá que hay pronóstico de reinserción social si se muestran signos inequívocos de abandono de los fines y medios de la actividad terrorista y **se ha colaborado activamente con las autoridades**.
  + II. Libertad condicional por razones humanitarias.
    - Estar clasificado en tercer grado de tratamiento penitenciario;
    - Haber observado buena conducta y existencia de pronóstico individualizado y favorable de reinserción social[[92]](#footnote-92);
    - Haber cumplido 70 años o cumplirlos durante la extinción de la condena o tratarse de enfermos muy graves con padecimientos incurables.
  + III. Libertad condicional para extranjeros:
    - Los mismos requisitos que para el sistema general (I);
    - Consentimiento del condenado.
  + IV. Libertad condicional y cumplimiento íntegro.
  + V. Libertad condicional como beneficio penitenciario.
    - Modalidad A: adelantamiento a las 2/3 partes de la condena;
      * Estar clasificado en tercer grado de tratamiento penitenciario;
      * Haber observado buena conducta y existencia de pronóstico individualizado y favorable de reinserción social[[93]](#footnote-93);
      * Haber desarrollado continuadamente actividades laborales, culturales u ocupacionales;
    - Modalidad B: concesión de hasta 90 días por cada año transcurrido un avez cumplida la mitad de la condena.
      * Estar clasificado en tercer grado de tratamiento penitenciario;
      * Haber observado buena conducta y existencia de pronóstico individualizado y favorable de reinserción social[[94]](#footnote-94);
      * Haber desarrollado continuadamente actividades laborales, culturales u ocupacionales y, además, haber participado efectiva y favorablemente en programas de reparación a las víctimas o programas de tratamiento o desintoxicación[[95]](#footnote-95).
* **EJECUCIÓN:**
  + Supuestos de: Régimen general; por motivos humanitarios; como beneficio penitenciario ; cumplimiento íntegro;
    - Cumplimiento de la última parte de la condena en régimen de libertad;
    - Posibilidad de imposición por el Juez de Vigilancia la observancia de una o varias reglas de conducta o medidas de los artículos 83 y 96.3 CP:
      * Prohibición de acudir a determinados lugares,
      * Prohibición de aproximarse a la víctima, familiares u otras personas determinadas por el Juez o de comunicarse con ellos ;
      * Prohibición de ausentarse sin autorización del juez ;
      * Comaparecencia personal ante juzgado o tribunal o servicio de la Administración ;
      * Participación en programas formativos, laborales, culturales, de educación vial, sexual, de defensa del medioambiente, de protección de animales o similares;
      * Cumplir con otros deberes que se estimen convenientes para la rehabilitación y que no sean atentatorios contra su dignidad;
      * Inhabilitación profesional;
      * Libertad vigilada,
      * Custodia familiar;
      * Privación del derecho a conducir vehículos a motor y ciclomotores;
      * Privación del derecho a la tenencia y porte de armas.
  + Libertad condicional para extranjeros.
    - Cumplimiento de la libertad condicional en país de residencia.
    - Posibilidad de aplicar las medidas de seguimiento y control de la libertad condicional previstas en la legislación interna del país de residencia.

1. **Autorité et pouvoir de contrôle**

El control del libertad condicional corresponde a la Administración Penitenciaria (al centro penitenciario o al Centro de Inserción Social más próximo al domicilio donde vaya a residir), en concreto, por los servicios sociales penitenciarios.

1. **Nombre de mesures prononcées**

Los datos disponibles sobre concesión de las diferentes formas de libertad condicional por parte de los Jueces de Vigilancia son los siguientes:

**Tablas 1, 2 y 3. Aplicación de la libertad condicional[[96]](#footnote-96).**

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **LIBERTAD CONDICIONAL (régimen general)** |
| 1995 | 8489 |
| 1996 | 7919 |
| 1997 | 7234 |
| 1998 | 6396 |
| 1999 | 6059 |
| 2000 | 5696 |
| 2001 | 5023 |
| 2002 | 5374 |
| 2003 | 5351 |
| 2004 | 5593 |
| 2005 | 5852 |
| 2006 | 6340 |
| 2007 | 6519 |
| 2008 | 6879 |
| 2009 | 7683 |
| 2010 | 9432 |
| 2011 | 10932 |
| 2012 | 10999 |
| 2013 | 11332 |
| 2014 | 11383 |

**Tablas 4, 5 y 6. Concesiones de libertad condicional anticipada (como beneficio penitenciario) [[97]](#footnote-97).**

|  |  |
| --- | --- |
| **AÑOS** | **LIBERTAD CONDICIONAL ANTICIPADA** |
| 1995 | 870 |
| 1996 | 996 |
| 1997 | 851 |
| 1998 | 534 |
| 1999 | 491 |
| 2000 | 758 |
| 2001 | 782 |
| 2002 | 967 |
| 2003 | 679 |
| 2004 | 631 |
| 2005 | 604 |
| 2006 | 693 |
| 2007 | 726 |
| 2008 | 638 |
| 2009 | 650 |
| 2010 | 831 |
| 2011 | 695 |
| 2012 | 668 |
| 2013 | 685 |
| 2014 | 596 |

**Tablas 7, 8 y 9. Concesión de libertad condicional para extranjeros en sus países de residencia[[98]](#footnote-98).**

|  |  |
| --- | --- |
| AÑOS | LIBERTAD CONDICIONAL PARA EXTRANJEROS |
| 1999 | 472 |
| 2000 | 331 |
| 2001 | 249 |
| 2002 | 650 |
| 2003 | 383 |
| 2004 | 461 |
| 2005 | 493 |
| 2006 | 370 |
| 2007 | 400 |
| 2008 | 445 |
| 2009 | 568 |
| 2010 | 723 |
| 2011 | 1044 |
| 2012 | 724 |
| 2013 | 669 |
| 2014 | 516 |

1. **Pourcentage des mesures par rapport à l’ensemble des mesures spécifiques à la phase du procès pénal (en ce compris l’emprisonnement)**

No existen datos para comparar cuántos internos en condiciones de poder acceder a la libertad condicional no disfrutaban de la misma, con lo cual no podría compararse en ese sentido el porcentaje de aplicación a ese sector.

Respecto a los totales de personas en prisión, tampoco la comparación puede hacerse de manera correcta, porque los datos ofrecidos por Instituciones Penitenciarias son los datos a último día del año, mientras que los datos que disponemos de libertad condicional son absolutos, referidos al número de personas que efectivamente disfrutaron de la misma.

Sí que existe un estudio realizado por CID Moliné y Tébar Vilches con datos de 1996 a 2008, donde se ve cómo progresivamente se han ido reduciendo las libertades condicionales por cada 100 condenados[[99]](#footnote-99).

**Tabla 10: libertades condicionales concedidas por cada 100 condenados[[100]](#footnote-100).**



1. **Conséquences légales du non-respect de la mesure**

Si durante el período de libertad condicional el condenado delinque o inobserva las reglas de conducta impuesta, el responsable de los servicios sociales lo comunicará al Juez de Vigilancia, que revocará la libertad condicional.

Si se revoca la libertad condicional, el interno ingresa en prisión en un régimen ordinario hasta que la Junta de Tratamiento proceda a una nueva clasificación.

La revocación implica el cumplimiento del resto de la pena dentro de la prisión, pero descontando del total el tiempo que se ha disfrutado de libertad condicional. **En cambio, en el caso de los condenados por terrorismo, la revocación supone la pérdida del tiempo disfrutado en libertad condicional[[101]](#footnote-101), por lo que para estos delitos opera la libertad condicional como una especie de suspensión de la fase final de ejecución de la pena.**

1. **Statistiques d’échec de la mesure**

Los datos disponibles de revocaciones de libertad condicional y de modificaciones, provienen de la estadística judicial:

**Tablas 11, 12 y 13. Revocaciones de la libertad condicional[[102]](#footnote-102) :**

|  |  |
| --- | --- |
| AÑOS | REVOCACIONES DE LIBERTAD CONDICIONAL |
| 2008 | 566 |
| 2009 | 509 |
| 2010 | 607 |
| 2011 | 645 |
| 2012 | 801 |
| 2013 | 853 |
| 2014 | 788 |

**Tablas 14, 15 y 16. Tablas de resoluciones del Juez de Vigilancia para modificar las condiciones de cumplimiento de la libertad condicional**[[103]](#footnote-103) **.**

|  |  |
| --- | --- |
| AÑOS | MODIFICACIÓN DE CONDICIONES |
| 2008 | 577 |
| 2009 | 622 |
| 2010 | 714 |
| 2011 | 840 |
| 2012 | 1267 |
| 2013 | 1479 |
| 2014 | 1615 |

1. **Conformité de la mesure par rapport aux instruments normatifs et politiques européens**

Esta normativa es respetuosa con las Reglas Penitenciarias Europeas de 2006 (regla 107 referida a la libertad condicional bajo control y a la adopción de medidas que aseguren un regreso progresivo a la vida en un medio libre –gracias a un programa de preparación para la salida en libertad o libertad condicional bajo control-) y con la Recomendación Rec (2003) del Comité de Ministros de los Estados Miembros del Consejo de Europa sobre libertad condicional.

1. À cette époque, le congé n’était pas renouvelé systématiquement. [↑](#footnote-ref-1)
2. Pour ce calcul, nous n’avons pas considéré les condamnés purgeant leur peine en surveillance électronique. Cette colonne est calculée par nous. [↑](#footnote-ref-2)
3. Pour les années 1995 à 2000, la semi-liberté était applicable à tous les condamnés (et pas seulement aux condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins) puisque la mesure de détention limitée n’existait pas. [↑](#footnote-ref-3)
4. Les chiffres de 2014 sont difficilement comparables avec ceux des années précédentes puisque depuis cette année la surveillance électronique s’applique également aux prévenus. Les chiffres disponibles ne distinguent pas si la surveillance électronique concerne un condamné ou un prévenu. [↑](#footnote-ref-4)
5. Les chiffres de 2014 sont difficilement comparables avec ceux des années précédentes puisque depuis cette année la surveillance électronique s’applique également aux prévenus. Les chiffres disponibles ne distinguent pas si la surveillance électronique concerne un condamné ou un prévenu. [↑](#footnote-ref-5)
6. L’article 25, §2 de la loi relative au statut juridique externe prévoit des exceptions à cette double règle pour les peines privatives de liberté de trente ans et les peines privatives de liberté à perpétuité. Cet article prévoit, en fonction des circonstances, les seuils de 15 (absence de récidive), 19 (récidive liée à certains faits punis par une peine correctionnelle d’au moins trois ans) et 23 ans (récidive liée à des faits punis par une peine criminelle) de détention avant d’avoir accès à une libération conditionnelle. [↑](#footnote-ref-6)
7. Les chiffres des années 2000 à 2006 proviennent de Deltenre (2008). Ces chiffres et ceux des années ultérieures doivent être comparés avec prudence. En effet, les chiffres de Deltenre ne concernent que les peines privatives de liberté de plus de trois ans, alors que les chiffres des années ultérieures concernent tous les condamnés. Cette différence n’a que peu de conséquences pour le nombre de libérations conditionnelles (puisque les libérations conditionnelles ne sont accessibles depuis 2007 uniquement pour les condamnés à des peines privatives de liberté de plus de trois ans). Cette différence a par contre davantage d’impact sur le nombre de libérations en fin de peine. En effet, les chiffres des années 2007 à 2013 concernent tous les condamnés et le concept de « fin de peine » est plus large chez Deltenre (2008). Il est vrai cependant que le nombre de libérations en fin de peine des condamnés à des peines privatives de liberté de trois ans ou moins est faible (puisque la libération provisoire est quasi systématique pour ces condamnés). [↑](#footnote-ref-7)
8. L’article 26, §2 de la loi relative au statut juridique externe prévoit des exceptions à cette double règle pour les peines privatives de liberté de trente ans et les peines privatives de liberté à perpétuité. Cet article prévoit, en fonction des circonstances, les seuils de 15 (absence de récidive), 19 (récidive liée à certains faits punis par une peine correctionnelle d’au moins trois ans) et 23 ans (récidive liée à des faits punis par une peine criminelle) de détention avant d’avoir accès à une libération provisoire en vue de l’éloignement du territoire ou de la remise. [↑](#footnote-ref-8)
9. Les chiffres des années 2001 et suivantes proviennent de Deltenre (2008) et ne concernent que les peines privatives de liberté de plus de trois ans. [↑](#footnote-ref-9)
10. En effet, pour la majorité des libérés, il n’y a pas prévu de conditions particulières à respecter. [↑](#footnote-ref-10)
11. Article 712-6 CPP : *« Les jugements concernant les mesures de placement à l'extérieur, de semi-liberté, de fractionnement et suspension des peines, de placement sous surveillance électronique et de libération conditionnelle sont rendus, après avis du représentant de l'administration pénitentiaire, à l'issue d'un débat contradictoire tenu en chambre du conseil, au cours duquel le juge de l'application des peines entend les réquisitions du ministère public et les observations du condamné ainsi que, le cas échéant, celles de son avocat. Si le condamné est détenu, ce débat peut se tenir dans l'établissement pénitentiaire. Il peut être fait application des dispositions de* [l'article 706-71](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577767&dateTexte=&categorieLien=cid)*.*

    *Le juge de l'application des peines peut, avec l'accord du procureur de la République et celui du condamné ou de son avocat, octroyer l'une de ces mesures sans procéder à un débat contradictoire.*

    *Le juge de l'application des peines peut également, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, décider, d'office ou à la demande du condamné ou du ministère public, de renvoyer le jugement de l'affaire devant le tribunal de l'application des peines. Le juge ayant ordonné ce renvoi est membre du tribunal qui statue conformément à* [l'article 712-7](http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006071154&idArticle=LEGIARTI000006577886&dateTexte=&categorieLien=cid)*. La décision de renvoi constitue une mesure d'administration judiciaire qui n'est pas susceptible de recours.*

    *Les dispositions du présent article sont également applicables, sauf si la loi en dispose autrement, aux décisions du juge de l'application des peines concernant les peines de suivi socio-judiciaire, d'interdiction de séjour, de travail d'intérêt général, d'emprisonnement avec sursis assorti de la mise à l'épreuve ou de l'obligation d'accomplir un travail d'intérêt général, ou les mesures d'ajournement du prononcé de la peine avec mise à l'épreuve ».* [↑](#footnote-ref-11)
12. Article 131-4-1 [↑](#footnote-ref-12)
13. Cf. JCl Pénal Code, fasc.. 132-25 et 132-26 CP, J. Leblois-Happe. [↑](#footnote-ref-13)
14. Così dispone l’art. 47-ter (cui l’art 47-quater, comma 8, rinvia espressamente) al comma 1-quater. [↑](#footnote-ref-14)
15. I quali consistono, specificamente: nell’acquisizione di dettagliate informazioni per il tramite del comitato provinciale per l’ordine e la sicurezza pubblica competente in relazione al luogo di detenzione del condannato; nell’acquisizione di dettagliate informazioni dal questore ai fini di verificare che non vi siano elementi tali da far ritenere la sussistenza di collegamenti con la criminalità organizzata, terroristica o eversiva. Con riferimento ai delitti di cui all’ultimo periodo dell’art. 4-bis ord. penit. sono richieste soltanto le informazioni del questore, non anche quelle del comitato provinciale per l’ordine e la sicurezza pubblici. [↑](#footnote-ref-15)
16. <https://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.wp?previsiousPage=mg_14_7&contentId=SST1123250>. [↑](#footnote-ref-16)
17. <https://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.wp?previsiousPage=mg_14_7&contentId=SST1123250>. [↑](#footnote-ref-17)
18. <https://www.giustizia.it/giustizia/it/mg_1_14_1.wp?previsiousPage=mg_14_7&contentId=SST1123250>. [↑](#footnote-ref-18)
19. Non ci sono invece dati relativi alla concessione della misura a condannati in stato di libertà. [↑](#footnote-ref-19)
20. V. inoltre l’analoga voce della scheda concernente la detenzione domiciliare *ex* art. 47 *ter* ord. penit. [↑](#footnote-ref-20)
21. <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara1436685956>

    <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara> [↑](#footnote-ref-21)
22. <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara1436685956>

    <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara> [↑](#footnote-ref-22)
23. <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara1436685956>

    <https://igpr.ro/ro/stiri-si-media/comunicate/persoane-puse-sub-supraveghere-judiciara> [↑](#footnote-ref-23)
24. <http://www.mpublic.ro/presa/2016/raport_activitate_2015.pdf> [↑](#footnote-ref-24)
25. See, <http://www.just.ro/wp-content/uploads/2015/09/Raport-2015-DNP_11022016.pdf>. [↑](#footnote-ref-25)
26. Available at <http://anp.gov.ro/documents/10180/7602375/bilant+Administratia+Nationala+a+Penitenciarelor+eng.pdf/797b7159-5c96-4d76-89ae-d3e08bffe61b>. [↑](#footnote-ref-26)
27. Available at <http://anp.gov.ro/documents/10180/7602375/bilant+Administratia+Nationala+a+Penitenciarelor+eng.pdf/797b7159-5c96-4d76-89ae-d3e08bffe61b>. [↑](#footnote-ref-27)
28. La sanción de expulsión se contempla, de manera alternativa de multa, para las infracciones muy graves a la Ley de Extranjería. Según el art. 54 son infracciones muy graves : a) Participar en actividades contrarias a la seguridad nacional o que pueden perjudicar las relaciones de España con otros países, o estar implicados en actividades contrarias al orden público previstas como muy graves en la [Ley Orgánica 1/1992, de 21 de febrero](http://noticias.juridicas.com/base_datos/Admin/lo1-1992.html), sobre Protección de la Seguridad Ciudadana; b) Inducir, promover, favorecer o facilitar con ánimo de lucro, individualmente o formando parte de una organización, la inmigración clandestina de personas en tránsito o con destino al territorio español o su permanencia en el mismo, siempre que el hecho no constituya delito; c) La realización de conductas de discriminación por motivos raciales, étnicos, nacionales o religiosos, en los términos previstos en el artículo 23 de la presente Ley, siempre que el hecho no constituya delito; d) La contratación de trabajadores extranjeros sin haber obtenido con carácter previo la correspondiente autorización de residencia y trabajo, incurriéndose en una infracción por cada uno de los trabajadores extranjeros ocupados, siempre que el hecho no constituya delito; e) Realizar, con ánimo de lucro, la infracción prevista en la letra d) del apartado 2 del artículo anterior; f) Simular la relación laboral con un extranjero, cuando dicha conducta se realice con ánimo de lucro o con el propósito de obtener indebidamente derechos reconocidos en esta Ley, siempre que tales hechos no constituyan delito; g) La comisión de una tercera infracción grave siempre que en un plazo de un año anterior hubiera sido sancionado por dos faltas graves de la misma naturaleza; h) El incumplimiento de las obligaciones previstas para los transportistas en el artículo 66, apartados 1 y 2; i) El transporte de extranjeros por vía aérea, marítima o terrestre, hasta el territorio español, por los sujetos responsables del transporte, sin que hubieran comprobado la validez y vigencia, tanto de los pasaportes, títulos de viaje o documentos de identidad pertinentes, como, en su caso, del correspondiente visado, de los que habrán de ser titulares los citados extranjeros; j) El incumplimiento de la obligación que tienen los transportistas de hacerse cargo sin pérdida de tiempo del extranjero o transportado que, por deficiencias en la documentación antes citada, no haya sido autorizado a entrar en España, así como del extranjero transportado en tránsito que no haya sido trasladado a su país de destino o que hubiera sido devuelto por las autoridades de éste, al no autorizarle la entrada.

    También se impondrá la expulsión al extranjero que haya sido condenado, dentro o fuera de España, por una conducta dolosa que en España constituya delito sancionado con la pena privativa de libertad superior a un año (art. 57). [↑](#footnote-ref-28)
29. Este artículo ha sido reformado en dos ocasiones: por la LO 2/2009, de 11 de diciembre, de reforma de la LO 4/2000, de 11 de enero, sobre derechos y libertades de los extranjeros en España y su integración social; y por la LO 4/2013, de 28 de junio, de reforma del Consejo General del Poder Judicial, por el que se modifica la LO 6/1985, de 1 de julio, del Poder Judicial (que introduce el nº 11 del art. 57). Se trata de una medida prevista en la legislación española desde la LO 7/1985, de 1 de julio (art. 21.1). [↑](#footnote-ref-29)
30. Desarrollado por artículos 242 a 248 –especialmente art. 247- del RD 557/2011, de 20 de abril, Reglamento de Extranjería. [↑](#footnote-ref-30)
31. Inicialmente se configuró como una medida potestativa que permitía al juez evaluar los intereses contrapuestos. A partir de la LO 11/2003, de 29 de septiembre, se reformó para darle un carácter prácticamente automático: es la norma general, pero el juez puede decidir su no adopción, motivando la existencia de circunstancias que justifiquen la denegación. [↑](#footnote-ref-31)
32. Si estos delitos son cometidos por extranjeros, residentes o no, la expulsión se realizará una vez cumplida la pena privativa de libertad. [↑](#footnote-ref-32)
33. Sólo podrán ser expulsados si han cometido la infracción del art. 54.1 a) (participación en actividades contrarias a la seguridad nacional, orden público o que puedan perjudicar las relaciones de España con otros países) o si son reincidentes en la comisión, durante un año, de una infracción muy grave sancionable con la expulsión. [↑](#footnote-ref-33)
34. Sólo si existen motivos razonables para considerar que constituye un peligro para la seguridad de España o si, habiendo sido condenado por sentencia firme por un delito de especial gravedad, constituye un peligro para España. Si la protección de este Estado sigue vigente, será expulsado a él, debiendo haber sido consultado previamente sobre la vigencia de la protección. Si la protección internacional había sido reconocida por las autoridades españolas, la expulsión sólo podrá efectuarse previa tramitación del procedimiento de revocación previsto en la normativa en materia de protección internacional. [↑](#footnote-ref-34)
35. Están excluidos como norma general de este régimen conforme al art. 1 de la LOEX, que señala que a los ciudadanos comunitarios no se les aplicará la legislación de extranjería más que en aquellos aspectos que les pudieran ser más favorables que las normas de régimen comunitario que les serán de aplicación preferente. Su regulación se encuentra en el RD 240/2007, de 16 de febrero, sobre entrada, libre circulación y residencia en España de ciudadanos de los Estados miembros de la UE y de otros Estados parte en el Acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo (reformado por RD 1710/2011) según el cual sólo puede procederse a la expulsión de un ciudadano comunitario y asimilado si existen motivos graves de orden público o seguridad pública (art. 15.5 d), negando expresamente que la existencia de condenas penales anteriores constituya por sí sola, una razón para adoptar la expulsión por razón de orden público seguridad pública. [↑](#footnote-ref-35)
36. Salvo en el caso de mujeres embarazadas si la medida de devolución puede suponer un riesgo para la gestación o para la salud de la madre o si el extranjero formaliza una solicitud de protección internacional. [↑](#footnote-ref-36)
37. Desarrollado en España por el RD 240/2007, de 16 de febrero, sobre entrada, libre circulación y residencia en España de ciudadanos de los Estados miembros de la UE y de otros Estados parte en el Acuerdo sobre el Espacio Económico Europeo y por RD 1710, de 18 de noviembre, que lo modifica. [↑](#footnote-ref-37)
38. Traduction réalisée par le Ministère de la Justice espagnol, disponible sur <http://www.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/Portal/es/servicios-ciudadano/documentacion-publicaciones/publicaciones/traducciones-derecho-espanol>. [↑](#footnote-ref-38)
39. Cuando aparece como pena principal es siempre alternativa, es decir, se prevé con otra sanción de distinta naturaleza para que el juez pueda optar en el caso concreto por una sola de ellas con exclusión de la otra. La razón se debe a que al estar condicionada al consentimiento del penado, es necesario poder castigar la infracción con otra sanción diferente. [↑](#footnote-ref-39)
40. Con la LO 1/2015, de 25 de marzo de 2015, por la que se modifica el CP, los TBC se conciben también como una medida suspensiva que puede ordenarse al sujeto –con su consentimiento- para proceder a decretar la suspensión. Vide la ficha relativa a la suspensión (tras la reforma de 2015). [↑](#footnote-ref-40)
41. QUINTERO OLIVARES, G. (dir.): Comentarios al Código penal español, Tomo I, Aranzadi, 2011, p. 449. [↑](#footnote-ref-41)
42. *Circular de la FGE nº 2, de 22 de diciembre de 2004.* [↑](#footnote-ref-42)
43. Artículo 7,2 del *Real Decreto 840/2011, de 17 de junio, por el que se establecen las circunstancias de ejecución de las penas de trabajo en beneficio de la comunidad y de localización permanente en centro penitenciario, de determinadas medidas de seguridad, así como de la suspensión de la ejecución de la penas privativas de libertad y sustitución de penas.* [↑](#footnote-ref-43)
44. Source: Institutiones penitenciarias (Institutions pénitentiaires): <http://www.institucionpenitenciaria.es/web/portal/PenasyMedidasAlternativas/> [↑](#footnote-ref-44)
45. GONZÁLEZ TASCON, M.M.: *Estudio teórico y práctico de la pena de trabajos en beneficio de la comunidad*, Primer Accésit Premio Victoria Kent 2013, 2014, p. 302. [↑](#footnote-ref-45)
46. *Estadísticas de Penas y Medidas Alternativas a la prisión. Metodología*, op., cit., p. 9. [↑](#footnote-ref-46)
47. Según la Rec(2010)1 se entiende por tal cualquier organismo designado por la ley para cumplir las tareas y responsabilidades relativas a penas y medidas comunitarias. Según el sistema nacional, el trabajo del Servicio de Probation puede incluir igualmente el aporte de información y asesoramiento a las autoridades judiciales y otras autoridades que hayan de tomar decisiones, para ayudarles a resolver con conocimiento de causa; la orientación y asistencia a los infractores durante su detención a fin de preparar su liberación y reasentamiento; el apoyo y control de los liberados condicionales; las intervenciones de justicia restaurativa; y la oferta de ayuda a las víctimas de la delincuencia. [↑](#footnote-ref-47)
48. <http://www.poderjudicial.es/cgpj/es/Temas/Estadistica-Judicial/Base-de-datos-de-la-estadistica-judicial--PC-AXIS-> (último acceso 15.05.2015). [↑](#footnote-ref-48)
49. Traduction réalisée par le Ministère de la Justice espagnol, disponible sur <http://www.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/Portal/es/servicios-ciudadano/documentacion-publicaciones/publicaciones/traducciones-derecho-espanol>. [↑](#footnote-ref-49)
50. Con la reforma de 2015 se eliminan las faltas, por lo que desparece la referencia a faltas y se sustituye por “delitos leves”. [↑](#footnote-ref-50)
51. Traduction réalisée par le Ministère de la Justice espagnol, disponible sur <http://www.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/Portal/es/servicios-ciudadano/documentacion-publicaciones/publicaciones/traducciones-derecho-espanol>. [↑](#footnote-ref-51)
52. Tras la LO 1/2015, de 30 de marzo, la duración de la pena de localización permanente ha pasado a 3 meses. Así lo dispone el art. 33,4 h CP. Sin embargo, el art. 37 no ha sufrido modificación, lo que se entiende como un descuido o contradicción. Vid. TORRES ROSELL, N.: “Trabajos en beneficio de la comunidad y localización permanente”, en QUINTERO OLIVARES, G.: *Comentario a la reforma penal de 2015*, Ed. Aranzadi, 2015, p. 111. [↑](#footnote-ref-52)
53. Tras la reforma operada por la LO 1/2015, se establece como principal sólo en delitos leves y siempre como alternativa a la pena de multa o de trabajos en beneficio de la comunidad. [↑](#footnote-ref-53)
54. Lorsqu’elle s’applique comme peine substitutive, il s’agit d’une mesure facultative (voir la fiche concernant la substitution). [↑](#footnote-ref-54)
55. *Vide supra* nota a pie nº 2. [↑](#footnote-ref-55)
56. Arts. 12 y 13 del *Real Decreto 840/2011, de 17 de junio, por el que se establecen las circunstancias de ejecución de las penas de trabajo en beneficio de la comunidad y de localización permanente en centro penitenciario, de determinadas medidas de seguridad, así como de la suspensión de la ejecución de la penas privativas de libertad y sustitución de penas.* [↑](#footnote-ref-56)
57. Voir Article 17 du *Real Decreto 840/2011, de 17 de junio, por el que se establecen las circunstancias de ejecución de las penas de trabajo en beneficio de la comunidad y de localización permanente en centro penitenciario, de determinadas medidas de seguridad, así como de la suspensión de la ejecución de la penas privativas de libertad y sustitución de penas.* [↑](#footnote-ref-57)
58. *Anuario Estadístico del Ministerio de Interior 2013*, p. 406, disponible sur <http://www.interior.gob.es/documents/642317/1204854/Anuario_Estadistico_2013.pdf/b7606306-4713-4909-a6e4-0f62daf29b5c> (último acceso 07.05.2015). [↑](#footnote-ref-58)
59. Traduction réalisée par le Ministère de la Justice espagnol, disponible sur <http://www.mjusticia.gob.es/cs/Satellite/Portal/es/servicios-ciudadano/documentacion-publicaciones/publicaciones/traducciones-derecho-espanol>. [↑](#footnote-ref-59)
60. Vid. *Estadísticas de Penas y Medidas Alternativas a la prisión. Metodología*, Secretaría General de Instituciones Penitenciarias, Subdirección General de Penas y Medidas Alternativas, Abril de 2014, p. 7, disponible en <http://www.institucionpenitenciaria.es/web/portal/PenasyMedidasAlternativas/estadisticas.html?anyo=2014> (último acceso 07/05/2015). [↑](#footnote-ref-60)
61. En el caso de stock tan solo se distingue entre trabajos en beneficio de la comunidad y programas (suspensión y sustitución). Por stock se entiende los mandamientos que se encuentran en cumplimiento y en gestión de su cumplimiento, es decir, activos. No se incluyen los mandamientos cumplidos o archivados. Vid. *Estadísticas de Penas y Medidas Alternativas a la prisión. Metodología*, op., cit., p. 9. [↑](#footnote-ref-61)
62. Tan sólo mostraremos datos sobre mandamientos recibidos y no sobre condenas en stock al no distinguir entre suspensión y sustitución. *Vide supra* nota 6. [↑](#footnote-ref-62)
63. MORILLAS CUEVA, L./BARQUIN SANZ, J.: *La aplicación de las alternativas a la pena de prisión en España*, Informe para el Defensor del Pueblo, Granada, 2013. [↑](#footnote-ref-63)
64. Siempre que se mantengan los requisitos que motivaron su adopción y que el sujeto no acceda a la libertad condicional. [↑](#footnote-ref-64)
65. Si bien no se contempla la posibilidad de que el interno se oponga, se trata de una medida que normalmente será concedida a solicitud del interno y, si existe oposición de éste, no se entenderán cumplidos los requisitos para su aprobación. [↑](#footnote-ref-65)
66. Por vía recurso, resolverá el Juez de Vigilancia Penitenciaria. [↑](#footnote-ref-66)
67. A partir de la entrada en vigor de la reforma del CP realizada por la LO 1/2015, de 30 de marzo (en vigor desde 1 de julio de 2015), se amplía a las agresiones y abusos sexuales a menores de 16 años (art. 183). [↑](#footnote-ref-67)
68. Para ello valorará las circunstancias personales del reo y la evolución del tratamiento reeducador y una vez oídos el Ministerio Fiscal, Instituciones Penitenciarias y las demás partes. [↑](#footnote-ref-68)
69. Regulado en el art. 78 CP, implica que los beneficios penitenciarios, permisos de salida, clasificación en tercer grado y cómputo de tiempo para la libertad condicional se refieran a la totalidad de las penas y no al límite máximo de cumplimiento establecido en el CP. [↑](#footnote-ref-69)
70. En los supuestos en los que hay que elevar el límite máximo de cumplimiento a 25 años si ha sido condenado a dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por la ley con pena de prisión de hasta 20 años; a 30 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a 20 años; a 40 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y al menos 2 están castigados por la ley con pena de prisión superior a veinte años o si ha sido condenado por dos o más delitos de terrorismo y un de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a veinte años (art. 76 CP). Cuando entre en vigor la reforma del CP realizada por la LO 1/2015, de 30 de marzo (1 de julio de 2015), ya no será obligatoria la imposición del cumplimiento íntegro por los jueces y tribunales en estos supuestos, sino una potestad de los mismos. [↑](#footnote-ref-70)
71. Introducido por la LO 7/2003, de 30 de junio con carácter obligatorio y atemperado por la LO 5/2010, de 22 de junio. [↑](#footnote-ref-71)
72. Establecido en 20 años como regla general; en 25 si ha sido condenado a dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por la ley con pena de prisión de hasta 20 años; de 30 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a 20 años; de 40 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y al menos 2 están castigados por la ley con pena de prisión superior a veinte años o si ha sido condenado por dos o más delitos de terrorismo y un de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a veinte años (art. 76 CP). [↑](#footnote-ref-72)
73. A partir de la entrada en vigor de la reforma del CP realizada por la LO 1/2015, de 30 de marzo (el 1 de julio de 2015), se incluye también a los septuagenarios. [↑](#footnote-ref-73)
74. Para la determinación de la clasificación, la Junta de tratamiento pondera las siguientes variables : la personalidad y el historial individual, familiar, social y delictivo del interno, la duración de las penas, el medio social al que retorna el recluso y los recursos, facilidades y dificultades existentes en cada caso y momento para el buen éxito del tratamiento (art. 102.2 RP). Normalmente se suele exigir que el interno tenga una oferta de trabajo en el exterior. [↑](#footnote-ref-74)
75. Para lo que se considerará: la conducta efectivamente observada en orden a restituir lo sustraído, reparar el daño e indemnizar los perjuicios materiales y morales; las condiciones personales y patrimoniales del culpable, a efectos de valorar su capacidad real, presente y futura para satisfacer la responsabilidad civil que le correspondiera; las garantías que permitan asegurar la satisfacción futura, la estimación del enriquecimiento que el culpable hubiera obtenido por la comisión el delito y, en su caso, el daño o entorpecimiento producido al servicio público, así como la naturaleza de los daños y perjuicios causados por el delito, el número de perjudicados y su condición. Singularmente se aplicará esta norma cuando el interno haya sido cometido por: delitos contra el patrimonio y contra el orden socioeconómico que hubieran revestido notoria gravedad y hubieran perjudicado a una generalidad de personas, delitos contra los derechos de los trabajadores; delitos contra la Hacienda Pública y contra la Seguridad Social y Delitos contra la Administración de Justicia (cohecho, tráfico de influencias, malversación, fraudes y exacciones ilegales, negociaciones y actividades prohibidas a los funcionarios públicos) (art. 72 LOGP). [↑](#footnote-ref-75)
76. Que deberá contener los controles oportunos establecidos por el Centro, cuya aceptación previa y expresa por el interno será requisito imprescindible para poder conceder la autorización. [↑](#footnote-ref-76)
77. Elaboración propia a partir de los datos facilitados por Instituciones penitenciarias y disponibles en [www.institucionpenitenciaria.es](http://www.institucionpenitenciaria.es) y en los Anuarios estadísticos del Ministerio del Interior disponibles en <http://www.interior.gob.es/web/archivos-y-documentacion/anuario-estadistico-2013>.

    [↑](#footnote-ref-77)
78. A partir de la entrada en vigor de la reforma del CP realizada por la LO 1/2015, de 30 de marzo (en vigor desde 1 de julio de 2015), se amplía a las agresiones y abusos sexuales a menores de 16 años (art. 183). [↑](#footnote-ref-78)
79. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-79)
80. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-80)
81. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-81)
82. Elaboración propia a partir de los datos facilitados por Instituciones penitenciarias y disponibles en [www.institucionpenitenciaria.es](http://www.institucionpenitenciaria.es) y en los Anuarios estadísticos del Ministerio del Interior disponibles en <http://www.interior.gob.es/web/archivos-y-documentacion/anuario-estadistico-2013>.

    [↑](#footnote-ref-82)
83. CID MOLINÉ, J., TÉBAR VILCHES, B. : «Regresión a segundo grado: causas y consecuencias». Generalitad de Catalunya. Centre d´Estudis Juridics i Formació Especialitzada. 2013. [↑](#footnote-ref-83)
84. Vigentes hasta el 1 de julio de 2015. [↑](#footnote-ref-84)
85. A partir de la entrada en vigor de la LO 1/2015, de 30 de marzo de reforma de CP (1 de julio de 2015), la libertad condicional se convierte en una medida de suspensión de la ejecución de la última parte de la pena. El plazo de suspensión de la ejecución será de 2 a 5 años. [↑](#footnote-ref-85)
86. Medida definitiva en tanto se mantengan las condiciones y requisitos que dieron lugar a su concesión. [↑](#footnote-ref-86)
87. Si bien no se contempla la posibilidad de que el interno se oponga, se trata de una medida que normalmente será concedida a solicitud del interno y, si existe oposición de éste, no se entenderán cumplidos los requisitos para su aprobación. [↑](#footnote-ref-87)
88. En tanto se puede someter al condenado al cumplimiento de una serie de normas de conducta y a la condición de no volver a delinquir. [↑](#footnote-ref-88)
89. A partir de la entrada en vigor de la LO 1/2015, de 30 de marzo de reforma de CP (1 de julio de 2015), la libertad condicional se convierte en una medida de suspensión de la ejecución de la última parte de la pena. [↑](#footnote-ref-89)
90. Establecido en 20 años como regla general; en 25 si ha sido condenado a dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por la ley con pena de prisión de hasta 20 años; de 30 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y alguno de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a 20 años; de 40 años, si el sujeto ha sido condenado por dos o más delitos y al menos 2 están castigados por la ley con pena de prisión superior a veinte años o si ha sido condenado por dos o más delitos de terrorismo y uno de ellos está castigado por ley con pena de prisión superior a veinte años (art. 76 CP). [↑](#footnote-ref-90)
91. ; No se entenderá cumplido si no se ha satisfecho la responsabilidad civil conforme al artículo 72. LOGP. Véase ficha de tercer grado. [↑](#footnote-ref-91)
92. ; No se entenderá cumplido si no se ha satisfecho la responsabilidad civil conforme al artículo 72. LOGP. Véase ficha de tercer grado. [↑](#footnote-ref-92)
93. ; No se entenderá cumplido si no se ha satisfecho la responsabilidad civil conforme al artículo 72. LOGP. Véase ficha de tercer grado. [↑](#footnote-ref-93)
94. ; No se entenderá cumplido si no se ha satisfecho la responsabilidad civil conforme al artículo 72. LOGP. Véase ficha de tercer grado. [↑](#footnote-ref-94)
95. A partir de la entrada en vigor el 1 de julio de 2015 de la reforma operada en el CP por la LO 1/2015, de 30 de marzo, existirá una nueva modalidad de libertad condicional, en la que el Juez de Vigilancia podrá acordar la suspensión de la ejecución del resto de la pena y conceder la libertad condicional a los penados que se encuentren cumpliendo su primera condena de prisión, siempre que ésta no supere los tres años de duración, hayan cumplido la mitad de su condena, estén clasificados en tercer grado y hayan observado buena conducta. Se excluye expresamente de esta modalidad a los condenados por delitos contra la libertad e indemnidad sexual. [↑](#footnote-ref-95)
96. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-96)
97. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-97)
98. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-98)
99. Publicado en “Spain”, en Padfield, Van Zyl Smit y Dünkel: Release from prison. European policy and practice. William, 2010, pp. 358-392. [↑](#footnote-ref-99)
100. Cid Moliné, J. Tébar Vilches, B. : “Spain”, en Padfield, Van Zyl Smit y Dünkel: Release from prison. European policy and practice. William, 2010, pp. 358-392. [↑](#footnote-ref-100)
101. Reforma introducida por la LO 7/2003, de 30 de junio. [↑](#footnote-ref-101)
102. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-102)
103. Tablas de elaboración propia a partir de los datos disponibles en la Estadística Judicial de los Juzgados de Vigilancia Penitenciaria del Consejo General del Poder Judicial. [↑](#footnote-ref-103)